

Bundesversammlung

Assemblée fédérale

Assembla federale

Assamblea federala



IV/2008

1421-4067

# Résumé des délibérations

## Première partie

### Session d'hiver 2008

6e session de la 48e législature  
du lundi 1er au vendredi 19 décembre 2008

Séances du Conseil national:

1, 2, 3, 4, 8 (session extraordinaire) (II), 9, 10, 11, 15, 16, 17 (II), 18 et 19 décembre  
(15 séances)

Séances du Conseil des Etats:

1, 2, 3, 4, 8, 9 (session extraordinaire), 10, 11, 15, 16, 17 (II), 18 et 19 décembre  
(14 séances)

Séances de l'Assemblée fédérale (Chambres réunies):

3 et 10 décembre

Le résumé des délibérations est publié après chaque session. Il renseigne sur l'état des affaires en cours de traitement dans les conseils législatifs ou liquidées pendant la session. Ce périodique comprend deux parties. La première contient un aperçu général de tous les objets ainsi que des informations détaillées sur les objets du Conseil fédéral. La deuxième partie contient une liste alphabétique des interventions parlementaires, des informations détaillées sur ces interventions (texte, proposition du Conseil fédéral et décision) ainsi qu'une liste des questions avec mention de leur liquidation.

### Table des matières

---

Aperçu général	3
Objets du parlement	62
Objets du Conseil fédéral	63
Initiatives des cantons	75
Initiatives parlementaires	84
Pétitions et plaintes	145
Initiatives populaires pendantes	147
Initiatives populaires annoncées	148
Commissions parlementaires	149
Dates des sessions	152

**Abréviations**

CE	Conseil des Etats
CN	Conseil national
Ip.	Interpellation
Ip.u.	Interpellation urgente
Mo.	Motion
Po.	Postulat
Q	Question
QU	Question urgente

**Groupes**

CEg	Groupe PDC/PEV/PVL
G	Groupe écologiste
RL	Groupe radical-libéral
S	Groupe socialiste
V	Groupe de l'Union démocratique du Centre

**Commissions**

CAJ	Commission des affaires juridiques
CCP	Commission des constructions publiques
CdF	Commission des finances
CdG	Commission de gestion
CEATE	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie
CER	Commission de l'économie et des redevances
CIP	Commission des institutions politiques

CPE	Commission de politique extérieure
CPS	Commission de la politique de sécurité
CSEC	Commission de la science, de l'éducation et de la culture
CSSS	Commission de la sécurité sociale et de la santé publique
CTT	Commission des transports et des télécommunications

**Délégations et commissions communes**

AELE/PE	Délégation AELE / Parlement européen
APF	Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie
CGra	Commission des grâces
CJ	Commission judiciaire
CRed	Commission de rédaction
DA	Délégation administrative
DéICdG	Délégation des commissions de gestion
DF	Délégation des finances
DCE	Délégation auprès du Conseil de l'Europe
NLFA-Dél.	Délégation de surveillance des NLFA
OSCE	Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE
OTAN	Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (membre associé)
RehaKo	Commission de réhabilitation
UIP	Délégation auprès de l'Union interparlementaire

**Présentation du titre des objets**

N	103/07.031	n	Navigation maritime. Conventions
↓	↓	↓	↓
			Titre de l'objet
			Premier conseil chargé de l'examen (n : Conseil national, é : Conseil des Etats)
			Numéro d'objet (année, numéro d'ordre)
			Numéro courant de la session. Ce numéro renvoie à la partie générale du résumé, en remplacement d'un numéro de page
Etat de l'objet :			
	E	examiné par le Conseil des Etats	
	N	examiné par le Conseil national	
	NE ou EN	examiné par les deux conseils	
	•	a fait l'objet d'un examen pendant la session	
	*	nouvel objet	
	x	liquidé	
	+	décidé de donner suite à l'initiative parlementaire ou cantonale	

Les informations qui se trouvent dans le *Résumé des délibérations* sont également disponibles sur Internet ([www.parlament.ch](http://www.parlament.ch)), dans la banque de données "Curia Vista".

Les textes des interventions qui étaient imprimés dans la deuxième partie jusqu'à la session d'hiver 2006 y figurent aussi.

<b>Editeur :</b>	Services du Parlement 3003 Berne Tél. 031/322 97 09 / 97 04 Fax 031/322 78 04	<b>Distribution :</b>	OFCL, Diffusion publications 3003 Berne Tél. 031/325 50 50 Fax 031/325 50 58
------------------	--	-----------------------	---

## Aperçu général

### Objets du parlement

#### Divers

- x **1/08.017 n**  
Délégation parlementaire auprès du Conseil de l'Europe. Rapport
- NE **2/08.052 n**  
Immunité du Conseiller national Brunner. Demande de levée
- 3/08.067 n**  
Immunité du Conseiller national Mörgeli. Demande de levée
- x\* **4/08.071 én**  
Délégations chargées des relations avec les parlements des pays limitrophes. Rapport de législature 2003-2007
- x\* **5/08.209 n**  
Assermentation
- x\* **6/08.211 n**  
Elections au Conseil national
- x\* **7/08.212 é**  
Conseil des Etats. Election du Bureau

#### Chambres réunies

- x **8/08.204 cr**  
Tribunal fédéral. Renouvellement intégral 2009-2014
- x\* **9/08.206 cr**  
Tribunal administratif fédéral. Election d'un membre
- x\* **10/08.207 cr**  
Tribunal fédéral. Présidence et vice-présidence
- x\* **11/08.213 cr**  
Conseil fédéral

### Objets du Conseil fédéral

#### Département des affaires étrangères

- x **12/08.030 n**  
Coopération technique et aide financière en faveur des pays en développement 2008-2011. Continuation
- x **13/08.038 n**  
Traités internationaux conclus en 2007. Rapport
- x **14/08.039 é**  
Convention des Nations Unies sur le droit de la mer
- x **15/08.043 n**  
Conseil de l'Europe. Rapport du Conseil fédéral
- x **16/08.045 n**  
La Suisse et les conventions du Conseil de l'Europe. 9ème rapport
- N **17/08.063 n**  
FIPOI. Aides financières au CICR
- E **18/08.065 é**  
Politique de désarmement et maîtrise des armements de la Suisse. Rapport 2008

#### Département de l'intérieur

- EN **19/02.088 é**  
Fondation Musée national suisse
- EN **20/04.032 én**  
Loi sur l'assurance-maladie. Révision partielle. Liberté de contracter
- E **21/04.034 én**  
Loi sur l'assurance-maladie. Révision partielle. Participation aux coûts
- EN **22/04.062 é**  
Loi sur l'assurance-maladie. Révision partielle. Managed-Care
- N **23/05.093 n**  
11ème révision de l'AVS. Mesures relatives aux prestations
- N **24/05.094 n**  
11ème révision de l'AVS. Introduction d'une prestation de préretraite
- x **25/06.092 é**  
Prévoyance professionnelle. Taux de conversion
- N **26/07.043 n**  
Loi sur l'encouragement de la culture
- N **27/07.044 n**  
Loi Pro Helvetia
- E **28/07.055 é**  
LPP. Révision partielle. Réforme structurelle
- NE **29/07.072 n**  
Recherche sur l'être humain. Article constitutionnel
- EN **30/07.074 én**  
Programme MEDIA 2007-2013. Accord avec la Communauté Européenne
- E **31/07.075 é**  
Musées et collections de la Confédération. Loi
- E **32/08.033 é**  
Projet de recherche sur la fusion ITER. Participation de la Suisse
- 33/08.047 n**  
Loi fédérale sur l'assurance-accident. Modification
- 34/08.064 n**  
Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine. Protocole additionnel
- 35/08.069 é**  
LPP. Financement des institutions de prévoyance du droit public
- E **36/08.070 é**  
Conseil des EPF. Période de prestations 2004-2007

#### Département de justice et police

- EN **37/01.080 é**  
Réforme de la direction de l'Etat
- EN **38/05.092 é**  
Procédure pénale. Unification
- x **39/06.062 é**  
Code de procédure civile suisse
- x **40/06.063 é**  
CC. Protection de l'adulte, droit des personnes et droit de la filiation

- EN 41/06.105 é  
Nations Unies. Protocole facultatif contre la torture
- NE 42/07.052 n  
Acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger. Loi. Abrogation
- E 43/07.061 é  
CC. Cédula hypothécaire de registre et autres modifications des droits réels
- N 44/07.078 n  
Convention des Nations Unies contre la corruption
- x 45/07.096 n  
Coopération transfrontalière en matière judiciaire, policière et douanière. Accord avec la République française
- EN 46/07.098 é  
Loi sur les conseils en brevets
- EN 47/07.099 é  
Tribunal fédéral des brevets. Loi
- x 48/08.010 n  
Loi sur les brevets. Choix du régime de l'épuisement en droit des brevets
- 49/08.011 é  
CO. Droit de la société anonyme et droit comptable
- 50/08.034 n  
Cour pénale internationale. Mise en oeuvre du Statut de Rome
- N 51/08.035 n  
Ressortissants suisses à l'étranger. Création de bases légales
- x 52/08.056 én  
Constitutions des cantons de Berne, d'Obwald, de Schaffhouse, d'Argovie et de Genève. Garantie
- 53/08.061 n  
Contre la construction de minarets. Initiative populaire
- 54/08.066 é  
Loi sur l'organisation des autorités pénales
- \* 55/08.078 n  
Simplification de l'échange d'informations entre les services répressifs (Développement de l'acquis de Schengen)
- \* 56/08.080 é  
Contre les rémunérations abusives. Initiative populaire. CO. Modification

*Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports*

- N 57/07.057 n  
Loi instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure. Modification
- x 58/08.024 é  
Programme d'armement 2008
- NE 59/08.027 n  
Loi sur l'armée et l'administration militaire et loi sur les systèmes d'information de l'armée. Modification de la législation militaire

*Département des finances*

- EN 60/04.074 é  
Imposition des participations de collaborateur. Loi

- x 61/07.053 n  
Loi sur l'imposition du tabac. Modification
- 62/08.012 n  
Loi relative à la vignette autoroutière
- x 63/08.041 né  
Budget 2009
- x 64/08.042 né  
Budget 2008. Supplément II
- E 65/08.044 é  
Double imposition. Convention avec la Colombie
- x 66/08.049 é  
Message 2008 sur les constructions civiles
- 67/08.051 é  
Rapport 2008 sur les subventions
- 68/08.053 n  
Simplification de la TVA
- x 69/08.057 né  
Plan financier 2010-2012. Rapport
- x 70/08.059 én  
Double imposition. Convention avec la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord
- E 71/08.068 é  
Révision LFC. Règle complémentaire au frein à l'endettement
- \* 72/08.075 é  
Double imposition. Convention avec le Chili
- x\* 73/08.076 én  
Loi sur les banques. Modification
- x\* 74/08.077 né  
Ensemble de mesures destinées à renforcer le système financier suisse
- \* 75/08.082 n  
Aide monétaire internationale. Poursuite

*Département de l'économie*

- x 76/08.028 n  
Coopération au développement. Financement des mesures de politique économique et commerciale. Continuation
- 77/08.036 n  
Contre les mauvais traitements envers les animaux et pour une meilleure protection juridique de ces derniers (Initiative pour l'institution d'un avocat de la protection des animaux). Initiative populaire
- x 78/08.048 n  
Conférence internationale du Travail. 94e, 95e et 96e sessions
- 79/08.054 é  
Loi sur les entraves techniques au commerce
- 80/08.055 é  
Loi sur la sécurité des produits
- 81/08.060 n  
Pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre. Initiative populaire
- 82/08.062 é  
Loi sur l'assurance-chômage. 4ème révision

- \* **83/08.079 é**  
Loi sur la recherche. Révision partielle
  - \* **84/08.081 n**  
CO. Bail à loyer et bail à ferme
  - \* **85/09.007 én**  
Politique économique extérieure 2008. Rapport
- Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication*
- E **86/01.083 é**  
Convention alpine. Protocoles de mise en oeuvre
  - NE **87/05.028 n**  
Réforme des chemins de fer 2
  - 88/06.059 é**  
Examen et contrôle de la sécurité technique. Loi
  - 89/06.060 é**  
Ouvrages d'accumulation. Loi
  - x **90/07.047 é**  
Projet de législation concernant le trafic marchandises
  - EN **91/07.060 é**  
Eaux vivantes. Initiative populaire
  - N **92/07.062 n**  
LAT. Acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger. Mesures d'accompagnement liées à l'abrogation de la LFAIE
  - EN **93/07.082 é**  
Vue d'ensemble du FTP (ZEB)
  - x **94/08.037 é**  
Dégâts causés par les intempéries 2005 dans le canton d'Obwald. Prestations de la Confédération
  - \* **95/08.072 é**  
Loi sur le CO2. Exemption de la taxe des centrales thermiques à combustibles fossiles
  - \* **96/08.073 n**  
Pour en finir avec les constructions envahissantes de résidences secondaires. Initiative populaire
  - \* **97/08.074 n**  
Contre la création effrénée d'implantations portant atteinte au paysage et à l'environnement. Initiative populaire

#### Initiatives des cantons

- + **98/04.310 é**  
**Argovie.** Droit de recours des associations. Responsabilité, financement et procédure
- EN **99/05.310 é**  
**Argovie.** Instaurer un nouveau régime fiscal
- 100/07.304 é**  
**Argovie.** Planification de la deuxième étape de "Rail 2000" (3e traversée du Jura, tunnel de Wisenberg). Pour une levée de l'ajournement
- 101/08.308 é**  
**Argovie.** Exonération fiscale des allocations enfant et formation. Modification de l'article 7 LHID
- 102/08.317 é**  
**Argovie.** Assistance au suicide. Modification de l'art. 115 CP

- + **103/06.301 é**  
**Bâle-Campagne.** Consommation ou diffusion de pornographie mettant en scène des enfants ou de toute autre forme illégale de pornographie. Renforcement des peines prévues (art. 197 ch. 3bis CP)
- 104/07.303 é**  
**Bâle-Campagne.** Planification de la deuxième étape de "Rail 2000" (3e traversée du Jura, tunnel de Wisenberg). Pour une levée de l'ajournement
- 105/07.302 é**  
**Bâle-Ville.** Planification de la deuxième étape de "Rail 2000" (3e traversée du Jura, tunnel de Wisenberg). Pour une levée de l'ajournement
- 106/07.310 é**  
**Bâle-Ville.** Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains. Signature et ratification
- 107/08.318 é**  
**Bâle-Ville.** Passage à l'imposition individuelle
- \* **108/08.328 é**  
**Bâle-Ville.** Nuisances sonores liées aux activités hôtelières: autoriser les cantons à édicter leur réglementation
- + **109/05.309 é**  
**Berne.** Différenciation de l'impôt sur les véhicules à moteur au niveau fédéral
- 110/07.300 é**  
**Berne.** Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains. Signature et ratification
- 111/07.305 é**  
**Berne.** Passer du système d'imposition du couple et de la famille à un système d'imposition individuelle, indépendant de l'état civil
- 112/07.311 é**  
**Berne.** Interdire le transit par la Suisse des animaux de boucherie
- 113/08.306 é**  
**Berne.** Elimination des piles usagées dans le respect de l'environnement
- 114/08.313 é**  
**Berne.** Prolonger le moratoire sur la culture des plantes génétiquement modifiées
- 115/08.316 é**  
**Berne.** Interdiction des jeux vidéo violents
- 116/08.319 é**  
**Berne.** Contribution de la Confédération à la protection contre les crues
- 117/08.321 é**  
**Berne.** Imposition des carburants utilisés dans l'aviation
- \* **118/08.327 é**  
**Berne.** Electricité produite à partir d'énergie renouvelable: rétribution de l'injection
- \* **119/08.326 é**  
**Fribourg.** Production de denrées alimentaires. Conditions inacceptables dans le sud de l'Espagne
- E **120/08.300 é**  
**Genève.** Pour un soutien concret et direct de la Suisse aux Roms de Roumanie

- 121/08.311 é**  
**Genève.** Pour une diminution juste des cotisations aux caisses-maladie des Genevoises et Genevois
- 122/08.312 é**  
**Genève.** Pour une prolongation du moratoire sur la culture des plantes génétiquement modifiées
- 123/08.320 é**  
**Genève.** Produits agricoles. Faire barrage aux denrées alimentaires cultivées dans des conditions écologiques et sociales désastreuses
- \* **124/08.322 é**  
**Genève.** Pour une répression efficace de la petite délinquance
- E **125/07.309 é**  
**Glaris.** Réintroduire la déduction fiscale des frais de formation
- 126/08.301 é**  
**Jura.** Pas à n'importe quel prix
- 127/08.307 é**  
**Neuchâtel.** Non aux importations de la misère
- \* **128/08.325 é**  
**Neuchâtel.** Introduire la perception à la source de l'impôt direct des personnes physiques
- E **129/06.303 é**  
**Schwyz.** Retrait de la demande d'adhésion de la Suisse à l'Union européenne
- EN **130/05.307 é**  
**Soleure.** Instaurer un impôt à taux unique (flat tax)
- 131/07.308 é**  
**Soleure.** Harmonisation dans le domaine des subsides à la formation
- E **132/05.301 é**  
**St-Gall.** Déductions pour frais de formation. Réintroduction dans la législation fiscale
- 133/06.305 é**  
**St-Gall.** Imposition équitable de la famille
- 134/08.302 é**  
**St-Gall.** Exonération fiscale des allocations enfant et formation. Modification de l'article 7 LHID
- 135/08.309 é**  
**St-Gall.** Suppression de l'imposition forfaitaire pour les étrangers. Egalité de traitement avec les contribuables suisses
- 136/08.314 é**  
**St-Gall.** Constructions hors des zones à bâtir
- 137/08.315 é**  
**St-Gall.** Interdire le transit par la Suisse des animaux de boucherie
- + **138/02.308 é**  
**Tessin.** Amnistie fiscale générale
- 139/08.304 é**  
**Tessin.** Politique fédérale en matière de transfert du trafic marchandises transalpin de la route au rail
- \* **140/08.323 é**  
**Tessin.** Loi fédérale sur l'assurance-maladie
- 141/08.305 é**  
**Uri.** Accélérer le transfert du trafic marchandises transalpin sur le rail
- 142/08.310 é**  
**Vaud.** Loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité
- E **143/03.314 é**  
**Valais.** Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct. Favoriser fiscalement les couples mariés et la famille
- 144/06.308 é**  
**Zoug.** Zimmerberg II
- 145/06.302 é**  
**Zurich.** Passer au système de l'imposition individuelle
- E **146/06.304 é**  
**Zurich.** Suppression du droit de recours des organisations
- 147/06.306 é**  
**Zurich.** Réduction de la charge de travail administratif liée à la TVA
- 148/07.306 é**  
**Zurich.** Loi sur l'harmonisation des impôts directs. Droit d'option pour les couples mariés
- 149/07.307 é**  
**Zurich.** Initiative populaire cantonale. Simplification du certificat de salaire
- 150/08.303 é**  
**Zurich.** LAVS. Modification
- \* **151/08.324 é**  
**Zurich.** Réforme du régime fiscal (EasySwissTax)

## Initiatives parlementaires

### Conseil national

### Initiatives des groupes

- 152/04.439 n**  
**Groupe CEG.** Loi sur les stupéfiants. Révision
- 153/07.468 n**  
**Groupe CEG.** Objectifs eurocompatibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre
- 154/04.443 n**  
**Groupe G.** Loi sur la prévention et la prise en charge en matière de toxicodépendances
- 155/06.437 n**  
**Groupe G.** Surveillance du Ministère public de la Confédération par le Parlement
- x **156/08.400 n**  
**Groupe G.** Assimiler les avions militaires Pilatus à du matériel de guerre
- NE **157/08.414 n**  
**Groupe G.** Extranet. Accès des secrétariats des groupes aux documents relatifs aux affaires internes des commissions
- 158/08.433 n**  
**Groupe G.** Destruction de documents. Institution d'une CEP
- 159/08.483 n**  
**Groupe G.** Entreprises d'électricité. Publicité des rémunérations

- 160/08.492 n**  
**Groupe G.** Taxer les gains exceptionnels des producteurs et marchands d'électricité découlant de la libéralisation et en investir le produit pour promouvoir l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables
- 161/06.408 n**  
**Groupe RL.** Plus d'autonomie pour la promotion de la recherche
- x **162/06.444 n**  
**Groupe RL.** Dispositions constitutionnelles relatives à la santé. Cadre libéral et collaboration entre la Confédération et les cantons
- 163/07.438 n**  
**Groupe RL.** Droit fiscal fédéral. Prévoir enfin des déductions pour la garde des enfants
- 164/07.439 n**  
**Groupe RL.** Droit fiscal cantonal. Prévoir enfin des déductions pour la garde des enfants
- NE **165/08.412 n**  
**Groupe RL.** Extranet. Accès des secrétariats des groupes aux documents relatifs aux affaires internes des commissions
- 166/08.431 n**  
**Groupe RL.** Suppression ou subsidiarisation de la peine pécuniaire
- 167/08.449 n**  
**Groupe RL.** Non aux abus de l'hospitalité
- + **168/08.452 n**  
**Groupe RL.** Compensation immédiate des effets de la progression à froid. Plus d'argent dans le porte-monnaie
- 169/07.401 n**  
**Groupe S.** Rendement des actifs LPP. Les bons comptes font les bons amis
- 170/07.445 n**  
**Groupe S.** Renforcement des moyens de confiscation des valeurs patrimoniales en Suisse de dictateurs ou potentats
- 171/07.452 n**  
**Groupe S.** LAMal. Modification de l'article 64a
- 172/07.487 n**  
**Groupe S.** Assureurs-vie et prévoyance professionnelle. Présentation des comptes
- NE **173/08.413 n**  
**Groupe S.** Extranet. Accès des secrétariats des groupes aux documents relatifs aux affaires internes des commissions
- \* **174/08.503 n**  
**Groupe S.** Augmentation de l'allocation pour enfant et de l'allocation de formation professionnelle - Accroissement du pouvoir d'achat d'un milliard!
- + **175/02.407 n**  
**Groupe V.** Entreprises cotées en Bourse. Transmission des droits de vote
- 176/04.434 n**  
**Groupe V.** Nouveaux certificats de salaire. Sus à la hausse larvée des impôts!
- + **177/06.447 n**  
**Groupe V.** Rapport stratégique servant de fondement à la politique de sécurité de la Suisse
- 178/06.481 n**  
**Groupe V.** Suivi obligatoire des délinquants sexuels
- 179/06.482 n**  
**Groupe V.** Durcissement des peines en cas de viol
- 180/06.484 n**  
**Groupe V.** Droit pénal et expulsion du territoire suisse
- + **181/06.485 n**  
**Groupe V.** Pas de naturalisation sans obtention préalable d'une autorisation d'établissement
- + **182/08.401 n**  
**Groupe V.** Droit de veto du Parlement sur les ordonnances édictées par le Conseil fédéral
- 183/08.404 n**  
**Groupe V.** Maintien d'une réserve d'or dans l'intérêt du pays
- x **184/08.405 n**  
**Groupe V.** CFF Cargo. Création d'une CEP en vue de déterminer les responsabilités au plan politique
- 185/08.409 n**  
**Groupe V.** Perte de la nationalité pour des criminels naturalisés
- NE **186/08.415 n**  
**Groupe V.** Extranet. Accès des secrétariats des groupes aux documents relatifs aux affaires internes des commissions
- 187/08.435 n**  
**Groupe V.** Le programme de la législature est l'affaire du gouvernement
- 188/08.436 n**  
**Groupe V.** Permettre aux cantons d'introduire des plans d'épargne-logement
- 189/08.463 n**  
**Groupe V.** Concordats. Déclaration de force obligatoire générale et autonomie des cantons
- 190/08.464 n**  
**Groupe V.** Armée suisse. Renoncer aux engagements à l'étranger
- 191/08.465 n**  
**Groupe V.** Garantie du secret bancaire
- 192/08.466 n**  
**Groupe V.** Oui au chef de l'Etat-major général, non au chef de l'armée
- 193/08.467 n**  
**Groupe V.** Retrait de la demande d'entrée dans l'Union européenne
- 194/08.468 n**  
**Groupe V.** Pas de naturalisation sans de bonnes connaissances orales et écrites de la langue de sa commune
- 195/08.469 n**  
**Groupe V.** Les réserves d'or de la Banque nationale doivent être stockées en Suisse
- 196/08.470 n**  
**Groupe V.** Augmentation des réserves monétaires de la Banque nationale suisse
- 197/08.475 n**  
**Groupe V.** Les abus dans l'assurance-invalidité doivent cesser de peser sur les rentes AVS

- \* **198/08.511 n**  
**Groupe V.** Réintroduction des peines privatives de liberté de moins de six mois
- \* **199/08.512 n**  
**Groupe V.** Abolition des peines pécuniaires et réintroduction des amendes
- \* **200/08.513 n**  
**Groupe V.** Travail d'intérêt général. Abolition du sursis
- \* **201/08.514 n**  
**Groupe V.** Allègements fiscaux en faveur des familles qui gardent elles-mêmes leurs enfants

#### Initiatives des commissions

- 202/07.494 n**  
**CdF-CN.** Instrument parlementaire concernant les buts stratégiques des unités indépendantes
- \*x **203/07.463 n**  
**CdG-CN.** Présence des conseillers fédéraux lors de l'examen du rapport de gestion au Conseil national
- \*+ **204/08.498 n**  
**CER-CN.** Augmentation injustifiée du prix de l'électricité
- \* **205/08.499 n**  
**CER-CN.** Propriétaires de PME. Un impôt sur la fortune multiplié par trois en catimini
- \*x **206/06.458 n**  
**CIP-CN.** Renoncer à l'introduction de l'initiative populaire générale
- + **207/08.447 n**  
**CIP-CN.** Garantir la confidentialité des délibérations des commissions
- \* **208/08.502 n**  
**CIP-CN.** Répartition des compétences en matière d'approbation de suppléments urgents au budget
- 209/08.448 n**  
**CAJ-CN.** Interdiction d'exercer une profession pour les auteurs d'actes pédosexuels
- \* **210/08.497 n**  
**CAJ-CN.** Modification des règles légales relatives à l'immunité

#### Initiatives des députés

- + **211/03.424 n**  
**Abate.** Actes d'ordre sexuel avec des enfants. Allongement de la peine prévue par l'article 187 CP
- 212/07.409 n**  
**Abate.** Annulation des commandements de payer injustifiés
- 213/08.419 n**  
**Aebi.** Autoriser la publicité paysagère comme revenu accessoire pour les paysans
- + **214/02.452 n**  
**Aeppli.** Mise en place d'un service central en matière de pédophilie sur Internet
- 215/07.480 n**  
**Aeschbacher.** Halte au tourisme de la mort dans notre pays
- 216/08.462 n**  
**Aeschbacher.** Pas de commerce avec la mort!

- 217/08.487 n**  
**Aeschbacher.** Pas de privilèges fiscaux injustes pour les organisations bénéficiant d'allègements d'impôts
- 218/07.402 n**  
**Amherd.** Loi fédérale sur l'encouragement et la protection des enfants et des jeunes. Base constitutionnelle
- + **219/04.474 n**  
**Baumann J. Alexander.** Loi sur l'assurance-accidents. Modification de l'article 66 (entreprises assurées)
- + **220/03.432 n**  
**Beck.** LPP. Abrogation de l'article 69 alinéa 2
- 221/07.425 n**  
**Beck.** Prévoyance professionnelle. Bonifications de vieillesse linéaires sur toute la durée de l'activité professionnelle
- 222/08.457 n**  
**Bourgeois.** Souveraineté alimentaire
- 223/08.481 n**  
**Bourgeois.** Renforcement des énergies renouvelables
- 224/07.450 n**  
**Bruderer.** Règles minimales pour l'octroi et le financement des bourses d'études
- + **225/05.463 n**  
**Brunner.** Empêcher les mariages fictifs
- \*N **226/07.429 n**  
**Büchler.** Assainissement des buttes de tir. Prolongation du délai jusqu'en 2012
- + **227/05.436 n**  
**Burkhalter.** Nouvelle procédure pour les programmes d'armement
- \* **228/08.523 n**  
**Carobbio Guscetti.** Limiter à un million de francs au plus le montant des indemnités de départ que les entreprises peuvent déduire fiscalement
- 229/07.485 n**  
**Cassis.** Egalité de traitement des médecins généralistes
- 230/04.478 n**  
**Chevrier.** LTVA. Déduction de l'impôt préalable. Article 38
- \* **231/08.530 n**  
**Chevrier.** Limitation du nombre d'objets en votation
- + **232/00.431 n**  
**Cina.** Assurer l'encadrement législatif de l'activité de guide de montagne et du secteur des activités à risque
- \*NE **233/04.472 n**  
**Darbellay.** Garde de chevaux en zone agricole
- NE **234/04.473 n**  
**Darbellay.** Interdiction d'exercer une profession en rapport avec les enfants pour les auteurs d'actes pédophiles
- 235/08.426 n**  
**Darbellay.** Réintroduction de l'expulsion du territoire suisse à titre de peine accessoire
- 236/08.441 n**  
**Donzé.** Droit du travail. Indemnisation équitable des personnes effectuant un service de protection civile

- \* **237/08.504 n**  
**Donzé.** Remplacer la jungle des subventions pour enfants par une allocation unique
- + **238/02.453 n**  
**Dupraz.** La transformation des bâtiments en zone agricole. Une compétence cantonale
- NE **239/05.452 n**  
**Dupraz.** Révision de la loi fédérale sur le matériel de guerre
- + **240/05.429 n**  
**Egerszegi-Obrist.** Structures d'accueil extrascolaire et extrafamilial
- 241/06.453 n**  
**Egerszegi-Obrist.** Réglementation, au niveau de la loi, de l'assistance au décès
- 242/06.430 n**  
**Engelberger.** Certificat de salaire. Création d'une base légale
- 243/06.476 n**  
**Fasel.** Un enfant, une allocation
- 244/07.459 n**  
**Fasel.** Formation continue obligatoire
- 245/05.417 n**  
**Fässler.** Droits des actionnaires. Faciliter la convocation d'une assemblée générale et l'inscription d'un objet à l'ordre du jour
- 246/06.466 n**  
**Fässler.** Améliorer la protection des maîtres d'ouvrage
- \* **247/08.506 n**  
**Fehr Hans-Jürg.** Punissabilité de la soustraction d'impôt
- \* **248/08.507 n**  
**Fehr Hans-Jürg.** Entraide pénale en cas de soustraction d'impôt intentionnelle
- + **249/00.436 n**  
**Fehr Jacqueline.** Prestations complémentaires pour des familles. Modèle tessinois
- + **250/05.431 n**  
**Fehr Jacqueline.** Améliorer les chances de formation des enfants et des jeunes
- 251/08.434 n**  
**Fehr Jacqueline.** Normes de gouvernance et critères de transparence dans l'assurance-maladie
- 252/08.474 n**  
**Fehr Jacqueline.** Séparation claire des intérêts dans l'assurance-maladie obligatoire
- 253/08.403 n**  
**Flückiger.** Plus de communication dans la circulation routière. Réintroduction du signe de la main
- 254/07.467 n**  
**Freysinger.** Incidence financière des liens d'intérêt
- x **255/08.425 n**  
**Freysinger.** Inscription du principe de précaution dans la Constitution
- 256/07.498 n**  
**Galladé.** Ranger les armes de service à l'arsenal
- + **257/05.430 n**  
**Genner.** Améliorer les chances des enfants et des familles
- NE **258/03.411 n**  
**Giezendanner.** Lever l'interdiction des courses de formule 1
- + **259/03.430 n**  
**Glasson.** La criminalité organisée envers les enfants est un crime contre l'humanité
- \* **260/08.519 n**  
**Goll.** Pour un congé de maternité répondant aux besoins actuels
- + **261/03.436 n**  
**Gross.** Pour des campagnes de votation équitables
- + **262/98.450 n**  
**Gross Jost.** Argent saisi dans le trafic de drogue à des fins de traitement de toxicomanes
- + **263/05.464 n**  
**Guisan.** Dépistage du cancer
- + **264/03.447 n**  
**Gysin.** Certificat de salaire
- 265/08.488 n**  
**Gysin.** Initiative parlementaire pour un traitement fiscal privilégié de l'épargne-logement destinée à l'acquisition d'un logement habité par son futur propriétaire ou au financement de mesures d'économie d'énergie ou de protection de l'environnement dans le domaine du bâtiment
- 266/08.495 n**  
**Gysin.** Primes destinées à encourager l'épargne-logement et les mesures d'économies d'énergie et de protection de l'environnement portant sur un logement en propriété pour son propre usage en Suisse. Exonération fiscale
- + **267/05.440 n**  
**Haller.** Familles et accueil extrascolaires
- 268/08.421 n**  
**Heer.** Modifier la loi fédérale sur la circulation routière
- 269/08.455 n**  
**Heer.** Protection civile. Réduction des jours de service
- x **270/00.414 n**  
**Hegetschweiler.** Protection contre le bruit dans les aéroports nationaux. Financement des mesures prévues par la loi
- NE **271/02.418 n**  
**Hegetschweiler.** Indemnisation pour nuisances sonores dues au trafic aérien. Garanties quant à la procédure
- + **272/02.473 n**  
**Hegetschweiler.** Loi sur le CO2. Incitation à prendre des mesures d'économie d'énergie dans le bâtiment
- + **273/04.450 n**  
**Hegetschweiler.** Acquisition d'un nouveau logement. Encourager la mobilité professionnelle
- x **274/06.468 n**  
**Hegetschweiler.** Couverture d'assurance. Lacune en cas de décès du propriétaire
- 275/05.448 n**  
**Heim.** Santé publique. Pour une politique basée sur des connaissances objectives

- + **276/05.465 n**  
**Heim.** Dépistage du cancer
- 277/06.402 n**  
**Heim.** Code pénal suisse. Régime de la prescription
- 278/06.404 n**  
**Heim.** Délais de prescription en matière de responsabilité civile
- 279/07.483 n**  
**Heim.** Egalité de traitement des médecins généralistes
- 280/07.486 n**  
**Heim.** Organisation nationale pour l'assurance-qualité et la sécurité des patients
- 281/07.501 n**  
**Heim.** Registre national du cancer
- 282/08.476 n**  
**Heim.** Evaluation des prestations et analyse de la couverture des besoins en matière de soins
- 283/06.472 n**  
**Hess Bernhard.** Abroger la norme pénale antiraciste
- \* **284/08.517 n**  
**Hiltbold.** Constructions des bâtiments administratifs au haut standard énergétique
- \* **285/08.518 n**  
**Hiltbold.** Mesures pour favoriser les constructions de haut standard énergétique
- + **286/07.419 n**  
**Hochreutener.** Politique en faveur de la famille. Article constitutionnel
- 287/08.418 n**  
**Hochreutener.** Accroître la sécurité du droit dans le domaine de la cybercriminalité
- 288/08.430 n**  
**Hodgers.** Possibilité pour les cantons d'introduire et de financer un congé-paternité par le régime des APG
- 289/07.458 n**  
**Hofmann.** Réserve héréditaire des descendants et état civil du testateur
- 290/07.454 n**  
**Hubmann.** Effets du divorce après la survenance d'un cas de prévoyance. Modifier l'article 124 CC
- 291/06.488 n**  
**Hutter Markus.** Non aux limites de vitesse inopérantes sur nos routes nationales
- 292/08.478 n**  
**Hutter Markus.** LPP. Rachat pour les indépendants n'exerçant plus leur activité lucrative
- 293/07.415 n**  
**Joder.** Ligne ferroviaire à deux voies à Gléresse
- 294/08.458 n**  
**Jositsch.** Investigation secrète. Restreindre le champ d'application des dispositions légales
- \* **295/08.508 n**  
**Jositsch.** Prévoir des sanctions pénales en cas de violation grave du devoir de diligence dans la gestion d'une entreprise
- + **296/04.444 n**  
**Jutzet.** Délai de réflexion obligatoire et article 111 CC
- 297/08.443 n**  
**Kaufmann.** Amendes contre les cartels. Menace pour la viabilité des entreprises
- 298/08.444 n**  
**Kaufmann.** Halte aux réductions de rentes dues aux provisions pour impôts
- + **299/07.424 n**  
**Kleiner.** Médicaments de la médecine complémentaire. Réglementer concrètement la procédure d'autorisation simplifiée dans la loi sur les produits thérapeutiques
- + **300/05.400 n**  
**Kohler.** Protection civile. Suppression de l'obligation de construire des abris privés
- + **301/05.453 n**  
**Kohler.** Interdiction des pitbulls en Suisse
- + **302/03.439 n**  
**Kunz.** Promotion des énergies renouvelables sans incidences budgétaires
- 303/08.459 n**  
**Lachenmeier.** Appartements locatifs mal isolés. Répartition des frais d'énergie supplémentaires entre le bailleur et les locataires
- 304/07.413 n**  
**Lang.** Plus de civils traduits devant des tribunaux militaires
- 305/04.431 n**  
**Leutenegger Filippo.** Certificat de salaire
- 306/05.455 n**  
**Leutenegger Filippo.** Taxe sur la valeur ajoutée. Changement de la méthode utilisée par l'Administration fédérale des contributions
- 307/06.473 n**  
**Leutenegger Filippo.** Victimes de l'amiante. Comblent les lacunes dans la législation actuelle
- + **308/03.428 n**  
**Leutenegger Oberholzer.** Nom et droit de cité des époux. Egalité
- 309/06.470 n**  
**Leutenegger Oberholzer.** Délits boursiers (délits d'initiés et manipulations de cours). Durcissement des normes pénales
- 310/06.490 n**  
**Leutenegger Oberholzer.** Renforcement de la protection des consommateurs. Modification de l'article 210 CO
- + **311/07.436 n**  
**Leutenegger Oberholzer.** Ne pas discriminer les travailleurs âgés. Modification de la loi sur le libre passage
- \* **312/08.524 n**  
**Leutenegger Oberholzer.** Systèmes de rémunération des banques
- \* **313/08.516 n**  
**Lumengo.** Congé pour les parents d'enfants malades
- 314/08.417 n**  
**Lüscher.** Modification de l'article 7 de la loi fédérale du 18 décembre 1987 sur le droit international privé
- + **315/03.445 n**  
**Lustenberger.** Marchés publics. La formation d'apprentis constituerait un critère de sélection

- + **316/04.413 n**  
**Lustenberger.** Certificats de salaire. Conception simplifiée pour les PME
- + **317/06.414 n**  
**Lustenberger.** Loi sur la nationalité. Délai plus long pour annuler une naturalisation
- \* **318/08.505 n**  
**Lustenberger.** Renforcer la liberté de choix de l'Assemblée fédérale (Chambres réunies)
- + **319/04.430 n**  
**Maitre.** Réglementation du prix du livre
- 320/08.437 n**  
**Malama.** Taxe sur la plus-value. Abrogation de l'article 5 alinéa 1 LAT
- 321/08.438 n**  
**Malama.** Energie photovoltaïque. Egalité de traitement par rapport aux autres technologies renouvelables
- 322/08.432 n**  
**Marra.** La Suisse doit reconnaître ses enfants
- + **323/07.417 n**  
**Marty Kälin.** Transport des animaux et contrôles aux frontières
- x **324/04.418 n**  
**Maury Pasquier.** LAMal. Inscription des maisons de naissance
- 325/07.455 n**  
**Maury Pasquier.** Ratification de la Convention no 183 de l'OIT sur la protection de la maternité
- + **326/00.437 n**  
**Meier-Schatz.** Prestations complémentaires pour des familles. Modèle tessinois
- 327/05.459 n**  
**Meier-Schatz.** Création d'un fonds de compensation propre à l'AI
- 328/07.470 n**  
**Meier-Schatz.** Défisicaliser les allocations pour enfants et formation professionnelle
- 329/08.461 n**  
**Meier-Schatz.** Mesures d'urgence pour alléger la charge fiscale des familles avec enfants
- 330/05.422 n**  
**Menétrey-Savary.** Joueurs excessifs, dépendance au jeu. Développer les moyens de prévention
- x **331/06.465 n**  
**Menétrey-Savary.** Suppression du lien de filiation en cas d'annulation de mariages dits de complaisance. Compatibilité de la loi sur les étrangers avec la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant
- + **332/05.467 n**  
**Meyer Thérèse.** Cancer. Détection précoce et égalité de traitement
- 333/07.484 n**  
**Meyer Thérèse.** Egalité de traitement des médecins généralistes
- 334/08.429 n**  
**Meyer Thérèse.** Prévention du suicide des jeunes
- \* **335/08.522 n**  
**Meyer Thérèse.** Exercice actif des droits politiques facilité pour les Suisses de l'étranger
- + **336/01.461 n**  
**Müller-Hemmi.** Commission fédérale des droits de l'homme
- 337/07.476 n**  
**Müller-Hemmi.** Faire en sorte que la Constitution soit applicable pour les autorités chargées de mettre en oeuvre le droit
- + **338/04.456 n**  
**Müller Philipp.** Harmonisation des notions et des méthodes de mesure dans les prescriptions de construction et d'exploitation
- + **339/08.406 n**  
**Müller Philipp.** Autorisations de séjour à l'année pour les étrangers établis refusant de s'intégrer
- 340/08.428 n**  
**Müller Philipp.** Pas de regroupement familial en cas de versement de prestations complémentaires
- 341/08.450 n**  
**Müller Philipp.** Marge de manoeuvre accrue pour les autorités
- + **342/96.412 n**  
**Nabholz.** Ouverture du pilier 3a aux groupes de personnes sans activité lucrative
- + **343/08.407 n**  
**Neiryck.** Faciliter l'admission et l'intégration des étrangers diplômés d'une haute école suisse
- 344/08.408 n**  
**Neiryck.** Remplacement des ampoules à filament par des ampoules économiques
- 345/08.451 n**  
**Neiryck.** Economie d'énergie dans la distribution d'eau de table
- x **346/06.435 n**  
**Nordmann.** Actualisation de la formulation de l'article 160 du Code pénal relatif au recel
- \* **347/08.525 n**  
**Nordmann.** Soumettre aux pléniums du Parlement les crédits extraordinaires de très grande ampleur
- 348/07.472 n**  
**Noser.** Attribution d'une identité numérique à chaque assuré
- x **349/08.500 n**  
**Parmelin.** Exonérer de la TVA sur les taxes et redevances de la Confédération
- x **350/08.402 n**  
**Pfister Gerhard.** Simplification du système d'allocation de moyens et d'indemnisation pour les parlementaires
- + **351/08.420 n**  
**Pfister Gerhard.** Concrétisation légale de l'intégration
- + **352/03.406 n**  
**Polla.** Amnistie fiscale générale
- 353/05.461 n**  
**Rechsteiner-Basel.** Répartition de la fortune lors de la liquidation partielle d'une institution de prévoyance

- 354/08.480 n**  
**Rechsteiner-Basel.** Moratoire sur les agrocarburants
- 355/08.496 n**  
**Rechsteiner-Basel.** Réseaux électriques. Garantir le service public par la loi
- N **356/06.461 n**  
**Rechsteiner Paul.** Réhabilitation des Suisses engagés volontaires durant la guerre civile espagnole
- 357/07.422 n**  
**Rechsteiner Paul.** Loi sur l'égalité de traitement
- + **358/05.412 n**  
**Recordon.** Répression pénale de l'utilisation sans droit de valeurs patrimoniales obtenues par une tromperie non astucieuse
- 359/06.469 n**  
**Recordon.** Interdiction du mode veille sur les appareils à fonctionnement électrique
- 360/06.493 n**  
**Recordon.** Création d'instruments de lutte contre les nouveaux mécanismes de blanchiment
- + **361/07.427 n**  
**Recordon.** Eliminer les discriminations pouvant frapper les handicapés non propriétaires de l'immeuble auquel ils doivent accéder
- 362/08.442 n**  
**Rennwald.** Relance de l'adhésion à l'Union européenne
- 363/08.456 n**  
**Rickli Natalie.** Pas de redevance radio et télévision pour l'internet et les téléphones portables
- + **364/05.432 n**  
**Riklin Kathy.** Introduction d'écoles à horaire continu
- \* **365/08.527 n**  
**Riklin Kathy.** Logement occupé par son propriétaire: suppression de la déduction des intérêts passifs et suppression de la valeur locative
- 366/07.489 n**  
**Robbiani.** Deuxième pilier. Ne pas pénaliser les travailleurs âgés
- 367/07.451 n**  
**Rossini.** Assurance-invalidité. Infirmités congénitales après 20 ans
- 368/07.453 n**  
**Rossini.** Réforme du système de sécurité sociale
- + **369/05.404 n**  
**Roth-Bernasconi.** Réprimer explicitement les mutilations sexuelles commises en Suisse et commises à l'étranger par quiconque se trouve en Suisse
- 370/08.460 n**  
**Roth-Bernasconi.** Pour un service volontaire, civil ou militaire, pour femmes et hommes
- \* **371/08.510 n**  
**Roth-Bernasconi.** Davantage de femmes dans les conseils d'administrations
- 372/08.424 n**  
**Rutschmann.** Fixation de délais contraignants pour le traitement des procédures judiciaires et des procédures de recours
- x **373/06.460 n**  
**Schelbert.** Protection des données. De la protection contre les abus au droit à l'autodétermination
- \* **374/08.509 n**  
**Schelbert.** Transactions financières extraordinaires et droits du Parlement
- 375/06.432 n**  
**Schenker Silvia.** Droit des successions. Libéralités et donations destinées à des personnes exerçant une activité professionnelle particulière
- 376/08.479 n**  
**Schibli.** Utilisation obligatoire des pistes cyclables
- \* **377/08.528 n**  
**Schneider.** Mesures de sauvetage en faveur d'entreprises d'importance systémique: éviter les structures incitatives asymétriques et fixer les responsabilités en cas de dommage
- 378/04.432 n**  
**Simoneschi-Cortesi.** Impôt fédéral direct. Déduction des coûts de formation permanente et de réorientation professionnelle
- NE **379/04.469 n**  
**Simoneschi-Cortesi.** Obligation d'exiger un extrait du casier judiciaire des personnes qui travaillent avec les enfants
- 380/04.495 n**  
**Simoneschi-Cortesi.** Respect des droits des parlementaires
- + **381/07.460 n**  
**Sommaruga Carlo.** Pour une représentation politique effective des Suisses de l'étranger
- 382/07.428 n**  
**Stamm.** Abroger les dispositions révisées du Code pénal concernant le système des peines
- 383/08.489 n**  
**Stamm.** Réserves d'or de la Banque nationale. Les augmenter par étapes
- 384/08.490 n**  
**Stamm.** Port d'arme illégal. Pas de sursis
- 385/08.491 n**  
**Stamm.** Halte à la vente d'or par la Banque nationale
- 386/08.484 n**  
**Steiert.** Faciliter le changement de caisse d'assurance-maladie selon la LAMal. Simplification de la facturation pour les patients et les assurés
- 387/08.485 n**  
**Steiert.** Faciliter le changement de caisse d'assurance-maladie selon la LAMal. Levée du chargement pour frais sur les assurances complémentaires
- + **388/03.438 n**  
**Strahm.** LP. Protection renforcée contre les créanciers
- 389/04.437 n**  
**Studer Heiner.** Révision de la loi fédérale sur les loteries
- 390/05.445 n**  
**Studer Heiner.** Juridiction constitutionnelle

- x **391/07.479 n**  
**Studer Heiner.** Garantir l'indépendance de la surveillance et de la statistique dans le domaine de la médecine de la reproduction
- x **392/06.448 n**  
**Teuscher.** Modification de la loi sur les allocations pour perte de gain. Extension des droits aux allocations aux pères qui exercent une activité lucrative
- \* **393/08.526 n**  
**Teuscher.** Allocations pour perte de gain en cas de report du congé de maternité
- \* **394/08.529 n**  
**Teuscher.** Pas de glorification de la vitesse dans la publicité automobile
- 395/07.473 n**  
**Thanei.** Egalité de traitement dans les cas de déficit
- 396/08.416 n**  
**Thanei.** Droit de bail et retards de paiement des frais accessoires
- NE **397/02.413 n**  
**Triponez.** Mesures de prévention des accidents professionnels. Exonération de la TVA
- 398/08.493 n**  
**Tschümperlin.** Accoucher sous X pour sortir d'un dilemme
- 399/08.494 n**  
**Tschümperlin.** Loi sur les étrangers. Halte à la discrimination des ressortissants suisses
- x **400/06.419 n**  
**Vermot-Mangold.** Mieux protéger les enfants contre la maltraitance
- 401/07.426 n**  
**Vischer.** Interdire l'acquisition d'informations et de moyens de preuve auprès des personnes ayant été torturées ou risquant de l'être
- 402/07.477 n**  
**Vischer.** Validité des initiatives populaires
- 403/04.459 n**  
**Waber.** Loi fédérale sur les stupéfiants et les substances psychotropes. Révision
- 404/08.482 n**  
**Wasserfallen.** Imposition des véhicules à moteur en fonction de la consommation de carburant ou d'autres critères écologiques
- 405/08.454 n**  
**Wehrli.** Autoriser les accouchements sous X pour mieux protéger la vie
- 406/08.477 n**  
**Wehrli.** Remise des appareils acoustiques. Transfert dans la LAMal
- x **407/08.423 n**  
**Wobmann.** Approbation de l'Assemblée fédérale pour la reconnaissance d'un Etat
- 408/08.439 n**  
**Wyss Ursula.** Perception d'un impôt fédéral sur les successions pour les legs supérieurs à 1 million de francs
- + **409/02.440 n**  
**Zanetti.** LP. Limiter le privilège des créances accordé aux salariés

- 410/08.411 n**  
**Zisyadis.** Droit à un salaire minimum dans la Constitution fédérale
- 411/08.440 n**  
**Zisyadis.** Interdiction des entreprises privées de sécurité et refonte dans une régie fédérale
- 412/08.453 n**  
**Zisyadis.** Election du Conseil fédéral par le peuple
- 413/08.486 n**  
**Zisyadis.** Inscription de la transparence du vote dans la Constitution fédérale
- \* **414/08.521 n**  
**Zisyadis.** Transparence et modification des retraites du Conseil fédéral

#### Conseil des Etats

#### Initiatives des commissions

- + **415/04.435 é**  
**CEATE-CE.** Débit résiduel minimal
- E **416/07.492 é**  
**CEATE-CE.** Protection et utilisation des eaux
- + **417/08.445 é**  
**CEATE-CE.** Pour une redevance hydraulique équitable
- 418/08.446 é**  
**CEATE-CE.** Renouvellement du Fonds suisse pour le paysage
- \* **419/08.501 é**  
**CAJ-CE.** Augmentation du nombre de postes de juge au Tribunal administratif fédéral

#### Initiatives des députés

- 420/04.479 é**  
**Berset.** Procureur général de la Confédération. Election par le Parlement
- EN **421/06.441 é**  
**Bonhôte.** Pour une protection du consommateur contre les abus du démarchage téléphonique
- + **422/07.497 é**  
**Bürgi.** Droit du contrat de vente (art. 210 CO). Modifier le délai de prescription
- 423/08.471 é**  
**Fetz.** Devoir de récusation pour les mandataires des caisses-maladie dans les affaires qui concernent l'assurance-maladie sociale
- 424/07.412 é**  
**Hess.** Appareils automatiques de jeu d'argent
- 425/04.417 é**  
**Jenny.** Nouveau certificat de salaire. Bureaucratie
- 426/04.468 é**  
**Kuprecht.** CNA. Préciser les dispositions en matière d'assujettissement
- 427/05.435 é**  
**Kuprecht.** Assurance-accidents des administrations publiques
- + **428/03.446 é**  
**Lombardi.** LP. Protection renforcée contre les créanciers

- \* **429/08.515 é**  
**Lombardi.** Retrait conditionnel d'une initiative populaire en cas d'adoption d'un contre-projet indirect
- 430/03.465 é**  
**Maissen.** Service public. Desserte de base dans la Constitution \*
- E **431/06.463 é**  
**Reimann Maximilian.** Déductibilité fiscale des versements en faveur de partis politiques
- 432/05.468 é**  
**Schwaller.** Suppression immédiate de la discrimination fiscale qui touche les couples mariés par l'introduction du splitting partiel
- 433/08.472 é**  
**Schwaller.** Des mesures immédiates s'imposent pour alléger les charges financières des familles avec enfants
- EN **434/05.458 é**  
**Sommaruga Simonetta.** Amélioration de la protection des consommateurs. Contrats conclus à distance et garantie
- 435/06.489 é**  
**Sommaruga Simonetta.** Prévenir les règles abusives figurant dans la rubrique écrite en petits caractères
- 436/07.500 é**  
**Stähelin.** Abroger les dispositions sur le contrat de vente avec paiements préalables
- 437/08.473 é**  
**Stähelin.** Suppression de l'obligation de remboursement imposée au canton d'origine
- \* **438/08.520 é**  
**Stähelin.** Suppression des signes distinctifs pour cycles

## Interventions personnelles

*Conseil national*

### Motions adoptées par le Conseil des Etats

- E **04.3655 é** Mo.  
**Conseil des Etats.** Modification de la loi sur la TVA(Hess)
- E **05.3813 é** Mo.  
**Conseil des Etats.** Instructions des autorités chargées de percevoir la TVA. Feu vert à donner par le chef du DFF(Frick)
- E **07.3160 é** Mo.  
**Conseil des Etats.** Lutter contre la désolidarisation dans l'assurance-maladie, due à la création de caisses bon marché(Frick)
- E **07.3163 é** Mo.  
**Conseil des Etats.** Base légale pour la surveillance des organisations d'aide au suicide(Stadler)
- E **07.3168 é** Mo.  
**Conseil des Etats.** Médecines complémentaires dans l'assurance de base. Evaluation(Forster)
- x **07.3328 é** Mo.  
**Conseil des Etats.** Mandat relatif au financement supplémentaire de la NLFA et projet ZEB(Pfisterer Thomas)

- E **07.3590 é** Mo.  
**Conseil des Etats.** Dangers naturels. Stratégie visant à garantir la sécurité à long terme(Stadler)
- E **07.3607 é** Mo.  
**Conseil des Etats.** Simplification de la fiscalité des personnes physiques((Pfisterer Thomas) Schiesser)
- E **07.3856 é** Mo.  
**Conseil des Etats.** Droit des cartels. Equilibrer le dispositif des sanctions et le rendre plus efficace(Schweiger)
- E **08.3061 é** Mo.  
**Conseil des Etats.** Améliorer la sécurité routière face aux poids lourds qui empruntent les cols alpins(Imoberdorf)
- E **08.3062 é** Mo.  
**Conseil des Etats.** Surveillance plus efficace des denrées alimentaires et des produits(Germann)
- E **08.3083 é** Mo.  
**Conseil des Etats.** Autoriser le transport d'énergie thermique provenant d'exploitations agricoles vers les zones à bâtir(Luginbühl)
- E **08.3100 é** Mo.  
**Conseil des Etats.** Stratégie nationale de lutte contre la criminalité par Internet(Burkhalter)
- E **08.3138 é** Mo.  
**Conseil des Etats.** Lignes à haute tension(Fournier)
- E **08.3239 é** Mo.  
**Conseil des Etats.** Financement dans le cadre des groupes. Suppression des entraves fiscales(CER-CE)
- E **08.3240 é** Mo.  
**Conseil des Etats.** Nuisances sonores dues au trafic aérien. Indemnités fondées sur les droits de voisinage(CEATE-CE)
- E **08.3319 é** Mo.  
**Conseil des Etats.** Renforcer la compétitivité du secteur agroalimentaire et du pôle suisse de recherche et d'innovation(Bieri)
- E **08.3321 é** Mo.  
**Conseil des Etats.** Interdiction des bombes à sous-munitions(Maury Pasquier)  
Voir objet 08.3308 Mo. Hiltbold
- E **08.3444 é** Mo.  
**Conseil des Etats.** Consensus de Dublin(CPS-CE (05.452))
- E **08.3450 é** Mo.  
**Conseil des Etats.** Pour une fiscalité équitable des frais de formation et de perfectionnement(CER-CE)

### Interventions des groupes

- 05.3643 n** Mo.  
**Groupe CEG.** Renforcer la formation continue
- 05.3797 n** Mo.  
**Groupe CEG.** Intégrer l'objectif de la taxation du consommateur final dans la loi sur la TVA
- 06.3302 n** Mo.  
**Groupe CEG.** Garantir le service universel en veillant à ce que Swisscom reste en mains suisses  
Voir objet 06.3306 Mo. Escher

- 06.3556 n Mo.**  
**Groupe CEG.** Une stratégie pour les technologies de l'information
- 06.3715 n Po.**  
**Groupe CEG.** Lutter contre la cherté des prix en Suisse et contre la forte densité réglementaire  
Voir objet 06.3798 Po. Stähelin
- 06.3746 n Mo.**  
**Groupe CEG.** Moratoire des négociations dans le domaine fiscal. Pas d'ingérence de Bruxelles dans la souveraineté des cantons
- 07.3026 n Po.**  
**Groupe CEG.** Développer le principe du parking-relais
- 07.3027 n Mo.**  
**Groupe CEG.** Consommation d'électricité en mode veille. Supprimer les pertes d'énergie
- 07.3028 n Mo.**  
**Groupe CEG.** Interdire la vente des appareils énergivores
- 07.3029 n Mo.**  
**Groupe CEG.** Etiquettes Energie obligatoires
- 07.3030 n Mo.**  
**Groupe CEG.** Organisation environnementale de l'ONU
- NE 07.3031 n Mo.**  
**Groupe CEG.** Incitations fiscales pour améliorer l'efficacité énergétique
- x 08.3109 n Mo.**  
**Groupe CEG.** Durcissement des dispositions réprimant les violations du secret bancaire
- x 08.3110 n Mo.**  
**Groupe CEG.** Durcissement du secret bancaire en matière d'entraide pénale internationale
- 08.3111 n Mo.**  
**Groupe CEG.** Maintenir la place suisse dans les cinq premières
- 08.3565 n Ip.**  
**Groupe CEG.** Promotion des sciences naturelles et de la technique
- \* 08.3968 n Mo.**  
**Groupe CEG.** Renforcer l'emploi, les PME, l'économie d'exportation et le pouvoir d'achat  
Voir objet 08.4043 Mo. David
- 04.3468 n Mo.**  
**Groupe G.** Naturalisations. Harmoniser les délais
- 04.3707 n Mo.**  
**Groupe G.** Plans directeurs cantonaux. Garantie de qualité
- 04.3791 n Mo.**  
**Groupe G.** Loi contre la discrimination raciale dans le monde du travail
- 05.3089 n Mo.**  
**Groupe G.** Réduire les zones à bâtir surdimensionnées
- 05.3092 n Mo.**  
**Groupe G.** Renforcement de l'Office fédéral du développement territorial
- 05.3328 n Mo.**  
**Groupe G.** Programme d'action pour la réduction des particules fines nocives pour la santé
- 05.3586 n Mo.**  
**Groupe G.** Limiter et supprimer les risques liés aux catastrophes naturelles
- 05.3826 n Mo.**  
**Groupe G.** Transfert des marchandises de la route au rail
- x 06.3640 n Ip.**  
**Groupe G.** Mesures d'urgence contre les poussières fines
- 07.3008 n Mo.**  
**Groupe G.** CO2. Instaurer rapidement une taxe d'incitation sur les carburants
- 07.3238 n Mo.**  
**Groupe G.** Mesures d'urgence pour améliorer l'efficacité énergétique des appareils
- 07.3317 n Mo.**  
**Groupe G.** Un moratoire pour les agrocarburants
- 07.3523 n Mo.**  
**Groupe G.** Mise en oeuvre de l'initiative des Alpes
- 07.3564 n Po.**  
**Groupe G.** Extension de la taxe sur le CO2 aux émissions grises
- 07.3662 n Ip.**  
**Groupe G.** Personnes déplacées pour des raisons environnementales. Statut de réfugié
- 07.3663 n Ip.**  
**Groupe G.** Conseil scientifique sur les problèmes d'environnement et de développement à l'échelle mondiale
- 07.3740 n Ip.**  
**Groupe G.** Réduction des émissions de CO2. Marché des certificats
- 07.3742 n Po.**  
**Groupe G.** Différents modèles pour la protection du climat
- 07.3791 n Mo.**  
**Groupe G.** Réchauffement planétaire de 2 degrés au maximum
- 08.3088 n Ip.**  
**Groupe G.** Tibet. Le Conseil fédéral et le CIO doivent agir sans délai
- 08.3211 n Po.**  
**Groupe G.** Avantages et inconvénients d'une coopération ou d'une fusion entre CFF Cargo et BLS Cargo
- 08.3212 n Po.**  
**Groupe G.** CFF Cargo. Importance du maintien des emplois dans les régions
- x 08.3620 n Ip.**  
**Groupe G.** La crise financière et ses conséquences pour la place financière, la place industrielle, les caisses de pension et les finances publiques
- x 08.3673 n Mo.**  
**Groupe G.** Introduction d'un système bancaire différencié
- x 08.3674 n Ip.**  
**Groupe G.** Libéralisation des placements du pilier 3a (OPP 2). Quels en sont les risques?

- x **08.3680 n Mo.**  
**Groupe G.** Combattre la crise financière en limitant les bonus des managers
- 08.3728 n Po.**  
**Groupe G.** Tarifs CFF attrayants pour tous
- \* **08.3813 n Mo.**  
**Groupe G.** Recrutement d'étrangers au sein de l'administration fédérale
- \* **08.3814 n Po.**  
**Groupe G.** Intégration des personnes issues de l'immigration dans les Commissions extraparlimentaires
- \* **08.3815 n Po.**  
**Groupe G.** Introduction des CV anonymes lors du recrutement par la Confédération
- \* **08.3816 n Po.**  
**Groupe G.** Enseignement de la langue maternelle pour les enfants allophones
- \* **08.3817 n Po.**  
**Groupe G.** Cours de langue pour migrants durant les heures de travail
- \* **08.3887 n Mo.**  
**Groupe G.** Réalisation anticipée et financement de projets prêts à être construits, maintien de la valeur et mesures antibruit
- \* **08.3894 n Mo.**  
**Groupe G.** Soutien à l'assainissement énergétique des entreprises
- \* **08.3941 n Mo.**  
**Groupe G.** Pour une politique conjoncturelle rapide, intense et pertinente
- \* **08.3942 n Mo.**  
**Groupe G.** Titel folgt
- \* **08.3943 n Mo.**  
**Groupe G.** Titel folgt
- \* **08.3945 n Po.**  
**Groupe G.** Assainissement énergétique des bâtiments: coordination des contributions financières
- \* **08.3986 n Mo.**  
**Groupe G.** Titel folgt
- \* **08.3996 n Mo.**  
**Groupe G.** Titel folgt
- \* **08.3997 n Mo.**  
**Groupe G.** Titel folgt
- \* **08.3998 n Mo.**  
**Groupe G.** Accueil extra-familial pour enfants
- \* **08.3999 n Mo.**  
**Groupe G.** Augmentation du montant des allocations pour enfants
- \* **08.4015 n Mo.**  
**Groupe G.** Titel folgt
- \* **08.4016 n Mo.**  
**Groupe G.** Financement anticipé des projets en faveur de la mobilité douce
- 05.3259 n Mo.**  
**Groupe RL.** Marge de manoeuvre économique pour les EPF
- 06.3045 n Mo.**  
**Groupe RL.** Encourager le recours aux partenariats privé-public
- 06.3258 n Mo.**  
**Groupe RL.** Incitations à prolonger la vie professionnelle  
Voir objet 06.3284 Mo. Heberlein
- 06.3271 n Mo.**  
**Groupe RL.** Pilier 3c destiné à financer les soins des personnes âgées  
Voir objet 06.3274 Mo. Forster
- 06.3442 n Po.**  
**Groupe RL.** Optimiser l'efficacité du frein à l'endettement par une règle complémentaire
- 06.3650 n Mo.**  
**Groupe RL.** Mesures contre les mariages forcés ou arrangés  
Voir objet 06.3658 Mo. Heberlein
- 07.3298 n Mo.**  
**Groupe RL.** Accord de libre-échange avec les Etats-Unis d'Amérique. Une deuxième chance à saisir  
Voir objet 07.3301 Mo. Briner
- 07.3334 n Ip.**  
**Groupe RL.** Surveillance du Ministère public de la Confédération
- 07.3351 n Po.**  
**Groupe RL.** Assouplissement de l'âge de la retraite. Introduction d'une rente complémentaire dans le cadre d'un système à trois échelons  
Voir objet 07.3325 Po. Heberlein
- 07.3582 n Mo.**  
**Groupe RL.** Mise en place d'un parc d'innovation suisse
- 07.3583 n Po.**  
**Groupe RL.** Réduction des émissions de CO2. Imposer la consommation plutôt que les véhicules
- 08.3376 n Mo.**  
**Groupe RL.** Formation d'universitaires étrangers. Tirer profit en Suisse des investissements consentis
- 08.3497 n Ip.**  
**Groupe RL.** Stratégie du Conseil fédéral concernant l'extension des capacités de médiation de la Suisse  
Voir objet 08.3487 Ip. Briner
- x **08.3498 n Ip.**  
**Groupe RL.** Pas de mastodontes sur les routes suisses
- x **08.3522 n Po.**  
**Groupe RL.** Sécurité énergétique. Rapport
- \* **08.3808 n Mo.**  
**Groupe RL.** Suspendre temporairement l'augmentation des redevances de la SSR
- \* **08.3809 n Ip.**  
**Groupe RL.** Circuler de nuit et le dimanche: traitement égal des entreprises postales
- \* **08.3843 n Mo.**  
**Groupe RL.** Promouvoir le déploiement efficace de la fibre optique et garantir la concurrence
- \* **08.3844 n Mo.**  
**Groupe RL.** Renforcer la propriété. Eviter de pénaliser la constitution de capital propre

- \* **08.3853 n Mo.**  
**Groupe RL.** Titel folgt
- \* **08.3854 n Mo.**  
**Groupe RL.** Un Etat allégé par une simplification du système fiscal
- 05.3117 n Mo.**  
**Groupe S.** Pouvoir d'achat et prix (3). Faire bénéficier les consommateurs du niveau de protection européen
- 05.3118 n Mo.**  
**Groupe S.** Pouvoir d'achat et prix 4. Pour la mise en place d'un indice du coût de la vie
- 05.3331 n Mo.**  
**Groupe S.** Droits des actionnaires. Favoriser la pérennité de l'entreprise en séparant les pouvoirs au sommet de l'entreprise
- 05.3332 n Mo.**  
**Groupe S.** Plus de droits pour les actionnaires. Limitation du nombre et de la durée des mandats dans les conseils d'administration
- 05.3333 n Mo.**  
**Groupe S.** Plus de démocratie dans les assemblées générales des sociétés anonymes. Introduction du vote par Internet
- 05.3334 n Mo.**  
**Groupe S.** Droits des actionnaires. Prévoir une procédure accélérée pour les plaintes des actionnaires
- 05.3335 n Mo.**  
**Groupe S.** Droits des actionnaires. Prévoir une nouvelle disposition législative permettant de révoquer le conseil d'administration
- 05.3511 n Mo.**  
**Groupe S.** Exportations de matériel de guerre. Mettre fin au soutien de l'Etat
- 05.3512 n Po.**  
**Groupe S.** Traité sur le commerce de l'armement (Projet)  
Voir objet 05.3657 Po. Gentil
- 05.3513 n Mo.**  
**Groupe S.** Suspendre les exportations de matériel de guerre vers le Proche-Orient
- 05.3535 n Mo.**  
**Groupe S.** Pas d'exportation de matériel de guerre vers l'Irak, le Pakistan, l'Inde et la Corée du Sud  
Voir objet 05.3604 Mo. Béguelin
- 05.3536 n Po.**  
**Groupe S.** Déclarations de non-réexportation. Renforcer les contrôles
- 05.3537 n Po.**  
**Groupe S.** Liquidation de matériel de l'armée. Contrôle politique
- 06.3286 n Po.**  
**Groupe S.** Politique européenne. Sécurité sociale et protection des salariés
- 06.3288 n Po.**  
**Groupe S.** Renforcement de la démocratie directe en cas d'adhésion à l'UE
- 06.3290 n Mo.**  
**Groupe S.** Accord-cadre avec l'UE pour des opérations de paix
- 06.3291 n Mo.**  
**Groupe S.** Ouverture du marché pour les prestataires de services destinés aux entreprises et les prestataires de services financiers
- 06.3641 n Mo.**  
**Groupe S.** Equilibre entre les dépenses et les recettes dans le plan financier
- x **06.3644 n Ip.**  
**Groupe S.** Assurances sur la vie. Distribution inéquitable des excédents et surveillance insuffisante  
Voir objet 06.3883 Ip. Berset
- x **06.3719 n Ip.**  
**Groupe S.** Assurances collectives LPP. Produire toutes les données requises par la loi
- 06.3720 n Mo.**  
**Groupe S.** LPP. Renoncer à abaisser le taux de conversion
- 06.3721 n Mo.**  
**Groupe S.** Legal quote. Appliquer la loi
- 06.3731 n Mo.**  
**Groupe S.** Utiliser des indices reconnus pour le calcul du taux de conversion
- 06.3740 n Mo.**  
**Groupe S.** Renforcer l'égalité des chances pour les jeunes immigrants et immigrantes
- 07.3050 n Po.**  
**Groupe S.** Mettre fin aux pratiques discriminatoires des assureurs-maladie
- 07.3051 n Mo.**  
**Groupe S.** Transparence de la comptabilité et de l'évolution des réserves dans l'assurance-maladie
- 07.3052 n Mo.**  
**Groupe S.** Assurance-maladie. Interdiction des caisses bon marché
- 07.3059 n Mo.**  
**Groupe S.** Assurance-maladie. Transparence et amélioration du contrôle
- 07.3060 n Ip.**  
**Groupe S.** Pénurie d'électricité. Le public est trompé
- 07.3062 n Mo.**  
**Groupe S.** Inclusion du transport aérien dans le commerce européen des émissions
- 07.3063 n Mo.**  
**Groupe S.** Application des normes Minergie-P dès 2012
- 07.3064 n Mo.**  
**Groupe S.** Centrales électriques suisses à l'étranger. Rétribution couvrant les coûts
- 07.3065 n Mo.**  
**Groupe S.** Centrales nucléaires. Soumettre au peuple des alternatives non dangereuses
- 07.3066 n Mo.**  
**Groupe S.** Transport d'électricité. Accélérer le raccordement aux réseaux européens
- 07.3067 n Mo.**  
**Groupe S.** Bâtiments. Certificat de performance énergétique

- 07.3068 n Mo.**  
**Groupe S.** Diminution de la consommation d'énergie des appareils et installations
- 07.3069 n Mo.**  
**Groupe S.** Energie et bâtiments. Haute surveillance de la Confédération
- 07.3070 n Mo.**  
**Groupe S.** Investir dans les installations solaires plutôt que dans les abris individuels de protection civile
- 07.3071 n Ip.**  
**Groupe S.** Réchauffement climatique. Soutien aux infrastructures de transports publics
- 07.3106 n Mo.**  
**Groupe S.** Projets pilotes de péage routier. Loi fédérale de durée limitée
- 07.3584 n Mo.**  
**Groupe S.** Inciter les médecins généralistes à adhérer à un réseau de santé
- 07.3585 n Mo.**  
**Groupe S.** Réforme structurelle du système suisse de santé
- 07.3694 n Mo.**  
**Groupe S.** Rémunération conforme au marché des comptes de libre passage du deuxième pilier
- 07.3695 n Ip.**  
**Groupe S.** Halte au pillage du 2e pilier!
- 07.3696 n Mo.**  
**Groupe S.** Rémunération conforme au marché des avoirs du troisième pilier
- x **07.3779 n Ip.**  
**Groupe S.** Crise des marchés financiers. Conséquences pour la Suisse
- 08.3056 n Po.**  
**Groupe S.** Ampleur des abus fiscaux
- 08.3114 n Mo.**  
**Groupe S.** Extension de l'accord bilatéral sur la fiscalité de l'épargne entre la Suisse et l'UE à d'autres Etats tiers
- 08.3115 n Mo.**  
**Groupe S.** Conseil de l'Europe/OCDE. Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale
- 08.3116 n Po.**  
**Groupe S.** Développement durable de la gestion de fortune en Suisse
- 08.3117 n Mo.**  
**Groupe S.** Lutte contre la fraude fiscale. Accroître les effectifs de l'Administration fédérale des contributions
- 08.3118 n Mo.**  
**Groupe S.** La soustraction fiscale n'est pas un délit bénin!
- 08.3119 n Mo.**  
**Groupe S.** Renforcer les compétences du comité de la coopération internationale en matière fiscale de l'ONU
- 08.3120 n Mo.**  
**Groupe S.** Forum mondial de l'OCDE sur la fiscalité. Adhésion de la Suisse
- 08.3121 n Ip.**  
**Groupe S.** Banque Julius Bär, les îles Caïmans et le délateur Rudolf Elmer
- 08.3145 n Mo.**  
**Groupe S.** CFF. Emplois qualifiés dans toutes les régions
- x **08.3191 n Po.**  
**Groupe S.** Marchés financiers. Renforcer la surveillance
- 08.3244 n Po.**  
**Groupe S.** Entraide judiciaire et entraide administrative en matière fiscale. Egalité de traitement
- 08.3278 n Mo.**  
**Groupe S.** Interdiction de la spéculation sur les denrées alimentaires
- 08.3312 n Mo.**  
**Groupe S.** Harmonisation des standards de naturalisation
- 08.3327 n Mo.**  
**Groupe S.** Non aux agrocarburants issus de denrées alimentaires
- x **08.3573 n Mo.**  
**Groupe S.** Programme d'investissement en matière d'énergie
- x **08.3667 n Mo.**  
**Groupe S.** Séparer les activités d'investissement des activités de crédit ou de dépôt  
Voir objet 08.3636 Po. Fetz
- x **08.3700 n Mo.**  
**Groupe S.** Crise financière. Réduire les taux des prêts hypothécaires
- x **08.3701 n Mo.**  
**Groupe S.** Crise financière. Protéger les petits propriétaires de leur logement et les locataires
- x **08.3734 n Mo.**  
**Groupe S.** Plans sociaux obligatoires pour les victimes de la crise économique
- \* **08.3779 n Ip.**  
**Groupe S.** Crise financière. Agences de notation et analystes financiers
- x **08.3906 n Mo.**  
**Groupe S.** Plus de moyens financiers pour la prévention des dangers naturels
- \* **08.3909 n Mo.**  
**Groupe S.** Electricité solaire. Pour un cadre permettant d'utiliser les investissements privés
- \* **08.3981 n Mo.**  
**Groupe S.** Titel folgt
- x **08.3989 n Mo.**  
**Groupe S.** Electricité solaire. Pour un cadre permettant d'utiliser les investissements privés
- 05.3013 n Mo.**  
**Groupe V.** Abrogation de l'article antiraciste
- 05.3403 n Mo.**  
**Groupe V.** Pour une réorientation de la politique extérieure
- 05.3606 n Mo.**  
**Groupe V.** CNA. Nouvelle composition et réduction de l'effectif du conseil d'administration

- 05.3781 n Po.**  
**Groupe V.** Assurances sociales. Concept de financement jusqu'en 2025
- 05.3782 n Mo.**  
**Groupe V.** Elaboration d'un plan de désendettement
- 05.3897 n Mo.**  
**Groupe V.** Assurance-chômage. Eviter une débâcle financière
- 06.3218 n Mo.**  
**Groupe V.** Statistique des assurances sociales. Collecter et publier les données par nationalité
- x **06.3642 n Ip.**  
**Groupe V.** Pas de discrimination des utilisateurs autochtones de véhicules diesel
- x **06.3643 n Ip.**  
**Groupe V.** Pression de l'UE sur le système fiscal
- 06.3669 n Mo.**  
**Groupe V.** Engager une 6e révision afin de remédier au déficit structurel de l'AI
- 06.3670 n Po.**  
**Groupe V.** Etablir la transparence dans l'attribution de mandats à des experts externes
- x **06.3671 n Ip.**  
**Groupe V.** AVS. Versement de prestations complémentaires à des personnes habitant à l'étranger?
- 06.3709 n Mo.**  
**Groupe V.** Réduire au niveau de l'aide d'urgence les prestations sociales allouées aux étrangers passibles d'une peine
- 06.3753 n Mo.**  
**Groupe V.** Programme d'allègement budgétaire 2007/2008
- x **06.3860 n Ip.**  
**Groupe V.** Transparence dans la compensation des versements de cohésion
- 07.3179 n Mo.**  
**Groupe V.** Construction de nouvelles centrales nucléaires. Mise en oeuvre accélérée des lois en vigueur
- 07.3180 n Mo.**  
**Groupe V.** Stockage définitif. Démarrage rapide des travaux préparatoires
- 07.3181 n Ip.**  
**Groupe V.** Stratégie du propriétaire de RUAG. Questions en suspens
- 07.3183 n Mo.**  
**Groupe V.** Référendum obligatoire pour la poursuite de la libre circulation des personnes
- 07.3185 n Mo.**  
**Groupe V.** Assurance-chômage. Extension de la durée de cotisation minimale
- 07.3305 n Ip.**  
**Groupe V.** Débâcle de la NLFA. Le raccordement sud soulève des questions
- 07.3306 n Ip.**  
**Groupe V.** Débâcle de la NLFA. Les coûts déraillent
- 07.3407 n Mo.**  
**Groupe V.** Les règlements et les directives de l'UE contraires au droit national ne doivent pas être appliqués directement
- 07.3487 n Mo.**  
**Groupe V.** Conclure une nouvelle convention avec l'Italie sur la prise en charge du trafic
- 07.3488 n Mo.**  
**Groupe V.** Tunnel du Ceneri. Interrompre les travaux jusqu'à la conclusion d'une nouvelle convention avec l'Italie
- 07.3489 n Mo.**  
**Groupe V.** Raccordements sud à la NLFA. Elaborer un projet d'ensemble soumis au référendum
- 07.3490 n Ip.**  
**Groupe V.** Impact économique du Fonds national suisse
- 07.3572 n Ip.**  
**Groupe V.** Débat urgent sur les conséquences du relèvement de la RPLP
- 07.3587 n Mo.**  
**Groupe V.** Les redevances de la SSR doivent être baissées de 20 pour cent
- 07.3690 n Po.**  
**Groupe V.** Soins médicaux. Coûts engendrés par les requérants d'asile, les personnes admises à titre provisoire, les personnes à protéger et les personnes séjournant illégalement en Suisse
- 07.3693 n Mo.**  
**Groupe V.** Rapport annuel sur l'extrémisme islamique en Suisse
- 07.3780 n Ip.**  
**Groupe V.** Divergences en matière de fiscalité entre la Suisse et l'UE. Etat des lieux
- 07.3781 n Ip.**  
**Groupe V.** Développement des devoirs contenant des responsabilités plutôt que réduction des droits de citoyen
- 08.3080 n Po.**  
**Groupe V.** CFF Cargo. Accroître la rentabilité de l'entreprise
- 08.3081 n Mo.**  
**Groupe V.** Renforcer la capacité concurrentielle des entreprises suisses
- 08.3084 n Mo.**  
**Groupe V.** CFF. Renouvellement immédiat du conseil d'administration et nomination de membres compétents
- 08.3093 n Mo.**  
**Groupe V.** Disparition d'armes d'ordonnance. Plan de mesures et rapport
- 08.3094 n Mo.**  
**Groupe V.** Expulsion des étrangers qui refusent de s'intégrer
- x **08.3095 n Mo.**  
**Groupe V.** Durcissement des dispositions réprimant les violations du secret bancaire
- 08.3096 n Mo.**  
**Groupe V.** Déclaration de l'UE sur la souveraineté de la Suisse avant le traitement de la libre circulation des personnes au second conseil

- 08.3103 n Mo.**  
**Groupe V.** Le Ministère public de la Confédération, facteur de risque
- 08.3168 n Mo.**  
**Groupe V.** Sanctionner les mauvais payeurs
- 08.3251 n Ip.**  
**Groupe V.** Politique étrangère suisse sur la mauvaise voie
- 08.3350 n Mo.**  
**Groupe V.** Réduire la TVA pour augmenter la mobilité et la croissance économique
- 08.3351 n Mo.**  
**Groupe V.** Halte aux charges fiscales excessives qui freinent la mobilité dans le pays
- 08.3352 n Mo.**  
**Groupe V.** Cesser de prélever le centime climatique sur les carburants
- 08.3353 n Ip.**  
**Groupe V.** Jusqu'où ira-t-on dans les admissions en masse de requérants d'asile érythréens?
- 08.3354 n Ip.**  
**Groupe V.** Ruée vers les passeports. Que fait le Conseil fédéral?
- 08.3355 n Mo.**  
**Groupe V.** Conventions-type de double imposition avec l'OCDE
- 08.3380 n Mo.**  
**Groupe V.** Supprimer la taxe CO2 ou renoncer aux nouvelles étapes d'augmentation
- 08.3520 n Mo.**  
**Groupe V.** Marché de l'électricité. Retour à l'ancien régime
- 08.3527 n Mo.**  
**Groupe V.** Suspendre le supplément perçu pour la rétribution du courant injecté. Taxe écologique
- 08.3528 n Mo.**  
**Groupe V.** Suspendre l'entrée en vigueur de la LApEI
- 08.3542 n Mo.**  
**Groupe V.** Nécessité de remédier aux nombreux dysfonctionnements au sein de l'armée suisse
- 08.3629 n Mo.**  
**Groupe V.** Pas d'indemnités de départ pour le personnel de la Confédération
- 08.3630 n Ip.**  
**Groupe V.** Laxisme dans la pratique en matière d'asile
- 08.3631 n Ip.**  
**Groupe V.** Halte à la sape de la démocratie directe
- 08.3632 n Mo.**  
**Groupe V.** Naturalisation de familles entières
- 08.3647 n Mo.**  
**Groupe V.** Lutte contre la corruption. Interdire le pantouflage
- 08.3648 n Mo.**  
**Groupe V.** Impôts déguisés. Ça suffit!
- N **08.3649 n Mo.**  
**Groupe V.** Prévenir les risques démesurés pour l'économie suisse
- \* **08.3773 n Ip.**  
**Groupe V.** Baisser les impôts au lieu de mettre en oeuvre des programmes de relance sans effets
- \* **08.3774 n Ip.**  
**Groupe V.** Laisser-faire dans le domaine de l'asile
- \* **08.3775 n Ip.**  
**Groupe V.** Concessions radio et TV accordées par le DETEC. Insatisfaction
- \* **08.3857 n Ip.**  
**Groupe V.** Accord de libre-échange dans le secteur agroalimentaire
- \* **08.3858 n Mo.**  
**Groupe V.** Titel folgt
- \* **08.3859 n Ip.**  
**Groupe V.** Crise des marchés financiers. Rôle des autorités de surveillance
- \* **08.3860 n Mo.**  
**Groupe V.** Titel folgt
- \* **08.3865 n Mo.**  
**Groupe V.** Versement de l'excédent 2008 à la population suisse
- \* **08.3868 n Mo.**  
**Groupe V.** Titel folgt
- \* **08.3869 n Mo.**  
**Groupe V.** Baisser la TVA pour augmenter le pouvoir d'achat et relancer l'économie
- Interventions des commissions**
- 08.3747 n Mo.**  
**CdF-CN.** Mise en oeuvre du rapport "Etat des lieux concernant les constructions protégées et les abris de protection de la population"
- 08.3241 n Po.**  
**CPE-CN.** Politique énergétique extérieure de la Suisse
- x **06.3011 n Po.**  
**CPE-CN (06.2001).** Pour des pratiques et des règles commerciales humaines
- 07.3002 n Po.**  
**CPE-CN (06.2020).** Augmentation de l'aide au développement
- 05.3716 n Po.**  
**CSEC-CN.** Ordonnance sur les titres attribués par les hautes écoles spécialisées
- 08.3449 n Mo.**  
**CSEC-CN.** Accueil extra familial pour enfants. Incitation financière
- 08.3448 n Mo.**  
**CSEC-CN (07.043).** Sécurité sociale pour les professions avec changements de place fréquents ou engagements de durée limitée
- \* **08.3751 n Mo.**  
**CSEC-CN (07.479).** Garantir l'indépendance de la surveillance et de la statistique dans le domaine de la médecine de reproduction
- 05.3474 n Po.**  
**CSSS-CN.** Stratégie globale pour la fondation Promotion Santé Suisse

- 04.3625 n Po.**  
**CSSS-CN (04.2002).** Intégration et autonomie des personnes atteintes d'un handicap
- 07.3561 n Po.**  
**CSSS-CN (06.2009).** Revalorisation de la médecine de famille
- \*N **08.3750 n Mo.**  
**CEATE-CN.** Mesures contre l'augmentation du prix de l'électricité. Modification de l'ordonnance sur l'approvisionnement en électricité
- \* **08.3752 n Mo.**  
**CEATE-CN.** Prévention des dangers naturels. Moyens financiers pour les années à venir (2008-2011)
- x\* **08.3757 n Po.**  
**CEATE-CN.** Augmentation du prix de l'électricité. Information sur la constitution de réserves prévue dans la loi sur l'approvisionnement en électricité
- x\* **08.3758 n Po.**  
**CEATE-CN.** Mesures contre l'augmentation du prix de l'électricité. Modification de la loi sur l'approvisionnement en électricité et de l'ordonnance sur l'approvisionnement en électricité
- \* **08.3759 n Po.**  
**CEATE-CN.** Rétribution du courant injecté à prix coûtant. Harmoniser les délais
- \* **08.3760 n Po.**  
**CEATE-CN.** Réglementation concernant le montant de la rétribution applicable aux centrales solaires thermiques
- \* **08.3761 n Po.**  
**CEATE-CN.** Prendre en compte les frais supplémentaires effectifs résultant de l'énergie photovoltaïque
- 08.3447 n Po.**  
**CPS-CN.** Sélection des cadres. Rapport
- \* **08.3763 n Po.**  
**CTT-CN.** Paysage ferroviaires suisse: consolidation par les CFF
- 06.3416 n Po.**  
**CTT-CN (05.086).** Favoriser le développement de bogies à écartement variable
- x\* **08.3764 n Po.**  
**CER-CN.** Situation économique suisse et mesures de stabilisation
- \*N **08.3754 n Mo.**  
**CER-CN (08.452).** Compensation annuelle de la progression à froid
- \* **08.3765 n Po.**  
**CIP-CN.** Initiatives populaires et droit international
- \* **08.3755 n Mo.**  
**CAJ-CN (06.466).** Améliorer la protection des maîtres d'ouvrage
- Interventions des députés**
- 07.3144 n Ip.**  
**Abate.** Génocide des Assyro-Chaldéens
- 08.3602 n Mo.**  
**Abate.** Tunnel autoroutier du Saint-Gothard. Second tube à voie unique  
Voir objet 08.3594 Mo. Marty Dick
- x **06.3878 n Ip.**  
**Aeschbacher.** Conséquences du rejet de l'accord Suisse-Allemagne concernant l'aéroport de Zurich
- 07.3578 n Mo.**  
**Aeschbacher.** Fonds pour l'assainissement des dettes et la prévention de l'endettement
- 07.3580 n Ip.**  
**Aeschbacher.** Réduction de la dette de l'Etat
- 08.3226 n Ip.**  
**Aeschbacher.** Interventions dans des réserves naturelles. Prise en compte d'études
- 08.3300 n Mo.**  
**Aeschbacher.** Punir l'incitation et l'assistance au suicide
- 08.3433 n Mo.**  
**Aeschbacher.** Coûts des moyens de transport. Information de la population
- 08.3442 n Ip.**  
**Aeschbacher.** Euro 2008. Les bénéfices à l'UEFA et les charges à l'Etat?
- \* **08.3980 n Mo.**  
**Aeschbacher.** Intégration de l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision dans l'Autorité de surveillance des marchés financiers FINMA
- \* **08.3992 n Ip.**  
**Aeschbacher.** Titel folgt
- 04.3459 n Mo.**  
**Allemann.** Endiguer l'essor des tout-terrains de loisirs
- 05.3447 n Mo.**  
**Allemann.** Transports publics. Equiper les autobus de filtres à particules
- 05.3448 n Mo.**  
**Allemann.** Véhicules diesels. Inciter les propriétaires à faire installer un filtre à particules
- 05.3664 n Mo.**  
**Allemann.** Mesures anti-crues. Dégager et réaménager les cours d'eau
- 06.3435 n Mo.**  
**Allemann.** Cesser toute collaboration militaire et tout commerce d'armes avec le Proche-Orient
- 06.3591 n Mo.**  
**Allemann.** Convention de l'ONU sur la responsabilité des entreprises
- 06.3592 n Po.**  
**Allemann.** Mise en oeuvre de l'Agenda pour le travail décent
- 06.3850 n Mo.**  
**Allemann.** Appliquer les conventions de l'OIT aux marchés publics
- 07.3100 n Mo.**  
**Allemann.** Interdiction de pratiquer le ski héliporté
- 07.3128 n Mo.**  
**Allemann.** Utilisation d'engrais chimiques sur les pistes de ski. Réglementation législative
- 07.3129 n Po.**  
**Allemann.** Utilisation de canons à neige dans les stations de sports d'hiver. Analyse coûts-utilité

- 07.3130 n Po.**  
**Allemann.** Label pour les stations de sports d'hiver respectueuses du climat et neutres en CO2
- 07.3155 n Mo.**  
**Allemann.** Bruit du trafic aérien civil et militaire. Egalité de traitement
- NE 07.3697 n Mo.**  
**Allemann.** Obligation d'annoncer les actes de violence
- 07.3888 n Mo.**  
**Allemann.** Ratification du Protocole de l'ONU sur les armes à feu et mise en oeuvre de l'instrument Thalmann
- 07.3889 n Mo.**  
**Allemann.** Tir obligatoire avec l'arme en prêt
- 07.3892 n Mo.**  
**Allemann.** Prévenir le vol de munitions
- 08.3070 n Mo.**  
**Allemann.** Service de garde avec l'arme chargée
- 08.3179 n Mo.**  
**Allemann.** Entreprises de sécurité et entreprises militaires privées ayant leur siège en Suisse. Système d'autorisation
- 08.3313 n Po.**  
**Allemann.** Stratégie pour une politique active des transports en Europe
- 08.3382 n Mo.**  
**Allemann.** Trafic d'armes. Combler les lacunes de la loi
- x 08.3383 n Po.**  
**Allemann.** Hausse des prix de l'huile de chauffage. Mesures visant à réduire les charges des locataires
- 08.3580 n Po.**  
**Allemann.** Prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI. Augmenter les montants fixés pour les loyers
- x 08.3586 n Ip.**  
**Allemann.** Commercialisation d'informations internes par des personnes ayant quitté l'administration fédérale
- \* 08.4011 n Mo.**  
**Allemann.** Titel folgt
- \* 08.4012 n Mo.**  
**Allemann.** Titel folgt
- x 08.3451 n Ip.**  
**Amacker.** Destruction de cultures transgéniques expérimentales. Quelle action s'impose?
- \* 08.3821 n Mo.**  
**Amacker.** Versement de prestations de vieillesse
- 05.3387 n Po.**  
**Amherd.** Rentes et indemnités versées au titre des assurances sociales. Hiérarchie des prestations
- 06.3165 n Mo.**  
**Amherd.** Passeport suisse
- 06.3493 n Mo.**  
**Amherd.** Statistique du tourisme
- 06.3494 n Mo.**  
**Amherd.** Libre circulation des personnes avec l'Union européenne. Exiger les données relatives aux qualifications professionnelles des travailleurs étrangers
- 06.3495 n Mo.**  
**Amherd.** Libre circulation des personnes. Distorsions de la concurrence par le biais des allocations de détachement
- 07.3040 n Po.**  
**Amherd.** Nouvelle organisation de la sûreté intérieure et renforcement des corps de police
- 07.3450 n Ip.**  
**Amherd.** Réduction du bruit émis par les chemins de fer
- 07.3874 n Mo.**  
**Amherd.** Prix Jeunesse
- 07.3875 n Mo.**  
**Amherd.** Distribution de vidéos à contenu violent, sexuel ou pornographique
- 08.3008 n Mo.**  
**Amherd.** Interdire les camions dangereux sur les routes de montagne
- 08.3009 n Mo.**  
**Amherd.** Aménager des voies pour le freinage d'urgence
- 08.3090 n Mo.**  
**Amherd.** Consolider la garantie des droits acquis pour les bâtiments ayant reçu un permis de construire valable
- 08.3158 n Po.**  
**Amherd.** Prélèvement d'organes. Régimes du refus
- 08.3618 n Mo.**  
**Amherd.** Protection de la jeunesse. Création d'un centre de compétences national pour les médias électroniques
- 05.3345 n Mo.**  
**Amstutz.** Protection civile. Renoncer au contrôle comptable des cantons
- 07.3600 n Ip.**  
**Amstutz.** Baisse des prix des médicaments. Diffusion de fausses informations par le Surveillant des prix
- 08.3029 n Ip.**  
**Amstutz.** Politique de transfert du trafic. Le transit international augmente-t-il?
- 08.3512 n Mo.**  
**Amstutz.** Halte aux excès bureaucratiques dans le secteur de la restauration
- 07.3437 n Ip.**  
**Aubert.** Renforcement de la Convention collective nationale de travail pour les hôtels, restaurants et cafés
- 07.3788 n Mo.**  
**Aubert.** Investir dans le projet "Via Sicura"
- 07.3822 n Ip.**  
**Aubert.** Master en sciences infirmières
- x 08.3481 n Ip.**  
**Aubert.** Assurances sociales. Jouer à l'avenir une génération contre l'autre?
- \* 08.3789 n Mo.**  
**Aubert.** Prévention des génocides: Combattre les génocides culturels
- \* 08.3790 n Mo.**  
**Aubert.** Protection de l'enfant face à la maltraitance et aux abus sexuels

- \* **08.3836 n Mo.**  
**Aubert.** Patrimoine culturel et monuments historiques de l'UNESCO. Création d'un fonds
- 06.3802 n Mo.**  
**Baader Caspar.** Supprimer l'obligation d'acquitter une cotisation AVS sur les prestations des fonds de bienfaisance
- 07.3221 n Mo.**  
**Baader Caspar.** Allègements fiscaux pour les véhicules propulsés à l'aide de technologies respectueuses de l'environnement
- 07.3222 n Mo.**  
**Baader Caspar.** Remboursement de l'impôt sur les huiles minérales en cas d'insolvabilité
- 06.3756 n Mo.**  
**(Banga) Nordmann.** Taxe d'élimination anticipée sur les bouteilles de boissons en PET
- 07.3390 n Ip.**  
**(Banga) Fehr Hans-Jürg.** Concurrence entre places économiques
- 07.3606 n Ip.**  
**(Banga) Fehr Mario.** Coopération avec la Chine. Incidences sociales, écologiques et en matière de droits de l'homme
- 07.3825 n Mo.**  
**Bänziger.** Action de ramassage des armes
- 06.3806 n Mo.**  
**Barthassat.** Plaques minéralogiques pour les taxis
- 07.3383 n Mo.**  
**Barthassat.** Inscrire la mention de donneur d'organes sur les documents officiels
- 07.3541 n Mo.**  
**Barthassat.** Pour un médiateur suisse
- 07.3782 n Mo.**  
**Barthassat.** Permis de séjour pour les étrangers titulaires d'un diplôme universitaire suisse
- 08.3087 n Mo.**  
**Barthassat.** Dispositif de protection contre la noyade pour les piscines privées
- 08.3616 n Mo.**  
**Barthassat.** Accès à l'apprentissage pour les jeunes sans statut légal
- \* **08.3824 n Mo.**  
**Barthassat.** Prostitution des mineurs: un vide juridique à combler
- \* **08.3825 n Mo.**  
**Barthassat.** Fin de l'anonymat dans les forums de discussion
- 05.3460 n Po.**  
**Baumann J. Alexander.** Politique de sécurité. Rapport intermédiaire
- 06.3621 n Po.**  
**Baumann J. Alexander.** Entraide pénale. Surveillance effective de l'Office fédéral de la justice sur le Ministère public de la Confédération?
- 06.3723 n Mo.**  
**Baumann J. Alexander.** Non aux radars camouflés
- 07.3250 n Ip.**  
**Baumann J. Alexander.** Ministère public de la Confédération en Russie. Un voyage qui va trop loin?
- 07.3252 n Ip.**  
**Baumann J. Alexander.** Demandes d'entraide judiciaire. Procédures pénales parallèles problématiques
- 07.3253 n Ip.**  
**Baumann J. Alexander.** Personnel du Ministère public de la Confédération travaillant pour des Etats étrangers
- 07.3254 n Ip.**  
**Baumann J. Alexander.** Coût des demandes d'entraide judiciaire
- 07.3255 n Ip.**  
**Baumann J. Alexander.** Obligation de diffuser imposée aux exploitants de réseaux câblés
- 07.3256 n Mo.**  
**Baumann J. Alexander.** Les personnes atteintes de troubles psychiques doivent être privées du droit de conduire
- 07.3532 n Ip.**  
**Baumann J. Alexander.** Entraide judiciaire en matière pénale et blocage de fonds. Pratique du Ministère public de la Confédération
- 07.3533 n Ip.**  
**Baumann J. Alexander.** Procédure en matière pénale et blocage de fonds. Pratique du Ministère public de la Confédération
- 07.3712 n Mo.**  
**Baumann J. Alexander.** Abrogation de l'article 16 LAS
- 07.3713 n Ip.**  
**Baumann J. Alexander.** Direction de l'armée déconnectée de la réalité
- 07.3913 n Mo.**  
**Baumann J. Alexander.** Le Service de renseignement stratégique outrepassé-t-il ses compétences?
- 08.3216 n Ip.**  
**Baumann J. Alexander.** Interrogations concernant l'achat d'hélicoptères
- 08.3217 n Ip.**  
**Baumann J. Alexander.** Encore des interrogations concernant l'achat d'hélicoptères
- 08.3713 n Ip.**  
**Baumann J. Alexander.** Sécurité dans les aéroports lors de situations extraordinaires
- 08.3721 n Ip.**  
**Baumann J. Alexander.** Hélicoptères d'EADS. Incapacité ou corruption?
- 08.3722 n Ip.**  
**Baumann J. Alexander.** L'écureuil, la martre et la Fée Electricité
- \*x **08.3741 n Mo.**  
**Baumann J. Alexander.** Certification obligatoire contraire au droit dans l'ordonnance relative à la loi sur la TVA
- \* **08.3983 n Ip.**  
**Baumann J. Alexander.** Circonstances entourant la vente de dix-huit avions Hawk Mk 66 à la Finlande

- \* **08.3984 n Ip.**  
**Baumann J. Alexander.** Vente de vingt avions de chasse F-5 Tiger
- \* **08.3985 n Mo.**  
**Baumann J. Alexander.** Pratiques d'armasuisse en matière de commerce immobilier
- 05.3105 n Mo.**  
**Bäumle.** Reprise de Swiss par Lufthansa. Opportunité de conclure un nouvel accord international
- 05.3382 n Mo.**  
**Bäumle.** Véhicules diesels. Renforcer les normes anti-pollution
- x **08.3165 n Ip.**  
**Bäumle.** Réduction du bruit et de la pollution. Homologation des avions Ecolight
- 08.3233 n Po.**  
**Bäumle.** Principes régissant la procédure PSIA
- 05.3188 n Po.**  
**(Beck) Brunschwig Graf.** Enseignement des langues dans la formation professionnelle
- 06.3607 n Mo.**  
**(Beck) Brunschwig Graf.** Efficience des douanes et fin des entraves au commerce à l'exportation
- 05.3063 n Mo.**  
**Berberat.** Transformation de la H2O en route nationale
- 06.3054 n Po.**  
**Berberat.** Tests privés et payants pour la sélection des apprentis
- 06.3372 n Mo.**  
**Berberat.** Utilisation de l'avertisseur à deux sons alternés par les véhicules prioritaires. Une limitation nocturne s'impose
- x **06.3652 n Ip.**  
**Berberat.** Formés en Suisse, les doctorants étrangers priés d'aller voir ailleurs
- x **06.3681 n Ip.**  
**Berberat.** Retard dans les procédures d'extension des conventions collectives de travail
- 06.3710 n Mo.**  
**Berberat.** Création d'un Office fédéral du travail
- 07.3053 n Ip.**  
**Berberat.** Effectif minimum pour les hautes écoles spécialisées
- 07.3140 n Ip.**  
**Berberat.** L'aide aux chômeurs en fin de droit doit-elle être exceptionnelle?
- 07.3336 n Ip.**  
**Berberat.** Fonds Duvalier. Comblent les lacunes du droit suisse
- 07.3357 n Mo.**  
**Berberat.** Politique fédérale de la consommation
- 07.3399 n Ip.**  
**Berberat.** A quand un brevet de pilote de ligne pour conduire des minibus scolaires?
- 07.3508 n Ip.**  
**Berberat.** Accord sur la libre circulation des personnes
- 07.3565 n Ip.**  
**Berberat.** Ordonnance concernant la détermination des zones économiques en redéploiement
- 07.3666 n Ip.**  
**Berberat.** Renforcement du "Swiss made" en matière horlogère
- 08.3136 n Mo.**  
**Berberat.** Acquisition par le personnel médical et paramédical de compétences professionnelles en assistance au suicide  
Voir objet 08.3186 Mo. Recordon
- 08.3372 n Ip.**  
**Berberat.** Encourager le système de chèque-emploi
- 08.3421 n Mo.**  
**Berberat.** Statistique de l'emploi et des salaires en collaboration avec la Centrale suisse de compensation
- \* **08.3793 n Ip.**  
**Berberat.** Libre circulation des personnes: collaboration avec les administrations des Etats membres de l'UE
- \* **08.3903 n Mo.**  
**Berberat.** Réduction de l'horaire de travail. Prolonger la durée maximum des indemnités
- \* **08.3904 n Ip.**  
**Berberat.** Allègement des conditions d'octroi de la réduction de l'horaire de travail
- \* **08.4019 n Mo.**  
**Berberat.** Réduction de l'horaire de travail. Prolongation de la durée maximale d'indemnisation
- 07.3115 n Mo.**  
**(Bernhardsgrütter) Girod.** Interdiction de pratiquer le ski héliporté à partir de 2020
- 07.3642 n Mo.**  
**(Bernhardsgrütter) Teuscher.** Manifestations aériennes en Suisse. Décréter un moratoire pour préserver le climat
- 04.3763 n Mo.**  
**Bigger.** Exonérer la production agricole de base de la RPLP
- 04.3766 n Mo.**  
**Bigger.** Véhicules effectuant moins de 10 000 kilomètres par an. Remplacer le contrôle annuel par un contrôle quadriennal
- 05.3676 n Mo.**  
**Bigger.** Préserver les terres cultivables
- 07.3319 n Mo.**  
**Bigger.** Abattoirs régionaux. Abrogation de dispositions inutiles
- 08.3429 n Mo.**  
**Bigger.** Utilisation du phosphore des os comme engrais
- 06.3382 n Mo.**  
**Binder.** Institut fédéral de recherches WSL. Menaces pesant sur la recherche forestière
- 07.3243 n Ip.**  
**Binder.** Concurrence et libre choix dans le commerce alimentaire
- 08.3420 n Mo.**  
**Binder.** Economie forestière et RPT

- N **08.3529 n Mo.**  
**Bischof.** Renforcement de la protection des déposants
- \* **08.3967 n Ip.**  
**Bischof.** Bourse suisse. Avenir, structure et régime de propriété
- 05.3439 n Mo.**  
**Borer.** Accords compensatoires conclus dans le domaine de l'armement. Faire la lumière sur les participations industrielles indirectes
- 05.3645 n Po.**  
**Borer.** Soumettre les achats d'armement à la loi fédérale sur les marchés publics
- 06.3602 n Mo.**  
**Borer.** Gestion du matériel de l'armée suisse
- 07.3112 n Mo.**  
**Borer.** Approches par le nord vers l'aéroport de Zurich. Pourparlers avec l'Allemagne
- 07.3748 n Mo.**  
**Borer.** Bâle-Weil et Chiasso-Brogeda. Supprimer les bouchons de camions sur l'autoroute
- 07.3894 n Mo.**  
**Borer.** Prévention de la violence chez les jeunes
- 08.3418 n Po.**  
**Borer.** Remplacement de l'avion du Conseil fédéral
- 08.3656 n Mo.**  
**Borer.** LAMal. Lutte contre la désolidarisation au moyen de primes dépendant de l'âge et de rabais basés sur les risques
- 05.3369 n Mo.**  
**Bortoluzzi.** Supprimer le Centre d'évaluation des choix technologiques
- 05.3896 n Mo.**  
**Bortoluzzi.** Personnes âgées au volant. Reconduction de leur permis de conduire
- 07.3444 n Po.**  
**Bortoluzzi.** Nouveau régime de financement des soins
- 07.3677 n Mo.**  
**Bortoluzzi.** Révision extraordinaire des rentes de l'assurance-invalidité
- 07.3839 n Mo.**  
**Bortoluzzi.** Restriction du pouvoir de cognition dans les procédures LAA
- 08.3164 n Mo.**  
**Bortoluzzi.** Consommation excessive d'alcool ou de drogue. Responsabilité personnelle
- x **08.3730 n Ip.**  
**Bortoluzzi.** Mise en oeuvre de l'Org-OMP
- 07.3789 n Ip.**  
**Bourgeois.** Mise en application de l'article 182 de la loi sur l'agriculture
- 08.3082 n Ip.**  
**Bourgeois.** Application de la loi sur l'imposition des huiles minérales
- \* **08.3788 n Ip.**  
**Bourgeois.** Stockage des boues du Lötschberg
- \* **08.3823 n Ip.**  
**Bourgeois.** Réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. Mélange de bioéthanol-biodiesel
- 06.3820 n Mo.**  
**Bruderer.** Ratification de la Convention internationale sur les droits des personnes handicapées
- 07.3247 n Mo.**  
**Bruderer.** Caisses d'assurance-maladie. Protection des données
- 07.3513 n Po.**  
**Bruderer.** Création de nouveaux profils professionnels et de places d'apprentissage dans les secteurs de croissance
- 07.3636 n Ip.**  
**Bruderer.** Education à la citoyenneté. Un engagement permanent
- 08.3704 n Ip.**  
**Bruderer.** Industrie de la fourrure. Transparence et déclaration
- 08.3708 n Po.**  
**Bruderer.** Amélioration du bien-être des animaux par les paiements directs
- 07.3621 n Po.**  
**(Brun) Amherd.** Transports publics en comparaison internationale
- x **06.3677 n Ip.**  
**Büchler.** Véhicules de la catégorie de norme Euro 3. Redevance plus élevée
- 07.3509 n Mo.**  
**Büchler.** Sécurité juridique pour les fournisseurs de prestations sur Internet
- 07.3510 n Mo.**  
**Büchler.** Cybercriminalité. Comblent les lacunes du droit pénal
- 07.3689 n Mo.**  
**Büchler.** Cybercriminalité
- 07.3750 n Mo.**  
**Büchler.** Cybercriminalité. Davantage de spécialistes auprès des autorités d'enquête de la Confédération
- 07.3751 n Mo.**  
**Büchler.** Lutte contre le terrorisme
- 05.3560 n Mo.**  
**Bugnon.** Accords du GATT/OMC et développement durable
- 06.3230 n Mo.**  
**Bugnon.** Troisième voie de chemin de fer entre Lausanne et Genève
- 07.3188 n Mo.**  
**Bugnon.** Troisième voie CFF entre Renens et Allaman dans le projet ZEB
- 04.3216 n Mo.**  
**(Burkhalter) Engelberger.** Lutte contre le terrorisme. Mesures préventives
- 05.3773 n Mo.**  
**(Burkhalter) Fluri.** Banque de données centralisée répertoriant les personnes en détention
- 05.3774 n Po.**  
**(Burkhalter) Fluri.** Evaluation et promotion des mesures en faveur de l'intégration des étrangers

- 06.3245 n Po.**  
**(Burkhalter) Bourgeois.** Réforme du gouvernement. Recomposition des départements en fonction des priorités du pays à long terme
- 06.3653 n Po.**  
**(Burkhalter) Bourgeois.** Réforme du gouvernement. Rôle de la présidence du Conseil fédéral
- 07.3637 n Ip.**  
**Carobbio Guscetti.** Politique des visas. Transparence et respect de l'Etat de droit
- 07.3837 n Ip.**  
**Carobbio Guscetti.** Parois antibruit sur l'A13
- 08.3282 n Ip.**  
**Carobbio Guscetti.** Lutter efficacement contre la malnutrition chez les enfants de moins de trois ans
- 08.3733 n Mo.**  
**Carobbio Guscetti.** Examens préventifs et tests de dépistage précoce pour tous
- 07.3389 n Ip.**  
**Cassis.** Financement de la formation postgrade des médecins
- 08.3742 n Mo.**  
**Cassis.** Evaluation scientifique dunouveau financement hospitalier
- \* **08.3847 n Mo.**  
**Cassis.** Titul folgt
- 04.3324 n Po.**  
**Cathomas.** Préparer des moyens extraordinaires pour des situations extraordinaires
- 05.3114 n Mo.**  
**Cathomas.** Loi-cadre pour le tourisme
- 07.3137 n Mo.**  
**Cathomas.** Loi sur la protection et l'utilisation des eaux
- 07.3625 n Mo.**  
**Cathomas.** Lutte contre les risques naturels
- 08.3204 n Po.**  
**Cathomas.** Remplacement de la redevance hydraulique annuelle par une indemnité pour l'utilisation des ressources hydrauliques
- x **08.3619 n Ip.**  
**Cathomas.** Encouragement de la presse romanche
- x **08.3661 n Ip.**  
**Cathomas.** Bénévolat et sécurité financière au-delà d'un certain âge
- 08.3175 n Ip.**  
**Caviezel.** Dépenses engendrées par les grands carnavasiers
- 08.3496 n Ip.**  
**Caviezel.** Aménagement du territoire. Stratégie de la Confédération
- 07.3173 n Mo.**  
**Chevrier.** Plus d'efficacité énergétique grâce à la réduction de la consommation d'eau chaude
- N **07.3174 n Mo.**  
**Chevrier.** Aide à l'assainissement thermique du parc immobilier suisse
- 08.3085 n Ip.**  
**Chevrier.** Travailleurs détachés. Il faut agir!
- 08.3688 n Mo.**  
**Chevrier.** Des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique grâce au nucléaire
- 06.3583 n Po.**  
**Daguet.** Travail décent. Surveillance
- 08.3159 n Mo.**  
**Daguet.** Bons de formation et crédits-temps pour promouvoir l'intégration linguistique des migrants
- x **08.3740 n Ip.**  
**Daguet.** Tarifs différenciés des CFF. Les pendulaires pénalisés
- 05.3442 n Mo.**  
**Darbellay.** Poursuivre d'office les violences physiques commises en bande
- 05.3894 n Po.**  
**Darbellay.** Monitoring pendant le moratoire sur l'utilisation des organismes génétiquement modifiés
- x **06.3675 n Ip.**  
**Darbellay.** Port de la burka
- x **06.3711 n Ip.**  
**Darbellay.** Non à la hausse des prix des billets CFF
- x **06.3855 n Ip.**  
**Darbellay.** Projet touristique à Andermatt. Dérogation à la lex Koller
- x **06.3874 n Mo.**  
**Darbellay.** Assouplissement urgent de la lex Koller
- 07.3710 n Mo.**  
**Darbellay.** Exécution des peines. Faire mieux pour moins cher
- 08.3229 n Mo.**  
**Darbellay.** Assouplissement de la Lex Koller. Reventes d'étrangers à des suisses
- 08.3230 n Mo.**  
**Darbellay.** Assouplissement de la Lex Koller. Exclusion des reventes
- 08.3735 n Ip.**  
**Darbellay.** Extension du champ d'application de la CCT. Interprétation de la règle relative à la majorité des employeurs
- \* **08.3969 n Po.**  
**Darbellay.** Stratégie pour le tourisme suisse
- \* **08.3970 n Mo.**  
**Darbellay.** Offensive pour le tourisme suisse
- 07.3546 n Mo.**  
**de Buman.** Stop au démantèlement de la protection des biens culturels
- 08.3250 n Mo.**  
**de Buman.** Adaptation de l'impôt sur les huiles minérales concernant le diesel
- 08.3438 n Mo.**  
**de Buman.** Plus de sacs plastiques non réutilisables et non recyclés
- 08.3509 n Mo.**  
**de Buman.** Favoriser une authentique concurrence économique à l'intérieur du pays
- 08.3535 n Ip.**  
**de Buman.** L'OFCOM peut-il interdire aux radios locales de signaler les radars?

- 08.3720 n Mo.**  
**de Buman.** Indemnisation des prestations particulières fournies par les propriétaires de monuments historiques
- \* **08.3946 n Ip.**  
**de Buman.** Représentation diplomatique équilibrée de la Suisse dans le Caucase
- \* **08.3947 n Ip.**  
**de Buman.** Conséquences d'un retrait de l'Islande de l'AELE
- 05.3292 n Po.**  
**Donzé.** Etude "Bénéfice économique de la famille"
- 07.3562 n Mo.**  
**Donzé.** Pas de saisie sur salaire en cas d'insolvabilité
- 07.3563 n Mo.**  
**Donzé.** Imposer l'obtention du permis de conduire définitif pour la conclusion de contrats de leasing
- 08.3408 n Mo.**  
**Donzé.** Prix des cigarettes. Interdire les mesures promotionnelles
- 08.3409 n Mo.**  
**Donzé.** Redistribution des moyens alloués à la prévention sanitaire
- x **08.3473 n Ip.**  
**Donzé.** Beuveries collectives "Botellón". Stratégie de la Confédération
- \* **08.3910 n Mo.**  
**Donzé.** Marchés financiers. Instituer de nouvelles règles
- \* **08.3911 n Mo.**  
**Donzé.** Cannabis. Aborder le problème de manière constructive
- \* **08.3912 n Ip.**  
**Donzé.** Titel folgt
- \* **08.3913 n Ip.**  
**Donzé.** Titel folgt
- 06.3116 n Mo.**  
**(Dormond Béguelin) Schenker Silvia.** Prise en considération des frais de chauffage effectifs pour les bénéficiaires des prestations complémentaires AVS/AI
- 07.3412 n Mo.**  
**(Dormond Béguelin) Steiert.** Soumettre les entreprises actives dans le domaine de l'assurance-maladie sociale au contrôle de l'Office fédéral de la santé publique
- 07.3032 n Mo.**  
**Dunant.** Réduire à un franc les moyens alloués à la Commission fédérale contre le racisme
- 08.3517 n Mo.**  
**Egger.** Gymnases publics. Harmonisation des examens de maturité
- 08.3652 n Po.**  
**Egger.** Vue d'ensemble des coûts et des investissements dans les infrastructures de transport (route, rail et lignes aériennes)
- x **08.3653 n Ip.**  
**Egger.** Sécurité des produits sous les angles de l'alimentation de l'enfant, de l'environnement et de la santé
- 08.3654 n Mo.**  
**Egger.** Hausses de loyer. Autoriser les signatures reproduites par des moyens mécaniques
- 06.3879 n Mo.**  
**Engelberger.** Loi sur l'Autorité de surveillance des marchés financiers. Prise en compte des intérêts des PME
- 07.3142 n Ip.**  
**Engelberger.** Loi sur les cartels. Réexamen de la communication destinée aux PME
- 07.3504 n Po.**  
**Engelberger.** Nouveau certificat de salaire
- 07.3711 n Mo.**  
**Engelberger.** Taxe de surveillance perçue en vertu de la loi sur la surveillance des marchés financiers. Prise en considération des intérêts des PME
- 07.3829 n Ip.**  
**Engelberger.** Tests de péage routier dans les villes et les agglomérations
- 08.3105 n Ip.**  
**Engelberger.** Interdiction d'exporter du matériel de guerre. Répercussions négatives sur les opérations de maintien de la paix?
- 08.3368 n Ip.**  
**Engelberger.** Allègement des charges administratives des PME. Suite des opérations
- 08.3626 n Ip.**  
**Engelberger.** Tarifs de laboratoire. Révision de la liste des analyses
- 08.3645 n Mo.**  
**Engelberger.** La loi sur la surveillance de la révision ne doit pas desservir les PME
- \* **08.3828 n Ip.**  
**Engelberger.** Crise financière et PME
- \* **08.3845 n Ip.**  
**Engelberger.** Titel folgt
- 07.3865 n Ip.**  
**Estermann.** La libre circulation des personnes avec la Bulgarie et la Roumanie entraînera-t-elle une augmentation de la criminalité?
- 08.3071 n Mo.**  
**Estermann.** Hymne national au Parlement
- x **06.3392 n Mo.**  
**Fasel.** Hausse du taux d'intérêt minimal
- x **06.3393 n Mo.**  
**Fasel.** Création de places d'apprentissage
- 08.3357 n Mo.**  
**(Fasel) Weber-Gobet.** Suradministration dans les HES
- x **08.3358 n Ip.**  
**Fasel.** Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
- 04.3330 n Mo.**  
**Fässler.** Immatriculation des aéronefs. Obsolescence des règles de typographie
- 06.3524 n Mo.**  
**Fässler.** Epargne affectée à la construction de logement sans cadeaux fiscaux
- 07.3117 n Mo.**  
**Fässler.** Objectifs et indicateurs au service d'une politique économique durable

- 07.3431 n Mo.**  
**Fässler.** Loi sur les travailleurs détachés et mesures d'accompagnement. Responsabilité solidaire en cas d'infraction
- 07.3432 n Mo.**  
**Fässler.** Interdiction des chauffages électriques
- 07.3433 n Po.**  
**Fässler.** Assainissements dans le domaine des forces hydrauliques. Réglementation équitable
- 07.3678 n Ip.**  
**Fässler.** Biotopes d'importance nationale
- 07.3795 n Mo.**  
**Fässler.** Promotion des importations de biens en provenance de pays en développement
- 08.3307 n Ip.**  
**Fässler.** UBS. Complicité de fraude fiscale aux Etats-Unis?
- 08.3513 n Po.**  
**Fässler.** Examen des effectifs des douanes
- 08.3563 n Mo.**  
**Fässler.** Employés des services douaniers à la retraite vivant dans la Principauté du Liechtenstein. Imposition en fonction du domicile
- 08.3624 n Mo.**  
**Fässler.** Mesures incitatives pour la construction d'installations photovoltaïques
- \* **08.3834 n Mo.**  
**Fässler.** Le secret bancaire suisse et les problèmes de l'UBS aux Etats-Unis
- \* **08.3964 n Mo.**  
**Fässler.** Titul folgt
- \* **08.4031 n Mo.**  
**Fässler.** Développer la formation et le perfectionnement au sortir de l'apprentissage
- 06.3854 n Mo.**  
**(Fattebert) Binder.** Labelliser simplement les forêts suisses
- 05.3373 n Mo.**  
**Favre Charles.** Concrétisation de réformes structurelles de politique financière importantes. Formation
- 07.3667 n Ip.**  
**Favre Charles.** Report de paiement en cas de primes impayées
- 08.3247 n Mo.**  
**Favre Laurent.** Protection AOP/IGP des produits de la sylviculture
- \* **08.3778 n Po.**  
**Favre Laurent.** Soutien à la formation duale
- \* **08.3796 n Po.**  
**Favre Laurent.** Pôles de recherche en énergies renouvelables
- \* **08.3855 n Mo.**  
**Favre Laurent.** Récession. Augmentation du soutien à la politique régionale
- 05.3704 n Mo.**  
**Fehr Hans.** Contribution à l'effort de cohésion. Permettre le référendum
- 06.3446 n Mo.**  
**Fehr Hans.** Définir la nature de la neutralité suisse dans une norme constitutionnelle
- 08.3510 n Mo.**  
**Fehr Hans.** Augmentation des effectifs du Corps des gardes-frontière et amélioration du statut de ces derniers
- 07.3044 n Po.**  
**Fehr Hans-Jürg.** "Stockage définitif de déchets nucléaires. Effets en surface". Rapport additionnel
- 07.3812 n Ip.**  
**Fehr Hans-Jürg.** Plan sectoriel "Dépôt en couches géologiques profondes" pour les déchets nucléaires
- 08.3069 n Po.**  
**Fehr Hans-Jürg.** Accompagner la construction du nouvel Etat du Kosovo
- 08.3177 n Mo.**  
**Fehr Hans-Jürg.** Participation à l'aménagement de la ligne Singen-Stuttgart
- 08.3279 n Ip.**  
**Fehr Hans-Jürg.** Impôts et financement du développement
- x **08.3475 n Po.**  
**Fehr Hans-Jürg.** Rayonnement de faible intensité émis par les centrales nucléaires. Etude
- x **08.3476 n Ip.**  
**Fehr Hans-Jürg.** Centrales nucléaires et séismes. Risques
- x **08.3477 n Ip.**  
**Fehr Hans-Jürg.** Incinération de déchets radioactifs à l'IPS
- x **08.3516 n Ip.**  
**Fehr Hans-Jürg.** Déclaration de Paris. Bilan du sommet d'Accra
- x **08.3677 n Mo.**  
**Fehr Hans-Jürg.** Rôle de la Suisse au sein des organisations financières internationales. Consultation du Parlement  
Voir objet 08.3637 Mo. Maury Pasquier
- \* **08.4050 n Mo.**  
**Fehr Hans-Jürg.** Eviter le resserrement du crédit
- 05.3445 n Mo.**  
**Fehr Jacqueline.** Apprendre tout au long de la vie. Mise en oeuvre en Suisse
- 07.3175 n Ip.**  
**Fehr Jacqueline.** Mise en oeuvre du Plan sectoriel des transports dans le domaine de la mobilité douce
- 07.3724 n Po.**  
**Fehr Jacqueline.** Répartition de la richesse en Suisse
- N **08.3608 n Mo.**  
**Fehr Jacqueline.** Stratégie pour lutter contre la pénurie de médecins et encourager la médecine de premier recours
- \* **08.3908 n Mo.**  
**Fehr Jacqueline.** Renforcer la démocratie. Autoriser la récolte électronique de signatures
- \* **08.4023 n Mo.**  
**Fehr Jacqueline.** Titul folgt

- \* **08.4030 n Mo.**  
**Fehr Jacqueline.** Sécuriser les passages à niveau
- \* **08.4032 n Mo.**  
**Fehr Jacqueline.** Titel folgt
- 07.3035 n Po.**  
**Fehr Mario.** Participation de la Confédération aux coûts de la formation professionnelle. Respect des prescriptions légales
- 07.3048 n Po.**  
**Fehr Mario.** Droits fondamentaux des femmes et des hommes homosexuels. Engagement de la Suisse
- 07.3171 n Po.**  
**Fehr Mario.** Engagement de la Suisse en faveur de l'abolition de la peine de mort dans le monde
- 07.3330 n Mo.**  
**Fehr Mario.** Représentation directe des Suisses et Suissesses de l'étranger à l'Assemblée fédérale
- 07.3331 n Po.**  
**Fehr Mario.** Participation des Suisses et Suissesses de l'étranger à l'élection du Conseil des Etats
- 07.3505 n Mo.**  
**Fehr Mario.** Droit à cinq jours de formation continue par année
- 07.3527 n Mo.**  
**Fehr Mario.** Accord de libre-échange dans le domaine de l'agriculture et des produits alimentaires
- 07.3528 n Mo.**  
**Fehr Mario.** Simplification des transactions transfrontalières
- 07.3746 n Ip.**  
**Fehr Mario.** Jeux olympiques à Pékin
- 08.3157 n Ip.**  
**Fehr Mario.** Levée de l'interdiction d'adopter faite aux personnes homosexuelles
- \* **08.3792 n Mo.**  
**Fehr Mario.** Fairplay pour les chercheurs de places d'apprentissage et les entreprises formatrices
- \* **08.3798 n Ip.**  
**Fehr Mario.** Absence de la Suisse au dernier sommet du G-20
- \* **08.4024 n Po.**  
**Fehr Mario.** Offensive en faveur de la formation continue  
Voir objet 08.4025 Po. Sommaruga Simonetta
- \* **08.4033 n Mo.**  
**Fehr Mario.** Titel folgt
- 08.3129 n Ip.**  
**Fiala.** Recyclage des piles usagées à l'échelle transfrontière
- 08.3495 n Mo.**  
**Fiala.** Harcèlement obsessionnel
- 08.3609 n Mo.**  
**Fiala.** Alourdir la peine encourue en cas de pornographie infantile
- 07.3866 n Mo.**  
**Flückiger.** Imputation des frais aux organisations d'aide au suicide
- 08.3332 n Ip.**  
**Flückiger.** Non au durcissement de la loi régissant le travail dominical pour les jeunes travailleurs
- 08.3427 n Mo.**  
**Flückiger.** Interdiction temporaire de l'assistance au décès
- \* **08.3885 n Mo.**  
**Flückiger.** Titel folgt
- \* **08.3886 n Mo.**  
**Flückiger.** Titel folgt
- 04.3657 n Po.**  
**Fluri.** Stratégie en matière de biodiversité
- 05.3247 n Po.**  
**Fluri.** Caisse de pension Ascoop. Participation de la Confédération
- 07.3157 n Mo.**  
**Fluri.** Surveillance électronique des détenus. Inscription dans la législation  
Voir objet 07.3162 Mo. Marty Dick
- 08.3222 n Ip.**  
**Fluri.** Activités de la Confédération durant l'année de l'ONU pour la biodiversité 2010
- \*x **08.3505 n Ip.**  
**Fluri.** Elaborer une stratégie visant à préserver la biodiversité en Suisse
- \*x **08.3547 n Ip.**  
**Fluri.** Protection du patrimoine culturel et des monuments historiques. Subventions fédérales et conventions-programmes
- \*x **08.3548 n Ip.**  
**Fluri.** Jeunesse et sport. Financement
- 07.3701 n Mo.**  
**Föhn.** Information des enseignants et des maîtres d'apprentissage
- 07.3843 n Ip.**  
**Föhn.** Sérieuses insuffisances du système ETCS
- \* **08.3772 n Ip.**  
**Français.** Formation d'urbaniste aussi à l'EPFL?
- \* **08.3905 n Ip.**  
**Français.** Armée. Quelle stratégie pour demain?
- 05.3306 n Mo.**  
**Freysinger.** Retrait de l'Initiative de Genève
- 05.3633 n Mo.**  
**Freysinger.** Base constitutionnelle pour l'atterrissage d'avions de l'OTAN sur les aéroports suisses
- 05.3670 n Mo.**  
**Freysinger.** Diagnostic douteux et prescription aux enfants et adolescents de médicaments psychotropes dangereux
- 05.3671 n Mo.**  
**Freysinger.** Conférence européenne. Offre de bons offices
- 06.3103 n Mo.**  
**Freysinger.** Energie nucléaire. Offre de bons offices
- 06.3573 n Mo.**  
**Freysinger.** Plan ours

- 06.3616 n Mo.**  
**Freysinger.** Accès au contrôle Vostra (casier judiciaire informatisé) lors des naturalisations
- 06.3791 n Mo.**  
**Freysinger.** Suppression des numéros masqués
- x **06.3792 n Ip.**  
**Freysinger.** Sécurité et places dans les trains
- 06.3810 n Mo.**  
**Freysinger.** Pour en finir avec le loup
- 06.3817 n Mo.**  
**Freysinger.** Charte des devoirs citoyens
- 07.3156 n Mo.**  
**Freysinger.** Loi fédérale sur le régime des allocations pour perte de gain. Modification
- 07.3240 n Mo.**  
**Freysinger.** Traitement des déchets nucléaires
- 07.3760 n Ip.**  
**Freysinger.** Affaire du fax
- 08.3156 n Ip.**  
**Freysinger.** Dioxines taboues et empoisonnement de la Suisse
- 08.3397 n Ip.**  
**Freysinger.** Champagne. Protection de nos AOC et de nos homonymies communales
- 08.3402 n Mo.**  
**Freysinger.** Eclaircissements relatifs au traité de non-prolifération des armes nucléaires
- 08.3504 n Ip.**  
**Freysinger.** E-Mail-Gate sous la coupole au détriment du référendum contre le passeport biométrique
- 08.3539 n Ip.**  
**Freysinger.** Scandale pédophile à la SRG SSR et dilapidation d'argent public
- 08.3716 n Ip.**  
**Freysinger.** Troisième correction du Rhône
- 08.3717 n Ip.**  
**Freysinger.** Indépendance de l'Ossétie du sud et de l'Abkhazie
- x **08.3718 n Mo.**  
**Freysinger.** Conférence de Bretton Woods II et autoprotection monétaire
- \* **08.3889 n Ip.**  
**Freysinger.** L'UBS se moque-t-elle du parlement?
- \* **08.4010 n Ip.**  
**Freysinger.** Concrétisation d'un engagement formel de Mme Calmy-Rey
- \* **08.3791 n Ip.**  
**Frösch.** Violence structurelle et violence directe à l'égard des femmes
- 07.3170 n Po.**  
**Füglistaller.** Encouragement de la recherche en agriculture biologique  
Voir objet 07.3078 Po. Reimann Maximilian
- 07.3409 n Mo.**  
**Füglistaller.** Aller plus loin dans l'encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle
- 07.3456 n Mo.**  
**Füglistaller.** Statistique de l'aide sociale. Collecter et publier les données par nationalité
- x **08.3612 n Ip.**  
**Füglistaller.** Réformes de l'OFFT. Eclaircissements complémentaires
- \* **08.3915 n Mo.**  
**Gadient.** Titel folgt
- \* **08.3916 n Mo.**  
**Gadient.** Politique énergétique et climatique. Développement d'un nouveau système d'énergie
- 06.3299 n Mo.**  
**Galladé.** 200 nouvelles places d'apprentissage dans l'administration fédérale
- 07.3846 n Mo.**  
**Galladé.** Pas d'armes pour les moins de 21 ans
- 07.3847 n Mo.**  
**Galladé.** Droit pénal des mineurs. Prise en charge éducative et thérapeutique jusqu'à 25 ans
- 08.3182 n Mo.**  
**Galladé.** Suivi pédiatrique des enfants d'âge préscolaire. Examens préventifs obligatoires
- 08.3183 n Mo.**  
**Galladé.** Intégration des années initiales d'apprentissage dans les objectifs de l'OFFT
- 08.3189 n Mo.**  
**Galladé.** Petite enfance et prévention centrée sur la famille
- 08.3330 n Po.**  
**Galladé.** Compétence des parents dans le domaine de la petite enfance et au cours des phases cruciales du développement de l'enfant
- 08.3552 n Mo.**  
**Galladé.** Formuler une stratégie pour l'égalité des chances dans les études
- \* **08.3797 n Mo.**  
**Galladé.** Délinquants juvéniles. Relèvement de l'âge maximum de placement
- 07.3828 n Mo.**  
**Geissbühler.** Amélioration de la sécurité dans les trains et les gares
- 07.3904 n Mo.**  
**Geissbühler.** Culture de chanvre. Renverser le fardeau de la preuve
- x **08.3482 n Ip.**  
**Geissbühler.** Neutralité suisse et guerre en Géorgie
- x **04.3568 n Po.**  
**Genner.** Encouragement du tourisme. Plan d'action
- x **06.3577 n Mo.**  
**Genner.** Semences. Baisse du seuil à partir duquel la présence d'OGM doit être déclarée
- 04.3358 n Mo.**  
**Germanier.** Réseau postal. Péréquation des charges
- 06.3383 n Mo.**  
**Germanier.** La Postesoumise à l'impôt
- 07.3762 n Mo.**  
**Germanier.** Contrôle des prix et bénéfices de la Poste

- 08.3333 n Ip.**  
**Germanier.** Trafic aérien transfrontalier et Espace Schengen
- 08.3334 n Ip.**  
**Germanier.** Aéroports suisses. Moins de réglementations
- 08.3443 n Mo.**  
**Germanier.** Promouvoir la consommation de produits agricoles de proximité
- x **08.3710 n Ip.**  
**Germanier.** Application de la loi fédérale sur le bail à ferme agricole
- \* **08.3961 n Ip.**  
**Germanier.** Contrôle d'approche radar à l'aéroport de Sion
- 04.3716 n Mo.**  
**Giezendanner.** Suppression de l'interdiction de circuler la nuit pour les transporteurs de paquets
- 06.3529 n Mo.**  
**Giezendanner.** Utiliser le produit des amendes pour renforcer la sécurité routière
- 07.3655 n Po.**  
**Giezendanner.** Tachygraphe numérique. Adaptation des cartes de conducteur
- 08.3634 n Mo.**  
**Giezendanner.** Réseau des routes nationales. Elimination des goulets d'étranglement
- x **08.3526 n Ip.**  
**Gilli.** Lutttes politiques au détriment de la sécurité
- \* **08.3840 n Ip.**  
**Gilli.** Efficacité énergétique des moyens d'éclairage
- 07.3792 n Ip.**  
**Girod.** Augmentation des voitures de tourisme dangereuses et polluantes
- 08.3336 n Mo.**  
**Girod.** Les agrocarburants ne doivent pas concurrencer les denrées alimentaires
- 08.3345 n Po.**  
**Girod.** Prise en considération des vêtements issus du commerce équitable
- x **08.3502 n Ip.**  
**Girod.** Efficacité énergétique de la flotte de véhicules du Conseil fédéral
- 08.3583 n Po.**  
**Girod.** Examen de la valeur agronomique et technologique des variétés de céréales destinées à la culture biologique
- 08.3584 n Po.**  
**Girod.** Sélection des variétés de céréales destinées à l'agriculture biologique. Egalité de traitement
- \* **08.3899 n Ip.**  
**Girod.** Participation des CFF dans des centrales nucléaires
- \* **08.3976 n Ip.**  
**Girod.** Politique climatique. Maintenir l'objectif des 2°C!
- \* **08.3977 n Ip.**  
**Girod.** Pollution de l'environnement par des succursales d'Aldi et de Lidl
- \* **08.3978 n Ip.**  
**Girod.** Titel folgt
- \* **08.3979 n Ip.**  
**Girod.** Titel folgt
- \* **08.4020 n Po.**  
**Girod.** Titel folgt
- 07.3098 n Mo.**  
**Glanzmann.** Normes Minergie pour l'éclairage des bâtiments publics
- 07.3099 n Mo.**  
**Glanzmann.** Efficacité énergétique au quotidien. Campagne de sensibilisation
- 07.3626 n Mo.**  
**Glanzmann.** Surveillance des organisations d'assistance au décès
- 07.3627 n Mo.**  
**Glanzmann.** Enregistrement obligatoire des cartes d'accès sans fil à prépaiement
- 07.3628 n Mo.**  
**Glanzmann.** Poursuites plus efficaces des cas de pédophilie sur Internet
- 07.3879 n Mo.**  
**Glanzmann.** Campagne de lutte contre les discriminations
- 07.3880 n Mo.**  
**Glanzmann.** Animation jeunesse en milieu ouvert. Augmentation de la contribution fédérale
- 08.3650 n Mo.**  
**Glanzmann.** Prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI. Adapter les montants déduits au titre du loyer
- 08.3651 n Po.**  
**Glanzmann.** Ostéoporose. Risques pour la santé publique
- 08.3277 n Mo.**  
**Glauser.** Priorité à l'alimentation
- \* **08.3794 n Ip.**  
**Glauser.** Nuisances sonores de la place de tirs de Vugelles-La Mothe
- 05.3435 n Mo.**  
**Glur.** Supprimer le Bureau de l'intégration
- 05.3869 n Mo.**  
**Glur.** Circulation routière. Affectation à l'AVS des recettes provenant des amendes d'ordre
- 07.3464 n Ip.**  
**Glur.** Places d'évitement sur les routes principales au trafic important
- 06.3698 n Mo.**  
**Goll.** Discrimination à l'encontre du personnel de la Confédération en cas de maladie
- 08.3011 n Mo.**  
**Goll.** Qualité et bonnes conditions d'embauche dans le domaine de l'accueil de jour
- 08.3374 n Mo.**  
**Goll.** Mise en oeuvre de la 5e révision de l'AI au sein de l'administration fédérale
- 07.3803 n Ip.**  
**Grabber Jean-Pierre.** Avenir des Ecoles de commerce à plein temps et rationalité de l'activité étatique

- 07.3853 n Ip.**  
**Graber Jean-Pierre.** Evolution des investissements et incidences sur la croissance économique
- 08.3010 n Ip.**  
**Graber Jean-Pierre.** Problématique reconnaissance du Kosovo
- 08.3273 n Ip.**  
**Graber Jean-Pierre.** Inflation importée. Attitude du Conseil fédéral
- 08.3274 n Ip.**  
**Graber Jean-Pierre.** Eventuelles mesures de modulation du trafic sur les routes nationales. Politique de l'OFROU
- 08.3295 n Ip.**  
**Graber Jean-Pierre.** Place de l'histoire dans l'enseignement de la maturité professionnelle
- 08.3301 n Mo.**  
**Graber Jean-Pierre.** Soustraire substantiellement l'agriculture au libre-échange
- 08.3549 n Ip.**  
**Graber Jean-Pierre.** Démarches partiellement contestées de l'Assemblée interjurassienne
- 08.3555 n Ip.**  
**Graber Jean-Pierre.** Plus de moyens pour l'extension du réseau des routes nationales
- 08.3628 n Ip.**  
**Graber Jean-Pierre.** Critères appliqués par l'ODM dans les procédures d'octroi d'asile
- \* **08.3848 n Ip.**  
**Graber Jean-Pierre.** Conceptions discutables des droits de l'homme au sein de plusieurs institutions internationales
- \* **08.3924 n Ip.**  
**Graber Jean-Pierre.** Mesures contre la guerre électronique
- 05.3073 n Mo.**  
**Graf Maya.** Interdire l'importation et la vente de bois d'origine illégale
- 06.3236 n Mo.**  
**Graf Maya.** Utilisation de papier recyclé et de papier FSC dans l'administration fédérale
- 06.3578 n Po.**  
**Graf Maya.** Protéger la production et la multiplication des semences contre les OGM
- 06.3819 n Mo.**  
**Graf-Litscher.** Programme de la législature 2008-2011. Technologies de l'information et de la communication
- 07.3045 n Mo.**  
**Graf-Litscher.** Acides gras trans. Fixation d'une valeur limite dans la législation
- 07.3244 n Ip.**  
**Graf Maya.** Décharges de déchets chimiques en région bâloise
- 07.3245 n Ip.**  
**Graf Maya.** Apiculture. Cultures transgéniques et ordonnance sur la coexistence
- 07.3609 n Mo.**  
**Graf-Litscher.** Rétablir la liberté thérapeutique et le libre choix dans le cas des infirmités congénitales et des enfants invalides
- 07.3714 n Mo.**  
**Graf Maya.** Paiements directs pour les arbres isolés adaptés au site
- 07.3716 n Ip.**  
**Graf Maya.** Promouvoir le dialogue entre la Chine et le Tibet
- 07.3749 n Po.**  
**Graf Maya.** Remplacement d'arbres fruitiers haute-tige. Programme d'encouragement
- 08.3039 n Po.**  
**Graf Maya.** Recherche sur le feu bactérien axée sur les besoins de la pratique
- 08.3040 n Po.**  
**Graf Maya.** Feu bactérien. Mise en oeuvre d'une stratégie axée sur les besoins de la pratique
- 08.3041 n Ip.**  
**Graf Maya.** Lutte contre le feu bactérien à l'aide d'antibiotiques
- 08.3225 n Ip.**  
**Graf Maya.** Pôle de recherche national SESAM. Où sont les responsabilités?
- x **08.3537 n Ip.**  
**Graf Maya.** Botox. Faire souffrir les animaux pour être belle?
- 08.3556 n Mo.**  
**Graf-Litscher.** Nécessité d'une déclaration des aliments qui soit compréhensible
- 08.3696 n Po.**  
**Graf Maya.** Accord de libre-échange avec l'UE, protection des animaux et élevage à la ferme
- 08.3697 n Po.**  
**Graf Maya.** Prévention des émissions lumineuses
- \* **08.3777 n Ip.**  
**Graf Maya.** Castration indolore des porcelets. Prochaines étapes
- \* **08.3861 n Mo.**  
**Graf-Litscher.** Développer l'offre du trafic longues distances
- \* **08.3907 n Ip.**  
**Graf Maya.** Maïs transgénique. Risques pour la santé
- \* **08.3971 n Mo.**  
**Graf Maya.** Dispositions légales pour la nanotechnologie
- \* **08.3972 n Mo.**  
**Graf Maya.** Titel folgt
- 08.3206 n Po.**  
**Grin.** Supprimer des bouchons en créant de nouvelles jonctions autoroutières
- x **08.3464 n Ip.**  
**Grin.** Tarif des analyses version bêta
- x **08.3646 n Mo.**  
**Grin.** Champagne est aussi une appellation suisse!
- \* **08.3802 n Ip.**  
**Grin.** Asile. Requérants déboutés

- \* **08.3898 n Ip.**  
**Grin.** Centrales cantonales de gestion du trafic
- 04.3192 n Mo.**  
**Gross.** Convention européenne des droits de l'homme. Ratification du 1er protocole additionnel de 1952
- 07.3909 n Po.**  
**Gross.** Explications de vote individualisées sous forme électronique
- 08.3360 n Po.**  
**Gross.** Commission d'étude pour l'élaboration d'une constitution mondiale
- 08.3361 n Ip.**  
**Gross.** Cour européenne des droits de l'homme. Sécurité sociale des juges
- 08.3362 n Po.**  
**Gross.** La Suisse doit oeuvrer à préserver l'unité de la Macédoine
- 08.3363 n Po.**  
**Gross.** Promouvoir l'Observatoire du Conseil de l'Europe pour le respect des droits de l'homme en Palestine et en Israël
- 08.3541 n Po.**  
**Gross.** Contribution de la Suisse à la scolarisation d'un million d'enfants africains
- \* **08.3973 n Po.**  
**Gross.** Développement de l'acquis de Schengen. Rapport annuel
- 07.3416 n Mo.**  
**(Guisan) Bourgeois.** Dopage. Sanctionner l'entourage des athlètes
- 05.3012 n Mo.**  
**(Günter) Heim.** Halte à la vitesse sur les pistes de ski
- 05.3338 n Mo.**  
**(Gyr-Steiner) Tschümperlin.** Droit d'accoucher de manière anonyme dans un hôpital
- x **08.3416 n Ip.**  
**Gysin.** La Commission européenne sape-t-elle les mesures d'accompagnement?
- x **08.3417 n Ip.**  
**Gysin.** Détachement de travailleurs en Allemagne. Contraintes imposées aux entreprises du bâtiment et du second oeuvre
- \* **08.3991 n Mo.**  
**Gysin.** Loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP). Modification
- 05.3072 n Mo.**  
**(Gysin Remo) Fässler.** Provenance du bois. Déclaration obligatoire
- x **06.3801 n Ip.**  
**(Gysin Remo) Rechsteiner-Basel.** Turquie. La torture est-elle exclue?
- 07.3199 n Po.**  
**(Gysin Remo) Sommaruga Carlo.** Cohérence des activités extérieures de la Suisse dans le domaine de l'aide au développement
- 06.3686 n Mo.**  
**Häberli-Koller.** Cyberadministration. Etoffer l'offre de la Confédération
- 06.3770 n Mo.**  
**Häberli-Koller.** Réduction de la densité normative. Feuille de route contraignante
- x **08.3678 n Ip.**  
**Häberli-Koller.** Evolution des prix des services de renseignements téléphoniques
- 08.3679 n Mo.**  
**Häberli-Koller.** Financement des moyens auxiliaires en cas de maladie survenant durant la retraite
- 08.3685 n Ip.**  
**Häberli-Koller.** SESAR. Approche en descente continue  
Voir objet 08.3557 Ip. Bürgi
- 08.3706 n Mo.**  
**Häberli-Koller.** Promotion des installations solaires
- 05.3609 n Po.**  
**(Haering) Allemann.** Engagement de la police suisse pour des missions de soutien aux opérations de l'ONU et de l'OSCE en faveur de la paix
- 06.3405 n Po.**  
**(Haering) Widmer.** Service civil facultatif
- \* **08.3896 n Mo.**  
**Haller.** Impôt fédéral direct: déductions pour la garde des enfants par les parents et par des tiers
- 07.3086 n Mo.**  
**Hany.** Vente de lampes et de luminaires. Label Energie obligatoire à partir de 2010
- 07.3172 n Ip.**  
**Hany.** Aéroport de Zurich. Les Zurichois se disputent, le Conseil fédéral tranchera
- 08.3126 n Po.**  
**Hany.** Principes régissant la procédure PSIA
- 08.3367 n Po.**  
**Hany.** Evolutions dans le domaine de la surveillance de l'espace aérien
- \* **08.3769 n Mo.**  
**Hany.** Préfinancement de tronçons de routes nationales prêts à être construits
- \* **08.3805 n Mo.**  
**Hany.** Relance conjoncturelle pour 2009-2010 grâce à des projets liés aux transports publics (CFF)
- 05.3831 n Mo.**  
**Hassler.** Accord de libre-échange entre la Suisse et les USA. Exclusion des secteurs agricole et alimentaire
- x **08.3538 n Ip.**  
**Hassler.** Tirer les leçons de la crise financière internationale
- 08.3605 n Ip.**  
**Hassler.** Extension de la forêt au massif alpin
- 08.3501 n Po.**  
**Heer.** Mesures à l'encontre des trafiquants de drogue étrangers titulaires d'un permis B ou C
- \* **08.3874 n Ip.**  
**Heer.** Procédures d'approche et de décollage à l'aéroport de Zurich
- 05.3058 n Po.**  
**Heim.** Evaluation du caractère économique des prestations dans le cadre de la LAMaI. Critères différenciés

- NE 05.3522 n Mo.**  
**Heim.** Moyens et appareils médicaux. Potentiel d'économies
- 05.3702 n Mo.**  
**Heim.** Détection précoce du cancer. Mettre en oeuvre une stratégie nationale
- 06.3112 n Mo.**  
**Heim.** Promouvoir le développement de vaccins et de stratégies de vaccination
- 06.3113 n Mo.**  
**Heim.** Pandémie. Protection de la population et mesures de prévention
- 06.3264 n Mo.**  
**Heim.** Contrôle de la qualité des soins
- 06.3265 n Mo.**  
**Heim.** Traitements hospitaliers. Transparence et qualité
- 06.3576 n Mo.**  
**Heim.** Promotion des premiers secours. Mise à disposition de défibrillateurs sur tout le territoire suisse
- 07.3054 n Mo.**  
**Heim.** Formation postgraduée des jeunes médecins. Mettre fin à la discrimination subie par les personnes formées en Suisse
- 07.3058 n Mo.**  
**Heim.** Récompenser l'efficacité énergétique par des bonus
- 07.3072 n Mo.**  
**Heim.** La réhabilitation. Pilier des soins de santé
- 07.3114 n Mo.**  
**Heim.** Protéger les données des patients
- 07.3525 n Mo.**  
**Heim.** Pour une politique de la santé qui encourage la participation active des citoyens
- 07.3526 n Mo.**  
**Heim.** Mesures pour une sécurité accrue lors de la prise de médicaments
- 07.3861 n Mo.**  
**Heim.** Médicaments. L'innovation n'est pas toujours gage de meilleure efficacité
- 08.3161 n Po.**  
**Heim.** Médecine anti-vieillesse
- 08.3162 n Po.**  
**Heim.** Limitation du montant de la déduction des frais de transport. Effets sur les déplacements motorisés
- 08.3163 n Po.**  
**Heim.** Résistance aux antibiotiques. Surveiller l'évolution de la situation
- 08.3366 n Po.**  
**Heim.** Taux élevé de suicides en Suisse. Mesures de prévention
- x 08.3493 n Po.**  
**Heim.** Protection des données des patients et protection des assurés
- 08.3515 n Mo.**  
**Heim.** Ostéoporose. Dépistage précoce et prévention
- x 08.3600 n Ip.**  
**Heim.** Téléphone portable. Risque accru pour les enfants?
- x 08.3668 n Ip.**  
**Heim.** Véhicules tout-terrains et deux-roues motorisés. Limitation des émissions et contrôle des gaz d'échappement
- \* 08.3782 n Ip.**  
**Heim.** La relève médicale est-elle compromise?
- \* 08.3783 n Po.**  
**Heim.** Limiter temporairement la puissance des véhicules à moteur
- \* 08.3784 n Mo.**  
**Heim.** Répression des accidents dus à des chauffards
- \* 08.3785 n Mo.**  
**Heim.** Via sicura. Rendre les boîtes noires obligatoires
- \* 08.3799 n Mo.**  
**Heim.** Installations solaires sur les toits des bâtiments de la Confédération
- \* 08.3800 n Po.**  
**Heim.** Véhicules à moteur. Utilisation des énergies renouvelables
- \* 08.3801 n Po.**  
**Heim.** Sécurité des ouvrages
- \* 08.3987 n Po.**  
**Heim.** Titel folgt
- \* 08.3990 n Mo.**  
**Heim.** Chemins de fer à voie métrique. Investir dans les infrastructures et pour la sécurité
- 08.3015 n Mo.**  
**Hiltbold.** Flux de trafic routier Est-Ouest transfrontières
- 08.3344 n Mo.**  
**Hiltbold.** Financement ZEB et troisième voie CFF entre Genève et Lausanne
- \* 08.3780 n Po.**  
**Hiltbold.** Complexité de la procédure d'approbation des études cliniques dites multicentriques
- 05.3383 n Po.**  
**Hochreutener.** Séismes. Améliorer la prévention et la couverture des dommages
- 05.3384 n Po.**  
**Hochreutener.** Ouvrir à la circulation la bande d'arrêt d'urgence en cas d'embouteillage
- 05.3615 n Mo.**  
**Hochreutener.** Prévoyance professionnelle vieillesse. Abaisser l'âge minimum des assurés
- 06.3104 n Mo.**  
**Hochreutener.** Assurance-accidents. Maintien des règles actuelles
- 06.3335 n Po.**  
**Hochreutener.** Considérer l'envahissement des terrains de sport comme un élément constitutif d'une infraction
- 06.3526 n Po.**  
**Hochreutener.** Voie de contournement sud de Berne
- 06.3555 n Po.**  
**Hochreutener.** Aires de parcage P+R en adéquation avec la demande
- 06.3775 n Po.**  
**Hochreutener.** Les lésions corporelles doivent être passibles au minimum des mêmes peines que le vol

- 07.3531 n Mo.**  
**Hochreutener.** Secrétariat d'Etat pour les PME
- 07.3681 n Mo.**  
**Hochreutener.** Simplifier les réglementations de tous les départements fédéraux
- 07.3870 n Mo.**  
**Hochreutener.** Interdiction des jeux électroniques violents
- 08.3390 n Mo.**  
**Hochreutener.** Voies réservées aux bus. Utilisation par les cars et les taxis
- x **08.3391 n Po.**  
**Hochreutener.** Paternité active, politique économique et politique de la famille
- 08.3693 n Mo.**  
**Hochreutener.** Eliminer les goulets d'étranglement sur le réseau des routes nationales
- \* **08.3950 n Ip.**  
**Hochreutener.** Réexportations REACH de la Suisse vers l'UE
- \* **08.4037 n Mo.**  
**Hochreutener.** Motions et postulats. Empêcher les tactiques d'obstruction
- 08.3099 n Mo.**  
**Hodgers.** Favoriser l'usage des CFF pour la mobilité de loisirs des familles
- x **08.3627 n Ip.**  
**Hodgers.** Critères d'application de l'article 31b de la loi sur la nationalité
- \* **08.3795 n Mo.**  
**Hodgers.** Récupération de la nationalité par les descendants de Suisse. Pas de discrimination financière
- \* **08.3891 n Po.**  
**Hodgers.** Soutien aux fonds de garantie pour la microfinance dans les pays en voie de développement
- 07.3239 n Mo.**  
**Hofmann.** Objectifs et indicateurs au service d'une politique financière durable
- 05.3451 n Po.**  
**(Hollenstein) Gilli.** Antennes de téléphonie mobile. Impact sur la valeur foncière des immeubles concernés
- 05.3492 n Mo.**  
**(Hollenstein) Lang.** Remise des armes militaires
- 05.3764 n Mo.**  
**(Hollenstein) Lang.** Relations entre la Suisse et l'Afrique du Sud. Mise à disposition de documents
- \* **08.3807 n Mo.**  
**Huber.** Epuisement eurorégional en droit des brevets
- 05.3135 n Mo.**  
**(Hubmann) Thanei.** Conditions régissant l'adoption conjointe. Abaisser l'âge minimum des époux et la durée du mariage
- 05.3137 n Mo.**  
**(Hubmann) Thanei.** Organismes intermédiaires pour l'adoption. Assurer la qualité
- 06.3693 n Mo.**  
**(Hubmann) Fehr Jacqueline.** Ordonnance sur la Feuille officielle suisse du commerce. Modification de l'article 9
- 06.3694 n Mo.**  
**(Hubmann) Fehr Jacqueline.** Ordonnance sur la Feuille officielle suisse du commerce. Abrogation de l'article 7 alinéa 2
- 07.3134 n Ip.**  
**(Hubmann) Thanei.** Veuves divorcées dans l'indigence?
- 07.3135 n Po.**  
**(Hubmann) Thanei.** Veuves divorcées. Lacunes du système de prévoyance
- 07.3468 n Mo.**  
**(Hubmann) Heim.** Protection des données dans le domaine de la santé
- 05.3355 n Mo.**  
**(Huguenin) Zisyadis.** Régularisation des travailleurs sans papiers
- 05.3581 n Mo.**  
**(Huguenin) Zisyadis.** Caisse-maladie unique. Que l'on vote, et vite!
- 05.3688 n Mo.**  
**(Huguenin) Zisyadis.** Reconnaissance du génocide en Bosnie
- 05.3887 n Mo.**  
**(Huguenin) Zisyadis.** Euro 2008. Projets préventifs d'encadrement de jeunes supporters
- 06.3223 n Mo.**  
**(Huguenin) Zisyadis.** Caisse unique. Pour une protection des réserves des caisses-maladie
- 06.3312 n Mo.**  
**(Huguenin) Zisyadis.** Garantir au FIMM des moyens stables et sa liberté d'expression
- 06.3332 n Mo.**  
**(Huguenin) Zisyadis.** Un vrai congé-maternité pour les femmes au chômage
- x **06.3866 n Ip.**  
**(Huguenin) Zisyadis.** Amiante, SUVA et Tribunal fédéral
- 07.3153 n Ip.**  
**(Huguenin) Zisyadis.** Insecticides contenant de l'imidaclopride et du Fipronil
- 07.3154 n Ip.**  
**(Huguenin) Zisyadis.** Des caisses-maladie qui poussent à la consommation?
- 07.3358 n Mo.**  
**(Huguenin) Zisyadis.** Protection contre le licenciement dans le cadre de la LAI
- 07.3473 n Mo.**  
**(Huguenin) Zisyadis.** Remboursement du vaccin contre le cancer du col de l'utérus
- 07.3757 n Ip.**  
**(Huguenin) Zisyadis.** La Confédération collabore-t-elle avec des trafiquants d'êtres humains?

- 04.3719 n Mo.**  
**Humbel Näf.** Prestations LAMal et allocations AVS/AI pour impotents. Prévoir un outil d'évaluation unique des soins requis
- 04.3797 n Po.**  
**Humbel Näf.** Promouvoir une alimentation saine
- NE 05.3523 n Mo.**  
**Humbel Näf.** Produits de la liste des moyens et appareils. Concurrence
- 05.3642 n Mo.**  
**Humbel Näf.** Maintenir et renforcer la place du sport à l'école
- 05.3884 n Po.**  
**Humbel Näf.** Installation d'une "boîte noire" sur les véhicules à moteur
- 05.3905 n Mo.**  
**Humbel Näf.** LPGA. Réglementation en matière d'expertise médicale
- 06.3357 n Po.**  
**Humbel Näf.** Avenir de la médecine de famille
- 07.3209 n Mo.**  
**Humbel Näf.** Création d'un centre de traitement ambulatoire à l'unité de protonthérapie de l'Institut Paul Scherrer
- 07.3210 n Po.**  
**Humbel Näf.** Positionnement des services de santé suisses dans le marché intérieur européen
- 07.3703 n Mo.**  
**Humbel Näf.** Carte d'assuré idoine
- 08.3201 n Mo.**  
**Humbel Näf.** Mesures efficaces contre l'ivresse ponctuelle
- 08.3384 n Po.**  
**Humbel Näf.** Approvisionnement de la population en vaccins pré-pandémiques et pandémiques
- 08.3662 n Mo.**  
**Humbel Näf.** Appareils acoustiques. Renforcer la concurrence et introduire des forfaits
- 08.3664 n Po.**  
**Humbel Näf.** Halte à la politique d'obstructionnisme due à des recours déposés par des particuliers
- 08.3665 n Mo.**  
**Humbel Näf.** Sport et jeu ne sont pas des sources de bruit au sens de la loi sur la protection de l'environnement
- 08.3707 n Mo.**  
**Humbel Näf.** Réorganisation des commissions d'éthique
- \* **08.3776 n Mo.**  
**Humbel Näf.** Halte aux chauffards et à leurs rodéos insensés!
- \* **08.3922 n Mo.**  
**Humbel Näf.** Titre folgt
- \* **08.3923 n Mo.**  
**Humbel Näf.** Titre folgt
- \* **08.3956 n Mo.**  
**Humbel Näf.** Titre folgt
- \* **08.4034 n Mo.**  
**Humbel Näf.** Formation et perfectionnement des professionnels de la santé non médecins et des médecins assistants. Financement
- 08.3037 n Ip.**  
**Hurter Thomas.** Espace aérien contrôlé au-dessus de Friedrichshafen. Extension
- \*x **08.3695 n Ip.**  
**Hurter Thomas.** Concept de stationnement et remplacement partiel des Tiger
- \* **08.3892 n Mo.**  
**Hurter Thomas.** Sites d'implantation pour dépôts en couches géologiques profondes. Extension des études socio-économiques
- 05.3043 n Mo.**  
**Hutter Jasmin.** Violences lors de manifestations. Responsabilité
- 06.3058 n Mo.**  
**Hutter Jasmin.** Poursuites. Obtention de renseignements par téléphone
- 06.3095 n Mo.**  
**Hutter Jasmin.** Filtres à particules pour machines de chantier. S'adapter au reste du monde
- 06.3702 n Mo.**  
**Hutter Jasmin.** Retrait de l'autorisation de séjour en cas de violation de l'ordre juridique par des étrangers
- 07.3178 n Ip.**  
**Hutter Jasmin.** Augmentation massive des demandes d'asile en provenance d'Erythrée
- 07.3685 n Mo.**  
**Hutter Jasmin.** Assurance-invalidité. Responsabilité des médecins complaisants
- 07.3686 n Ip.**  
**Hutter Jasmin.** Collaboration avec le Centre commun de recherche de la Commission européenne
- 08.3457 n Mo.**  
**Hutter Jasmin.** Suppression du droit à la double nationalité pour les futurs naturalisés
- \* **08.3918 n Mo.**  
**Hutter Jasmin.** Crise économique. Ne pas imposer d'investissements aux entreprises
- \* **08.3919 n Mo.**  
**Hutter Jasmin.** Titre folgt  
Voir objet 08.3927 Mo. Jenny
- 05.3583 n Mo.**  
**Hutter Markus.** Rapport sur la politique de sécurité
- 06.3463 n Mo.**  
**Hutter Markus.** Ouverture des commerces. 7 jours sur 7, 24 heures sur 24
- 08.3339 n Mo.**  
**Hutter Markus.** Renoncer à la taxe sur le CO2
- \*x **08.3489 n Ip.**  
**Hutter Markus.** Etoffer l'offre de parcs relais à l'échelle nationale à proximité des bretelles d'autoroutes
- \*x **08.3490 n Ip.**  
**Hutter Markus.** Cantonalisme étriqué dans la formation professionnelle continue

- x **08.3491 n Ip.**  
**Hutter Markus.** Regroupement des bibliothèques de la Confédération
- 05.3167 n Mo.**  
**(Imfeld) Glanzmann.** Réaffectation des biens immobiliers dont l'armée n'a plus besoin
- 06.3069 n Mo.**  
**(Imfeld) Hochreutener.** Assurance-accidents. Possibilité pour les entreprises assurées de s'opposer à leur classement
- 07.3087 n Mo.**  
**(Imfeld) Hochreutener.** Utilisation raisonnable du nouveau certificat de salaire dans le domaine de l'AVS
- 06.3436 n Mo.**  
**Ineichen.** Soutien aux jeunes repreneurs d'entreprises
- 06.3751 n Po.**  
**Ineichen.** Pas de protection excessive des jeunes dans la législation sur le travail
- 07.3790 n Mo.**  
**Ineichen.** Entrée dans la vie professionnelle. Mesures relatives au marché du travail
- 08.3525 n Mo.**  
**Ineichen.** Contre les hausses injustifiées des prix de l'électricité
- \* **08.3881 n Mo.**  
**Ineichen.** Titre folgt
- \* **08.3882 n Mo.**  
**Ineichen.** Titre folgt
- 07.3350 n Mo.**  
**(Janiak) Leutenegger Oberholzer.** Politique des transports. Inclure la navigation et les ports sur le Rhin Voir objet 07.3381 Mo. Schweizer
- 06.3147 n Mo.**  
**(Jermann) Hochreutener.** Encourager la lutte contre les poussières fines dégagées par les poids lourds Voir objet 06.3108 Mo. Schmid-Sutter Carlo
- 06.3790 n Mo.**  
**(Jermann) Amherd.** Mesures en faveur des PME
- 05.3851 n Po.**  
**Joder.** Affectation à la navigation aérienne d'une part de l'impôt sur les huiles minérales
- 06.3065 n Po.**  
**Joder.** Accélération de la procédure pour la réalisation des ouvrages de protection contre les crues
- 06.3124 n Mo.**  
**Joder.** Emballages de médicaments adéquats, de petite taille et adaptés à la thérapie
- 06.3763 n Mo.**  
**Joder.** Renoncer à une banque postale, baisser les tarifs postaux et limiter l'emploi du bénéfice par la Poste
- 07.3216 n Mo.**  
**Joder.** Freiner le rythme des réformes agricoles
- 07.3414 n Mo.**  
**Joder.** Autoriser la publicité paysagère
- 08.3131 n Mo.**  
**Joder.** Durcissement du cadre pénal en cas de lésions corporelles intentionnelles
- 08.3478 n Mo.**  
**Joder.** Projet de territoire Suisse. Intégration de Berne en tant qu'espace métropolitain. Bases légales.
- x **08.3561 n Ip.**  
**Joder.** Maintien de la Patrouille Suisse
- 08.3562 n Mo.**  
**Joder.** Baisse des tarifs postaux
- 05.3858 n Mo.**  
**John-Calame.** Harmonisation des indemnités journalières dans les assurances sociales
- 05.3859 n Mo.**  
**John-Calame.** Assurance-chômage. Financement
- 06.3582 n Mo.**  
**John-Calame.** Protection du climat et aide au développement
- 07.3347 n Mo.**  
**John-Calame.** Gratuité pour le dépôt de l'arme et de l'équipement militaire
- 07.3349 n Mo.**  
**John-Calame.** Application de la 5e révision de l'AI
- 07.3684 n Mo.**  
**John-Calame.** Femmes et service civil
- 07.3908 n Po.**  
**John-Calame.** Standards minergie dans l'immobilier militaire
- 08.3635 n Ip.**  
**John-Calame.** Révision de l'OACI. Baisse de subventions pour les programmes collectifs de réinsertion
- 07.3845 n Mo.**  
**Jositsch.** Usage abusif d'armes. Des chiffres
- 07.3849 n Mo.**  
**Jositsch.** Jeunes délinquants. Mise en place de structures d'accueil appropriées
- \* **08.3806 n Mo.**  
**Jositsch.** Prescription des délits économiques Voir objet 08.3930 Mo. Janiak
- 04.3740 n Po.**  
**Kaufmann.** Suppression totale des monopoles de la Poste
- 05.3429 n Mo.**  
**Kaufmann.** Concrétisation de réformes structurelles importantes sur le plan des finances. Agriculture Voir objet 05.3359 Mo. Schweiger
- 06.3610 n Mo.**  
**Kaufmann.** Encourager les musées et le commerce d'oeuvres d'art en Suisse
- 06.3614 n Mo.**  
**Kaufmann.** Assainissement de la caisse de pensions des écoles suisses à l'étranger
- 07.3732 n Po.**  
**Kaufmann.** Distribution du bénéfice de la BNS au profit des Suisses de l'étranger
- 08.3423 n Ip.**  
**Kaufmann.** Faillites de la réforme de Bologne
- 08.3434 n Mo.**  
**Kaufmann.** Vérité des coûts au DFAE
- 08.3726 n Mo.**  
**Kaufmann.** Exonérer les rentes AVS

- x **08.3727 n Ip.**  
**Kaufmann.** Vente d'avions Hawk
- \* **08.3884 n Mo.**  
**Kaufmann.** Pas de nouveaux avions de combat allemands sans vols d'approche par le nord à l'aéroport de Zurich
- 06.3289 n Mo.**  
**(Keller) Bortoluzzi.** Personnes sous l'emprise de l'alcool impliquées dans des accidents. Possibilité de se retourner contre elles
- 07.3084 n Ip.**  
**(Keller) Rutschmann.** Prise des décisions relevant de la politique énergétique. Suite des opérations
- 05.3441 n Mo.**  
**Kiener Nellen.** Tabac. Prévenir la dépendance plutôt que de soutenir la production
- 06.3158 n Mo.**  
**Kiener Nellen.** Intégrer les actions et les options de collaborateur dans l'enquête sur la structure des salaires
- NE **06.3159 n Mo.**  
**Kiener Nellen.** Sport, exercice physique et alimentation des enfants âgés de cinq à dix ans
- 06.3384 n Mo.**  
**Kiener Nellen.** Adjudication directe de marchés portant sur du matériel de guerre. Rétablir la concurrence
- 06.3843 n Po.**  
**Kiener Nellen.** Egalité des sexes. Plus de femmes dans les professions techniques, les filières mathématiques et les sciences naturelles
- 07.3200 n Mo.**  
**Kiener Nellen.** Registre national des prestations médicales hautement spécialisées  
Voir objet 07.3237 Mo. Weyeneth
- 07.3268 n Mo.**  
**Kiener Nellen.** Adjudication des marchés publics. Voies de droit pour les fournisseurs de matériel militaire
- 07.3372 n Mo.**  
**Kiener Nellen.** Représentation adéquate des deux sexes dans les tribunaux fédéraux
- 07.3739 n Ip.**  
**Kiener Nellen.** Davantage de soutien pour le football féminin en Suisse
- 07.3867 n Po.**  
**Kiener Nellen.** Examiner l'instauration de l'imposition à la source à la faveur de la prochaine réforme de la fiscalité
- 08.3026 n Mo.**  
**Kiener Nellen.** Un nouveau souffle pour l'hymne national
- 08.3439 n Mo.**  
**Kiener Nellen.** Améliorer la sécurité des cyclistes
- 08.3494 n Mo.**  
**Kiener Nellen.** Egalité dans l'armée
- 08.3703 n Mo.**  
**Kiener Nellen.** Suppression de l'obligation générale de construire des abris dans les bâtiments neufs  
Voir objet 08.3691 Mo. Pfister Theophil
- 08.3712 n Mo.**  
**Kiener Nellen.** Projet de territoire Suisse. Base légale
- \* **08.3767 n Mo.**  
**Kiener Nellen.** Revoir le financement du projet "Jeunesse et sport Enfants"
- \* **08.3940 n Ip.**  
**Kiener Nellen.** Mise en oeuvre des recommandations contenues dans le rapport sur la vidéosurveillance
- \* **08.4014 n Mo.**  
**Kiener Nellen.** Train de mesures en faveur de l'UBS. Ouverture de procédures contre les membres responsables d'organes de la banque
- 08.3369 n Ip.**  
**Killer.** Révision de l'ordonnance sur la protection de l'air 2007/08
- x **08.3534 n Ip.**  
**Killer.** Les énergies renouvelables. Quel apport?
- 08.3553 n Ip.**  
**Killer.** Gestion du trafic routier lors de la rénovation du tunnel du St-Gothard
- \* **08.3917 n Ip.**  
**Killer.** Titel folgt
- \* **08.3920 n Mo.**  
**Killer.** Titel folgt
- 04.3318 n Po.**  
**Kleiner.** Raccordement du pays d'Appenzell aux routes nationales  
Voir objet 04.3315 Po. Altherr
- 05.3014 n Mo.**  
**(Kohler) Darbellay.** Limitations de vitesse. S'adapter à nos voisins
- 08.3098 n Ip.**  
**Kunz.** Libre-échange avec l'Union européenne dans le secteur agricole
- x **08.3623 n Mo.**  
**Kunz.** Loi sur l'agriculture. Déclaration de force obligatoire générale pour des mesures de gestion des quantités relevant du droit privé
- \* **08.3900 n Ip.**  
**Kunz.** Titel folgt
- \* **08.3901 n Ip.**  
**Kunz.** Titel folgt
- 08.3078 n Mo.**  
**Lachenmeier.** Réduction des valeurs limites pour le rayonnement non ionisant
- x **08.3633 n Ip.**  
**Lachenmeier.** Quads et alii. Questio quid iuris
- \* **08.3888 n Mo.**  
**Lachenmeier.** Enregistrement et cumul des amendes d'ordre en cas d'infraction routière
- 04.3289 n Po.**  
**Lang.** Suspension du commerce de matériel militaire avec les pays du Proche-Orient
- 04.3681 n Po.**  
**Lang.** Déminage en Bosnie
- 05.3096 n Mo.**  
**Lang.** Publication du rapport Cornu
- 05.3254 n Po.**  
**Lang.** Pour la promotion civile de la paix

- 05.3377 n Mo.**  
**Lang.** Service civil. Exonérer de la contribution les établissements d'affectation réputés d'utilité publique
- 05.3495 n Mo.**  
**Lang.** Matériel de guerre ancien. Interdiction d'exporter
- 05.3753 n Mo.**  
**Lang.** Coopération économique avec le régime de l'apartheid
- 05.3881 n Mo.**  
**Lang.** Utilisation de drones à des fins civiles
- 06.3038 n Mo.**  
**Lang.** Abrogation de l'article 293 du Code pénal
- 06.3197 n Mo.**  
**Lang.** L'arme d'ordonnance à l'arsenal!
- 06.3738 n Mo.**  
**Lang.** Initiatives suisses visant la réparation des torts causés par l'esclavage
- x **06.3748 n Ip.**  
**Lang.** Démantèlement des droits de l'homme en Russie
- 07.3012 n Ip.**  
**Lang.** Centrales nucléaires et risque de terrorisme
- 07.3082 n Po.**  
**Lang.** Protection de la démocratie directe
- 07.3136 n Mo.**  
**Lang.** RUAG. Reconversion dans le domaine civil
- 07.3318 n Ip.**  
**Lang.** Le tunnel de base du Zimmerberg
- 07.3337 n Ip.**  
**Lang.** Rapport de synthèse du PNR 42+. Questions en suspens
- 07.3602 n Ip.**  
**Lang.** Les changements climatiques. Un risque pour la sécurité
- 07.3826 n Mo.**  
**Lang.** Création d'un registre central des armes à feu
- 07.3827 n Ip.**  
**Lang.** Exercices de tir pour les enfants
- 07.3842 n Ip.**  
**Lang.** Tirs obligatoires contre initiative populaire
- 08.3023 n Ip.**  
**Lang.** Arrêt du programme d'alerte politique rapide FAST
- 08.3260 n Mo.**  
**Lang.** Souveraineté alimentaire et denrées alimentaires de base
- 08.3375 n Mo.**  
**Lang.** Interdiction d'abattre des avions civils avec à leur bord des passagers innocents
- x **08.3576 n Mo.**  
**Lang.** Modification de l'ordre de garde prévoyant une garde avec une arme chargée  
Voir objet 08.3577 Mo. Malama  
Voir objet 08.3578 Mo. Segmüller
- 08.3613 n Ip.**  
**Lang.** Requérants d'asile déboutés originaires de Tchénie. Nouvelle pratique en matière de renvoi
- \* **08.3871 n Mo.**  
**Lang.** Titel folgt
- 07.3231 n Mo.**  
**(Laubacher) Binder.** Base de financement transparente pour le développement de l'infrastructure ferroviaire
- 04.3679 n Mo.**  
**Leuenberger-Genève.** Lutte contre les phosphates dans les produits détergents
- 06.3838 n Mo.**  
**Leuenberger-Genève.** Politique étrangère. Plate-forme d'information des citoyens
- 07.3125 n Ip.**  
**Leuenberger-Genève.** Non à la discrimination dans les assurances automobile
- 07.3126 n Ip.**  
**Leuenberger-Genève.** Durée de détention des mineurs sous mesures de contrainte
- 07.3127 n Ip.**  
**Leuenberger-Genève.** Levée de la réserve à l'article 37 lettre c de la Convention relative aux droits de l'enfant
- 07.3215 n Ip.**  
**Leuenberger-Genève.** Violations des droits de l'homme au Guatemala par un ressortissant double national suisse
- 07.3355 n Mo.**  
**Leuenberger-Genève.** Traduction simultanée des séances de commission
- 07.3850 n Ip.**  
**Leuenberger-Genève.** Quel soutien à la formation professionnelle à plein temps en école des métiers?
- 07.3896 n Mo.**  
**Leuenberger-Genève.** Autoriser le séjour de parents étrangers ayant la responsabilité parentale d'enfants de nationalité suisse
- 08.3597 n Mo.**  
**Leuenberger-Genève.** Frigos et congélateurs dans les magasins
- \* **08.3993 n Ip.**  
**Leuenberger-Genève.** Cadeau empoisonné à la Turquie
- \* **08.3994 n Ip.**  
**Leuenberger-Genève.** Risque de remise en cause de la qualification de génocide concernant les Arméniens
- 05.3794 n Mo.**  
**Leutenegger Filippo.** Aéroport de Zurich. Introduire rapidement l'approche coudée par le nord
- 06.3044 n Mo.**  
**Leutenegger Filippo.** Transparence des finances fédérales
- 07.3327 n Mo.**  
**Leutenegger Filippo.** Voyages pour les amateurs de pêche. Levée de l'interdiction de fait
- NE 07.3385 n Mo.**  
**Leutenegger Filippo.** Incitations à des rénovations complètes en vue de réduire les pertes énergétiques dans les propriétés privées
- 07.3706 n Mo.**  
**Leutenegger Filippo.** Stratégie pour une Suisse sans impact sur le climat d'ici à 2020

- 07.3707 n Ip.**  
**Leutenegger Filippo.** Objectifs en matière de CO2. Nouveaux écarts
- 08.3554 n Mo.**  
**Leutenegger Filippo.** 50 pour cent des fréquences OUC pour les radios privées
- 08.3567 n Ip.**  
**Leutenegger Filippo.** Fondation Gottfried Keller
- 08.3671 n Mo.**  
**Leutenegger Filippo.** Utilisation du couplage chaleur-force
- \* **08.3826 n Mo.**  
**Leutenegger Filippo.** Le 112 comme numéro d'appel d'urgence européen
- 04.3789 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Placement des chômeurs ayant charge de famille. Lutter contre les discriminations
- 04.3790 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Révision du CO. Renforcer les droits des consommateurs
- 05.3343 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Révision du droit des sociétés. Faire appel à des experts indépendants
- 05.3408 n Po.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Faire la transparence sur les aides publiques accordées sous la forme d'allègements fiscaux cantonaux
- 05.3682 n Po.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Assurance des risques liés aux dégâts naturels
- 06.3130 n Po.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Diminuer le coût économique du traitement en douane
- 06.3364 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Transparence des salaires dans les organisations exerçant des tâches publiques
- 07.3197 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Vote électronique, notamment des Suisses de l'étranger
- 07.3428 n Ip.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Réduction du bruit émis par les chemins de fer
- 07.3493 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Projet ZEB. Intégrer le projet d'extension "Suisse du nord-ouest" au message "Vue d'ensemble sur le FTP"
- 07.3494 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Projet ZEB. Conserver le tunnel du Wisenberg dans le projet "Rail2000"
- 07.3640 n Ip.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Crash d'un avion à Bâle
- 07.3731 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Pas de renchérissement du pain
- 07.3733 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Programme de la législature 2007-2011 II. Instaurer l'égalité entre hommes et femmes
- 07.3734 n Po.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Droit d'auteur. Sociétés de gestion et amélioration de la transparence
- 07.3758 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Article 60 LDA. Redevance sur les supports vierges
- 07.3910 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Développement durable. Coordonner les achats de la Confédération, des cantons et des communes
- 08.3202 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Transparence pour l'exercice de droits d'actionnaires dans des institutions de prévoyance proches de la Confédération
- 08.3271 n Ip.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Provisions insuffisantes pour les risques liés aux décharges de déchets chimiques
- 08.3396 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Aéroport de Bâle-Mulhouse. Représentation des riverains au conseil d'administration
- 08.3523 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Création d'une loi fédérale sur l'harmonisation du droit de la construction Voir objet 08.3524 Mo. Müller Philipp
- N **08.3546 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Renforcer la protection des petits épargnants
- 08.3564 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Traité douanier entre la Suisse et le Liechtenstein. Domicile légal des parents des employés des services douaniers
- 08.3614 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Politique du troisième âge. Plan de mise en oeuvre de la stratégie du gouvernement
- 08.3615 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Politique du troisième âge. Enquête sur les personnes se trouvant dans la seconde moitié de leur vie
- x **08.3705 n Po.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Aide étatique pour des entreprises. Enseignements à tirer de l'affaire Swissair/Swiss
- x **08.3709 n Ip.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Conséquences de la crise des marchés financiers. Existe-t-il un risque de récession et de hausse du chômage en Suisse?
- x **08.3746 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Meilleure protection des investisseurs. Révision de la LPCC
- \* **08.3846 n Ip.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Cherté des dédouanements commerciaux effectués par Swiss Post GLS
- \* **08.3852 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Fichiers de la Confédération. Droit d'accès
- \* **08.3866 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Titel folgt
- \* **08.4013 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Titel folgt

- \* **08.4026 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Titel folgt
- \* **08.4027 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Titel folgt
- \* **08.4028 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** CFF. Promotion des transports publics
- \* **08.4029 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Soutenir la conjoncture pour prévenir une récession
- \* **08.4049 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Comptes des banques. Créer la transparence
- \* **08.4051 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Mesures destinées à renforcer le système financier. Respecter les principes de l'Etat de droit
- 06.3568 n Po.**  
**Levrat.** Ratification par la Suisse des normes internationales du travail
- 06.3569 n Mo.**  
**Levrat.** Ratification de la convention no 135 de l'OIT par la Suisse
- 07.3150 n Ip.**  
**Levrat.** Coûteuse sondagite aiguë au Conseil fédéral
- 05.3350 n Mo.**  
**Loepfe.** Concrétisation de réformes structurelles importantes sur le plan des finances. Domaine social  
Voir objet 05.3357 Mo. Schweiger
- 06.3220 n Po.**  
**Loepfe.** Réforme de l'administration fédérale. Acquisition des prestations bureaucratiques de l'administration sur le marché
- 06.3825 n Mo.**  
**Loepfe.** Examen des tâches de la Confédération. Feuille de route fiable
- 08.3130 n Ip.**  
**Lumengo.** Procédure accélérée au CEP. Traumatismes psychiques négligés
- 08.3598 n Mo.**  
**Lumengo.** Engagement des personnes d'origine étrangère au sein du Corps des gardes-frontière
- 08.3599 n Ip.**  
**Lumengo.** Violation du droit à une relation père-enfant
- x **06.3846 n Ip.**  
**Lustenberger.** Responsabilité de la présidente de la Confédération
- 08.3694 n Ip.**  
**Lustenberger.** Prix de l'électricité. Nouvelles questions après le débat au Conseil national
- N **08.3748 n Mo.**  
**Lustenberger.** Protection contre les crues. Moyens financiers pour les années à venir
- 08.3428 n Mo.**  
**Malama.** Bâtiments fédéraux efficaces du point de vue énergétique
- x **08.3577 n Mo.**  
**Malama.** Modification de l'ordre de garde prévoyant une garde avec une arme chargée  
Voir objet 08.3576 Mo. Lang  
Voir objet 08.3578 Mo. Segmüller
- 08.3731 n Mo.**  
**Malama.** Nouveau rapport sur la politique de sécurité. Participation du Parlement
- 08.3732 n Mo.**  
**Malama.** Surveillance efficace de la protection de l'Etat
- \* **08.3837 n Ip.**  
**Malama.** Stabilisation du Pakistan
- 07.3718 n Po.**  
**Markwalder Bär.** Reconnaître et encourager le travail bénévole
- 07.3719 n Ip.**  
**Markwalder Bär.** Influence de la Suisse sur le processus de décision au sein de l'UE
- 08.3603 n Mo.**  
**Markwalder Bär.** Droit des brevets. Epuisement euro-régional  
Voir objet 08.3638 Mo. Gutzwiller
- 08.3074 n Mo.**  
**Marra.** Lutte contre le travail au noir. Mise sur pied d'un suivi
- 08.3122 n Ip.**  
**Marra.** Participation de la Suisse à la prochaine enquête internationale sur l'illettrisme
- 08.3659 n Mo.**  
**Marra.** Mode de calcul des prestations complémentaires
- 04.3593 n Mo.**  
**(Marty Kälin) Stump.** Zones à bâtir. Non-augmentation de la superficie totale
- 05.3673 n Po.**  
**(Marty Kälin) Wyss Ursula.** Crues et imperméabilisation des sols
- 06.3221 n Mo.**  
**(Marty Kälin) Bruderer.** Les chiens ne sont pas des marchandises
- 06.3789 n Mo.**  
**(Marty Kälin) Allemann.** Pierres naturelles. Labellisation
- 07.3213 n Po.**  
**(Marty Kälin) Rechsteiner-Basel.** Rapport de l'administration fédérale sur le développement durable
- 07.3403 n Po.**  
**(Marty Kälin) Heim.** Programme d'économie de carburant pour l'administration fédérale
- 07.3705 n Mo.**  
**(Marty Kälin) Hämmerle.** Garde respectueuse et économique des animaux. Aide aux investissements et amélioration des structures
- 07.3741 n Po.**  
**(Marty Kälin) Rechsteiner-Basel.** Robinets. Consommation d'énergie et d'eau chaude due aux mitigeurs
- x **06.3827 n Ip.**  
**(Maury Pasquier) Sommaruga Carlo.** Génocide du Darfour. Les responsables doivent payer

- 07.3148 n Mo.**  
**(Maury Pasquier) Roth-Bernasconi.** Pour une plus grande participation des femmes à la vie politique
- 07.3149 n Po.**  
**(Maury Pasquier) Schenker Silvia.** Reconnaissance des diplômes d'acupuncture et d'homéopathie
- 07.3501 n Ip.**  
**(Maury Pasquier) Fehr Mario.** Echanges d'étudiants avec l'Union européenne
- 04.3639 n Po.**  
**Meier-Schatz.** Loi sur le crédit à la consommation. Rapport d'évaluation
- 04.3640 n Mo.**  
**Meier-Schatz.** Loi sur le petit crédit. Améliorer la protection des jeunes adultes
- 06.3691 n Po.**  
**Meier-Schatz.** Reconnaissance des soins donnés par des membres de la famille. Analyse de la situation
- 08.3585 n Mo.**  
**Meier-Schatz.** Impôt fédéral direct. Institution d'un barème "enfant"  
Voir objet 08.3588 Mo. Schwaller
- \* **08.3833 n Mo.**  
**Meier-Schatz.** Modification de la réglementation régissant la prétention à une bonification pour tâches d'assistance
- 05.3612 n Mo.**  
**(Menétrey-Savary) Leuenberger-Genève.** Admission provisoire pour tous les survivants de Srebrenica
- 05.3760 n Mo.**  
**(Menétrey-Savary) van Singer.** Cocaïne. Renforcer les mesures de réduction des risques
- \*x **06.3654 n Ip.**  
**(Menétrey-Savary) Teuscher.** La mort du loup. Le Valais hors la loi?
- \*x **06.3776 n Ip.**  
**(Menétrey-Savary) Teuscher.** Dysfonctionnements à Promotion Santé Suisse
- \*x **06.3781 n Ip.**  
**(Menétrey-Savary) Leuenberger-Genève.** Loi sur les étrangers et violence conjugale
- 07.3206 n Ip.**  
**(Menétrey-Savary) Thorens Goumaz.** Accès de fièvre immobilière dans les Alpes
- 07.3207 n Ip.**  
**(Menétrey-Savary) Leuenberger-Genève.** Sans-papiers. Sommes-nous dans l'impasse?
- 07.3441 n Ip.**  
**(Menétrey-Savary) Graf Maya.** Utilité des essais OGM à Pully
- 07.3442 n Ip.**  
**(Menétrey-Savary) Graf Maya.** Barrage aux légumes cultivés dans des conditions écologiques et sociales désastreuses
- 07.3632 n Po.**  
**(Menétrey-Savary) John-Calame.** Déchets. Des alternatives à l'incinération
- 07.3633 n Mo.**  
**(Menétrey-Savary) John-Calame.** Maisons de jeu et loteries. Contrôler la publicité
- 07.3634 n Ip.**  
**(Menétrey-Savary) Teuscher.** Campagne contre les médecines complémentaires?
- 07.3635 n Ip.**  
**(Menétrey-Savary) van Singer.** Consommation d'alcool lors de l'Euro 2008
- 05.3534 n Mo.**  
**Messmer.** Protection de l'air. Harmoniser l'exécution
- 07.3463 n Mo.**  
**Messmer.** Adaptation du contrôle des voitures automobiles lourdes
- 07.3599 n Ip.**  
**Messmer.** Formation professionnelle supérieure. Risque de lacunes de financement au cours de l'année de transition
- 05.3545 n Mo.**  
**Meyer Thérèse.** Infostar. Modifications urgentes
- 06.3672 n Mo.**  
**Meyer Thérèse.** Fonctionnement plurilingue de l'administration. Statistiques
- 07.3042 n Mo.**  
**Meyer Thérèse.** Plafonnement des réserves des caisses-maladie pour plus de transparence
- 07.3201 n Mo.**  
**Meyer Thérèse.** Encourager l'emploi des seniors
- 07.3854 n Mo.**  
**Meyer Thérèse.** Création de régions pour optimiser la fourniture de soins en Suisse
- 08.3052 n Mo.**  
**Meyer Thérèse.** Primes d'assurance-maladie raisonnables pour les Suisses résidant dans l'UE
- \* **08.3870 n Po.**  
**Meyer Thérèse.** Effets de la nouvelle liste tarifaire des analyses de laboratoire
- 05.3770 n Mo.**  
**Miesch.** Rapport annuel sur la mise hors service d'armes et de systèmes d'armement
- 04.3813 n Po.**  
**Mörgeli.** Conséquences économiques de l'immigration
- 05.3516 n Mo.**  
**Mörgeli.** Présence Suisse. Suppression
- 06.3193 n Mo.**  
**Mörgeli.** Trafic routier. Fixer la limite de tolérance à 5 kilomètres à l'heure au lieu de 3
- 07.3057 n Mo.**  
**Mörgeli.** Suppression de la Commission de la coopération internationale au développement
- 07.3375 n Ip.**  
**Mörgeli.** Balkanisation de l'AI
- 08.3213 n Mo.**  
**Mörgeli.** Stratégie globale et objectifs uniformes en matière d'aide au développement
- 08.3214 n Mo.**  
**Mörgeli.** Renonciation à des projets d'aide au développement menés par l'Etat

- 08.3463 n Ip.**  
**Mörgeli.** Médiation par des émissaires suisses à l'échelle planétaire
- x **08.3500 n Mo.**  
**Mörgeli.** Maintien des écussons sur les plaques d'immatriculation suisses
- 08.3675 n Mo.**  
**Moser.** Obligation de déclarer les fourrures
- 08.3676 n Mo.**  
**Moser.** Réduction des produits chimiques de synthèse dans le lait maternel
- \* **08.3925 n Ip.**  
**Moser.** Titel folgt
- \* **08.3926 n Ip.**  
**Moser.** PCB. Diffusion et assainissement
- 04.3040 n Mo.**  
**Müller Walter.** Faciliter l'implantation de constructions mineures hors de la zone à bâtir
- x **06.3821 n Ip.**  
**Müller Walter.** Accord agricole de libre-échange avec l'UE. Quels avantages pour les consommateurs?
- 07.3055 n Mo.**  
**Müller Walter.** Communication de données des services de placement aux autorités cantonales de police des étrangers
- 07.3471 n Mo.**  
**Müller Walter.** Faciliter la mise en oeuvre des normes communautaires applicables aux produits alimentaires
- 07.3901 n Po.**  
**Müller Walter.** Loi sur les travailleurs détachés. Impact sur les espaces économiques transfrontaliers
- 08.3571 n Ip.**  
**Müller Walter.** Double voie sur le tronçon Buchs-Sargans
- 05.3195 n Po.**  
**Müller Geri.** Prophylaxie par l'iode. Atteinte aux droits des minorités
- 05.3219 n Mo.**  
**Müller Geri.** Révision de la totalité des lois, arrêtés et ordonnances ayant trait à l'importation et à l'exportation de matériel de guerre
- 05.3842 n Mo.**  
**Müller Geri.** Pas de traitement de faveur pour les USA
- 05.3865 n Mo.**  
**Müller Geri.** Mise en oeuvre des recommandations du commissaire aux droits de l'homme
- 05.3867 n Po.**  
**Müller Geri.** Rôle de la Suisse au Kosovo
- 06.3094 n Mo.**  
**Müller Geri.** Le sel de cuisine fluoré ne doit pas devenir une médication sous contrainte
- 06.3156 n Mo.**  
**Müller Geri.** Liberté de voyage et immunité pour les parlementaires élus en Palestine
- 06.3386 n Po.**  
**Müller Geri.** Terrorisme. Nécessité d'une analyse indépendante
- 06.3411 n Po.**  
**Müller Geri.** Traitement équitable pour les prisonniers de Guantanamo
- 06.3631 n Po.**  
**Müller Geri.** Non à l'approche coudée par le nord
- 06.3881 n Mo.**  
**Müller Geri.** Exportations de matériel de guerre en Arabie saoudite, au Pakistan et en Inde. Arrêt immédiat
- 07.3537 n Mo.**  
**Müller Geri.** Unification du contrôle périodique effectué par un médecin-conseil
- 07.3547 n Ip.**  
**Müller Geri.** Tunnel du Ceneri. Questions urgentes
- 07.3638 n Mo.**  
**Müller Geri.** Pour un registre national du cancer
- 07.3745 n Ip.**  
**Müller Geri.** Questions relatives à l'ouvrage d'embranchement souterrain de Sarè au tunnel de base du Ceneri
- 07.3873 n Mo.**  
**Müller Geri.** Pas d'arme sans montrer patte blanche
- 07.3891 n Mo.**  
**Müller Geri.** Halte à la publicité anti-suisse
- 08.3092 n Mo.**  
**Müller Geri.** Création d'une commission pour la sortie de l'âge des énergies fossiles
- 08.3437 n Ip.**  
**Müller Geri.** UEFA. Accroître la transparence
- 08.3711 n Mo.**  
**Müller Geri.** Droit de vote pour tous les citoyens suisses
- 08.3729 n Ip.**  
**Müller Geri.** Ministère public de la Confédération et présomption d'innocence
- \* **08.4021 n Ip.**  
**Müller Geri.** Titel folgt
- 04.3489 n Mo.**  
**(Müller-Hemmi) Rechsteiner-Basel.** Violation des droits humains au Myanmar
- 05.3250 n Po.**  
**(Müller-Hemmi) Galladé.** Ecoles supérieures d'art. Nouvelle base légale
- 06.3492 n Po.**  
**(Müller-Hemmi) Fehr Hans-Jürg.** Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Rapport
- x **06.3788 n Ip.**  
**(Müller-Hemmi) Allemann.** Mettre fin au génocide au Darfour
- 07.3352 n Ip.**  
**(Müller-Hemmi) Fehr Mario.** Incendie criminel d'une synagogue à Genève. Conséquences
- 07.3540 n Mo.**  
**(Müller-Hemmi) Allemann.** Marchés publics dans le secteur informatique. Normes sociales et écologiques
- 07.3624 n Ip.**  
**(Müller-Hemmi) Fehr Hans-Jürg.** Ratification de la Convention no 169 de l'OIT

- 08.3524 n Mo.**  
**Müller Philipp.** Création d'une loi fédérale sur l'harmonisation du droit de la construction  
Voir objet 08.3523 Mo. Leutenegger Oberholzer
- \* **08.3864 n Mo.**  
**Müller Philipp.** Titel folgt
- \* **08.3951 n Mo.**  
**Müller Philipp.** Mesures contre des excès de vitesse dangereux pour des tiers
- 06.3848 n Mo.**  
**Müller Thomas.** Faire apparaître les naturalisés dans les statistiques
- 08.3077 n Ip.**  
**Müller Thomas.** Transfert du trafic. Conditions à remplir dans le secteur ferroviaire
- 08.3209 n Ip.**  
**Müller Thomas.** Etiquette Environnement pour la voiture
- \* **08.4018 n Mo.**  
**Müller Thomas.** Titel folgt
- \* **08.4022 n Ip.**  
**Müller Thomas.** Titel folgt
- 05.3802 n Mo.**  
**Müri.** Prestations de la DDC. Transparence
- 06.3673 n Mo.**  
**Müri.** Pas de naturalisation sans déclaration de loyauté envers la Constitution
- 06.3678 n Mo.**  
**Müri.** Hausse de la RPLP et passages dans une catégorie de redevance plus élevée
- 07.3622 n Mo.**  
**Müri.** Interdiction de contracter un mariage pour les personnes en attente de renvoi
- 07.3897 n Mo.**  
**Müri.** Rentes de veuf ou de veuve perçues à l'étranger. Prévenir les abus
- x **08.3480 n Ip.**  
**Müri.** Libre accès au Grütli
- \* **08.3954 n Ip.**  
**Müri.** Différend fiscal avec l'UE. Position du Conseil fédéral
- 06.3519 n Mo.**  
**Nordmann.** Axe ferroviaire Lausanne-Genève
- 06.3839 n Po.**  
**Nordmann.** Adaptation sur une base volontaire du droit suisse aux normes européennes. Rapport et mise en évidence dans le RS
- 07.3817 n Mo.**  
**Nordmann.** Cancer et centrales nucléaires. Responsabilité
- 08.3276 n Mo.**  
**Nordmann.** Développement de la production photovoltaïque. Supprimer les entraves
- 08.3315 n Po.**  
**Nordmann.** Effets du congé paternité
- 08.3518 n Ip.**  
**Nordmann.** Mise en oeuvre de la motion 06.3421
- x **08.3551 n Ip.**  
**Nordmann.** Signature d'une clause anticipée de renoncement à une élection au Conseil fédéral
- 08.3601 n Po.**  
**Nordmann.** Mécanisme de plafonnement des immatriculations des voitures grosses émettrices de CO2
- x **08.3960 n Ip.**  
**Nordmann.** Valeur originale des actifs transférés par l'UBS à la société de portage
- \* **08.3963 n Mo.**  
**Nordmann.** Accélérer la rénovation du matériel roulant ferroviaire
- \* **08.3988 n Ip.**  
**Nordmann.** Valeur originale des actifs transférés par l'UBS à la société de portage
- 07.3338 n Mo.**  
**Noser.** Caractère contraignant des textes de loi publiés sous forme électronique
- x **08.3582 n Po.**  
**Noser.** L'adhésion à l'OMC a-t-elle eu un bénéfice dans les domaines de la technologie de pointe, de l'informatique, de la télécommunication et du conseil?
- 07.3815 n Mo.**  
**Nussbaumer.** Cancer et centrales nucléaires. Examen de la méthode et des valeurs limites
- 08.3027 n Mo.**  
**Nussbaumer.** HES. Admission dans le domaine d'études design
- 08.3284 n Mo.**  
**Nussbaumer.** Révision de la loi sur l'énergie. Augmentation du rendement des installations de couplage chaleur-force
- 08.3399 n Mo.**  
**Nussbaumer.** Sécurité des investissements dans les énergies renouvelables. Revenir sur le plafonnement
- 05.3852 n Po.**  
**(Oehrl) von Siebenthal.** Plan pour une agriculture et un développement rural durables
- 06.3125 n Mo.**  
**Parmelin.** Suppression du monopole des caisses cantonales de compensation AVS dans l'application de la loi fédérale sur les allocations familiales dans l'agriculture
- 07.3090 n Ip.**  
**Parmelin.** Requérants d'asile et assurance obligatoire des soins
- 07.3475 n Ip.**  
**Parmelin.** Traumatismes de la colonne cervicale. Une épidémie propre à la Suisse alémanique?
- 07.3785 n Ip.**  
**Parmelin.** Elargissement et extension du réseau autoroutier. Contournement de la ville de Morges
- 08.3066 n Ip.**  
**Parmelin.** Respect des minorités linguistiques
- x **08.3492 n Ip.**  
**Parmelin.** Crise des marchés financiers et caisses de pension
- 08.3579 n Ip.**  
**Parmelin.** Assurance obligatoire des soins et assurance complémentaire. Diminution de la facture des assurés

- x **08.3617 n Mo.**  
**Parmelin.** Exonérer de la TVA les taxes et redevances prélevées par la Confédération
- \* **08.3770 n Ip.**  
**Parmelin.** Gestion du Fonds de compensation AVS
- 07.3147 n Po.**  
**Pedrina.** Inscrire le programme de la législature dans la perspective du développement durable
- NE 07.3272 n Mo.**  
**Pedrina.** Réaménagement du prix du sillon pour optimiser les capacités ferroviaires, en particulier dans le domaine du transit
- 08.3207 n Mo.**  
**Pedrina.** Bellinzzone, technopôle sud des chemins de fer
- x **08.3414 n Ip.**  
**Pelli.** Tentatives étrangères de prise de contrôle d'entreprises essentielles pour l'économie nationale, comme UBS. Stratégie du Conseil fédéral
- 06.3081 n Mo.**  
**Perrin.** Pour une munition adaptée au travail de la police
- 04.3499 n Mo.**  
**Pfister Gerhard.** Frais d'inscription universitaires. Intervention de la Confédération
- 06.3508 n Po.**  
**Pfister Gerhard.** Dissocier la maturité professionnelle commerciale de la formation commerciale de base
- 05.3679 n Po.**  
**Pfister Theophil.** Diplôme de maturité. Relever le niveau
- 05.3824 n Mo.**  
**Pfister Theophil.** Véhicules militaires. Système d'immobilisation
- 06.3300 n Po.**  
**Pfister Theophil.** Prêts d'études
- 07.3228 n Mo.**  
**Pfister Theophil.** Délai supplémentaire pour l'assainissement des buttes pare-balles
- 08.3199 n Mo.**  
**Pfister Theophil.** Sécurité et libre accès pour les résultats de la recherche
- x **08.3690 n Ip.**  
**Pfister Theophil.** Don national suisse pour nos soldats et leurs familles. Utilisation des fonds
- 08.3691 n Mo.**  
**Pfister Theophil.** Suppression de l'obligation générale de construire des abris dans les bâtiments neufs Voir objet 08.3703 Mo. Kiener Nellen
- 08.3719 n Mo.**  
**Pfister Theophil.** Pas de deniers publics pour les prix décernés par la Confédération
- \* **08.3863 n Ip.**  
**Prelicz-Huber.** Titel folgt
- 05.3832 n Mo.**  
**(Randegger) Markwalder Bär.** Coexistence entre végétaux génétiquement modifiés et cultures exemptes d'OGM. Intensification de la recherche du secteur public Voir objet 05.3861 Mo. Leumann
- 06.3456 n Mo.**  
**Rechsteiner-Basel.** Protection des assurés LPP contre les abus
- 06.3457 n Mo.**  
**Rechsteiner-Basel.** LPP. Interdiction des placements parallèles, contrôle des placements personnels et provisions
- 06.3458 n Mo.**  
**Rechsteiner-Basel.** Caisses de retraite. Bonne gouvernance
- 07.3378 n Ip.**  
**Rechsteiner-Basel.** Investissement des avoirs du deuxième pilier dans des hedge funds ou autres placements à hauts risques
- 07.3379 n Mo.**  
**Rechsteiner-Basel.** Remplacement des chauffages au gaz et au mazout
- 08.3006 n Mo.**  
**Rechsteiner-Basel.** Des véhicules ne consommant pas plus de cinq litres pour les conseillers fédéraux et le personnel de la Confédération
- 08.3017 n Po.**  
**Rechsteiner-Basel.** Routes nationales multifonctionnelles pour préserver le paysage
- 08.3232 n Po.**  
**Rechsteiner-Basel.** Meilleure protection juridique pour les défenseurs de l'environnement
- 08.3289 n Ip.**  
**Rechsteiner-Basel.** Bâle-Mulhouse. Manque d'égards flagrant de la part des responsables de l'aéroport
- 08.3655 n Mo.**  
**Rechsteiner-Basel.** Utilisation du réseau de transport. Fixation des tarifs sur la base des coûts réels
- \* **08.3962 n Mo.**  
**Rechsteiner-Basel.** Titel folgt
- x **08.3532 n Mo.**  
**Rechsteiner Paul.** Pour une limitation des salaires des managers
- 08.3581 n Mo.**  
**Rechsteiner Paul.** Electricité. Revenir à un régime d'approvisionnement public
- 08.3611 n Mo.**  
**Rechsteiner Paul.** Améliorer l'exécution des mesures d'accompagnement
- x **08.3663 n Mo.**  
**Rechsteiner Paul.** Déclaration à l'occasion du 70ème anniversaire de l'attentat perpétré par Maurice Bavaud contre Adolf Hitler
- \* **08.3995 n Ip.**  
**Rechsteiner Paul.** Meurtres perpétrés par l'armée le 14 novembre 1918 à Granges
- 05.3641 n Mo.**  
**(Recordon) Thorens Goumaz.** Information des personnes ayant été exposées à l'amiante
- 05.3901 n Mo.**  
**(Recordon) Thorens Goumaz.** Manifestations sportives internationales. Principe de causalité en matière de frais de sécurité

- x **06.3871 n Ip.**  
**(Recordon) Thorens Goumaz.** Nouveaux mécanismes de blanchiment d'argent
- 07.3187 n Ip.**  
**(Recordon) Thorens Goumaz.** Risques de conflits d'intérêts à la Commission fédérale des maisons de jeu
- 07.3259 n Ip.**  
**(Recordon) Thorens Goumaz.** Système d'organisation des voyages professionnels à l'EPFL
- 07.3348 n Ip.**  
**(Recordon) Thorens Goumaz.** Assurance-chômage des volontaires et bénévoles
- 07.3479 n Mo.**  
**(Recordon) Thorens Goumaz.** Création d'un droit suisse des groupes de sociétés commerciales
- 07.3530 n Ip.**  
**(Recordon) Thorens Goumaz.** Exercice dépendant d'une profession médicale
- 07.3730 n Mo.**  
**(Recordon) Thorens Goumaz.** Indication obligatoire de la quantité de CO2 émise
- 07.3862 n Ip.**  
**Reimann Lukas.** Radicalisation au sein de la communauté musulmane établie en Suisse
- 08.3048 n Mo.**  
**Reimann Lukas.** Transparence en matière de contrôle des denrées alimentaires
- 08.3049 n Mo.**  
**Reimann Lukas.** Publication officielle des demandes de naturalisation
- 08.3059 n Mo.**  
**Reimann Lukas.** Permis d'établissement et maîtrise linguistique
- 08.3060 n Mo.**  
**Reimann Lukas.** Légaliser le jeu de poker dans les cercles privés
- 08.3067 n Ip.**  
**Reimann Lukas.** Assurer la protection de Ayaan Hirsi Ali
- 08.3154 n Mo.**  
**Reimann Lukas.** Obligation de déclarer la viande d'animaux abattus rituellement
- 08.3170 n Mo.**  
**Reimann Lukas.** Travaux de maturité. Exploiter le potentiel
- 08.3249 n Mo.**  
**Reimann Lukas.** Base constitutionnelle pour la pratique Schubert
- 08.3458 n Ip.**  
**Reimann Lukas.** Pertes dues au comportement illégal de diplomates étrangers
- 08.3459 n Ip.**  
**Reimann Lukas.** Fréquentation des pages Internet de la Confédération
- 08.3460 n Ip.**  
**Reimann Lukas.** Quand la Confédération communique
- 08.3461 n Ip.**  
**Reimann Lukas.** Loi sur la transparence. Lacunes
- 08.3479 n Mo.**  
**Reimann Lukas.** Halte au versement des contributions à la Bulgarie
- x **08.3483 n Ip.**  
**Reimann Lukas.** Importation de viande d'animaux abattus rituellement. Chiffres précis
- N **08.3530 n Mo.**  
**Reimann Lukas.** RPT. Versement intégral des montants revenant au canton de Saint-Gall
- 08.3692 n Mo.**  
**Reimann Lukas.** Libre accès aux réseaux à fibres optiques
- \* **08.3766 n Po.**  
**Reimann Lukas.** Améliorer la construction des autoroutes
- 04.3469 n Po.**  
**Rennwald.** Handicapés moteurs. Chiens d'assistance
- 04.3651 n Po.**  
**Rennwald.** Observatoire des effets de la mondialisation
- 05.3297 n Mo.**  
**Rennwald.** Visa de retour
- 06.3195 n Mo.**  
**Rennwald.** Mesures contre le sabotage des entreprises
- 06.3479 n Po.**  
**Rennwald.** Jura, Jura bernois, Granges. Le plus court chemin pour Berne
- 06.3531 n Po.**  
**Rennwald.** Choisir son temps de travail
- 06.3532 n Mo.**  
**Rennwald.** Le droit aux loisirs, un droit fondamental
- x **06.3697 n Ip.**  
**Rennwald.** Maintenir la cohésion sociale dans les régions transfrontalières
- 07.3041 n Po.**  
**Rennwald.** Lutte contre le travail au noir. Favoriser les chèques-emploi
- 07.3143 n Po.**  
**Rennwald.** Emissions de télévision politiques bilingues
- 07.3376 n Ip.**  
**Rennwald.** Construction. La paix sociale en danger
- 07.3377 n Ip.**  
**Rennwald.** Droits sociaux. Ne pas rester à la traîne de l'Europe
- 07.3639 n Po.**  
**Rennwald.** Intégration d'une clause sociale et écologique dans les accords bilatéraux
- 07.3804 n Ip.**  
**Rennwald.** Relancer le processus d'adhésion à l'Union européenne
- 07.3806 n Ip.**  
**Rennwald.** Révision de la formation gymnasiale
- 08.3024 n Mo.**  
**Rennwald.** Réduction du temps de travail. Suivre l'exemple jurassien
- 08.3025 n Po.**  
**Rennwald.** Pour un écobilan de l'armée suisse

- 08.3113 n Ip.**  
**Rennwald.** Menaces sur Carpostal Suisse dans le Jura
- 08.3486 n Mo.**  
**Rennwald.** Service civil. Une meilleure information
- \* **08.3849 n Ip.**  
**Rennwald.** Le Bureau du Conseil national n'est pas à l'heure du partenariat social
- \* **08.3850 n Ip.**  
**Rennwald.** Asile: Vers une disparition des structures d'accueil?
- \* **08.4003 n Mo.**  
**Rennwald.** Obligation de négocier un plan social lors de licenciements collectifs
- \* **08.4004 n Po.**  
**Rennwald.** Faciliter l'accès au crédit
- \* **08.4005 n Po.**  
**Rennwald.** La relance par la lutte contre le réchauffement climatique
- \* **08.4006 n Mo.**  
**Rennwald.** Fonds d'incitation à l'innovation technologique
- \* **08.4007 n Po.**  
**Rennwald.** Pour une mondialisation équitable et durable
- \* **08.4008 n Mo.**  
**Rennwald.** Fonds de soutien à la recherche et à la formation
- 04.3037 n Po.**  
**(Rey) Leutenegger Oberholzer.** Mesures pour redynamiser le secteur touristique
- 04.3554 n Po.**  
**(Rey) Berberat.** Concurrence dans les transports publics régionaux
- 05.3687 n Po.**  
**(Rey) Leutenegger Oberholzer.** Mesurer le développement durable
- 06.3501 n Mo.**  
**(Rey) Leutenegger Oberholzer.** Fonds de restructuration industrielle et d'innovation technologique
- 06.3680 n Mo.**  
**(Rey) Sommaruga Carlo.** Présidence des tribunaux fédéraux
- 07.3085 n Mo.**  
**(Rey) Stump.** Surveillance fédérale des raffineries
- 07.3568 n Ip.**  
**(Rey) Leutenegger Oberholzer.** Lutte contre le bruit. Assainissement du matériel ferroviaire roulant
- 05.3521 n Mo.**  
**Reymond.** Convention alpine. Ne pas ratifier les protocoles d'application
- 07.3592 n Po.**  
**Reymond.** Programmes de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>
- 07.3786 n Mo.**  
**Reymond.** Eliminer les goulets d'étranglement autoroutiers
- 07.3787 n Mo.**  
**Reymond.** Vue d'ensemble des comptes de résultat des lignes voyageurs intervilles des CFF
- 07.3819 n Ip.**  
**Reymond.** Canons à neige interdits par les Protocoles alpins?
- 07.3820 n Ip.**  
**Reymond.** Extension du réseau autoroutier. Grande traversée de la rade de Genève
- 08.3135 n Ip.**  
**Reymond.** Comptes des lignes CFF remis au parlement?
- \* **08.3398 n Mo.**  
**Reymond.** Mise en oeuvre de la stratégie d'utilisation de l'énergie hydraulique
- \* **08.3829 n Po.**  
**Reymond.** L'argent des automobilistes aux automobilistes
- \* **08.3830 n Ip.**  
**Reymond.** Développement réel des transports publics entre Genève et Annecy
- \* **08.3831 n Po.**  
**Reymond.** 3e voie ferroviaire Lausanne-Genève. Préfinancement par les cantons
- \* **08.3832 n Po.**  
**Reymond.** Infrastructures autoroutières Lausanne-Genève et Traversée du lac. Préfinancement par les cantons
- 08.3033 n Mo.**  
**Rickli Natalie.** Créer un registre national pour les pédophiles récidivistes
- 08.3331 n Ip.**  
**Rickli Natalie.** Euro 2008. Position de monopole des sponsors
- 08.3462 n Ip.**  
**Rickli Natalie.** Registre des pédophiles, des délinquants sexuels et des auteurs de violences
- 08.3540 n Ip.**  
**Rickli Natalie.** Billag. Subventions provenant des redevances de réception
- 07.3808 n Mo.**  
**Rielle.** Pas de remise d'armes militaires aux enfants, aux jeunes et aux autres civils
- \* **08.3862 n Ip.**  
**Rielle.** Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées
- 04.3666 n Po.**  
**Riklin Kathy.** Rapport sur le Centre culturel suisse à Paris
- 07.3195 n Mo.**  
**Riklin Kathy.** Caisses de compensation de l'AVS. Mise en réseau des banques de données
- 07.3871 n Mo.**  
**Riklin Kathy.** Prise en charge des frais liés à un apprentissage
- 08.3176 n Mo.**  
**Riklin Kathy.** Nationalités étrangères de membres du Parlement. Publication
- 08.3221 n Ip.**  
**Riklin Kathy.** Mise en place du réseau Emeraude en Suisse. Etat d'avancement

- 06.3724 n Po.**  
**Rime.** Réduction RPLP pour camion jusqu'à 28 tonnes
- x **08.3503 n Ip.**  
**Rime.** Dépassement des objectifs de réduction de CO2
- 08.3560 n Po.**  
**Rime.** Assainissement du Saint-Gothard. Construction d'un second tube routier  
Voir objet 08.3745 Po. Lombardi
- N **08.3596 n Mo.**  
**Rime.** Fixation du prix des sillons. Renforcer le transport de marchandises par le rail
- x **08.3610 n Ip.**  
**Rime.** Conférence suisse des impôts. Pratiques fiscales contestables à l'endroit des PME  
Voir objet 08.3591 Ip. Germann
- 05.3626 n Mo.**  
**Robbiani.** Mettre l'assurance pour perte de gain à la portée de tous
- x **06.3782 n Ip.**  
**Robbiani.** Engagement du personnel de l'administration fédérale et plurilinguisme
- 07.3852 n Mo.**  
**Robbiani.** Prix des médicaments. Pays de référence
- 08.3267 n Ip.**  
**Robbiani.** Reconnaissance des diplômes étrangers
- 08.3268 n Mo.**  
**Robbiani.** Pour une lutte efficace contre la délinquance dans les régions frontalières
- 08.3666 n Ip.**  
**Robbiani.** Contrôle du caractère économique des prestations. De la nécessité de règles claires
- x **08.3669 n Mo.**  
**Robbiani.** Fonctions supérieures. Connaissances linguistiques à géométrie variable
- N **08.3670 n Mo.**  
**Robbiani.** Contrôle régulier du prix des médicaments
- \* **08.3944 n Mo.**  
**Robbiani.** Titel folgt
- \* **08.4001 n Ip.**  
**Robbiani.** Titel folgt
- \* **08.4002 n Ip.**  
**Robbiani.** Titel folgt
- 04.3759 n Po.**  
**Rossini.** LAMal. Réserves, fonds national
- 05.3200 n Mo.**  
**Rossini.** Ratification de la convention européenne d'assistance
- 05.3218 n Po.**  
**Rossini.** Centrale d'information LAMal
- 05.3220 n Po.**  
**Rossini.** Conférence nationale sur la pauvreté
- 06.3161 n Mo.**  
**Rossini.** Financement de la formation postgrade
- 06.3381 n Mo.**  
**Rossini.** PET-Recycling Schweiz. Eviter la concurrence déloyale
- 07.3472 n Mo.**  
**Rossini.** Mucoviscidose. Couverture des frais de nutrition
- 08.3167 n Mo.**  
**Rossini.** Economies d'énergies. Réduction de l'éclairage public
- 08.3173 n Po.**  
**Rossini.** Taxe sur les carburants et équité régionale
- 08.3174 n Mo.**  
**Rossini.** Bénéfices de la BNS pour la création du fonds AI
- 08.3403 n Po.**  
**Rossini.** Statistique des institutions sociales sans but lucratif et des ONG
- 08.3405 n Mo.**  
**Rossini.** Soutien à la formation continue dans les domaines du travail social et de la santé
- x **08.3736 n Ip.**  
**Rossini.** Assurance-maladie. Franchises et solidarité
- 08.3737 n Mo.**  
**Rossini.** LAMal. Réserves liées à l'assuré
- 08.3738 n Mo.**  
**Rossini.** LAMal. Primes des étudiants suisses à l'étranger
- \* **08.3948 n Mo.**  
**Rossini.** Erreurs médicales: instance de défense des patients
- \* **08.3957 n Po.**  
**Rossini.** Accords bilatéraux en matière de défense
- \* **08.3958 n Ip.**  
**Rossini.** Application des DRG dans les hôpitaux et interrogations éthiques
- \* **08.3959 n Ip.**  
**Rossini.** LAI: d'une assurance sociale à un régime policier et humiliant?
- 04.3674 n Po.**  
**Roth-Bernasconi.** Travail à temps partiel pour les hauts cadres de l'administration fédérale
- 05.3444 n Mo.**  
**Roth-Bernasconi.** Stop à l'acquisition d'armes à sous-munitions
- 05.3636 n Mo.**  
**Roth-Bernasconi.** Aide au retour pour les requérantes et requérants d'asile
- 06.3075 n Mo.**  
**Roth-Bernasconi.** L'assurance-maternité pour toutes les femmes actives professionnellement
- 08.3607 n Ip.**  
**Roth-Bernasconi.** Egalité salariale dans les hautes sphères de l'administration
- \* **08.3856 n Ip.**  
**Roth-Bernasconi.** Fibromyalgie. Une vraie souffrance
- 05.3750 n Mo.**  
**Ruey.** Maîtrise de langues nationales officielles par les hauts fonctionnaires de l'administration fédérale
- 07.3225 n Ip.**  
**Ruey.** Publication des avis de droit officiels

- 05.3519 n Mo.**  
**Rutschmann.** Renonciation à l'encouragement de la construction de logements par la Confédération
- 05.3648 n Po.**  
**Rutschmann.** Mise à jour du "Rapolsec 2000"
- 07.3145 n Ip.**  
**Rutschmann.** Développement territorial. Propositions
- \* **08.3822 n Ip.**  
**Rutschmann.** Interdiction des armes à sous-munitions
- 05.3160 n Po.**  
**(Savary) Stump.** Institutions culturelles d'intérêt national
- 06.3079 n Mo.**  
**(Savary) Steiert.** Soutenir financièrement les fondations cantonales pour l'accueil extrafamilial
- 06.3388 n Po.**  
**(Savary) Kiener Nellen.** Prévenir faillite et insolvabilité
- 06.3600 n Mo.**  
**(Savary) Fässler.** Déclaration des produits alimentaires en provenance d'animaux nourris aux OGM
- x **06.3823 n Ip.**  
**(Savary) Fehr Mario.** Formation continue professionnelle
- 07.3233 n Ip.**  
**(Savary) Heim.** Loi sur la transplantation. Identification des donneurs d'organes
- 06.3745 n Mo.**  
**Schelbert.** Suppression de la clause du domicile dans les procédures de naturalisation
- 07.3588 n Mo.**  
**Schelbert.** Défense des droits politiques
- 07.3680 n Mo.**  
**Schelbert.** Ne pas avantager le transport aérien à l'échelle internationale
- 08.3053 n Mo.**  
**Schelbert.** Commerce international. Dispositions respectueuses de l'environnement
- 08.3248 n Mo.**  
**Schelbert.** Suffisamment de nourriture pour tous
- 08.3511 n Ip.**  
**Schelbert.** L'UEFA d'utilité publique?
- x **08.3672 n Mo.**  
**Schelbert.** Combattre la crise financière en renforçant l'économie réelle
- \* **08.3872 n Mo.**  
**Schelbert.** Titel folgt
- \* **08.3873 n Mo.**  
**Schelbert.** Titel folgt
- 07.3807 n Ip.**  
**Schenk Simon.** Exploitation de réseaux de bus régionaux. Procédure d'appel d'offres inique
- 07.3260 n Po.**  
**Schenker Silvia.** Réintégration dans le monde professionnel des bénéficiaires d'une rente AI. Statistiques
- 07.3261 n Mo.**  
**Schenker Silvia.** Prévention et promotion de la santé
- 07.3542 n Po.**  
**Schenker Silvia.** Mise en oeuvre de la 5e révision de l'AI
- 07.3543 n Po.**  
**Schenker Silvia.** Gestion de la santé au sein de la Confédération
- 07.3544 n Mo.**  
**Schenker Silvia.** Mesures contre les maladies chroniques
- 07.3721 n Po.**  
**Schenker Silvia.** Soutien de la prévention et du conseil à l'endettement par les établissements de crédit
- 07.3722 n Mo.**  
**Schenker Silvia.** Simplification du système fiscal par une procédure coordonnée
- 07.3876 n Ip.**  
**Schenker Silvia.** Mesures du Conseil fédéral contre la détérioration de la qualité de la formation en soins infirmiers
- 07.3877 n Po.**  
**Schenker Silvia.** Améliorer la situation des familles monoparentales
- 08.3231 n Ip.**  
**Schenker Silvia.** Barrage d'Illisu. Conditions de réalisation
- 08.3660 n Po.**  
**Schenker Silvia.** Barrage d'Illisu. La Suisse ne devrait-elle pas se retirer du projet?
- x **08.3739 n Po.**  
**Schenker Silvia.** Manque de personnel de soins
- \* **08.3955 n Po.**  
**Schenker Silvia.** Améliorer le statut des membres des familles, qui fournissent des soins
- 05.3502 n Mo.**  
**Scherer.** Adapter la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage
- 06.3875 n Mo.**  
**Scherer.** Naturalisation. Bases claires
- 07.3198 n Mo.**  
**Scherer.** Faire la lumière sur la balkanisation de l'AI
- 07.3518 n Po.**  
**Scherer.** Assurances sociales. Conséquences de la sur-représentation des personnes originaires des Balkans
- 05.3213 n Mo.**  
**Schibli.** Mieux ancrer la neutralité dans la Constitution
- 06.3880 n Mo.**  
**Schibli.** Promouvoir la production nationale de denrées alimentaires
- 07.3474 n Ip.**  
**Schibli.** Perspectives ruineuses pour l'agriculture suisse
- 05.3574 n Mo.**  
**(Schlüer) Hutter Jasmin.** Lutter contre la préparation de crimes dans les prisons
- 07.3219 n Mo.**  
**(Schlüer) Heer.** Tenir les auteurs des actes de naturalisation pour responsables des décisions prises à la légère

- 07.3440 n Ip.**  
**(Schlüer) Wobmann.** Introduction de la charia en Suisse
- 08.3051 n Mo.**  
**Schmid-Federer.** Protection des jeunes contre la victimisation sexuelle dans les forums de discussion
- 08.3506 n Mo.**  
**Schmid-Federer.** Congé parental partiel. Modification de la loi sur les allocations pour perte de gain
- 08.3507 n Po.**  
**Schmid-Federer.** Congé parental. Modification de la loi sur les allocations pour perte de gain
- \* **08.3841 n Mo.**  
**Schmid-Federer.** Titel folgt
- \* **08.3842 n Ip.**  
**Schmid-Federer.** Régime des vols: analyse de la sécurité
- 07.3784 n Mo.**  
**Schmidt Roberto.** Utilisation du chargement des voitures sur le train avec la vignette autoroutière
- 08.3166 n Mo.**  
**Schmidt Roberto.** Dégrèvement fiscal pour les frais de garde des enfants par des tiers
- 08.3499 n Mo.**  
**Schmidt Roberto.** Bonnes connaissances d'une langue nationale et intégration réussie en tant que conditions préalables à la naturalisation
- x **08.3604 n Mo.**  
**Schmidt Roberto.** Remontées mécaniques. Impôt sur les huiles minérales
- 08.3699 n Po.**  
**Schmidt Roberto.** Le "centime paysager" pour la conservation des paysages naturels
- 07.3818 n Mo.**  
**Schneider.** Système de contrôle interne
- 05.3169 n Mo.**  
**Schwander.** Projets de construction soumis à la LPE. Assouplir les procédures d'autorisation
- 08.3043 n Ip.**  
**Segmüller.** Mise en oeuvre d'USIS
- 08.3208 n Mo.**  
**Segmüller.** Améliorer la sécurité en renforçant la couverture policière de base
- 08.3394 n Mo.**  
**Segmüller.** Age minimum requis pour entrer en Suisse au titre du regroupement familial
- x **08.3578 n Mo.**  
**Segmüller.** Modification de l'ordre de garde prévoyant une garde avec une arme chargée  
Voir objet 08.3576 Mo. Lang  
Voir objet 08.3577 Mo. Malama
- x **08.3682 n Po.**  
**Segmüller.** Rapport complet sur la politique de sécurité
- x **08.3683 n Ip.**  
**Segmüller.** Avenir des transports publics dans la région lucernoise
- \* **08.3875 n Po.**  
**Segmüller.** Titel folgt
- \* **08.3876 n Mo.**  
**Segmüller.** Respect des gardiens de l'ordre public
- 04.3282 n Po.**  
**Simoneschi-Cortesi.** Centres de consultation et application de la loi sur l'interruption de grossesse
- 06.3837 n Po.**  
**Simoneschi-Cortesi.** La Suisse et l'Eurobaromètre
- 07.3671 n Mo.**  
**Simoneschi-Cortesi.** Pas de RPLP pour les trajets servant à la formation et au perfectionnement
- 07.3851 n Ip.**  
**Simoneschi-Cortesi.** Trop d'accidents de la circulation. Que faire?
- 04.3682 n Po.**  
**Sommaruga Carlo.** Aide au développement. Mécanismes de financement novateurs
- 05.3325 n Mo.**  
**Sommaruga Carlo.** Aide au développement. Participation de la Suisse à la réflexion internationale sur les instruments de financement du développement
- 05.3532 n Po.**  
**Sommaruga Carlo.** Frais pour les envois d'argent des travailleurs migrants vers leur pays d'origine
- 05.3533 n Po.**  
**Sommaruga Carlo.** Rapport sur l'extrémisme. Compléments réguliers sur l'extrémisme de droite
- 06.3276 n Mo.**  
**Sommaruga Carlo.** Droit à l'eau comme un droit humain fondamental
- 06.3410 n Mo.**  
**Sommaruga Carlo.** Douane-poste à Genève. Non à un démantèlement injustifié et incohérent
- 06.3547 n Po.**  
**Sommaruga Carlo.** Rémittences. Stimuler l'affectation volontaire des fonds vers la création d'emplois décents
- 06.3548 n Po.**  
**Sommaruga Carlo.** Une implication active de la société civile dans les négociations bilatérales et multilatérales
- 06.3549 n Po.**  
**Sommaruga Carlo.** Travail décent et coopération au développement
- 06.3617 n Po.**  
**Sommaruga Carlo.** Promotion de la démocratie et des droits de l'homme avec les Etats tiers partenaires de la Suisse
- 07.3124 n Mo.**  
**Sommaruga Carlo.** Crédits pour l'aide directe au logement
- 07.3300 n Ip.**  
**Sommaruga Carlo.** Génocide rwandais
- 07.3329 n Po.**  
**Sommaruga Carlo.** Protection des témoins et des proches de personnes ayant avoué en matière de justice pénale internationale
- 07.3353 n Ip.**  
**Sommaruga Carlo.** Fraude fiscale. Les négociateurs suisses d'accords bilatéraux d'entraide pénale au des- sus de la loi?

- 07.3486 n Ip.**  
**Sommaruga Carlo.** Démonter Louis Agassiz et redonner la dignité à l'esclave Renty
- 07.3755 n Mo.**  
**Sommaruga Carlo.** Supprimer les fontaines à eau dans l'administration fédérale
- 07.3761 n Mo.**  
**Sommaruga Carlo.** Pour une clarification en matière de tests ADN lors des demandes de regroupement familial
- 07.3863 n Mo.**  
**Sommaruga Carlo.** Politique volontaire en matière de labels sociaux et environnementaux favorisant le commerce équitable
- 08.3715 n Ip.**  
**Sommaruga Carlo.** Surveillance des services secrets colombiens en Suisse
- 08.3724 n Po.**  
**Sommaruga Carlo.** Lutte contre les pourriels et ses effets secondaires  
Voir objet 08.3725 Po. Recordon
- 08.3743 n Po.**  
**Sommaruga Carlo.** Accords de libre-échange. Respect des droits de l'homme, de la protection des droits des travailleurs et des règles environnementales
- \* **08.3949 n Ip.**  
**Sommaruga Carlo.** Accord de Dublin: des dérivés insupportables
- \* **08.3982 n Ip.**  
**Sommaruga Carlo.** Titel folgt
- 07.3176 n Ip.**  
**Spuhler.** Coût de la densité normative
- 08.3258 n Ip.**  
**Spuhler.** Activité débordante de l'OFSP. Dommages et coût économique  
Voir objet 08.3259 Ip. Hess
- 07.3202 n Mo.**  
**Stahl.** Toxicomanie et alcoolisme. Une plus forte participation aux frais
- 07.3203 n Ip.**  
**Stahl.** Ne pas faire de la course du Lauberhorn un tremplin de la politique environnementale
- 07.3205 n Po.**  
**Stahl.** Réductions des primes de l'assurance-maladie. Quel rapport avec les générations et les barèmes des primes?
- 07.3445 n Ip.**  
**Stahl.** Institutions relevant de la LIPPI. Transparence des coûts et contributions aux organisations faitières
- 08.3657 n Mo.**  
**Stahl.** Encouragement des sports de masse et de niche par une présence accrue dans les médias électroniques
- 08.3658 n Mo.**  
**Stahl.** LAMal. Durée plus longue des contrats d'assurance à des fins d'optimisation du potentiel d'économies
- N **08.3702 n Mo.**  
**Stahl.** Adaptation de la législation relative au libre passage et au fonds de garantie
- \* **08.3851 n Mo.**  
**Stahl.** Encourager les dialyses à domicile
- 06.3155 n Mo.**  
**Stamm.** Prévenir l'agitation politique fomentée par les étrangers
- 07.3709 n Ip.**  
**Stamm.** Où se trouve l'or de la BNS?
- 07.3864 n Ip.**  
**Stamm.** Contribution à la cohésion en faveur de la Roumanie
- 08.3441 n Mo.**  
**Stamm.** Exécution de la peine dans le pays d'origine
- 07.3753 n Ip.**  
**Steiert.** Groupes d'assureurs. Plus de transparence
- 08.3124 n Mo.**  
**Steiert.** Homologations de médicaments
- 08.3335 n Mo.**  
**Steiert.** Système de santé. Soutenir les gains d'efficacité et de qualité
- 08.3698 n Ip.**  
**Steiert.** Sauvegarde des intérêts de l'employeur
- 08.3714 n Ip.**  
**Steiert.** Lignes à très haute tension: quel avenir?
- \* **08.3965 n Mo.**  
**Steiert.** LACI. Renforcement des mesures en faveur des jeunes sans formation suffisante
- 07.3158 n Mo.**  
**(Steiner) Theiler.** Garantir la fiabilité et la conformité de la statistique en matière d'émissions de CO2
- 06.3862 n Mo.**  
**Stöckli.** Accès pour les mineurs à l'assistance judiciaire et mesures tutélaires
- 08.3146 n Mo.**  
**Stöckli.** Fonds Expo.02
- 08.3340 n Mo.**  
**Stöckli.** Parrainage de l'enseignement et de la recherche. Harmonisation
- 08.3341 n Mo.**  
**Stöckli.** Modification de l'article 152 du Code pénal
- 05.3701 n Po.**  
**(Studer Heiner) Donzé.** Loi sur le matériel de guerre. Application restrictive
- 07.3208 n Po.**  
**(Studer Heiner) Aeschbacher.** Equiper tous les véhicules à moteur d'un "code vert"
- 07.3569 n Mo.**  
**(Studer Heiner) Aeschbacher.** Abaissement du taux d'intérêt maximum applicable aux petits crédits
- 07.3570 n Mo.**  
**(Studer Heiner) Donzé.** Interdiction de la publicité pour les petits crédits
- 05.3449 n Mo.**  
**Stump.** Véhicules diesels. Rendre obligatoire le filtre à particules
- 05.3450 n Po.**  
**Stump.** Poussières fines. Etat des lieux
- 06.3373 n Mo.**  
**Stump.** Interdiction de la publicité sexiste

- 06.3605 n Mo.**  
**Stump.** Plan d'action "Poussières fines" et oxydes d'azote
- 07.3263 n Mo.**  
**Stump.** Production de biocarburants. Conditions socialement acceptables
- 07.3899 n Po.**  
**Stump.** Encourager la rénovation des immeubles locatifs à loyers modérés
- 08.3411 n Po.**  
**Stump.** Permettre aux locataires de prendre connaissance des certificats énergétiques
- \* **08.4017 n Ip.**  
**Stump.** Qualité des universités suisses et formation du personnel hautement qualifié
- 03.3653 n Po.**  
**Teuscher.** Répercussions des programmes d'économie sur la pauvreté des familles avec enfants \*
- 04.3155 n Mo.**  
**Teuscher.** Enterrer les lignes à haute tension
- 04.3793 n Mo.**  
**Teuscher.** Euro 2008 de football. Coordination du soutien par la Confédération
- 05.3628 n Po.**  
**Teuscher.** Soins aux personnes âgées. Perspectives d'ici 2050
- 05.3629 n Mo.**  
**Teuscher.** Donner plus d'espace aux cours d'eau
- 05.3630 n Mo.**  
**Teuscher.** Plus de moyens pour lutter contre les crues
- 05.3910 n Mo.**  
**Teuscher.** Swissmedic. Transparence et indépendance
- 06.3368 n Mo.**  
**Teuscher.** Halte aux quads
- 06.3486 n Mo.**  
**Teuscher.** Utilisation du téléphone au volant. Egalité de droit
- 06.3608 n Mo.**  
**Teuscher.** Affectation à la sécurité routière d'une partie du produit des amendes
- 06.3809 n Po.**  
**Teuscher.** Protéger le loup efficacement
- 06.3831 n Po.**  
**Teuscher.** Téléphonie mobile. Tarifs fractionnés
- \* **06.3832 n Po.**  
**Teuscher.** Graisses trans. Dangers pour la santé
- 06.3833 n Mo.**  
**Teuscher.** Service d'information sur la protection contre le rayonnement
- 06.3834 n Mo.**  
**Teuscher.** Imposer une obligation d'information et de déclaration pour les solariums
- 07.3093 n Mo.**  
**Teuscher.** Hautes écoles pédagogiques. Pas d'examen d'admission pour les titulaires d'une maturité professionnelle
- 07.3094 n Mo.**  
**Teuscher.** Assurer l'offre de transport ferroviaire de marchandises dans tous le pays
- 07.3095 n Po.**  
**Teuscher.** Conférence nationale sur le climat
- 07.3193 n Po.**  
**Teuscher.** Transport de fruits et légumes par avion. Déclaration de la consommation d'énergie
- 07.3194 n Mo.**  
**Teuscher.** Etablissement de zones écologiques
- 07.3500 n Ip.**  
**Teuscher.** Revitalisation des ruisseaux et des rivières
- 07.3534 n Po.**  
**Teuscher.** Assurer une liaison TGV de Paris à Berne et l'Oberland bernois
- 07.3535 n Po.**  
**Teuscher.** Assurer une liaison ferroviaire directe entre Berne et Bruxelles
- 07.3735 n Po.**  
**Teuscher.** Sanctions commerciales pour la protection du climat
- 07.3736 n Po.**  
**Teuscher.** Comité international pour la protection du climat
- 07.3869 n Ip.**  
**Teuscher.** Show aérien IBAS 08 à Altenrhein du 22 au 24 août 2008
- 07.3893 n Ip.**  
**Teuscher.** Agrocarburants. Plus d'inconvénients que d'avantages?
- 08.3316 n Mo.**  
**Teuscher.** Assurance-maladie sociale. Plafonnement des salaires et des indemnités versés aux cadres et aux membres des conseils d'administration
- 08.3317 n Mo.**  
**Teuscher.** Moratoire sur l'importation de plantes énergétiques en Suisse
- 08.3318 n Po.**  
**Teuscher.** Assureurs-maladie. Divulgation obligatoire du salaire des cadres et des indemnités des conseils d'administration
- 08.3686 n Po.**  
**Teuscher.** Réseau électrique à haute tension. Propriété privée ou propriété publique?
- \* **08.3952 n Po.**  
**Teuscher.** Utilisation exclusive de machines équipées de filtres à particules sur les chantiers de la Confédération
- \* **08.3953 n Po.**  
**Teuscher.** Modèles pour un congé de paternité
- \* **08.3975 n Ip.**  
**Teuscher.** Participation dans des centrales à charbon à l'étranger. Moratoire
- 07.3397 n Ip.**  
**Thanei.** Droit de suite pour les artistes plasticiens
- 07.3241 n Po.**  
**Theiler.** Trois piliers pour une assurance-maladie abordable

- 08.3104 n Mo.**  
**Thorens Goumaz.** Plan de mobilité de l'administration fédérale
- 08.3262 n Ip.**  
**Thorens Goumaz.** Accords de libre-échange. Impact sur la souveraineté et l'approvisionnement alimentaires
- 08.3263 n Po.**  
**Thorens Goumaz.** Exclure les produits agricoles et alimentaires des accords de libre-échange
- 08.3325 n Po.**  
**Thorens Goumaz.** Compensations de CO2. Etudier l'application du label Gold Standard
- x **08.3456 n Ip.**  
**Thorens Goumaz.** Politique de promotion des offres "Park and Rail" de la part des CFF
- x **08.3531 n Mo.**  
**Thorens Goumaz.** Des investissements responsables à la Caisse fédérale de pensions Publica
- x **08.3536 n Ip.**  
**Thorens Goumaz.** Du personnel qualifié pour accompagner la croissance de la branche du solaire
- 08.3622 n Mo.**  
**Thorens Goumaz.** Meilleure protection des troupeaux contre les grands prédateurs
- x **08.3723 n Mo.**  
**Thorens Goumaz.** Stratégie de durabilité pour les caisses de pension
- \* **08.3893 n Po.**  
**Thorens Goumaz.** Opportunités du développement de l'économie de fonctionnalité en Suisse
- \* **08.3895 n Po.**  
**Thorens Goumaz.** Protéger les allées et rangées d'arbres agrémentant les routes et les chemins
- \* **08.3966 n Mo.**  
**Thorens Goumaz.** Promouvoir la formation de base et la formation continue en éthique économique et financière
- \* **08.4036 n Ip.**  
**Thorens Goumaz.** Activités de raquettes à neige. Assurances en matière de sécurité et de protection de l'environnement
- 05.3461 n Po.**  
**Triponez.** Swissmetro. Donner un signal favorable
- \* **08.3921 n Ip.**  
**Triponez.** Renforcer la prévoyance individuelle
- 08.3228 n Ip.**  
**Tschümperlin.** Suppression de places d'apprentissage par une association professionnelle
- 08.3302 n Mo.**  
**Tschümperlin.** Standard linguistique de naturalisation. Prise en compte de l'hétérogénéité
- 08.3342 n Po.**  
**van Singer.** Adaptation du financement du rachat du courant vert
- 08.3550 n Mo.**  
**van Singer.** Interdiction des colorants alimentaires azoïques
- \* **08.3835 n Mo.**  
**van Singer.** Régularisation des jeunes clandestins ayant suivi leur scolarité en Suisse
- 04.3816 n Mo.**  
**Vischer.** Obtenir la libération de Marwan Barghouti
- 05.3158 n Mo.**  
**Vischer.** Autorisation de séjour pour les étrangers bénéficiant d'un contrat de travail
- 05.3759 n Po.**  
**Vischer.** Rapport sur les activités des services secrets sud-africains en Suisse pendant l'apartheid
- 06.3097 n Mo.**  
**Vischer.** Cour de cassation pénale du Tribunal fédéral. Pourvoi en nullité. Elargissement
- x **06.3767 n Ip.**  
**Vischer.** Personnes de confiance. Base légale de leur activité
- 07.3212 n Ip.**  
**Vischer.** Données des passagers aériens et protection des données
- 07.3316 n Ip.**  
**Vischer.** Activités de la Fédération turque de Suisse. Mauvaise évaluation de la part du SAP
- 07.3516 n Mo.**  
**Vischer.** Restriction du trafic automobile en cas de dépassement des valeurs limites d'ozone
- 07.3872 n Mo.**  
**Vischer.** Boycott de la liste des terroristes établie par l'ONU
- 08.3032 n Ip.**  
**Vischer.** Reconnaissance hâtive de l'indépendance du Kosovo
- 08.3195 n Ip.**  
**Vischer.** Octroi de permis B aux requérants d'asile dans les cas de rigueur
- 08.3575 n Ip.**  
**Vischer.** La mort cérébrale existe-t-elle donc?
- 08.3621 n Ip.**  
**Vischer.** L'accélérateur LHC du CERN est-il vraiment sûr?
- 08.3687 n Ip.**  
**Vischer.** Filtres à particules. Conséquences de la modification de l'OPair décidée par le Conseil fédéral
- \* **08.3867 n Ip.**  
**Vischer.** Titel folgt
- \* **08.4000 n Ip.**  
**Vischer.** Entreprises suisses de production installées dans des colonies israéliennes en territoires occupés
- \* **08.4035 n Ip.**  
**Vischer.** Dépenses de la Confédération pour l'énergie nucléaire
- 05.3039 n Mo.**  
**(Vollmer) Fehr Hans-Jürg.** Loi sur le tourisme
- 06.3453 n Mo.**  
**(Vollmer) Hofmann.** Offices GMEB. Exigences à prendre en compte dans le mandat de prestations

- 07.3384 n Mo.**  
**(Vollmer) Pedrina.** Itinérance internationale. Prix plafonds européens également en Suisse
- 07.3443 n Mo.**  
**(Vollmer) Leutenegger Oberholzer.** Ratification de la Convention des Nations Unies contre la corruption
- 08.3283 n Ip.**  
**von Graffenried.** Cumul de fonctions de Marc Furrer
- 08.3388 n Po.**  
**von Graffenried.** Directives anticipées des patients. Obligation pour tous
- x **08.3566 n Ip.**  
**von Graffenried.** Tirer les leçons du rapport Bergier
- 08.3298 n Mo.**  
**von Rotz.** Fixer des délais de paiement pour la Confédération
- \* **08.3890 n Mo.**  
**von Rotz.** Pas de discrimination fiscale des familles assurant elles-mêmes la garde de leurs enfants
- 07.3844 n Mo.**  
**von Siebenthal.** Autoriser l'utilisation des palettes non traitées comme bois de chauffage
- 08.3193 n Mo.**  
**von Siebenthal.** Exonération de la RPLP pour les véhicules transportant exclusivement du bois
- 08.3194 n Mo.**  
**von Siebenthal.** Garantir l'approvisionnement de la population par la politique agricole 2015
- 08.3430 n Po.**  
**von Siebenthal.** Conclusion du contrat d'apprentissage pour chacune des parties de la formation
- 08.3431 n Mo.**  
**von Siebenthal.** Exploitation de la forêt dans les zones de collines et les régions de montagne
- \* **08.3914 n Ip.**  
**von Siebenthal.** Ritaline. Effets négatifs sur les enfants
- 07.3868 n Mo.**  
**Voruz.** Les tirs militaires hors service ne sont pas du ressort des communes
- \* **08.3883 n Mo.**  
**Voruz.** Contributions de remplacement en cas de dispenses de constructions d'abris protégés de protection civile
- 07.3883 n Po.**  
**Waber.** Correctifs à l'accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE à partir de 2009
- 08.3107 n Po.**  
**Waber.** Rendre la soustraction d'impôt punissable au sens du Code pénal
- 08.3128 n Ip.**  
**Waber.** Visite de la conseillère fédérale Calmy-Rey en Iran
- 08.3413 n Ip.**  
**Waber.** Respect de la liberté de croyance. Intervention du Conseil fédéral auprès des autorités algériennes
- 06.3521 n Po.**  
**(Wäfler) Waber.** Régime équitable pour les traitements de sevrage de la toxicodépendance
- 07.3235 n Po.**  
**(Wäfler) Waber.** Réduction de la consommation d'énergie en Suisse
- 07.3236 n Po.**  
**(Wäfler) Waber.** Remplacer le centime climatique et la taxe sur le CO2 par une taxe d'incitation sur l'énergie
- 08.3625 n Mo.**  
**Wandfluh.** Réaménagements en dehors des zones à bâtir. Supprimer les clauses esthétiques inutiles
- \* **08.3974 n Po.**  
**Wandfluh.** Protection contre les crues. Améliorer la sécurité de la planification
- 08.3474 n Ip.**  
**Wasserfallen.** La région de la ville fédérale en tant qu'espace métropolitain
- 04.3285 n Mo.**  
**Wehrli.** PME. Mesure concrète (3). Accroître l'efficacité de la procédure de recours dans le secteur du bâtiment
- 05.3756 n Mo.**  
**Wehrli.** Prévision plus précise des dépenses de santé
- 06.3657 n Mo.**  
**Wehrli.** Mariages forcés
- 07.3274 n Mo.**  
**Wehrli.** Reconnaissance de la médecine complémentaire
- 08.3521 n Mo.**  
**Wehrli.** Améliorer la coordination entre assurances sociales
- 08.3684 n Ip.**  
**Wehrli.** Efficacité énergétique des voitures neuves
- 05.3518 n Po.**  
**Widmer.** Maintien des liaisons ferroviaires CFF Lucerne-Milan
- 06.3273 n Po.**  
**Widmer.** Emmen. Accroissement des nuisances sonores au mépris de la volonté populaire?
- 06.3328 n Po.**  
**Widmer.** Avenir de la maturité gymnasiale
- x **06.3696 n Ip.**  
**Widmer.** Formation politique
- 07.3038 n Po.**  
**Widmer.** Participation de la Confédération aux coûts des Hautes écoles spécialisées. Respect des prescriptions légales
- 07.3043 n Mo.**  
**Widmer.** Démarchage téléphonique. Protection de la sphère privée
- 07.3096 n Mo.**  
**Widmer.** Déplacements en avion climatiquement neutres pour le Conseil fédéral et l'administration fédérale
- 07.3097 n Mo.**  
**Widmer.** Modification de l'ordonnance sur la protection contre le bruit
- 07.3111 n Mo.**  
**Widmer.** Mise en application de l'article 18 LFP
- 07.3382 n Mo.**  
**Widmer.** Pas d'aérodrome régional en Suisse centrale!

- 07.3675 n Ip.**  
**Widmer.** Cryptage de chaînes de la SSR par des câblo-opérateurs. Répercussions sur le service public
- 07.3676 n Mo.**  
**Widmer.** Renforcement du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires
- 07.3800 n Ip.**  
**Widmer.** Arrêt de la destruction de documents. Mesures efficaces
- 07.3802 n Mo.**  
**Widmer.** Une zone exempte d'armes nucléaires au coeur de l'Europe
- 07.3811 n Ip.**  
**Widmer.** La consommation de cocaïne et ses conséquences
- 08.3125 n Po.**  
**Widmer.** Conscience nationale et inégalité du développement économique
- 08.3326 n Ip.**  
**Widmer.** Prévention du suicide depuis 2005
- 08.3343 n Po.**  
**Widmer.** Engagement de la Suisse en faveur d'un nouveau traité FCE
- 08.3484 n Po.**  
**Widmer.** Organisations de milice. Renfort de l'armée ou sous-culture paramilitaire?
- 08.3485 n Ip.**  
**Widmer.** Etat d'urgence dans la région "gardes-frontière" de Genève
- x **08.3533 n Mo.**  
**Widmer.** Unissons nos efforts contre le suicide
- \* **08.3781 n Mo.**  
**Widmer.** Banque de données fédérale des constructions dignes d'être protégées et conservées
- \* **08.3810 n Mo.**  
**Widmer.** Caisses d'épargne d'entreprise. Protection des déposants
- \* **08.3811 n Mo.**  
**Widmer.** Interdiction des services avertissant les chauffards
- \* **08.3812 n Ip.**  
**Widmer.** Projet HarmoS. Est-ce au tour de la Confédération d'intervenir?
- \* **08.3878 n Mo.**  
**Widmer.** Forces aériennes. Extension de la coopération entre la Suisse et les pays voisins
- 07.3679 n Ip.**  
**Wobmann.** Perturbations du trafic des poids lourds au Gothard
- \* **08.3897 n Ip.**  
**Wobmann.** Titel folgt
- 04.3748 n Mo.**  
**Wyss Ursula.** Recours de la Suisse à des entreprises militaires et de sécurité privées. Encadrement légal
- 05.3438 n Mo.**  
**Wyss Ursula.** Lutter contre la pollution due aux poussières fines
- 05.3689 n Mo.**  
**Wyss Ursula.** Catastrophes naturelles. Revenir sur les mesures d'économies
- 05.3690 n Mo.**  
**Wyss Ursula.** Chaudières à bois. Abaisser les valeurs limites d'émission
- 05.3691 n Mo.**  
**Wyss Ursula.** Limiter le remboursement de l'impôt sur les huiles minérales aux véhicules agricoles ou forestiers équipés d'un filtre à particules
- 07.3470 n Mo.**  
**Wyss Ursula.** Consommation de carburant et émissions des voitures. Création d'un outil d'information contraignant
- 08.3419 n Mo.**  
**Wyss Ursula.** Réduction des émissions de CO2 en Suisse
- x **08.3572 n Mo.**  
**Wyss Ursula.** Renforcement de la surveillance bancaire et des prescriptions sur les fonds propres
- 08.3574 n Mo.**  
**Wyss Ursula.** Hygiène alimentaire dans les restaurants
- x **08.3681 n Mo.**  
**Wyss Ursula.** Secteur financier. Systèmes de rémunération tenant compte des risques
- x **08.3514 n Ip.**  
**Wyss Brigit.** Pollution des eaux par des produits biocides
- \* **08.3879 n Po.**  
**Wyss Brigit.** Mesures de protection des marais
- \* **08.3880 n Ip.**  
**Wyss Brigit.** Titel folgt
- 05.3801 n Mo.**  
**(Zapfl) Simoneschi-Cortesi.** Contribution suisse au Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme  
Voir objet 05.3900 Mo. Amgwerd Madeleine
- 06.3268 n Mo.**  
**(Zapfl) Darbellay.** Secret de l'adoption
- 06.3684 n Po.**  
**Zemp.** Suppression des charges coûteuses et inutiles imposées aux éleveurs
- 07.3661 n Po.**  
**Zemp.** CO2 et gouvernement d'entreprise
- 08.3153 n Ip.**  
**Zemp.** Programmes de prévention. Frénésie de l'Office fédéral de la santé publique
- \* **08.3877 n Mo.**  
**Zemp.** Titel folgt
- 05.3531 n Po.**  
**Zisyadis.** Rapport sur l'AVS/AI facultative et les Suisses de l'étranger
- 05.3582 n Mo.**  
**Zisyadis.** Risques liés à la téléphonie mobile. Loi
- 05.3647 n Mo.**  
**Zisyadis.** Meilleurs ouvriers et ouvrières de Suisse. Concours national

**05.3819 n Mo.**

**Zisyadis.** Interdiction des opérations de la CIA sur le territoire suisse et dans l'espace aérien suisse

**05.3841 n Mo.**

**Zisyadis.** Interdiction de l'atrazine

**06.3059 n Mo.**

**Zisyadis.** Institut de prévention et de maîtrise des catastrophes à Obwald

**06.3060 n Mo.**

**Zisyadis.** Pas de rabais de primes d'assurance-maladie en cas de renoncement à l'avortement

**06.3082 n Mo.**

**Zisyadis.** Loi fédérale contre les discriminations

**06.3088 n Mo.**

**Zisyadis.** Conseil des parlementaires d'origine suisse

**06.3198 n Mo.**

**Zisyadis.** Jardins potagers familiaux

**06.3201 n Mo.**

**Zisyadis.** Gratuité de gestion des comptes bancaires ou postaux pour les salariés

**06.3205 n Mo.**

**Zisyadis.** Interdiction des solariums

**06.3225 n Mo.**

**Zisyadis.** Usine Boillat de Reconvilier. Droit de préemption pour la Confédération

**06.3229 n Mo.**

**Zisyadis.** Séquestration des avoirs Pinochet en Suisse

**06.3293 n Mo.**

**Zisyadis.** Exonération de taxe pour les bateaux de pêche et les pédalos

**06.3422 n Mo.**

**Zisyadis.** Interdiction de la pédophilie publicitaire

**06.3467 n Mo.**

**Zisyadis.** Assurance obligatoire publique des soins dentaires de base

**06.3603 n Po.**

**Zisyadis.** Rapport sur l'économie sociale et solidaire

**06.3615 n Po.**

**Zisyadis.** Défense internationale de l'appellation "Champagne"

**06.3663 n Mo.**

**Zisyadis.** Minimum vital en matière de poursuites

**06.3870 n Mo.**

**Zisyadis.** Loi sur les autocollants publicitaires

**07.3083 n Mo.**

**Zisyadis.** Indemnisation des travailleurs de la neige

**07.3189 n Mo.**

**Zisyadis.** Caisses uniques cantonales. Modification de la LAMal

**07.3320 n Mo.**

**Zisyadis.** Roaming international. Etendre le règlement de l'Union européenne à la Suisse

**07.3394 n Mo.**

**Zisyadis.** Importation des fruits et légumes. Mesures urgentes

**07.3402 n Mo.**

**Zisyadis.** Licenciements CFF Cargo Tessin

**07.3517 n Mo.**

**Zisyadis.** Objectif Suisse sans pesticides en 2015

**07.3700 n Mo.**

**Zisyadis.** Baisse de la limite légale de formaldéhyde

**07.3816 n Mo.**

**Zisyadis.** Statut international pour les exilés environnementaux

**08.3200 n Mo.**

**Zisyadis.** Pas de copeaux de bois dans les vins des AOC cantonales

**08.3203 n Po.**

**Zisyadis.** Réduction pour les étudiants et apprentis suisses dans les musées européens

**08.3224 n Mo.**

**Zisyadis.** Interdiction des téléphones portables pour les enfants

**08.3303 n Mo.**

**Zisyadis.** Interdiction des biberons au bisphénol A

**08.3323 n Mo.**

**Zisyadis.** Registre national des puces RFID

**08.3386 n Mo.**

**Zisyadis.** Indication de l'origine des fruits et légumes vendus en vrac

**08.3508 n Po.**

**Zisyadis.** Résidus de pesticides dans le vin

**08.3606 n Po.**

**Zisyadis.** Effets des champs électromagnétiques dans la disparition des abeilles

**08.3689 n Mo.**

**Zisyadis.** Prendre en compte le loyer effectif dans les prestations complémentaires

\* **08.3902 n Mo.**

**Zisyadis.** Bridage des véhicules à 120 kilomètres à l'heure

\* **08.4009 n Mo.**

**Zisyadis.** Plombages dentaires: interdiction du mercure

**04.3543 n Mo.**

**Zuppiger.** Aligner le droit du personnel de la Confédération sur le Code des obligations

**07.3146 n Ip.**

**Zuppiger.** Croissance des dépenses

**07.3620 n Mo.**

**Zuppiger.** Allègement de l'engagement politique

*Conseil des Etats*

#### **Motions adoptées parle Conseil national**

**N 03.3622 n Mo.**

**Conseil National.** TVA. Diminution de la charge administrative \*(Triponez)

**N 04.3338 n Mo.**

**Conseil National.** Simplifier la perception de la TVA(Schlüer)

**N 04.3341 n Mo.**

**Conseil National.** Favorisation fiscale des automobiles propres(Recordon)

- x **05.3016** *n* Mo.  
**Conseil National.** Indépendance pour la prescription et la remise de médicaments(Groupe CEG)
- N **05.3147** *n* Mo.  
**Conseil National.** Simplifier le système de la TVA(Groupe V)
- N **05.3299** *n* Mo.  
**Conseil National.** Mesures d'urgence en vue d'un passage à l'imposition individuelle(Groupe RL)
- N **05.3302** *n* Mo.  
**Conseil National.** Simplification de la législation sur la TVA(Groupe V)
- x **05.3315** *n* Mo.  
**Conseil National.** Perspectives des militaires de carrière et des militaires contractuels((Banga) Widmer)
- N **05.3352** *n* Mo.  
**Conseil National.** Euthanasie. Travaux d'experts(Groupe RL)
- N **05.3578** *n* Mo.  
**Conseil National.** Réforme de la TVA socialement supportable(Groupe S)
- N **05.3741** *n* Mo.  
**Conseil National.** TVA. Assurer la sécurité du droit et une procédure équitable(Groupe RL)
- N **05.3743** *n* Mo.  
**Conseil National.** Rappels d'impôts au titre de la TVA. Halte au formalisme fiscal(Müller Philipp)
- N **05.3795** *n* Mo.  
**Conseil National.** TVA. Modification de la pratique de l'administration(Leutenegger Filippo)
- N **05.3798** *n* Mo.  
**Conseil National.** TVA. Renseignements fournis par les autorités(Groupe CEG)
- N **05.3799** *n* Mo.  
**Conseil National.** TVA. Raccourcir le délai de prescription de la créance fiscale(Groupe CEG)
- N **05.3800** *n* Mo.  
**Conseil National.** TVA. Introduction du décompte électronique(Groupe CEG)
- N **05.3833** *n* Mo.  
**Conseil National.** Armée de milice. En finir avec les interventions subsidiaires de longue durée(Bugnon)
- N **06.3122** *n* Mo.  
**Conseil National.** Suppression de distorsions de la concurrence dues à la TVA dans le domaine des transports(Darbellay)
- N **06.3178** *n* Mo.  
**Conseil National.** Harmonisation dans le domaine des subsides à la formation(CSEC-CN)
- N **06.3190** *n* Mo.  
**Conseil National.** Réforme fiscale écologique(Studer Heiner)
- N **06.3261** *n* Mo.  
**Conseil National.** TVA. Pour une meilleure sécurité du droit(Müller Philipp)
- N **06.3262** *n* Mo.  
**Conseil National.** Simplification de la TVA(Müller Philipp)
- x **06.3466** *n* Mo.  
**Conseil National.** Evaluation du revenu d'invalide(Robbiani)
- N **06.3687** *n* Mo.  
**Conseil National.** Comblir les insuffisances de l'approvisionnement électrique sans accroître les émissions de CO2(Groupe RL)
- N **06.3689** *n* Mo.  
**Conseil National.** Conseil fédéral et secteur de l'électricité. Nécessité de collaborer(Groupe RL)
- N **06.3704** *n* Mo.  
**Conseil National.** Assurer l'approvisionnement en électricité(Keller)
- N **06.3733** *n* Mo.  
**Conseil National.** Etendre la déduction de l'impôt préalable aux investissements à long terme(Imfeld)
- N **06.3734** *n* Mo.  
**Conseil National.** Déduction de l'impôt préalable pour les jeunes entreprises(Imfeld)
- N **06.3873** *n* Mo.  
**Conseil National.** Simplification de la TVA(Darbellay)
- NE **07.3033** *n* Mo.  
**Conseil National.** Loi fédérale en faveur de l'enfance et de la jeunesse(Amherd)
- x **07.3286** *n* Mo.  
**Conseil National.** Energies renouvelables pour la production de chaleur(CEATE-CN)
- x **07.3430** *n* Mo.  
**Conseil National.** Frais et tarifs hospitaliers trop élevés pour les patients pris en charge par l'assurance-invalidité(Müller Walter)
- N **07.3449** *n* Mo.  
**Conseil National.** Rendre punissables les abus virtuels commis sur des enfants par le biais d'Internet(Amherd)
- N **07.3492** *n* Mo.  
**Conseil National.** Projet ZEB. Mandat d'études pour une nouvelle ligne ferroviaire à travers le Jura(Leutenegger Oberholzer)
- N **07.3495** *n* Mo.  
**Conseil National.** NLFA et projet ZEB(Wehri)
- N **07.3539** *n* Mo.  
**Conseil National.** Motion Schweiger 06.3884 relative aux téléphones portables. Extension aux infractions constituant une représentation de la violence(Hochreutener)
- x **07.3560** *n* Mo.  
**Conseil National.** Augmentation de l'efficacité énergétique. Modification de l'article 8 de la loi sur l'énergie(CEATE-CN)
- x **07.3586** *n* Mo.  
**Conseil National.** Assurer la disponibilité des Forces aériennes(Amstutz)
- x **07.3597** *n* Mo.  
**Conseil National.** Pool de transport en faveur des engagements civils et militaires à l'étranger((Burkhalter) Brunschwig Graf)

- x **07.3619 n Mo.**  
**Conseil National.** Empêcher le cumul des allocations familiales(Zeller) Engelberger  
Voir objet 07.3618 Mo. Schiesser
- N **07.3629 n Mo.**  
**Conseil National.** Convention sur la cybercriminalité(Glanzmann)
- x **07.3664 n Mo.**  
**Conseil National.** Politique de l'enfance et de la jeunesse. Stratégie nationale(Galladé)
- x **07.3766 n Mo.**  
**Conseil National.** Affiliation des institutions de prévoyance liechtensteinoises au fonds de garantie LPP(CSSS-CN (07.026))
- x **07.3838 n Mo.**  
**Conseil National.** Cancer et centrales nucléaires. Clarifications(Rechsteiner-Basel)
- N **08.3003 n Mo.**  
**Conseil National.** Exigence d'efficacité(CAJ-CN (07.046))
- x **08.3012 n Mo.**  
**Conseil National.** Prévention des épizooties(Zemp)
- x **08.3169 n Mo.**  
**Conseil National.** Sanctionner les mauvais payeurs(Groupe RL)
- N **08.3236 n Mo.**  
**Conseil National.** Prestations relevant de l'allocation pour impotent. Coordination(CSSS-CN (05.025))
- x **08.3308 n Mo.**  
**Conseil National.** Interdiction des bombes à sous-munitions(Hiltpold)  
Voir objet 08.3321 Mo. Maury Pasquier
- N **08.3311 n Mo.**  
**Conseil National.** Sécurité alimentaire et institutions de Bretton Woods(Groupe S)
- N **08.3356 n Mo.**  
**Conseil National.** Viande de lapins élevés en batterie. Déclaration obligatoire(Moser)
- x **08.3359 n Mo.**  
**Conseil National.** Augmenter le nombre de zones exemptes d'armes nucléaires(Markwalder Bär)
- N **08.3365 n Mo.**  
**Conseil National.** Promouvoir la pharmacovigilance en pédiatrie(Heim)
- N **08.3373 n Mo.**  
**Conseil National.** Prévention pénale accrue en matière de pédocriminalité et autres infractions(Sommaruga Carlo)
- x **08.3401 n Mo.**  
**Conseil National.** Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains. Signature et ratification(Leutenegger Oberholzer)
- N **08.3432 n Mo.**  
**Conseil National.** Pas de commerce de produits issus des phoques massacrés au Canada(Aeschbacher)

## Interventions des commissions

- x **08.3445 é Po.**  
**CPE-CE.** Le droit international humanitaire et les conflits armés actuels
- x **07.3558 é Mo.**  
**CEATE-CE.** Introduction d'un certificat énergétique pour les bâtiments qui soit obligatoire et uniforme pour toute la Suisse
- \* **08.3749 é Mo.**  
**CEATE-CE.** Mesures contre l'augmentation du prix de l'électricité. Modification de l'ordonnance sur l'approvisionnement en électricité
- x\* **08.3756 é Po.**  
**CEATE-CE.** Modification de la loi sur l'approvisionnement en électricité
- \*E **08.3762 é Mo.**  
**CTT-CE.** Pas d'abaissement de la limite du monopole avant le débat sur la révision de la loi sur la poste
- \*E **08.3753 é Mo.**  
**CER-CE.** Compensation plus fréquente de la progression à froid

## Interventions des députés

- \* **08.3827 é Mo.**  
**Altherr.** Swissmedic. Améliorer la transparence
- \* **08.4040 é Ip.**  
**Altherr.** Collaboration avec la Fondation suisse du Service social international
- x **08.3487 é Ip.**  
**Briner.** Stratégie du Conseil fédéral concernant l'extension des capacités de médiation de la Suisse  
Voir objet 08.3497 Ip. Groupe RL
- x **08.3557 é Ip.**  
**Bürgi.** Sesar. Approche en descente continue  
Voir objet 08.3685 Ip. Häberli-Koller
- \* **08.3786 é Ip.**  
**Bürgi.** Transport de marchandises sur la ligne Constance-Romanshorn-Rorschach
- x **08.3452 é Ip.**  
**Burkhalter.** Alerte enlèvement en Suisse. Progrès ou blocages?
- x **08.3465 é Po.**  
**Burkhalter.** Nouvelles initiatives technologiques de l'UE. La Suisse risque de manquer le train du futur
- \* **08.3804 é Ip.**  
**Burkhalter.** Liaison à grande vitesse Berne-Neuchâtel-Paris
- \* **08.3928 é Mo.**  
**Burkhalter.** Convention de partenariat pour l'introduction de l'alerte enlèvement
- E **08.3545 é Mo.**  
**Büttiker.** Nouvelle tarification des sillons ferroviaires
- E **08.3587 é Mo.**  
**Büttiker.** Loi sur la surveillance de la révision. Simplifications pour les PME
- 08.3454 é Ip.**  
**David.** Prolifération de technologies nucléaires. Les cas Tinner et Lerch

- \* **08.4039 é Po.**  
**David.** Clarification du rôle joué par 'autorité de surveillance des marchés financiers dans la crise financière
- \* **08.4043 é Mo.**  
**David.** Renforcer l'emploi, les PME, l'économie d'exportation et le pouvoir d'achat  
Voir objet 08.3968 Mo. Groupe CEG
- 07.3912 é Mo.**  
**Fetz.** Arme d'ordonnance. Pas de culasse à la maison
- x **08.3455 é Ip.**  
**Fetz.** LMSI. Des élus du peuple ont été fichés
- x **08.3543 é Mo.**  
**Fetz.** Surveillance efficace sur la protection de l'Etat
- x **08.3590 é Mo.**  
**Fetz.** Egalisation intercantonale des taux de réserves des assureurs-maladie d'ici 2012
- x **08.3636 é Po.**  
**Fetz.** Séparer les activités d'investissement des activités de crédit ou de dépôt  
Voir objet 08.3667 Mo. Groupe S
- x **08.3644 é Ip.**  
**Fetz.** La crise financière, les agences de notation et les analystes financiers
- \* **08.4041 é Ip.**  
**Fetz.** Problèmes de l'UBS et du Credit Suisse aux Etats-Unis. Répercussions sur le secret bancaire
- \* **08.4044 é Mo.**  
**Fetz.** Mesures d'assainissement draconiennes pour les caisses de pension en situation de découvert: moratoire
- \* **08.4046 é Mo.**  
**Fetz.** Rééquilibrer les taux de réserve des assureurs-maladie d'ici 2012
- \* **08.4048 é Mo.**  
**Fetz.** Garantie de l'offre médicale en Suisse (réglementation subséquente à la limitation de l'admission)
- 08.3639 é Mo.**  
**Forster.** Révision partielle de la LTC. Requête de la Comcom, de la Comco et du Surveillant des prix
- \* **08.3929 é Mo.**  
**Forster.** Titul folgt
- EN **07.3648 é Mo.**  
**Frick.** Pour des loyers plus bas
- 08.3591 é Ip.**  
**Germann.** Impôt sur la fortune. Triplement contestable pour les propriétaires de PME  
Voir objet 08.3610 Ip. Rime
- \* **08.3771 é Ip.**  
**Graber Konrad.** Suspender la mise en vigueur de l'OPP 2
- 08.3638 é Mo.**  
**Gutzwiller.** Droit des brevets. Epuisement euro-régional  
Voir objet 08.3603 Mo. Markwalder Bär
- \* **08.4042 é Ip.**  
**Gutzwiller.** Autorisation du diagnostic préimplantatoire. Etat d'avancement des travaux
- x **08.3453 é Ip.**  
**Hêche.** Quelle armée, aujourd'hui et demain, pour la Suisse?
- \* **08.3768 é Po.**  
**Hêche.** Mesures de stabilisation, Etape 2: élargir l'action à d'autres acteurs, en particulier les cantons et les villes
- \* **08.3933 é Po.**  
**Hêche.** LAI. Participation aux frais d'assistance
- \* **08.3803 é Ip.**  
**Hess.** Programme national de recherche (PNR) pour l'exploitation multiple de la matière première bois
- E **07.3911 é Mo.**  
**Inderkum.** Pour une redevance hydraulique raisonnable
- 08.3488 é Ip.**  
**Janiak.** Ethique dans l'administration fédérale
- \* **08.3930 é Mo.**  
**Janiak.** Prescription des délits économiques  
Voir objet 08.3806 Mo. Jositsch
- E **08.3558 é Mo.**  
**Jenny.** Hausses injustifiées des prix de l'électricité
- \* **08.3927 é Mo.**  
**Jenny.** Titul folgt  
Voir objet 08.3919 Mo. Hutter Jasmin
- 08.3592 é Ip.**  
**Kuprecht.** Imposition des organisations sportives internationales en Suisse
- \* **08.3934 é Po.**  
**Kuprecht.** Examen d'ensemble de notre système de protection sociale
- x **08.3593 é Ip.**  
**Leuenberger-Solothurn.** Sécurité dans les tunnels ferroviaires. Deux agents de train dans les convois empruntant de longs tunnels?
- E **08.3544 é Mo.**  
**Leumann.** Mise à jour de la LIFD
- E **08.3745 é Po.**  
**Lombardi.** Assainissement du tunnel routier du Saint-Gothard. Construction d'un second tube routier  
Voir objet 08.3560 Po. Rime
- x **08.3643 é Ip.**  
**Luginbühl.** Projet de territoire Suisse
- \* **08.4038 é Mo.**  
**Luginbühl.** Titul folgt
- E **08.3594 é Mo.**  
**Marty Dick.** Tunnel autoroutier du Saint-Gothard. Second tube à voie unique  
Voir objet 08.3602 Mo. Abate
- E **08.3519 é Mo.**  
**Maury Pasquier.** Modifier la loi sur la transplantation
- x **08.3595 é Mo.**  
**Maury Pasquier.** Transparence comptable et évolution des réserves dans l'assurance-maladie
- x **08.3637 é Mo.**  
**Maury Pasquier.** Rôle de la Suisse au sein des organisations financières internationales. Consultation du Parlement  
Voir objet 08.3677 Mo. Fehr Hans-Jürg
- \* **08.3838 é Mo.**  
**Maury Pasquier.** Présence parentale auprès d'enfants gravement malades

- \* **08.3935 é Po.**  
**Maury Pasquier.** Augmentation du nombre de césariennes
- \* **08.3818 é Po.**  
**Ory.** Réinsertion professionnelle pour les personnes sourdes
- \* **08.3819 é Po.**  
**Ory.** Soins dentaires pour personnes handicapées mentales
- \* **08.3839 é Mo.**  
**Ory.** Allocation de présence parentale
- x **08.3640 é Ip.**  
**Recordon.** Renforcement de la Commission de la concurrence
- x **08.3641 é Ip.**  
**Recordon.** Utilisation des tests ADN à des fins racistes
- x **08.3642 é Mo.**  
**Recordon.** Interprètes allophones dans le domaine de la santé
- x **08.3725 é Po.**  
**Recordon.** Lutte contre les pourriels et leurs effets secondaires  
Voir objet 08.3724 Po. Sommaruga Carlo
- \* **08.3931 é Mo.**  
**Recordon.** Renforcement de la solidarité internationale dans le contexte de la crise économique qui s'annonce
- \* **08.3932 é Mo.**  
**Recordon.** Soutien à la culture dans le contexte de la crise économique qui s'annonce
- \* **08.3937 é Ip.**  
**Recordon.** Bases de la décision de sauver l'UBS avec des fonds publics
- \* **08.3938 é Ip.**  
**Recordon.** Amélioration de la technique et des protections en matière d'identification biométrique
- \* **08.3939 é Ip.**  
**Recordon.** Risques de l'identification biométrique
- x **08.3744 é Po.**  
**Reimann Maximilian.** Nomination du nouveau chef de l'armée
- \* **08.3787 é Ip.**  
**Reimann Maximilian.** Réceptions privées dans les locaux des ambassades suisses?
- x **08.3568 é Ip.**  
**Savary.** Ordonnance sur le financement des mesures actives relatives au marché du travail
- \* **08.4047 é Po.**  
**Savary.** Petits indépendants, les oubliés de la crise
- E **08.3588 é Mo.**  
**Schwaller.** Impôt fédéral direct. Institution d'un barème "enfant"  
Voir objet 08.3585 Mo. Meier-Schatz
- \* **08.3820 é Ip.**  
**Seydoux.** Fermeture de Guantanamo: le Conseil fédéral est-il prêt à aider le gouvernement Obama?
- EN **07.3484 é Mo.**  
**Sommaruga Simonetta.** Réseau câblé numérique. Cryptage de décodeurs
- 08.3559 é Ip.**  
**Sommaruga Simonetta.** Hedge funds. Clarifications requises
- E **08.3570 é Mo.**  
**Sommaruga Simonetta.** Stratégie dynamique dans la rénovation énergétique des bâtiments
- \* **08.3936 é Ip.**  
**Sommaruga Simonetta.** Titul folgt
- \* **08.4025 é Po.**  
**Sommaruga Simonetta.** Offensive en faveur de la formation continue  
Voir objet 08.4024 Po. Fehr Mario
- \* **08.4045 é Mo.**  
**Sommaruga Simonetta.** Titul folgt
- E **08.3589 é Mo.**  
**Stadler.** Droit d'auteur. Moins de procès, davantage d'argent pour les ayants droit
- x **08.3569 é Ip.**  
**Stähelin.** L'aluminium comme matériau de construction idéal. Un bilan écologique erroné

### Pétitions et plaintes

- \* **440/08.2024**  
**ALRA Associazione Liberale radicale per l'Ambiente.** Pour une diminution du trafic lourd
- x **439/08.2017 é**  
**Association suisse pour l'Abolition de la Vivisection.** Abolir les expériences sur les singes
- 441/07.2021**  
**Berufsschule Mode und Gestaltung, Zürich.** Conservation des armes militaires à l'arsenal. Pour une restriction de l'acquisition d'armes
- x **442/06.2001 é**  
**Brot für alle und Fastenopfer.** Pour des pratiques et des règles commerciales humaines
- \*N **443/08.2022 n**  
**Christian Solidarity International.** Solidarité avec 200 millions de chrétiens persécutés
- x **444/08.2012 é**  
**Communauté Ogaden en Suisse.** Faire cesser les violations des droits de l'homme en Ogaden
- \*E **445/08.2028 é**  
**Dietsché F., Savièse.** Associations infortatiques pour l'assistance sociale du 21e siècle
- \* **446/08.2025**  
**Esperon Patrick, Lausanne.** Oui à la sécurité routière. Oui à la 3e voie autoroutière entre Lausanne et Genève
- E **447/04.2002 é**  
**Fachstelle Assistenz Schweiz (FAssiS).** Assurer l'intégration et l'autonomie des personnes handicapées
- x **448/07.2017 é**  
**Girardier Pierre.** Introduction d'un péage aux tunnels du Gothard et du San Bernardino
- \* **449/08.2026**  
**IG Motorrad, Hr. Theodor Klossner, Zürich.** La moto doit rester abordable. Pas d'augmentation de 15 pour cent des primes d'assurance

- \*E 457/08.2027  
**Jeunes PEV.** Champ libre! Contre la publicité sexiste
- N 454/07.2020  
**Jugendsession 2007 SAJV.** Contre la réintroduction des Courses de formule 1
- E 455/08.2002 é  
**Jugendsession 2007 SAJV.** Rendre la consommation de produits dopants illégale. Dispositions pénales
- E 456/08.2003 é  
**Jugendsession 2007 SAJV.** Création d'un fonds pour lutter contre le dopage
- E 458/06.2003 é  
**N.R..** Abolition de la justice militaire pour les civils
- \* 459/08.2020  
**Partito Socialista, Sezione ticinese.** CFF Cargo. Pour une intervention des autorités fédérales
- x 460/08.2018  
**Rechtsberatungsstelle für Asylsuchende St. Gallen/ Appenzell.** Pour une deuxième autorité de recours en matière d'asile (suppression de l'art. 83 let. d ch. 1 LTF)
- x 461/07.2004 n  
**Schinhammer Robert, Dällikon.** Création d'une assurance soins fédérale
- E 462/06.2009 é  
**Schweiz. Gesellschaft für Allgemeinmedizin.** Contre l'affaiblissement de la médecine de famille et la menace d'une pénurie des médecins de premier recours
- x 463/08.2013 é  
**Schweizer Medien.** Priorité aux créateurs culturels suisses dans les médias Suisses
- N 464/08.2008  
**Selbsthilfegruppe Jod macht krank, Therwil.** Pour des aliments de base sans iode
- E 451/06.2020 é  
**Session des jeunes 2005 CSAJ.** Augmentation de l'aide au développement
- N 452/07.2013 é  
**Session des jeunes 2006.** Soutien financier aux constructions "minergie"
- \* 453/08.2021 é  
**Session des jeunes 2007.** Droit de vote à 16 ans
- x 450/08.2016 n  
**Société internationale pour les droits de l'homme.** Condamnation des camps de travail en République populaire de Chine
- \* 465/08.2019  
**Stiftung für Konsumentenschutz.** Décodeurs numériques. Contre le monopole des opérateurs TV
- N 466/05.2010 n  
**Verantwortungsvoll erziehende Väter und Mütter.** Soutien au postulat 04.3250 (Tâches parentales. Egalité de traitement)
- \*N 467/08.2023 n  
**Verband Schweizer Volksmusik.** Musique populaire pour tous

## Objets du parlement

### Divers

#### x 1/08.017 n Délégation parlementaire auprès du Conseil de l'Europe. Rapport

CN/CE *Commission de politique extérieure*

**17.09.2008 Conseil national.** Pris acte du rapport.

**08.12.2008 Conseil des Etats.** Pris acte du rapport.

Voir objet 08.045 MCF

#### 2/08.052 n Immunité du Conseiller national Brunner.

##### Demande de levée

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**01.10.2008 Conseil national.** Entrer en matière; l'immunité est levée.

**10.12.2008 Conseil des Etats.** Entrer en matière; l'immunité n'est pas levée.

#### 3/08.067 n Immunité du Conseiller national Mörgeli.

##### Demande de levée

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

#### x 4/08.071 é n Délégations chargées des relations avec les parlements des pays limitrophes. Rapport de législation 2003-2007

Rapport du 31 octobre 2008 des délégations chargées des relations avec les parlements des pays limitrophes.

**08.12.2008 Conseil des Etats.** Pris acte du rapport.

**19.12.2008 Conseil national.** Pris acte du rapport.

#### x 5/08.209 n Assermentation

Marie-Thérèse Weber-Gobet, originaire de Bösinggen (FR) et Hemberg (SG), lic.phil I, domiciliée à Schmittlen (en remplacement de Hugo Fasel, démissionnaire)

**01.12.2008 Conseil national.** Mme Weber-Gobet est assermentée.

#### x 6/08.211 n Elections au Conseil national

1. Présidence pour 2008/2009

**01.12.2008 Conseil national.** Madame Chiara Simoneschi-Cortesi, première vice-présidente

2. Vice-présidence pour 2008/2009

**01.12.2008 Conseil national.** Madame Pascale Bruderer, 1ère vice-présidente; Monsieur Jean-René Germanier, 2e vice-président

#### x 7/08.212 é Conseil des Etats. Election du Bureau

1. Présidence pour 2008/2009

**01.12.2008 Conseil des Etats.** Monsieur Alain Berset, 1er vice-président

2. Vice-présidence pour 2008/2009

**01.12.2008 Conseil des Etats.** Madame Erika Forster-Vannini, 1ère vice-présidente; Monsieur Hansheiri Inderkum, 2e vice-président

3. Scrutateur et scrutateur suppléant

**01.12.2008 Conseil des Etats.** Monsieur Hans Altherr, scrutateur; Monsieur Filippo Lombardi, scrutateur suppléant

4. Membre supplémentaire selon article 5, alinéa 1, lettre d RCE

**01.12.2008 Conseil des Etats.** Monsieur Maximilian Reimann

### Chambres réunies

#### x 8/08.204 cr Tribunal fédéral. Renouvellement intégral 2009-2014

1. Réélection de 34 juges fédéraux sortants

**01.10.2008 Assemblée fédérale (Chambres réunies).** Meyer Ulrich, Aemisegger Heinz, Schneider Roland, Wiprächtiger Hans, Corboz Bernard, Klett Kathrin, Reeb Bertrand, Müller Robert, Féraud Michel, Borella Aldo, Rottenberg Liatowitsch Vera, Raselli Niccolò, Leuzinger Susanne, Ferrari Pierre, Favre Dominique, Kolly Gilbert, Escher Elisabeth, Merkli Thomas, Meyer Lorenz, Ursprung Rudolf, Kernen Yves, Karlen Peter, Fonjallaz Jean, Frésard Jean-Maurice, Hohl Fabienne, Marazzi Luca, Eusebio Ivo, Zünd Andreas, Kiss Christina, Seiler Hans-jörg, Mathys Hans, Aubry Girardin Florence, Jacquemoud-Rosari Laura, Donzallaz Yves

2. Réélection des juges suppléants

**03.12.2008 Assemblée fédérale (Chambres réunies).** Brahier Franchetti Danièle, Riemer Michael, Geiser Thomas, Pont Veuthey Marie-Claire, Stamm Hurter Cornelia, Gianella Brioschi Luisa, Camenzind Alois, Ramelli Franco, Berthoud Pierre-André, Foglia Aldo, Brunner Andreas, Weber Richard, Geiser Christian, Boinay Pierre, Chaix François, Buerki Moreni Michela, Locher Peter, Brunner Alexander, Greiner Georges

3. Election complémentaire de 4 juges fédéraux

**01.10.2008 Assemblée fédérale (Chambres réunies).** Maillard Marcel, Niquille-Eberle Martha, Pfiffner Rauber Brigitte, von Werdt Nicolas

#### x 9/08.206 cr Tribunal administratif fédéral. Election d'un membre

Election d'un membre

**03.12.2008 Assemblée fédérale (Chambres réunies).** Monsieur Alain Chablais

#### x 10/08.207 cr Tribunal fédéral. Présidence et vice-présidence

1. Président pour 2009 et 2010

**03.12.2008 Assemblée fédérale (Chambres réunies).** Monsieur Lorenz Meyer

2. Vice-présidence pour 2009 et 2010

**03.12.2008 Assemblée fédérale (Chambres réunies).** Madame Susanne Leuzinger-Naef

x 11/08.213 *cr* Conseil fédéral

1. Election d'un membre du Conseil fédéral (en remplacement de Monsieur Samuel Schmid, démissionnaire)

**10.12.2008 Assemblée fédérale (Chambres réunies).** Monsieur Ueli Maurer, conseiller national

2. Election de la Présidence de la Confédération pour 2009

**10.12.2008 Assemblée fédérale (Chambres réunies).** Monsieur Hans-Rudolf Merz, vice-président du Conseil fédéral

3. Election de la vice-présidence du Conseil fédéral pour 2009

**10.12.2008 Assemblée fédérale (Chambres réunies).** Madame Doris Leuthard, conseillère fédérale

## Objets du Conseil fédéral

*Département des affaires étrangères*x 12/08.030 *n* **Coopération technique et aide financière en faveur des pays en développement 2008-2011. Continuation**

Message du 14 mars 2008 concernant la continuation de la coopération technique et de l'aide financière en faveur des pays en développement (FF 2008 2595)

*CN/CE Commission de politique extérieure*

Voir objet 08.028 MCF

Voir objet 08.3242 Mo. CPE-CN (08.028)

Arrêté fédéral concernant la continuation de la coopération technique et de l'aide financière en faveur des pays en développement

**10.06.2008 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**18.09.2008 Conseil des Etats.** Divergences.

**02.12.2008 Conseil national.** Divergences.

**08.12.2008 Conseil des Etats.** Adhésion.

x 13/08.038 *n* **Traités internationaux conclus en 2007. Rapport**

Rapport du Conseil fédéral du 14 mai 2008 sur les traités internationaux conclus en 2007 (FF 2008 4151)

*CN/CE Commission de politique extérieure*

**01.10.2008 Conseil national.** Pris acte du rapport.

**08.12.2008 Conseil des Etats.** Pris acte du rapport.

x 14/08.039 *é* **Convention des Nations Unies sur le droit de la mer**

Message du 14 mai 2008 concernant la Convention de l'ONU du 10 décembre 1982 sur le droit de la mer et l'Accord du 28 juillet 1994 relatif à l'application de la partie XI de la Convention sur le droit de la mer (FF 2008 3653)

*CN/CE Commission de politique extérieure*

Arrêté fédéral portant approbation de la Convention de l'ONU sur le droit de la mer et de l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention sur le droit de la mer

**18.09.2008 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**02.12.2008 Conseil national.** Adhésion.

**19.12.2008 Conseil des Etats.** L'arrêté est adopté en votation finale.

**19.12.2008 Conseil national.** L'arrêté est adopté en votation finale.

Feuille fédérale 2009 233; délai référendaire: 16 avril 2009

x 15/08.043 *n* **Conseil de l'Europe. Rapport du Conseil fédéral**

Rapport du Conseil fédéral du 21 mai 2008 sur les activités de la Suisse au Conseil de l'Europe en 2007 (FF 2008 4045)

*CN/CE Commission de politique extérieure*

**17.09.2008 Conseil national.** Pris acte du rapport.

**08.12.2008 Conseil des Etats.** Pris acte du rapport.

Voir objet 08.045 MCF

x **16/08.045 n La Suisse et les conventions du Conseil de l'Europe. 9ème rapport**

Neuvième rapport du Conseil fédéral du 14 mai 2008 sur la Suisse et les conventions du Conseil de l'Europe (FF 2008 4077)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

**17.09.2008 Conseil national.** Pris acte du rapport.

**08.12.2008 Conseil des Etats.** Pris acte du rapport.

Voir objet 08.017 OP

Voir objet 08.043 MCF

**17/08.063 n FIPOI. Aides financières au CICR**

Message du 10 septembre 2008 relatif à l'octroi d'un prêt à la FIPOI destiné à financer la construction par le CICR d'une halle logistique à Genève (FF 2008 7211)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

Arrêté fédéral relatif à l'octroi d'un prêt à la FIPOI destiné à financer la construction par le CICR d'une halle logistique à Genève

**02.12.2008 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**18/08.065 é Politique de désarmement et maîtrise des armements de la Suisse. Rapport 2008**

Rapport du 10 septembre 2008 sur la politique de la Suisse en matière de maîtrise des armements et de désarmement (FF 2008 7253)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

**08.12.2008 Conseil des Etats.** Pris acte du rapport.

**Département de l'intérieur**

**19/02.088 é Fondation Musée national suisse**

Message du 29 novembre 2002 relatif à la loi fédérale sur la fondation Musée national suisse (FF 2003 475)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

Voir objet 06.3017 Mo. CSEC-CN (02.088)

1. Loi fédérale sur la fondation Musée national suisse (Loi sur le Musée national suisse, LMu)

**15.12.2005 Conseil des Etats.** Le conseil entre en matière et renvoie le projet au Conseil fédéral afin qu'il soumette au Parlement un message qui tienne compte des orientations futures de la politique des musées (rapport DFI du 26.10.2005).

**14.03.2006 Conseil national.** Adhésion à la décision de renvoi.

**13.03.2008 Conseil des Etats.** Le projet est classé (voir nouveau message 07.075 é).

2. Arrêté fédéral allouant un plafond de dépenses à la fondation Musée national suisse pour la période 2005 - 2008

**13.03.2008 Conseil des Etats.** Le projet est classé (voir nouveau message 07.075 é).

**20/04.032 én Loi sur l'assurance-maladie. Révision partielle. Liberté de contracter**

Message du 26 mai 2004 relatif à la révision partielle de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (liberté de contracter) (FF 2004 4055)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

1. Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (Liberté de contracter)

**18.12.2008 Conseil des Etats.** Ne pas entrer en matière.

2. Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (Admission selon le besoin)

**06.12.2007 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet de la Commission.

**05.03.2008 Conseil national.** Ne pas entrer en matière

**27.05.2008 Conseil des Etats.** Divergences.

**04.06.2008 Conseil national.** Divergences.

**05.06.2008 Conseil des Etats.** Adhésion.

**10.06.2008 Conseil des Etats.** La clause d'urgence est adoptée.

**11.06.2008 Conseil national.** La clause d'urgence est adoptée.

**13.06.2008 Conseil des Etats.** La loi est adoptée en votation finale.

**13.06.2008 Conseil national.** La loi est adoptée en votation finale.

Feuille fédérale 2008 4859; Recueil officiel du droit fédéral 2008 2917.

**21/04.034 én Loi sur l'assurance-maladie. Révision partielle. Participation aux coûts**

Message du 26 mai 2004 relatif à la modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (participation aux coûts) (FF 2004 4121)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (Participation aux coûts)

**21.09.2004 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**22/04.062 é Loi sur l'assurance-maladie. Révision partielle. Managed-Care**

Message du 15 septembre 2004 relatif à la révision partielle de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (Managed Care) (FF 2004 5257)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

1. Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (Managed Care)

**05.12.2006 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

2. Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (Prix des médicaments)

**13.06.2007 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet de la Commission.

**04.12.2007 Conseil national.** Divergences.

**04.03.2008 Conseil des Etats.** Divergences.

**04.06.2008 Conseil national.** Divergences.

**17.09.2008 Conseil des Etats.** Divergences.

**18.09.2008 Conseil national.** Divergences.

**01.10.2008 Conseil des Etats.** Décision conforme à la proposition de la Conférence de conciliation.

**01.10.2008 Conseil national.** La proposition de la Conférence de conciliation est rejetée.

#### **23/05.093 n 11ème révision de l'AVS. Mesures relatives aux prestations**

Message du 21 décembre 2005 concernant la 11e révision de l'AVS (nouvelle version). Premier message concernant le Fonds de compensation de l'AVS, l'uniformisation de l'âge de la retraite à 65 ans pour les hommes et les femmes, l'assouplissement de l'anticipation et de l'ajournement de la retraite, la suppression de la franchise en faveur des retraités actifs, des mesures relatives à la mise en oeuvre de l'assurance (FF 2006 1917)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

Loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) (1re partie de la 11e révision de l'AVS)

**18.03.2008 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

#### **24/05.094 n 11ème révision de l'AVS. Introduction d'une prestation de préretraite**

Message du 21 décembre 2005 concernant la 11e révision de l'AVS (nouvelle version). Second message concernant l'introduction d'une prestation de préretraite (FF 2006 2019)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

Loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (LPC) (2e partie de la 11e révision de l'AVS: introduction d'une prestation de préretraite)

**18.03.2008 Conseil national.** Ne pas entrer en matière

#### **x 25/06.092 é Prévoyance professionnelle. Taux de conversion**

Message du 22 novembre 2006 concernant la modification de la loi fédérale sur la prévoyance vieillesse, survivants et invalidité (adaptation du taux de conversion minimal) (FF 2006 8969)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) (Taux de conversion minimal)

**12.06.2007 Conseil des Etats.** La loi fédérale a été rejetée au vote sur l'ensemble.

**24.09.2008 Conseil national.** Divergences.

**11.12.2008 Conseil des Etats.** Adhésion.

**19.12.2008 Conseil des Etats.** La loi est adoptée en votation finale.

**19.12.2008 Conseil national.** La loi est adoptée en votation finale.

Feuille fédérale 2009 19; délai référendaire: 16 avril 2009

#### **26/07.043 n Loi sur l'encouragement de la culture**

Message du 8 juin 2007 relatif à la loi fédérale sur l'encouragement de la culture (Loi sur l'encouragement de la culture, LEC) (FF 2007 4579)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

Voir objet 07.044 MCF

Voir objet 08.3448 Mo. CSEC-CN (07.043)

Loi fédérale sur l'encouragement de la culture (Loi sur l'encouragement de la culture, LEC)

**30.09.2008 Conseil national.** Le Conseil national interrompt les délibérations après l'examen de l'article 9, suite ultérieure.

#### **27/07.044 n Loi Pro Helvetia**

Message du 8 juin 2007 concernant la loi fédérale sur la fondation Pro Helvetia (Loi Pro Helvetia, LPH) (FF 2007 4617)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

Voir objet 07.043 MCF

Loi fédérale sur la fondation Pro Helvetia (Loi Pro Helvetia, LPH)

**30.09.2008 Conseil national.** Il est décidé d'entrer en matière.

#### **28/07.055 é LPP. Révision partielle. Réforme structurelle**

Message du 15 juin 2007 concernant la révision de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (réforme structurelle) (FF 2007 5381)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

1. Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) (Réforme structurelle)

**16.09.2008 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

2. Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) (Mesures destinées à faciliter la participation des travailleurs âgés au marché de l'emploi)

**16.09.2008 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

#### **29/07.072 n Recherche sur l'être humain. Article constitutionnel**

Message du 12 septembre 2007 relatif à l'article constitutionnel concernant la recherche sur l'être humain (FF 2007 6345)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

Arrêté fédéral relatif à un article constitutionnel concernant la recherche sur l'être humain

**15.09.2008 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**11.12.2008 Conseil des Etats.** Divergences.

### **30/07.074 é n Programme MEDIA 2007-2013. Accord avec la Communauté Européenne**

Message du 21 septembre 2007 portant approbation de l'accord sur la participation de la Suisse au programme MEDIA de l'UE pour les années 2007-2013 et d'un arrêté fédéral concernant le financement de la participation (FF 2007 6313)

Message additionnel du 26 novembre 2008 au message du 21 septembre 2007 portant approbation de l'accord sur la participation de la Suisse au Programme communautaire MEDIA pour les années 2007 à 2013 et relatif à un arrêté fédéral portant sur le financement de la participation; Modification de la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision (FF 2008 8165)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

1. Arrêté fédéral portant approbation de l'accord sur la participation suisse au programme communautaire MEDIA pour les années 2007 à 2013

**06.12.2007 Conseil des Etats.** Renvoi au Conseil fédéral.

**10.12.2007 Conseil national.** Adhésion.

2. Arrêté fédéral concernant le financement de la participation de la Suisse au programme communautaire MEDIA pour les années 2007 à 2013

**06.12.2007 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**10.12.2007 Conseil national.** Adhésion.

Feuille fédérale 2008 1905

3. Arrêté fédéral portant approbation de l'accord sur la participation suisse au programme communautaire MEDIA pour les années 2007 à 2013

4. Arrêté fédéral portant sur le financement de la participation suisse au programme communautaire MEDIA pour les années 2010 à 2013

5. Loi fédérale sur la radio et la télévision

### **31/07.075 é Musées et collections de la Confédération. Loi**

Message du 21 septembre 2007 concernant la loi fédérale sur les musées et les collections de la Confédération (FF 2007 6437)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

Loi fédérale sur les musées et les collections de la Confédération (Loi sur les musées et les collections, LMC)

**13.03.2008 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

### **32/08.033 é Projet de recherche sur la fusion ITER. Participation de la Suisse**

Message du 23 avril 2008 relatif à l'approbation de deux échanges de lettres entre la Suisse et la Communauté européenne de l'énergie atomique concernant la participation de la Suisse au projet de recherche sur la fusion ITER (FF 2008 3137)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

Arrêté fédéral portant approbation de deux échanges de lettres entre la Suisse et la Communauté européenne de l'énergie ato-

mique (Euratom) relatifs à la participation de la Suisse au projet de recherche sur la fusion ITER

**16.09.2008 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

### **33/08.047 n Loi fédérale sur l'assurance-accident. Modification**

Message du 30 mai 2008 relatif à la modification de la loi fédérale sur l'assurance-accidents (Assurance-accidents et prévention des accidents; organisation et activités accessoires de la CNA) (FF 2008 4877)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

1. Loi fédérale sur l'assurance-accidents (LAA) (Assurance-accidents et prévention des accidents)

2. Loi fédérale sur l'assurance-accidents (LAA) (Organisation et activités accessoires de la CNA)

### **34/08.064 n Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine. Protocole additionnel**

Message du 10 septembre 2008 portant approbation du Protocole additionnel à la Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine relatif à la transplantation d'organes et de tissus d'origine humaine (FF 2008 7229)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

Arrêté fédéral portant approbation du Protocole additionnel à la Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine relatif à la transplantation d'organes et de tissus d'origine humaine

### **35/08.069 é LPP. Financement des institutions de prévoyance du droit public**

Message du 19 septembre 2008 relatif à la modification de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (Financement des institutions de prévoyance de corporations de droit public) (FF 2008 7619)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) (Financement des institutions de prévoyance de corporations de droit public)

### **36/08.070 é Conseil des EPF. Période de prestations 2004-2007**

Rapport final du 19 septembre 2008 du Conseil des EPF au Conseil fédéral sur la période de prestations 2004-2007

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

Arrêté fédéral approuvant le rapport du Conseil des EPF sur la période de prestations 2004-2007

**11.12.2008 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

## Département de justice et police

### 37/01.080 é Réforme de la direction de l'Etat

Message du 19 décembre 2001 relatif à la réforme de la direction de l'Etat (FF 2002 1979)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

1. Arrêté fédéral concernant la réforme de la direction de l'Etat

**04.03.2003 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**10.03.2004 Conseil national.** Entrer en matière et renvoi au Conseil fédéral.

**03.06.2004 Conseil des Etats.** Renvoi au Conseil fédéral.

2. Loi fédérale sur la réforme de l'organisation du gouvernement

**04.03.2003 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**10.03.2004 Conseil national.** Entrer en matière et renvoi au Conseil fédéral.

**03.06.2004 Conseil des Etats.** Renvoi au Conseil fédéral.

3. Ordonnance de l'Assemblée fédérale concernant les traitements et la prévoyance professionnelle des magistrats

**04.03.2003 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas entrer en matière.

**10.03.2004 Conseil national.** Entrer en matière et renvoi au Conseil fédéral.

**03.06.2004 Conseil des Etats.** Renvoi au Conseil fédéral.

### 38/05.092 é Procédure pénale. Unification

Message du 21 décembre 2005 relatif à l'unification du droit de la procédure pénale (FF 2006 1057).

Rapport additionnel du 22 août 2007 (Commentaire des modifications apportées au projet du Conseil fédéral de procédure pénale applicable aux mineurs, PPMIn, du 21.12.2005, FF 2008 2759)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Voir objet 07.3281 Mo. CAJ-CN (05.092)

1. Code de procédure pénale suisse (Code de procédure pénale, CPP)

**11.12.2006 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**20.06.2007 Conseil national.** Divergences.

**20.09.2007 Conseil des Etats.** Divergences.

**25.09.2007 Conseil national.** Divergences.

**27.09.2007 Conseil des Etats.** Divergences.

**02.10.2007 Conseil national.** Adhésion.

**05.10.2007 Conseil des Etats.** La loi est adoptée en votation finale.

**05.10.2007 Conseil national.** La loi est adoptée en votation finale.

Feuille fédérale 2007 6583; délai référendaire: 24 janvier 2008

2. Loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs (Procédure pénale applicable aux mineurs, PPMIn)

**11.12.2007 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**22.09.2008 Conseil national.** Divergences.

**04.12.2008 Conseil des Etats.** Divergences.

### x 39/06.062 é Code de procédure civile suisse

Message du 28 juin 2006 relatif au code de procédure civile suisse (FF 2006 6841)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Code de procédure civile (CPC)

**21.06.2007 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**29.05.2008 Conseil national.** Le Conseil national interrompt les délibérations après l'examen de l'art. 111, suite ultérieure.

**12.06.2008 Conseil national.** Divergences.

**29.09.2008 Conseil des Etats.** Divergences.

**02.12.2008 Conseil national.** Divergences.

**04.12.2008 Conseil des Etats.** Adhésion.

**19.12.2008 Conseil des Etats.** La loi est adoptée en votation finale.

**19.12.2008 Conseil national.** La loi est adoptée en votation finale.

Feuille fédérale 2009 21; délai référendaire: 16 avril 2009

### x 40/06.063 é CC. Protection de l'adulte, droit des personnes et droit de la filiation

Message du 28 juin 2006 concernant la révision du code civil suisse (Protection de l'adulte, droit des personnes et droit de la filiation) (FF 2006 6635)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Code civil suisse (Protection de l'adulte, droit des personnes et droit de la filiation)

**27.09.2007 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**03.10.2008 Conseil national.** Divergences.

**04.12.2008 Conseil des Etats.** Divergences.

**11.12.2008 Conseil national.** Adhésion.

**19.12.2008 Conseil des Etats.** La loi est adoptée en votation finale.

**19.12.2008 Conseil national.** La loi est adoptée en votation finale.

Feuille fédérale 2009 139; délai référendaire: 16 avril 2009

### 41/06.105 é Nations Unies. Protocole facultatif contre la torture

Message du 8 décembre 2006 portant approbation et mise en oeuvre du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (FF 2007 261)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Arrêté fédéral portant approbation et mise en oeuvre du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

**11.12.2007 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**18.12.2008 Conseil national.** Divergences.

### 42/07.052 n Acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger. Loi. Abrogation

Message du 4 juillet 2007 concernant l'abrogation de la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (FF 2007 5455)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

Voir objet 07.062 MCF

Loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger

**12.03.2008 Conseil national.** Entrer en matière et renvoi au Conseil fédéral

**11.06.2008 Conseil des Etats.** Adhésion.

**43/07.061 é CC. Cédula hypothécaire de registre et autres modifications des droits réels**

Message du 27 juin 2007 concernant la révision du code civil suisse (Cédula hypothécaire de registre et autres modifications des droits réels) (FF 2007 5015)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Code civil suisse (Cédula hypothécaire de registre et autres modifications des droits réels)

**04.06.2008 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**44/07.078 n Convention des Nations Unies contre la corruption**

Message du 21 septembre 2007 concernant la Convention des Nations Unies contre la corruption (FF 2007 6931)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Arrêté fédéral portant approbation de la Convention des Nations Unies contre la corruption

**11.12.2008 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**x 45/07.096 n Coopération transfrontalière en matière judiciaire, policière et douanière. Accord avec la République française**

Message du 7 décembre 2007 concernant l'Accord avec le Gouvernement de la République française relatif à la coopération transfrontalière en matière judiciaire, policière et douanière (FF 2008 205)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Arrêté fédéral portant approbation de l'Accord entre la Suisse et la France relatif à la coopération transfrontalière en matière judiciaire, policière et douanière

**22.09.2008 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**17.12.2008 Conseil des Etats.** Adhésion.

**19.12.2008 Conseil national.** L'arrêté est adopté en votation finale.

**19.12.2008 Conseil des Etats.** L'arrêté est adopté en votation finale.

Feuille fédérale 2009 235; délai référendaire: 16 avril 2009

**46/07.098 é Loi sur les conseils en brevets**

Message du 7 décembre 2007 concernant la loi sur les conseils en brevet (FF 2008 327)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Loi sur les conseils en brevets

**29.09.2008 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**18.12.2008 Conseil national.** Divergences.

**47/07.099 é Tribunal fédéral des brevets. Loi**

Message du 7 décembre 2007 concernant la loi sur le Tribunal fédéral des brevets (FF 2008 373)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Loi sur le Tribunal fédéral des brevets (LTFB)

**29.09.2008 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**18.12.2008 Conseil national.** Divergences.

2. Ordonnance de l'Assemblée fédérale sur les juges du Tribunal fédéral des brevets (Ordonnance sur les juges du Tribunal fédéral des brevets) (Projet de la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats)

**29.09.2008 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet de la Commission.

**18.12.2008 Conseil national.** Adhésion.

**x 48/08.010 n Loi sur les brevets. Choix du régime de l'épuisement en droit des brevets**

Message du 21 décembre 2007 relatif à la modification de la loi sur les brevets (Choix du régime de l'épuisement en droit des brevets) (FF 2008 257)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Loi fédérale sur les brevets d'invention (Loi sur les brevets, LBI)

**05.06.2008 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**24.09.2008 Conseil des Etats.** Divergences.

**02.10.2008 Conseil national.** Divergences.

**04.12.2008 Conseil des Etats.** Divergences.

**15.12.2008 Conseil national.** Adhésion.

**19.12.2008 Conseil national.** La loi est adoptée en votation finale.

**19.12.2008 Conseil des Etats.** La loi est adoptée en votation finale.

Feuille fédérale 2009 195; délai référendaire: 16 avril 2009

**49/08.011 é CO. Droit de la société anonyme et droit comptable**

Message du 21 décembre 2007 concernant la révision du code des obligations (Droit de la société anonyme et droit comptable; adaptation des droits de la société en nom collectif, de la société en commandite, de la société à responsabilité limitée, de la société coopérative, du registre du commerce et des raisons de commerce) (FF 2008 1407)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Code des obligations. (Droit de la société anonyme et droit comptable; adaptation des droits de la société en nom collectif, de la société en commandite, de la société à responsabilité limitée, de la société coopérative, du registre du commerce et des raisons de commerce)

#### **50/08.034 n Cour pénale internationale. Mise en oeuvre du Statut de Rome**

Message du 23 avril 2008 relatif à la modification de lois fédérales en vue de la mise en oeuvre du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (FF 2008 3461)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Loi fédérale portant modification de lois fédérales en vue de la mise en oeuvre du Statut de Rome de la Cour pénale internationale

#### **51/08.035 n Ressortissants suisses à l'étranger. Création de bases légales**

Message du 23 avril 2008 relatif à la loi fédérale sur la création de bases légales pour deux ordonnances relatives aux ressortissants suisses à l'étranger (FF 2008 3165)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

Loi fédérale sur la création de bases légales pour l'assistance financière des ressortissants suisses à l'étranger

**18.12.2008 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

#### **x 52/08.056 én Constitutions des cantons de Berne, d'Obwald, de Schaffhouse, d'Argovie et de Genève. Garantie**

Message du 2 juillet 2008 concernant la garantie des Constitutions révisées des cantons de Berne, d'Obwald, de Schaffhouse, d'Argovie et de Genève (FF 2008 5497)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

Arrêté fédéral accordant la garantie fédérale à des constitutions cantonales révisées

**01.12.2008 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**18.12.2008 Conseil national.** Adhésion.

#### **53/08.061 n Contre la construction de minarets. Initiative populaire**

Message du 27 août 2008 concernant l'initiative populaire "Contre la construction de minarets" (FF 2008 6923)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire "contre la construction de minarets"

#### **54/08.066 é Loi sur l'organisation des autorités pénales**

Message du 10 septembre 2008 relatif à la loi fédérale sur l'organisation des autorités pénales de la Confédération (loi sur l'organisation des autorités pénales, LOAP) (FF 2008 7371)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Loi fédérale sur l'organisation des autorités pénales de la Confédération (Loi sur l'organisation des autorités pénales, LOAP)

#### **55/08.078 n Simplification de l'échange d'informations entre les services répressifs (Développement de l'acquis de Schengen)**

Message du 19 novembre 2008 relatif à l'arrêté fédéral portant approbation et mise en oeuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'Union européenne sur la reprise de la décision-cadre 2006/960/JAI relative à la simplification de l'échange d'informations entre les services répressifs (Développement de l'acquis de Schengen) (FF 2008 8123)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Arrêté fédéral portant approbation et mise en oeuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'Union européenne sur la reprise de la décision-cadre 2006/960/JAI relative à la simplification de l'échange d'informations entre les services répressifs (Développement de l'acquis de Schengen)

#### **56/08.080 é Contre les rémunérations abusives. Initiative populaire. CO. Modification**

Message du 5 décembre 2008 relatif à l'initiative populaire "Contre les rémunérations abusives" et à la révision du Code des Obligations (droit de la société anonyme) (FF 2009 265)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire "contre les rémunérations abusives"

2. Code des obligations (Droit de la société anonyme)

#### **Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports**

#### **57/07.057 n Loi instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure. Modification**

Message du 15 juin 2007 relatif à la modification de la loi instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure (LMSI) (Moyens spéciaux de recherche d'informations) (FF 2007 4773)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure (Moyens spéciaux de recherche d'informations)

**17.12.2008 Conseil national.** Ne pas entrer en matière.

#### **x 58/08.024 é Programme d'armement 2008**

Message du 20 février 2008 sur l'acquisition de matériel d'armement (Programme d'armement 2008) (FF 2008 1637)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

Arrêté fédéral sur l'acquisition de matériel d'armement (Programme d'armement 2008)

**11.06.2008 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**24.09.2008 Conseil national.** L'arrêté fédéral a été rejeté au vote sur l'ensemble.

**29.09.2008 Conseil des Etats.** Divergences.

**16.12.2008 Conseil national.** Adhésion.

**59/08.027 n Loi sur l'armée et l'administration militaire et loi sur les systèmes d'information de l'armée. Modification de la législation militaire**

Message du 7 mars 2008 concernant la modification de la législation militaire (loi sur l'armée et l'administration militaire et loi sur les systèmes d'information de l'armée) (FF 2008 2911)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

1. Loi fédérale sur l'armée et l'administration militaire (LAAM)

**02.06.2008 Conseil national.** Le Conseil national interrompt les délibérations après l'examen du chiffre III, suite ultérieurement.

**13.06.2008 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**15.09.2008 Conseil des Etats.** Divergences.

**09.12.2008 Conseil national.** Divergences.

2. Loi fédérale sur les systèmes d'information de l'armée (LSIA)

**13.06.2008 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**15.09.2008 Conseil des Etats.** Divergences.

**23.09.2008 Conseil national.** Adhésion.

**03.10.2008 Conseil national.** La loi est adoptée en votation finale.

**03.10.2008 Conseil des Etats.** La loi est adoptée en votation finale.

Feuille fédérale 2008 7505; Délai référendaire: 22 janvier 2009

**Département des finances**

**60/04.074 é Imposition des participations de collaborateur. Loi**

Message du 17 novembre 2004 sur la loi fédérale régissant l'imposition des participations de collaborateur (FF 2005 519)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Loi fédérale sur l'imposition des participations de collaborateur

**31.05.2005 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**07.03.2006 Conseil national.** Divergences.

**10.06.2008 Conseil des Etats.** Divergences.

**x 61/07.053 n Loi sur l'imposition du tabac. Modification**

Message du 21 décembre 2007 relatif à la modification de la loi fédérale sur l'imposition du tabac (FF 2008 447)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Loi fédérale sur l'imposition du tabac (LTab)

**02.10.2008 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**02.12.2008 Conseil des Etats.** Adhésion.

**19.12.2008 Conseil national.** La loi est adoptée en votation finale.

**19.12.2008 Conseil des Etats.** La loi est adoptée en votation finale.

Feuille fédérale 2009 197; délai référendaire: 16 avril 2009

**62/08.012 n Loi relative à la vignette autoroutière**

Message du 30 janvier 2008 concernant la loi relative à la vignette autoroutière (FF 2008 1215)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

Loi fédérale concernant la redevance pour l'utilisation des routes nationales (Loi relative à la vignette autoroutière, LURN)

**x 63/08.041 né Budget 2009**

Message du 20 août 2008 concernant le budget de la Confédération suisse pour l'an 2009

CN/CE *Commission des finances*

Voir objet 08.042 MCF

1. Arrêté fédéral I concernant le budget pour l'an 2009

**11.12.2008 Conseil national.** Divergences.

**15.12.2008 Conseil des Etats.** Divergences.

**16.12.2008 Conseil national.** Adhésion.

2. Arrêté fédéral II concernant les prélèvements sur le fonds pour les grands projets ferroviaires pour l'année 2009

**11.12.2008 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**15.12.2008 Conseil des Etats.** Adhésion.

3. Arrêté fédéral III concernant les prélèvements sur le fonds d'infrastructure en 2009

**11.12.2008 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**15.12.2008 Conseil des Etats.** Adhésion.

4. Arrêté fédéral IV concernant le budget du domaine des écoles polytechniques fédérales (domaine des EPF) pour l'année 2009

**11.12.2008 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**15.12.2008 Conseil des Etats.** Adhésion.

5. Arrêté fédéral V concernant le budget de la Régie fédérale des alcools pour l'année 2009

**11.12.2008 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**15.12.2008 Conseil des Etats.** Adhésion.

**x 64/08.042 né Budget 2008. Supplément II**

Message du 26 septembre 2008 concernant le supplément II au budget 2008

CN/CE *Commission des finances*

Voir objet 08.041 MCF

Arrêté fédéral concernant le second supplément au budget 2008

**08.12.2008 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**15.12.2008 Conseil des Etats.** Adhésion.

**65/08.044 é Double imposition. Convention avec la Colombie**

Message du 21 mai 2008 concernant une convention de double imposition avec la Colombie (FF 2008 4011)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

CE *Commission de politique extérieure*

Arrêté fédéral approuvant une nouvelle convention de double imposition avec la Colombie

**23.09.2008 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

x **66/08.049 é Message 2008 sur les constructions civiles**

Message du 30 mai 2008 concernant les projets de construction et l'acquisition de terrains et d'immeubles du secteur civil (Message 2008 sur les constructions civiles) (FF 2008 5325)

CN *Commission des constructions publiques*

CE *Commission des finances*

Arrêté fédéral concernant les projets de construction et l'acquisition de terrains et d'immeubles du secteur civil (Message 2008 sur les constructions civiles)

**23.09.2008 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**16.12.2008 Conseil national.** Adhésion.

**67/08.051 é Rapport 2008 sur les subventions**

Rapport 2008 sur les subventions du 30 mai 2008 (FF 2008 5651)

CN/CE *Commission des finances*

**68/08.053 n Simplification de la TVA**

Message du 25 juin 2008 sur la simplification de la TVA (FF 2008 6277)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Loi fédérale régissant la taxe sur la valeur ajoutée
2. Loi fédérale régissant la taxe sur la valeur ajoutée
3. Arrêté fédéral sur la simplification de la taxe sur la valeur ajoutée

x **69/08.057 né Plan financier 2010-2012. Rapport**

Rapport du Conseil fédéral du 20 août 2008 sur le plan financier 2010-2012

CN/CE *Commission des finances*

**11.12.2008 Conseil national.** Pris acte du rapport.

**15.12.2008 Conseil des Etats.** Pris acte du rapport.

x **70/08.059 én Double imposition. Convention avec la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord**

Message du 27 août 2008 concernant un protocole modifiant la Convention de double imposition avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord (FF 2008 6973)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

CE *Commission de politique extérieure*

Arrêté fédéral relatif à l'approbation d'un protocole modifiant la convention de double imposition avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

**02.12.2008 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**16.12.2008 Conseil national.** Adhésion.

**71/08.068 é Révision LFC. Règle complémentaire au frein à l'endettement**

Message du 19 septembre 2008 sur la règle complétant le frein à l'endettement (Révision de la loi sur les finances) (FF 2008 7693)

CN/CE *Commission des finances*

Loi sur les finances de la Confédération (Loi sur les finances, LFC)

**17.12.2008 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**72/08.075 é Double imposition. Convention avec le Chili**

Message du 29 octobre 2008 concernant une convention en vue d'éviter les doubles impositions avec la République du Chili (FF 2008 7967)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

CE *Commission de politique extérieure*

Arrêté fédéral approuvant une convention en vue d'éviter les doubles impositions avec le Chili

x **73/08.076 én Loi sur les banques. Modification**

Message du 5 novembre 2008 concernant la modification de la loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne (Loi sur les banques) (FF 2008 7951)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne (Loi sur les banques, LB) (Renforcement de la protection des déposants)

**02.12.2008 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**08.12.2008 Conseil national.** Divergences.

**09.12.2008 Conseil des Etats.** Divergences.

**11.12.2008 Conseil national.** Divergences.

**15.12.2008 Conseil des Etats.** Adhésion; la clause d'urgence est adoptée.

**16.12.2008 Conseil national.** La clause d'urgence est adoptée.

**19.12.2008 Conseil des Etats.** La loi est adoptée en votation finale.

**19.12.2008 Conseil national.** La loi est adoptée en votation finale.

Feuille fédérale 2009 237; délai référendaire: 16 avril 2009

Recueil officiel du droit fédéral 2009 55

x **74/08.077 né Ensemble de mesures destinées à renforcer le système financier suisse**

Message du 5 novembre 2008 concernant un train de mesures destinées à renforcer le système financier suisse (FF 2008 8027)

CN/CE *Commission des finances*

Arrêté fédéral relatif à un crédit pour la recapitalisation de l'UBS SA

**08.12.2008 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**09.12.2008 Conseil des Etats.** Divergences.

**11.12.2008 Conseil national.** Divergences.

**15.12.2008 Conseil des Etats.** Adhésion.

**75/08.082 n Aide monétaire internationale. Poursuite**

Message du 19 décembre 2008 concernant la poursuite de l'aide monétaire internationale (FF 2009 )

CN/CE *Commission de politique extérieure*

Arrêté fédéral sur l'aide monétaire internationale (Arrêté sur l'aide monétaire, AAM)

**Département de l'économie****x 76/08.028 n Coopération au développement. Financement des mesures de politique économique et commerciale. Continuation**

Message du 7 mars 2008 concernant le financement des mesures de politique économique et commerciale au titre de la coopération au développement (FF 2008 2683)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

Voir objet 08.030 MCF

Voir objet 08.3242 Mo. CPE-CN (08.028)

Arrêté fédéral concernant le financement des mesures de politique économique et commerciale au titre de la coopération au développement

**10.06.2008 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**18.09.2008 Conseil des Etats.** Divergences.

**02.12.2008 Conseil national.** Divergences.

**08.12.2008 Conseil des Etats.** Adhésion.

**77/08.036 n Contre les mauvais traitements envers les animaux et pour une meilleure protection juridique de ces derniers (Initiative pour l'institution d'un avocat de la protection des animaux). Initiative populaire**

Message du 14 mai 2008 relatif à l'initiative populaire "Contre les mauvais traitements envers les animaux et pour une meilleure protection juridique de ces derniers (Initiative pour l'institution d'un avocat de la protection des animaux)" (FF 2008 3883)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire "Contre les mauvais traitements envers les animaux et pour une meilleure protection juridique de ces derniers (initiative pour l'institution d'un avocat de la protection des animaux)"

**x 78/08.048 n Conférence internationale du Travail. 94e, 95e et 96e sessions**

Rapport du 30 mai 2008 sur les travaux et les instruments adoptés lors des 94e, 95e et 96e sessions de la Conférence internationale du Travail (CIT) (FF 2008 5053)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**25.09.2008 Conseil national.** Pris acte du rapport.

**10.12.2008 Conseil des Etats.** Pris acte du rapport.

**79/08.054 é Loi sur les entraves techniques au commerce**

Message du 25 juin 2008 concernant la révision partielle de la loi fédérale sur les entraves techniques au commerce (FF 2008 6643)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Loi fédérale sur les entraves techniques au commerce

**80/08.055 é Loi sur la sécurité des produits**

Message du 25 juin 2008 concernant la loi sur la sécurité des produits (FF 2008 6771)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Loi fédérale sur la sécurité des produits

**81/08.060 n Pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre. Initiative populaire**

Message du 27 août 2008 concernant l'initiative populaire "Pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre" (FF 2008 6869)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire "Pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre"

**82/08.062 é Loi sur l'assurance-chômage. 4ème révision**

Message du 3 septembre 2008 relatif à la modification de la loi sur l'assurance-chômage (FF 2008 7029)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

Loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (Loi sur l'assurance-chômage, LACI)

**83/08.079 é Loi sur la recherche. Révision partielle**

Message du 5 décembre 2008 concernant la révision partielle de la loi fédérale sur la recherche (encouragement de l'innovation) (FF )

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**84/08.081 n CO. Bail à loyer et bail à ferme**

Message du 12 décembre 2008 relatif à la modification du code des obligations (bail à loyer et bail à ferme) (F 2009 311)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Code des obligations (CO) (Protection contre les loyers abusifs)

**85/09.007 én Politique économique extérieure 2008. Rapport**

Rapport du 14 janvier 2009 sur la politique économique extérieure 2008, Message concernant des accords économiques internationaux et Rapport concernant les mesures tarifaires prises pendant l'année 2008 (FF 2009 )

CN/CE *Commission de politique extérieure*

**Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication**

**86/01.083 é Convention alpine. Protocoles de mise en oeuvre**

Message du 19 décembre 2001 relatif à la ratification des protocoles de la Convention sur la protection des Alpes (Convention alpine) (FF 2002 2740)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

Voir objet 04.3260 Mo. CEATE-CE (01.083)

Arrêté fédéral concernant la ratification des protocoles de la Convention sur la protection des Alpes (Convention alpine)

**11.03.2003 Conseil des Etats.** Renvoi à la commission.

**15.06.2004 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**87/05.028 n Réforme des chemins de fer 2**

Message du 23 février 2005 sur la réforme des chemins de fer 2 (FF 2005 2269)

Message supplémentaire du 9 mars 2007 sur la réforme des chemins de fer 2 (révision des actes normatifs concernant les transports publics) (FF 2007 2517)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**03.10.2005 Conseil national.** L'entrée en matière est acceptée; le projet est cependant renvoyé au Conseil fédéral conformément à la proposition de la Commission des transports et des télécommunications.

**08.12.2005 Conseil des Etats.** Adhésion au renvoi au Conseil fédéral.

1. Loi fédérale sur le transport de voyageurs (LTV)
2. Loi fédérale sur le service de sécurité des entreprises de transport (LSST)
3. Loi fédérale sur les transports publics (LTP)
4. Loi fédérale sur les entreprises de transport par route (Loi sur les entreprises de transport par route, LETR)
5. Loi fédérale sur les chemins de fer (LCdF)
6. Loi fédérale portant modification de lois en raison de la deuxième réforme des chemins de fer
7. Arrêté fédéral sur la transformation du crédit de construction octroyé au BLS Chemin de fer du Loetschberg SA en prêt conditionnellement remboursable
8. Loi fédérale sur le service de sécurité des entreprises de transport (LSST) (du 9 mars 2007)
- 11.03.2008 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.
- 22.09.2008 Conseil des Etats.** Divergences.
9. Loi fédérale sur la réforme des chemins de fer 2 (Révision des actes normatifs concernant les transports publics) (du 9 mars 2007)
- 11.03.2008 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.
- 22.09.2008 Conseil des Etats.** Divergences.

10. Loi fédérale sur les transports publics (LTP) (Projet de la CTT-N du 15 octobre 2007)

**88/06.059 é Examen et contrôle de la sécurité technique. Loi**

Message du 9 juin 2006 concernant la loi sur le contrôle de la sécurité et la modification de lois fédérales conformément auxquelles la loi sur le contrôle de la sécurité est applicable (FF 2006 5651)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

1. Loi fédérale sur l'examen et le contrôle de la sécurité technique (Loi sur le contrôle de la sécurité, LCS)
2. Loi fédérale sur les installations de transport par conduites de combustibles ou carburants liquides ou gazeux (Loi sur les installations de transport par conduites, LITC)

**89/06.060 é Ouvrages d'accumulation. Loi**

Message du 9 juin 2006 relatif à une loi fédérale sur les ouvrages d'accumulation (FF 2006 5761)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

Loi fédérale sur les ouvrages d'accumulation (LOA)

**x 90/07.047 é Projet de législation concernant le trafic marchandises**

Message du 8 juin 2007 sur le projet de législation concernant le trafic marchandises (FF 2007 4147)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

1. Loi fédérale sur le transfert de la route au rail du transport lourd de marchandises à travers les Alpes (Loi sur le transfert du transport de marchandises, LTTM)
- 03.10.2007 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.
- 17.09.2008 Conseil national.** Divergences.
- 03.12.2008 Conseil des Etats.** Adhésion.
- 19.12.2008 Conseil des Etats.** La loi est adoptée en votation finale.
- 19.12.2008 Conseil national.** La loi est adoptée en votation finale.
- Feuille fédérale 2009 213; délai référendaire: 16 avril 2009
2. Arrêté fédéral allouant un plafond de dépenses pour promouvoir le trafic ferroviaire de marchandises à travers les Alpes (Dépliant voir projet 2a)
- 03.10.2007 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.
- 17.09.2008 Conseil national.** Divergences.
- 03.12.2008 Conseil des Etats.** Adhésion.
3. Loi fédérale sur les modifications du droit des transports
- 03.10.2007 Conseil des Etats.** Consultation suspendue (voir nouveau projet 4).
- 19.12.2007 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.
- 17.09.2008 Conseil national.** Divergences.
- 03.12.2008 Conseil des Etats.** Adhésion.

**19.12.2008 Conseil des Etats.** La loi est adoptée en votation finale.

**19.12.2008 Conseil national.** La loi est adoptée en votation finale.

Feuille fédérale 2009 217; délai référendaire: 16 avril 2009

4. Loi fédérale sur le transport de marchandises par des entreprises de chemin de fer, de transport à câbles ou de navigation (Loi sur le transport des marchandises, LTM)

**03.10.2007 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet de la Commission et au projet du Conseil fédéral.

**17.09.2008 Conseil national.** Divergences.

**03.12.2008 Conseil des Etats.** Adhésion.

**19.12.2008 Conseil des Etats.** La loi est adoptée en votation finale.

**19.12.2008 Conseil national.** La loi est adoptée en votation finale.

Feuille fédérale 2009 225; délai référendaire: 16 avril 2009

5. Arrêté fédéral allouant un plafond de dépenses pour la promotion du trafic combiné de marchandises ne traversant pas les Alpes (Projet de la Commission des transports et des télécommunications du Conseil des Etats du 4 septembre 2007; dépliant voir projet 2b)

**03.10.2007 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet de la Commission.

**17.09.2008 Conseil national.** Divergences.

**03.12.2008 Conseil des Etats.** Adhésion.

6. Arrêté fédéral allouant un plafond de dépenses pour la promotion du trafic marchandises sur les lignes à voie étroite (Projet de la Commission des transports et des télécommunications du Conseil des Etats du 4 septembre 2007; dépliant voir projet 2c)

**03.10.2007 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet de la Commission.

**17.09.2008 Conseil national.** Adhésion.

#### **91/07.060 é Eaux vivantes. Initiative populaire**

Message du 27 juin 2007 concernant l'initiative populaire "Eaux vivantes (Initiative pour la renaturation)" (FF 2007 5237)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire fédérale "Eaux vivantes (Initiative pour la renaturation)"

**01.10.2008 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral. Le délai imparti est prorogé jusqu'au 3 janvier 2010.

**09.12.2008 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé jusqu'au 3 janvier 2010.

#### **92/07.062 n LAT. Acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger. Mesures d'accompagnement liées à l'abrogation de la LFAIE**

Message du 4 juillet 2007 concernant la modification de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (mesures d'accompagnement liées à l'abrogation de la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger) (FF 2007 5477)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

Voir objet 07.052 MCF

Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (Loi sur l'aménagement du territoire, LAT)

**12.03.2008 Conseil national.** Entrer en matière; retourne pour discussion de détail à la commission.

#### **93/07.082 é Vue d'ensemble du FTP (ZEB)**

Message du 17 octobre 2007 sur la vue d'ensemble du FTP (FF 2007 7217)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

1. Loi fédérale sur le développement de l'infrastructure ferroviaire (LDIF)

**05.06.2008 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**17.12.2008 Conseil national.** Divergences.

2. Arrêté fédéral concernant le crédit d'ensemble pour le développement de l'infrastructure ferroviaire

**05.06.2008 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**17.12.2008 Conseil national.** Adhésion.

3. Arrêté fédéral sur le financement de la réduction du bruit émis par les chemins de fer

**05.06.2008 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**15.12.2008 Conseil national.** Ne pas entrer en matière.

4. Arrêté fédéral concernant l'adaptation du crédit d'ensemble pour la NLFA (Arrêté sur le financement du transit alpin)

**05.06.2008 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**16.09.2008 Conseil national.** Adhésion.

Feuille fédérale 2008 7757

5. Ordonnance de l'Assemblée fédérale portant règlement du fonds pour les grands projets ferroviaires

**05.06.2008 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**17.12.2008 Conseil national.** Divergences.

6. Arrête fédéral sur le crédit d'engagement pour la planification du développement ultérieur de l'infrastructure ferroviaire

**05.06.2008 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**17.12.2008 Conseil national.** Adhésion.

#### **x 94/08.037 é Dégâts causés par les intempéries 2005 dans le canton d'Obwald. Prestations de la Confédération**

Message du 14 mai 2008 concernant les prestations de la Confédération pour la réparation des dégâts dus aux intempéries de 2005 dans le canton d'Obwald (FF 2008 3899)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

1. Loi fédérale concernant les prestations de la Confédération pour la réparation des dégâts dus aux intempéries de 2005 dans le canton d'Obwald

**01.10.2008 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**17.12.2008 Conseil national.** Adhésion.

**19.12.2008 Conseil des Etats.** La loi est adoptée en votation finale.

**19.12.2008 Conseil national.** La loi est adoptée en votation finale.

Feuille fédérale 2009 231; délai référendaire: 16 avril 2009

2. Arrêté fédéral concernant les prestations de la Confédération pour la réparation des dégâts dus aux intempéries de 2005 dans le canton d'Obwald

**01.10.2008 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**17.12.2008 Conseil national.** Adhésion.

### **95/08.072 é Loi sur le CO2. Exemption de la taxe des centrales thermiques à combustibles fossiles**

Message du 29 octobre 2008 relatif à la modification de la loi sur le CO2 (Exemption de la taxe pour les centrales thermiques à combustibles fossiles) (FF 2008 7873)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

Loi fédérale sur la réduction des émissions de CO2 (Loi sur le CO2)

### **96/08.073 n Pour en finir avec les constructions envahissantes de résidences secondaires. Initiative populaire**

Message du 29 octobre 2008 relatif à l'initiative populaire fédérale "Pour en finir avec les constructions envahissantes de résidences secondaires" (FF 2008 7891)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire fédérale "pour en finir avec les constructions envahissantes de résidences secondaires"

### **97/08.074 n Contre la création effrénée d'implantations portant atteinte au paysage et à l'environnement. Initiative populaire**

Message du 29 octobre 2008 concernant l'initiative populaire "Contre la création effrénée d'implantations portant atteinte au paysage et à l'environnement" (FF 2008 7907)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire fédérale "contre la création effrénée d'implantations portant atteinte au paysage et à l'environnement"

## **Initiatives des cantons**

### **98/04.310 é Argovie. Droit de recours des associations. Responsabilité, financement et procédure (25.11.2004)**

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton d'Argovie dépose l'initiative suivante :

Dans le cadre de l'actuelle révision du droit de recours des associations (art. 12 LPN et art. 55 LPE), les dispositions régissant le droit d'opposition et le droit de recours des organisations dans le domaine de la protection de la nature et du paysage, d'une part, et de la protection de l'environnement, d'autre part, seront modifiées de manière à fixer les conditions d'habilitation de ces organisations, ainsi que leur responsabilité et leur financement, et à améliorer la lutte contre les abus. La loi obligera en outre le Conseil fédéral à modifier en conséquence les ordonnances et autres textes de loi relevant de sa compétence.

A cet effet, les points suivants devront notamment être observés:

#### 1. Responsabilisation

- Obligation, pour toute organisation recourante, d'être régie par un fonctionnement démocratique.

- Obligation, pour les organisations habilitées à recourir, de rendre compte publiquement chaque année de la manière dont elles ont exercé leur droit d'opposition ou de recours.

- Droit, pour les autorités (Conseil fédéral, gouvernements cantonaux), de priver une organisation de son droit de recours en cas d'abus manifeste.

#### 2. Contrôle des domaines d'application

- Limitation de l'obligation de mener une étude de l'impact sur l'environnement (EIE) aux cas où la construction projetée risque effectivement de porter gravement atteinte à l'environnement.

- Limitation du contrôle aux seuls domaines de l'environnement touchés par le projet, et au strict nécessaire.

- Adaptation des textes de loi fixant les valeurs seuils au-delà desquelles une étude d'impact est obligatoire et les exigences des dites études. Les constructions projetées dans une zone à bâtir et qui sont conformes à l'affectation de la zone ne doivent être soumises à l'EIE que dans des cas exceptionnels de grande importance.

- Impossibilité de faire recours sur un projet ayant fait l'objet d'une votation (ou d'une décision parlementaire, éventuellement à la majorité qualifiée).

#### 3. Amélioration de la procédure

- Impossibilité, notamment dans le cadre de la procédure d'autorisation de construire, de faire valoir une objection qui aurait pu être exprimée au stade de la procédure du plan d'affectation.

- Obligation, pour l'organisation recourante, d'assumer des conséquences financières lorsque la décision de justice ou de l'administration ne lui est pas plus favorable que ce qui lui avait été proposé par la partie adverse dans le cadre d'un règlement amiable du différend.

- Interdiction pour les parties de conclure un accord amiable autrement que dans le cadre de la procédure, dans le respect de la loi et avec l'approbation des autorités.

- Limitation de l'effet suspensif du recours aux cas où l'exécution des travaux causerait des dommages irréversibles à l'environnement.

#### 4. Financement

- Sauf exception, participation des associations aux frais de procédure.
- Interdiction des amendes conventionnelles et du chantage à l'argent.
- Obligation, pour les organisations habilitées à recourir, d'informer le public (obligation de rendre compte) sur le budget qu'elles allouent aux procédures de recours.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**06.11.2007 CAJ-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**15.02.2008 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**99/05.310 é Argovie. Instauration un nouveau régime fiscal**  
(29.11.2005)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton d'Argovie soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est chargée de créer les bases légales nécessaires à l'instauration d'un nouveau régime fiscal qui soit:

- plus juste, plus simple et plus transparent;
- plus apte à favoriser durablement la croissance;
- plus compétitif sur le plan international.

L'instauration d'un impôt à taux unique ou d'un impôt dualiste sur le revenu constituerait une solution allant dans ce sens. En tout état de cause, la concurrence fiscale entre les cantons et les communes doit être maintenue.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**01.10.2007 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**19.12.2007 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

Voir objet 05.307 lv.ct. Soleure

**100/07.304 é Argovie. Planification de la deuxième étape de "Rail 2000" (3e traversée du Jura, tunnel de Wisenberg). Pour une levée de l'ajournement** (05.06.2007)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton d'Argovie soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Dans le cadre du futur développement des projets ferroviaires (ZEB), l'Assemblée fédérale est invitée à ne pas modifier l'article 2 lettre c de la loi fédérale du 19 décembre 1986 concernant le projet Rail 2000. Le maintien en l'état de cette base légale permettrait en effet de résoudre les problèmes de capacité insuffisante auxquels se heurte de plus en plus le trafic ferroviaire sur l'axe nord-sud, en rendant possible une traversée du Jura sur un tracé adéquat, de préférence par le percement du tunnel de Wisenberg (Olten-Liestal). Par ailleurs, et toujours dans le cadre du message ZEB, elle est invitée à arrêter au titre de première priorité la mise en place d'une quatrième voie continue sur le tronçon Olten-Aarau et la construction du tunnel d'Eppenberg.

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**101/08.308 é Argovie. Exonération fiscale des allocations enfant et formation. Modification de l'article 7 LHID**  
(25.03.2008)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton d'Argovie soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à compléter la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) comme suit:

Art. 7 al. 4

Sont seuls exonérés de l'impôt:

...

Let. gbis

les allocations pour enfant et de formation;

...

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**102/08.317 é Argovie. Assistance au suicide. Modification de l'art. 115 CP** (17.06.2008)

S'appuyant sur l'art. 160, al. 1, de la Constitution fédérale (Cst.), le canton d'Argovie soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à prendre les mesures adéquates pour interdire toute exploitation commerciale de l'assistance au suicide, qui prend par ex. la forme d'un "tourisme de la mort", et à réglementer le suicide médicalement assisté en édictant des dispositions contraignantes applicables à l'ensemble du territoire suisse.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**103/06.301 é Bâle-Campagne. Consommation ou diffusion de pornographie mettant en scène des enfants ou de toute autre forme illégale de pornographie. Renforcement des peines prévues (art. 197 ch. 3bis CP)** (30.01.2006)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Bâle-Campagne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Le Code pénal est modifié de façon, d'une part, à réprimer la consommation ou la diffusion de pornographie mettant en scène des enfants ou de toute autre forme illégale de pornographie, et, d'autre part, à renforcer les peines prévues à l'article 197 chiffre 3bis CP.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**13.05.2008 CAJ-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**22.08.2008 CAJ-CN.** Adhésion.

**104/07.303 é Bâle-Campagne. Planification de la deuxième étape de "Rail 2000" (3e traversée du Jura, tunnel de Wisenberg). Pour une levée de l'ajournement** (08.03.2007)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Bâle-Campagne, conjointement avec le canton de Bâle-Ville, soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Dans le cadre du futur développement des grands projets ferroviaires (ZEB), les autorités fédérales sont invitées à ne pas modifier l'article 2 lettre c de la loi fédérale du 19 décembre 1986 concernant le projet Rail 2000. Le maintien en l'état de cette base légale permettrait en effet de résoudre les problèmes de capacité insuffisante auxquels se heurte de plus en plus le trafic ferroviaire sur l'axe nord-sud, en rendant possible une traversée du Jura sur un tracé adéquat, de préférence par le percement du tunnel de Wisenberg (Olten-Liestal).

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**105/07.302 é Bâle-Ville. Planification de la deuxième étape de "Rail 2000" (3e traversée du Jura, tunnel de Wisenberg). Pour une levée de l'ajournement (10.01.2007)**

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Bâle-Ville, conjointement avec le canton de Bâle-Campagne, soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Dans le cadre du futur développement des grands projets ferroviaires (ZEB), les autorités fédérales sont invitées à ne pas modifier l'article 2 lettre c de la loi fédérale du 19 décembre 1986 concernant le projet Rail 2000. Le maintien en l'état de cette base légale permettrait en effet de résoudre les problèmes de capacité insuffisante auxquels se heurte de plus en plus le trafic ferroviaire sur l'axe nord-sud, en rendant possible une traversée du Jura sur un tracé adéquat, de préférence par le percement du tunnel de Wisenberg (Olten-Liestal).

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**106/07.310 é Bâle-Ville. Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains. Signature et ratification (31.10.2007)**

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Bâle-Ville soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Le canton de Bâle-Ville demande aux autorités fédérales de signer la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, de préparer sa ratification et de prendre les mesures nécessaires concernant la protection des témoins et des victimes, la réglementation du séjour et l'aide aux victimes.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**28.10.2008 CAJ-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**107/08.318 é Bâle-Ville. Passage à l'imposition individuelle (27.06.2008)**

S'appuyant sur l'art. 160, al. 1, de la Constitution fédérale (Cst.), le canton de Bâle-Ville soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à créer les bases légales permettant de passer du système d'imposition du couple et de la famille à un système d'imposition individuelle, indépendant de l'état civil, pour l'impôt fédéral direct ainsi que pour les impôts cantonaux (sur le revenu comme sur la fortune). Le projet proposera également des réponses aux problèmes que ne manquera pas de soulever le nouveau dispositif, ainsi qu'une simplification du système fiscal.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**108/08.328 é Bâle-Ville. Nuisances sonores liées aux activités hôtelières: autoriser les cantons à édicter leur réglementation (26.11.2008)**

Se fondant sur l'art. 160, al. 1, de la Constitution, le canton de Bâle-Ville dépose l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier la loi sur la protection de l'environnement, en particulier les art. 12 (Limitations d'émissions), 15 (Valeurs limites d'immissions relatives au bruit et aux vibrations) et 65 (Droit cantonal régissant la protection de l'environnement), de sorte que les cantons soient habilités à édicter leurs propres règlements pour évaluer et limiter le niveau de nuisances sonores liées à la présence d'un établissement hôtelier ou de restauration.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**109/05.309 é Berne. Différenciation de l'impôt sur les véhicules à moteur au niveau fédéral (30.11.2005)**

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

1. L'impôt sur les véhicules automobiles au niveau fédéral est assorti d'un système de bonus/malus destiné à promouvoir des véhicules plus efficaces sur le plan énergétique et plus respectueux de l'environnement. Le taux maximal de l'impôt est fixé à 8 pour cent.

2. La Confédération détermine l'impôt pour tous les types de véhicules, en tenant compte de l'efficacité énergétique, de l'émission de substances polluantes et d'éventuels autres critères écologiques. Il y a lieu de favoriser en particulier les véhicules équipés de modes de propulsion alternatifs (tels que les véhicules hybrides, combinant moteur électrique et moteur à combustion, ou moteur à gaz et moteur à combustion).

3. Le système actuel de l'étiquette Energie est amélioré par la prise en considération, entre autres, de l'émission de particules fines par les véhicules diesel. Les données déterminantes sont enregistrées dans les réceptions par type.

4. Les critères sont réexaminés tous les deux ans sur la base de l'évolution technique et des normes internationales et, au besoin, ils sont adaptés en conséquence.

5. La modification législative est neutre en termes budgétaires.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**02.05.2006 CEATE-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**05.09.2006 CEATE-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**16.12.2008 Conseil des Etats.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2010.

**110/07.300 é Berne. Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains. Signature et ratification (07.01.2007)**

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Confédération est invitée à signer la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, à préparer sa ratification et à prendre les mesures concernées (protection des témoins, éducation, etc.).

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**28.10.2008 CAJ-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**111/07.305 é Berne. Passer du système d'imposition du couple et de la famille à un système d'imposition individuelle, indépendant de l'état civil (04.07.2007)**

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à créer les bases légales permettant de passer du système d'imposition du couple et de la famille à un système d'imposition individuelle, indépendant de l'état civil. Ces bases doivent s'appliquer au moins à l'impôt sur le revenu et prévoir des réponses aux problèmes que soulève le changement de système (notamment en ce qui concerne le choix du type d'imposition ou les familles monoparentales) tout en proposant une simplification du système fiscal.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**112/07.311 é Berne. Interdire le transit par la Suisse des animaux de boucherie** (12.12.2007)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Confédération est chargée d'interdire le transit par la Suisse des animaux de boucherie.

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**14.10.2008 CSEC-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**113/08.306 é Berne. Elimination des piles usagées dans le respect de l'environnement** (27.02.2008)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Confédération est chargée de prendre des mesures permettant de réduire la proportion importante des piles usagées jetées de manière illégale à la poubelle. On appliquera le principe de causalité en introduisant par exemple le système de la consigne qui fonctionne très bien pour les bouteilles.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**114/08.313 é Berne. Prolonger le moratoire sur la culture des plantes génétiquement modifiées** (14.05.2008)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Confédération est priée de prolonger d'au moins trois ans, par la voie d'un arrêté fédéral, le moratoire sur la culture des plantes génétiquement modifiées, qui arrivera à échéance le 27 novembre 2010 conformément à l'article 197 de la Constitution fédérale (dispositions transitoires).

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**115/08.316 é Berne. Interdiction des jeux vidéo violents** (18.06.2008)

S'appuyant sur l'art. 160, al. 1, de la Constitution fédérale (Cst.), le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à mettre en place les bases légales propres à permettre d'interdire de fabriquer, de promouvoir, d'importer, de vendre ou de remettre des jeux vidéo qui consistent à exercer virtuellement des actes de cruauté envers des êtres humains ou des personnages à l'apparence humaine.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**116/08.319 é Berne. Contribution de la Confédération à la protection contre les crues** (02.07.2008)

S'appuyant sur l'art. 160, al. 1, de la Constitution fédérale (Cst.), le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Confédération est chargée de tenir à disposition du canton les moyens financiers nécessaires pour couvrir les besoins documentés en matière de protection contre les crues dans la

période de planification financière 2008-2011 et dans les périodes suivantes.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**117/08.321 é Berne. Imposition des carburants utilisés dans l'aviation** (17.09.2008)

S'appuyant sur l'art. 160, al. 1, de la Constitution fédérale (Cst.), le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Confédération est chargée de prendre les mesures nécessaires afin:

1. que soit instaurée une imposition générale des carburants utilisés dans l'aviation civile,
2. que la Suisse et les pays étrangers, en particulier ceux de l'Union européenne, élaborent et mettent en oeuvre une stratégie commune en la matière.

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**118/08.327 é Berne. Electricité produite à partir d'énergie renouvelable: rétribution de l'injection** (03.12.2008)

Se fondant sur l'art. 160, al. 1, de la Constitution, le canton de Berne dépose l'initiative suivante:

Le plafonnement de la rétribution de l'injection d'électricité provenant d'installations de production alimentées aux énergies renouvelables est levé au niveau fédéral et la rétribution est conçue de manière à couvrir les coûts pour tous les projets annoncés qui répondent aux conditions générales.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**119/08.326 é Fribourg. Production de denrées alimentaires. Conditions inacceptables dans le sud de l'Espagne** (19.11.2008)

Se fondant sur l'art. 160, al. 1, de la Constitution, le canton de Fribourg dépose l'initiative suivante:

Les autorités fédérales sont invitées à adopter les actes législatifs nécessaires afin que:

1. le Conseil fédéral s'engage dans les négociations avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Union européenne (UE) pour que soient instaurées des conditions de travail équitables et que soient mises en place des méthodes de production durables pour tous les produits importés en Suisse;
2. toutes les denrées importées en Suisse présentent une déclaration concernant les conditions sociales et la durabilité de leur production;
3. les denrées alimentaires produites dans des conditions sociales qui sont en contradiction flagrante avec les standards de notre pays soient interdites d'importation en Suisse.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**120/08.300 é Genève. Pour un soutien concret et direct de la Suisse aux Roms de Roumanie** (18.12.2007)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, la République et Canton de Genève soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Les autorités fédérales sont invitées:

- à renforcer les activités de la DDC en Roumanie en soutenant et développant des programmes et des projets concrets à destination des Roms tels que ceux réalisés dans le Sud-Est de l'Europe (par ex.: Dosta. La décennie des Roms);

- à inclure dans toute négociation une volonté d'égalité de droits pour les Roms en tant que citoyens de l'un des Etats de la Communauté européenne.

CN/CE *Commission de politique extérieure*

**08.12.2008 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**121/08.311 é Genève. Pour une diminution juste des cotisations aux caisses-maladie des Genevoises et Genevois** (02.05.2008)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, la République et Canton de Genève soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Les autorités fédérales sont invitées à:

- faire en sorte que les caisses-maladie diminuent une nouvelle fois les primes moyennes d'au moins 5 pour cent pour la population genevoise;

- examiner les frais administratifs des caisses-maladie, qui passent du simple au triple d'une caisse à l'autre et qui ont progressé considérablement durant l'année écoulée;

- apporter aux autorités genevoises des réponses claires sur l'exactitude des données fournies par les caisses-maladie.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**122/08.312 é Genève. Pour une prolongation du moratoire sur la culture des plantes génétiquement modifiées** (02.05.2008)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, la République et Canton de Genève soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Les autorités fédérales sont invitées à prolonger d'au moins trois ans le moratoire sur l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés au sens de l'article 197 chiffre 7 de la Constitution fédérale, par voie légale.

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**123/08.320 é Genève. Produits agricoles. Faire barrage aux denrées alimentaires cultivées dans des conditions écologiques et sociales désastreuses** (01.07.2008)

S'appuyant sur l'art. 160, al. 1, de la Constitution fédérale (Cst.), la République et canton de Genève soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à prendre des mesures pour que

- toutes les denrées importées en Suisse présentent une déclaration concernant les conditions sociales dans lesquelles elles ont été produites et la durabilité de leur production;

- les denrées alimentaires produites dans des conditions sociales qui sont en contradiction flagrante avec les standards de notre pays et les standards internationaux en matière de conditions de travail et d'environnement soient interdites d'importation en Suisse;

- la Suisse s'engage dans les négociations avec l'OMC et l'UE pour que soient instaurées des conditions de travail justes et mises en place des méthodes de production durables pour tous les produits importés en Suisse.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**124/08.322 é Genève. Pour une répression efficace de la petite délinquance** (14.10.2008)

S'appuyant sur l'art. 160, al. 1, de la Constitution fédérale (Cst.), la République et canton de Genève soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier le chapitre 1 du titre 3 des dispositions générales du Code pénal suisse de manière à restituer au juge le libre choix du genre de la peine qu'il entend infliger.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**125/07.309 é Glaris. Réintroduire la déduction fiscale des frais de formation** (26.09.2007)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Glaris soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes et la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct de façon à ce qu'il soit possible de déduire du revenu imposable un montant donné au titre des frais de formation.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**30.09.2008 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**126/08.301 é Jura. Pas à n'importe quel prix** (08.01.2008)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Jura soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Les autorités fédérales sont invitées:

- à s'engager dans les négociations avec l'OMC et l'UE pour que soient instaurées des conditions de travail justes et que soient mises en place des méthodes de production durables pour tous les produits importés en Suisse;

- à s'engager pour que toutes les denrées importées en Suisse présentent une déclaration concernant les conditions sociales et la durabilité de leur production;

- à s'engager pour que les denrées alimentaires produites dans des conditions sociales qui sont en contradiction flagrante avec les standards de notre pays soient interdites d'importation en Suisse.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**127/08.307 é Neuchâtel. Non aux importations de la misère** (05.03.2008)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Neuchâtel soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à prendre des mesures afin que la Suisse n'importe plus de denrées alimentaires produites dans des conditions sociales et environnementales inadmissibles (Non aux importations de la misère).

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**128/08.325 é Neuchâtel. Introduire la perception à la source de l'impôt direct des personnes physiques** (12.11.2008)

Se fondant sur l'art. 160, al. 1, de la Constitution, le canton de Neuchâtel dépose l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invité d'élaborer les modifications de la législation nécessaires à introduire la possibilité de la perception à la source de l'impôt direct des personnes physiques.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**129/06.303 é Schwyz. Retrait de la demande d'adhésion de la Suisse à l'Union européenne** (11.05.2006)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Schwyz soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La demande du Conseil fédéral du 26 mai 1992 concernant l'ouverture de négociations d'adhésion avec l'Union européenne est retirée.

CN/CE *Commission de politique extérieure*

**20.03.2007 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

Voir objet 07.3001 Po. CPE-CE (06.303)

**130/05.307 é Soleure. Instaurer un impôt à taux unique (flat tax)** (29.08.2005)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Soleure soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Le système fiscal qui s'applique aujourd'hui à l'échelon fédéral est entièrement refondu de façon à s'articuler autour d'un impôt à taux unique (flat tax) prévoyant entre une et trois tranches d'impôt et entre un et trois types d'abattement.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**01.10.2007 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**19.12.2007 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

Voir objet 05.310 Iv.ct. Argovie

**131/07.308 é Soleure. Harmonisation dans le domaine des subsides à la formation** (07.09.2007)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Soleure soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est priée de créer les bases légales permettant l'élaboration d'une loi-cadre sur l'octroi de subsides à la formation, qui visera à une harmonisation matérielle du système en fixant des normes minimales. La Confédération fournira une contribution financière équitable.

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**132/05.301 é St-Gall. Déductions pour frais de formation. Réintroduction dans la législation fiscale** (04.03.2005)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Saint-Gall soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes et la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct sont modifiées de telle sorte que les frais liés à la formation puissent être déduits des revenus imposables.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**30.09.2008 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**133/06.305 é St-Gall. Imposition équitable de la famille** (21.06.2006)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale (Cst.), le canton de Saint-Gall soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier l'article 11 de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes de sorte que, d'une part, il tienne compte de l'article 127 alinéa 2 Cst. en ce qui concerne le respect du principe de la capacité économique de la famille en matière d'imposition et que, d'autre part, il laisse la pleine autonomie aux cantons en ce qui concerne les barèmes, les taux et les montants exonérés de l'impôt au sens de l'article 129 alinéa 2 Cst.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**134/08.302 é St-Gall. Exonération fiscale des allocations enfant et formation. Modification de l'article 7 LHID** (08.02.2008)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Saint-Gall soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à compléter la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) comme suit:

Art. 7 al. 4

Sont seuls exonérés de l'impôt:

...

Let. gbis

les allocations pour enfant et de formation;

...

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**135/08.309 é St-Gall. Suppression de l'imposition forfaitaire pour les étrangers. Egalité de traitement avec les contribuables suisses** (02.04.2008)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Saint-Gall soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier l'article 6 de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes ainsi que la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct, de manière à supprimer l'imposition forfaitaire.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**136/08.314 é St-Gall. Constructions hors des zones à bâtir** (26.05.2008)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Saint-Gall soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier les articles 24ss. de la loi sur l'aménagement du territoire de manière à atteindre un double objectif: premièrement, appliquer, systématiquement et indépendamment de la date de référence du 1er juillet 1972, le principe selon lequel "un logement reste un logement"; deuxièmement, permettre l'application de mesures de construction adéquates - qui fixeraient notamment des délais raisonnables pour les reconstructions - afin de garantir la construction de logements modernes.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**137/08.315 é St-Gall. Interdire le transit par la Suisse des animaux de boucherie** (26.05.2008)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Saint-Gall soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est chargée d'interdire le transit par la Suisse des animaux de boucherie.

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**14.10.2008 CSEC-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**138/02.308 é Tessin. Amnistie fiscale générale** (09.10.2002)

Par la présente initiative, le Grand Conseil de la République et Canton du Tessin propose à l'Assemblée fédérale d'instituer une amnistie fiscale générale, ayant effet pour les impôts fédéraux et cantonaux, en ajoutant une disposition transitoire à la Constitution fédérale.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**03.06.2003 Conseil des Etats.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**08.03.2004 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**24.03.2006 Conseil national.** Le délai est prolongé de deux ans.

**19.12.2007 Conseil national.** Le délai est prolongé de deux ans.

**03.10.2008 Conseil national.** Le délai est prolongé de deux ans.

Voir objet 03.3432 Mo. CER-CN (02.308)

Voir objet 03.3433 Po. CER-CN (02.308) Minorité Berberat

**139/08.304 é Tessin. Politique fédérale en matière de transfert du trafic marchandises transalpin de la route au rail** (20.02.2008)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Le Conseil fédéral est chargé:

1. d'introduire dans la loi sur le transfert du transport de marchandises une disposition visant à ce que le transfert au rail du trafic des marchandises à travers les Alpes soit réalisé d'ici 2012;
2. de créer une bourse du transit alpin dont la mise en oeuvre ne porte pas préjudice au Tessin;
3. d'éliminer à temps les goulets d'étranglement sur les lignes d'accès aux tunnels de base (prolongement de la ligne Alptransit au sud de Vezia, entre autres).

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**140/08.323 é Tessin. Loi fédérale sur l'assurance-maladie** (03.11.2008)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1er de la Constitution, le canton du Tessin dépose l'initiative suivante:

l'article 64a de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal; RO 2005 3587) est abrogé afin que soit rétablie la situation juridique qui prévalait avant son entrée en vigueur le 1er janvier 2006.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**141/08.305 é Uri. Accélérer le transfert du trafic marchandises transalpin sur le rail** (25.02.2008)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton d'Uri soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

1. L'Assemblée fédérale doit inscrire dans la législation fédérale, en particulier dans la loi sur le transfert du transport de marchandises (LTTM), que le transfert sur le rail du trafic marchandises à travers les Alpes selon l'article 84 alinéa 2 de la Constitution doit être réalisé d'ici 2012 au plus tard. Pour atteindre cet objectif, le législateur doit mettre en place notamment une bourse du transit alpin dont les dispositions seront compatibles avec l'accord sur les transports terrestres, et qui devra être opérationnelle au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de la LTTM.

2. Des contributions d'infrastructure supplémentaires doivent être prévues afin de supprimer à temps les éventuels goulets d'étranglement sur les lignes d'accès aux tunnels de base.

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**142/08.310 é Vaud. Loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité** (14.04.2008)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Vaud soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier l'article 27 alinéa 5 de la loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité en ce sens que le nouveau texte de l'alinéa est dorénavant rédigé comme suit:

"Le Conseil fédéral augmente temporairement de 120 et pendant six mois au plus à chaque fois le nombre d'indemnités journalières fixé à l'alinéa 2 lettre a dans les cantons touchés par un fort taux de chômage s'ils le demandent et qu'ils participent aux coûts à raison de 20 pour cent. Cette mesure peut aussi être accordée pour une partie importante d'un canton."

CN *Commission de l'économie et des redevances*

CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**143/03.314 é Valais. Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct. Favoriser fiscalement les couples mariés et la famille** (01.10.2003)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Valais soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Les articles 9 alinéas 2 et 3, 13 alinéa 3 lettre a, 33 alinéa 1 lettres c, cbis et g, et alinéa 2, 35 alinéas 1 et 2, 38 alinéa 2, 86, 212, 213 alinéa 1 et 214a de la loi fédérale sur l'impôt fédéral

direct sont modifiés de façon à favoriser fiscalement les couples mariés et les familles, conformément à la décision arrêtée par l'Assemblée fédérale le 20 juin 2003.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**14.03.2005 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

Voir objet 04.3430 Po. CER-CE (03.314)

**144/06.308 é Zoug. Zimmerberg II** (16.11.2006)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Zoug soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale élabore un acte visant à réaliser immédiatement le tunnel de base du Zimmerberg entre Thalwil et Baar, conformément à l'arrêté sur le transit alpin du 4 octobre 1991 et aux arrêtés fédéraux de financement subséquents.

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**145/06.302 é Zurich. Passer au système de l'imposition individuelle** (25.04.2006)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Zurich soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Les autorités fédérales créent les bases légales permettant de passer du système de l'imposition du couple et de la famille au système de l'imposition individuelle indépendante de l'état civil. Cette modification législative concernera au moins l'impôt sur le revenu, et prévoira des réponses aux questions qu'induit nécessairement le changement de système (par ex. droit d'option, familles monoparentales).

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**146/06.304 é Zurich. Suppression du droit de recours des organisations** (20.06.2006)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Zurich soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Le canton de Zurich demande une révision complète du droit de recours des organisations tel qu'il est défini dans les articles 55 de la loi sur la protection de l'environnement (LPE) et 12 de la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN).

Ladite révision sera fonction des réponses qui seront apportées aux questions de fond suivantes:

1. Comment la politique peut-elle veiller à ce que le progrès écologique soit réellement conforme aux objectifs visés en matière de protection de l'environnement? (Toute renonciation forcée à une place de stationnement ne représente pas nécessairement un progrès écologique; toute valeur seuil fixée par une étude d'impact sur l'environnement (EIE) ne constitue pas nécessairement un indicateur d'atteinte à l'environnement.)

2. Comment résoudre le conflit latent qui résulte de la tendance à une densification de l'habitat - aussi dans les régions déjà touchées - tout en préservant le paysage (séparation entre les zones à bâtir et les autres)?

3. Comment diriger l'attention non seulement sur l'environnement, mais aussi sur les conséquences sociales et économiques d'une planification ou d'un projet, ce qui permettrait de mieux intégrer ces derniers dans un programme de développement durable élaboré à un niveau supérieur?

4. Comment résoudre la contradiction qui consiste à voir quelques organisations seulement bénéficier d'un droit de recours alors que notre pays est régi par des institutions démocratiques?

Eu égard à ce qui précède, les articles 55 LPE et 12 LPN doivent être modifiés de manière que:

1. la procédure soit optimisée et accélérée:

- au moyen de délais plus courts, notamment en ce qui concerne les voies de droit. Il s'agit en l'occurrence de réduire la durée globale de la procédure (y compris le temps nécessaire à la décision);

2. la participation aux coûts soit redéfinie:

- en ce sens que les organisations participent a priori aux frais de procédure et que des dépens sont alloués à la partie adverse;

- en ce sens qu'il est interdit de procéder à des paiements directs et à des paiements de compensation en faveur de l'organisation qui dépose un recours, tout comme il est interdit d'infliger des pénalités au profit de l'organisation qui dépose un recours, même indépendamment d'une procédure pendante;

3. la transparence soit accrue:

- par l'obligation, pour les organisations habilitées à recourir, de rendre compte publiquement chaque année de la manière dont elles ont exercé leur droit d'opposition ou de recours;

- par l'obligation, pour les organisations habilitées à recourir, de publier chaque année les données concernant la formation de l'opinion interne dans le cadre de l'exercice de leur droit de recours, ainsi que celles concernant l'aspect financier des recours qu'elles ont déposés;

4. des sanctions soient prévues:

- en ce sens qu'une autorité désignée est habilitée à supprimer le droit de recours d'une organisation en fonction de ses agissements;

5. les domaines d'application des EIE soient limités:

- en ce sens que l'organisation qui dépose un recours doit prouver que, dans le cas d'espèce, l'environnement ou la nature et le paysage sont touchés à tel point que seules des mesures spécifiques permettent de garantir le respect de la législation;

- par le contrôle et le relèvement des valeurs seuils utilisées pour l'étude de l'impact sur l'environnement;

6. la contradiction qui consiste à voir quelques organisations seulement bénéficier d'un droit de recours alors que notre pays est régi par des institutions démocratiques soit résolue:

- au moyen de la suppression du droit de recours des organisations pour des projets et des planifications à propos desquels des décisions du peuple ou du Parlement sont entrées en force.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**19.03.2008 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**147/06.306 é Zurich. Réduction de la charge de travail administratif liée à la TVA** (08.11.2006)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Zurich soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale prépare un projet d'acte visant à réduire fortement la charge de travail administratif liée à la TVA.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**148/07.306 é Zurich. Loi sur l'harmonisation des impôts directs. Droit d'option pour les couples mariés (18.07.2007)**

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Zurich soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale révisera la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes comme suit:

Art. 11

Al. 1

L'impôt des personnes mariées vivant en ménage commun doit être réduit de manière appropriée par rapport à celui des personnes vivant seules. Le droit cantonal détermine si la réduction est accordée sous forme d'une déduction en pour cent sur le montant de l'impôt, dans des limites exprimées en francs, ou sous forme de barèmes différents pour les personnes seules et les personnes mariées. L'alinéa 1quater reste réservé.

Al. 1bis

L'impôt doit également être réduit de manière appropriée pour les contribuables veufs, séparés, divorcés ou célibataires qui font ménage commun avec des enfants ou des personnes nécessiteuses dont ils assurent pour l'essentiel l'entretien. La réduction n'est toutefois pas accordée aux concubins vivant sous le même toit avec leurs enfants communs; dans ce cas, l'alinéa 1ter est réservé.

Al. 1ter

Les concubins vivant sous le même toit avec des enfants communs dont ils assument pour l'essentiel l'entretien sont imposés comme les personnes mariées lorsqu'ils en ont fait, en commun, la demande par écrit auprès des autorités fiscales, avant la période fiscale concernée, et qu'ils déposent une déclaration d'impôt commune.

Al. 1quater

Les personnes mariées vivant en ménage commun sont imposées au même titre que les personnes célibataires lorsqu'elles en ont fait la demande par écrit auprès des autorités fiscales, avant la période fiscale concernée, et qu'elles déposent séparément une déclaration d'impôt. Dans ce cas, aucune contribution d'entretien n'est prise en compte.

Al. 2, 3

Inchangé

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**149/07.307 é Zurich. Initiative populaire cantonale. Simplification du certificat de salaire (18.07.2007)**

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Zurich soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale modifiera la législation fédérale sur les impôts directs de la Confédération, des cantons et des communes (LIFD et LHID) ainsi que la législation fédérale sur les assurances sociales de telle manière que:

- les employeurs qui doivent remplir les certificats et les décomptes ne supportent pas une charge trop lourde;
- les prestations salariales accessoires négligeables ne soient pas grevées de l'impôt ni des charges versées aux assurances sociales;
- l'employeur ne soit plus tenu de déclarer les prestations salariales accessoires négligeables ni de les décompter;

- les prestations salariales accessoires non négligeables puissent être déclarées sous forme forfaitaire;

- le revenu imposable de l'activité lucrative dépendante et le salaire déterminant pour les cotisations aux assurances sociales concordent.

Le Conseil fédéral édicte les dispositions d'exécution par voie d'ordonnance et les soumet au Parlement pour approbation.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**150/08.303 é Zurich. LAVS. Modification (13.02.2008)**

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Zurich soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à garantir l'égalité de traitement lors du calcul des rentes AVS, et ce quel que soit le mode de vie de l'ayant droit.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**151/08.324 é Zurich. Réforme du régime fiscal (EasySwissTax) (05.11.2008)**

Se fondant sur l'art. 160, al. 1, de la Constitution, le canton de Zurich dépose l'initiative suivante:

La législation fédérale en matière de fiscalité et les dispositions constitutionnelles éventuellement concernées sont modifiées de sorte que l'imposition des personnes physiques puisse être simplifiée de façon fondamentale. En particulier, les communes et les cantons introduisent, dans le domaine de l'imposition du revenu, des taux d'imposition uniques individuels et des déductions unitaires fixes, et ils remplacent les actuelles impositions de la fortune et du rendement de la fortune par une imposition du rendement escompté du capital.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

## Initiatives parlementaires

### Conseil national

#### Initiatives des groupes

##### **152/04.439 n Groupe PDC/PEV/PVL. Loi sur les stupéfiants. Révision** (16.06.2004)

Se fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, le groupe démocrate-chrétien dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur les stupéfiants sera révisée conformément aux principes suivants:

1. La consommation de stupéfiants - y compris celle du cannabis - demeure interdite. La consommation de stupéfiants ayant des effets du type cannabique sera soumise à la procédure d'amende d'ordre.
2. Le nouveau projet visera à inscrire dans la loi le modèle des quatre piliers que sont:
  - la prévention;
  - la thérapie et la réinsertion;
  - la réduction des risques et l'aide à la survie;
  - la répression et le contrôle.
3. Les mesures suivantes seront particulièrement prises en compte:
  - nécessité de renforcer la prévention et la protection de la jeunesse;
  - nécessité de poursuivre et de réprimer systématiquement tout trafic de stupéfiants;
  - maintien de l'interdiction de cultiver du chanvre en vue de produire des stupéfiants.

*Porte-parole:* Meyer Thérèse

*CN Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

##### **153/07.468 n Groupe PDC/PEV/PVL. Objectifs eurocompatibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre** (27.09.2007)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons une initiative parlementaire qui demande une adaptation de la loi sur le CO2 contenant les éléments suivants:

1. La Confédération, les cantons et les communes mènent une politique de protection du climat efficace. Ils veillent à ce qu'à l'échelle nationale, la quantité d'émissions de gaz à effet de serre de source anthropogène soit réduite d'ici à 2020 de 20 pour cent au minimum par rapport à l'état de 1990, et cela en accord avec les décisions de l'Union européenne.
2. Les mesures à prendre se fondent sur l'article 89 alinéas 2-4 de la Constitution fédérale; elles mettent l'accent sur l'efficacité énergétique et sur les énergies renouvelables, notamment sur l'énergie hydraulique.

*Porte-parole:* Darbellay

*CN/CE Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**29.01.2008 CEATE-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

##### **154/04.443 n Groupe des Verts. Loi sur la prévention et la prise en charge en matière de toxicodépendances** (18.06.2004)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous présentons l'initiative parlementaire suivante:

1. Il sera élaboré une loi sur la prévention et le traitement en matière de toxicodépendances. Celle-ci sera fondée sur le projet de révision du 9 mars 2001 de la loi sur les stupéfiants. Elle comprendra notamment l'article 1 (but), à l'exception de l'alinéa 2 lettre b, et l'article 1a (mention des quatre piliers), ainsi que le chapitre 1a (prévention, thérapie et réduction des risques), articles 3b à 3k.
2. La loi fédérale du 3 octobre 1951 sur les stupéfiants et les substances psychotropes sera révisée selon le projet du 9 mars 2001, en se fondant notamment sur les articles 2 (définition des stupéfiants), 3 (contrôle des précurseurs), ainsi que sur tout le chapitre 2 (fabrication, remise, acquisition et utilisation de stupéfiants), articles 4 à 17. Au chapitre 4 (dispositions pénales), les articles 19, 19a, 19b, 19d, 19e, 20 à 28 du projet du 9 mars 2001 seront repris tels quels.
3. Les articles 19c et 19f du projet du 9 mars 2001 seront modifiés dans le sens suivant:

Art. 19c (formulation générale, à préciser)

Après consultation des cantons, le Conseil fédéral peut décider à titre expérimental, durant une certaine période et à certaines conditions précisées par ordonnance, de ne pas poursuivre pénalement quiconque consomme des stupéfiants de type cannabique, ou s'en procure pour sa propre consommation (principe d'opportunité).

Art. 19f

Si le Conseil fédéral décide de suspendre les poursuites pour consommation de cannabis, il peut également, à titre expérimental, accorder des autorisations de cultiver, remettre ou vendre des produits de type cannabique aux conditions suivantes: cultures en plein champ, selon des méthodes écologiquement acceptables; remise sur présentation d'une carte de légitimité; remise dans des commerces agréés, sous la responsabilité d'un gérant au bénéfice d'une formation; remise en quantités limitées; remise avec une information détaillée concernant le produit et les risques de la consommation; aucune remise à des jeunes de moins de 18 ans.

Un article sera ajouté, dans le sens suivant:

Les expérimentations décidées selon les articles 19c et 19f pourront être prolongées sur la base d'un rapport d'évaluation. La période d'expérimentation sera mise à profit pour établir un monitoring de la consommation de cannabis et pour approfondir les connaissances sur ce produit et ses effets.

*Porte-parole:* Menétrey-Savary

*CN Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

##### **155/06.437 n Groupe des Verts. Surveillance du Ministère public de la Confédération par le Parlement** (14.06.2006)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

La surveillance du Ministère public de la Confédération incombera à une commission de surveillance spéciale des deux conseils législatifs.

*Porte-parole:* Vischer

*CN Commission des affaires juridiques*

x **156/08.400 n Groupe des Verts. Assimiler les avions militaires Pilatus à du matériel de guerre** (10.03.2008)

Nous fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Les prescriptions légales de la loi fédérale sur le matériel de guerre s'appliquent en cas d'exportation d'"avions spécialement construits ou modifiés pour l'instruction militaire", comme les appareils Pilatus PC-9 et PC-21.

*Porte-parole:* Lang

CN *Commission de la politique de sécurité*

**11.12.2008 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**157/08.414 n Groupe des Verts. Extranet. Accès des secrétariats des groupes aux documents relatifs aux affaires internes des commissions** (20.03.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'article 6 alinéa 4 de l'ordonnance sur l'administration du Parlement (RS 171.115) est complété comme suit:

Art. 6

...

Al. 4

...

Let. g

affaires propres aux commissions législatives.

...

*Porte-parole:* Frösch

CN/CE *Bureau*

**29.08.2008 Bu-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**29.08.2008 Bu-CE.** Adhésion.

**18.09.2008** Bureau du Conseil national (FF 2008 7459)

**26.09.2008** Avis du Conseil fédéral (FF 2008 7467)

Voir objet 08.412 Iv.pa. Groupe RL

Voir objet 08.413 Iv.pa. Groupe S

Voir objet 08.415 Iv.pa. Groupe V

Ordonnance de l'Assemblée fédérale portant application de la loi sur le Parlement et relative à l'administration du Parlement (Ordonnance sur l'administration du Parlement, OLPA)

**03.10.2008 Conseil national.** Décision conforme au projet du Bureau.

**10.12.2008 Conseil des Etats.** Divergences.

**17.12.2008 Conseil national.** Divergences.

**158/08.433 n Groupe des Verts. Destruction de documents. Institution d'une CEP** (11.06.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Une CEP est instituée en vertu de l'article 163 de la loi sur le Parlement afin de vérifier la légalité de la destruction des documents dans l'affaire Tinner et de proposer, le cas échéant, des mesures institutionnelles ou organisationnelles à l'Assemblée fédérale.

*Porte-parole:* Vischer

CN *Bureau*

**159/08.483 n Groupe des Verts. Entreprises d'électricité. Publicité des rémunérations** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Il faut créer des normes légales qui imposent la publication des rémunérations des membres des organes de direction des entreprises d'électricité (sociétés d'exploitation du réseau y comprises) dans la statistique annuelle de l'électricité (183 entreprises recensées en 2007). Cette obligation s'appliquera aux rémunérations des cadres du plus haut niveau de la hiérarchie (membres de la direction et personnes recevant une rémunération d'un niveau comparable) et à celles des membres des organes chargés de la direction stratégique (conseil d'administration ou autre, selon la forme juridique de l'entreprise).

*Porte-parole:* Teuscher

CN *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**160/08.492 n Groupe des Verts. Taxer les gains exceptionnels des producteurs et marchands d'électricité découlant de la libéralisation et en investir le produit pour promouvoir l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Par la présente nous demandons de mettre sur pied les dispositions nécessaires pour taxer les revenus exceptionnels des producteurs et marchands d'électricité découlant de la libéralisation, investissements en faveur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique déduits, et d'utiliser le revenu de ces taxes pour promouvoir l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

*Porte-parole:* van Singer

CN *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**161/06.408 n Groupe libéral-radical. Plus d'autonomie pour la promotion de la recherche** (20.03.2006)

Nous fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Loi fédérale du .... portant modification de la loi fédérale sur la recherche (loi sur la recherche; LR; RS 420.1)

Art. 5 Organes de recherche

Les organes de recherche sont:

a. les institutions chargées d'encourager la recherche:

....

1bis. L'Agence suisse de promotion de la technologie et de l'innovation,

....

Art. 8a Agence suisse de promotion de la technologie et de l'innovation

L'Agence suisse de promotion de la technologie et de l'innovation reçoit, dans les limites des crédits accordés, des subventions destinées à promouvoir des projets de recherche, notamment dans les domaines de la technologie et de l'innovation. Elle soutient en particulier la recherche scientifique axée

sur la pratique et de nature à donner des impulsions à l'économie.

*Porte-parole:* Randegger

CN *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**x 162/06.444 n Groupe radical-libéral. Dispositions constitutionnelles relatives à la santé. Cadre libéral et collaboration entre la Confédération et les cantons** (23.06.2006)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Les articles 117 et 118 de la Constitution seront modifiés comme suit:

Art. 117a (nouveau) Dispositions-cadres et sécurité de l'approvisionnement en prestations médicales

Al. 1

La Confédération fixe les principes d'un approvisionnement de base de la population en prestations médicales qui soit efficace, adéquat et économique.

Al. 2

Elle veille, avec les cantons et les organismes privés, à coordonner l'offre de soins résidentiels par-delà les frontières cantonales, de même que la médecine hautement spécialisée.

Al. 3

La Confédération et les cantons assurent leur collaboration par des organes communs et par d'autres mesures.

Art. 117b Assurance-maladie et assurance-accidents

Al. 4 (nouveau)

Dans le cadre de l'assurance de base, la Confédération légifère sur les mandats de prestations qui lient les fournisseurs de prestations et les assureurs.

Art. 118 Protection de la santé

Al. 1 (modifié)

Dans les limites de ses compétences, la Confédération prend des mesures afin de promouvoir la santé et de la protéger.

*Porte-parole:* Gutzwiller

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**07.11.2008** Retrait.

**163/07.438 n Groupe radical-libéral. Droit fiscal fédéral. Prévoir enfin des déductions pour la garde des enfants** (18.06.2007)

Se fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, le groupe radical-libéral présente l'initiative parlementaire suivante visant une révision de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct dans le but d'introduire des déductions pour la garde des enfants:

Le contribuable peut déduire de ses revenus, à raison de 80 pour cent, mais d'un montant maximum de 100 francs par enfant et par jour de garde, les frais effectifs occasionnés par la garde extrafamiliale, nécessitée par l'exercice d'une profession, des enfants de moins de 16 ans vivant sous un même toit avec leurs parents. Ont droit à cette déduction:

- les familles monoparentales;
- le parent qui est incapable d'exercer une activité lucrative ou qui est en formation;
- les deux parents lorsqu'ils exercent une activité lucrative;

- le parent qui s'occupe des enfants et qui n'est pas en mesure de le faire pour cause de maladie ou d'accident au sein de la famille.

*Porte-parole:* Moret

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**164/07.439 n Groupe radical-libéral. Droit fiscal cantonal. Prévoir enfin des déductions pour la garde des enfants** (18.06.2007)

Se fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, le groupe radical-libéral présente l'initiative parlementaire suivante visant une révision de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes dans le but d'introduire des déductions pour la garde des enfants:

Le contribuable peut déduire de ses revenus les frais effectifs occasionnés par la garde extrafamiliale, nécessitée par l'exercice d'une profession, des enfants de moins de 16 ans vivant sous un même toit avec leurs parents. Ont droit à cette déduction:

- les familles monoparentales;
- le parent qui est incapable d'exercer une activité lucrative ou qui est en formation;
- les deux parents lorsqu'ils exercent une activité lucrative;
- le parent qui s'occupe des enfants et qui n'est pas en mesure de le faire pour cause de maladie ou d'accident au sein de la famille.

*Porte-parole:* Moret

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**165/08.412 n Groupe libéral-radical. Extranet. Accès des secrétariats des groupes aux documents relatifs aux affaires internes des commissions** (20.03.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'article 6 alinéa 4 de l'ordonnance sur l'administration du Parlement (RS 171.115) est complété comme suit:

Art. 6

...

Al. 4

...

Let. g

affaires propres aux commissions législatives.

...

*Porte-parole:* Huber

CN/CE *Bureau*

**29.08.2008 Bu-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**29.08.2008 Bu-CE.** Adhésion.

**18.09.2008** Rapport du Bureau (FF 2008 7459)

**26.09.2008** Avis du Conseil fédéral (FF 2008 7467)

Voir objet 08.413 Iv.pa. Groupe S

Voir objet 08.414 Iv.pa. Groupe G

Voir objet 08.415 Iv.pa. Groupe V

Ordonnance de l'Assemblée fédérale portant application de la loi sur le Parlement et relative à l'administration du Parlement (Ordonnance sur l'administration du Parlement, OLPA)

**03.10.2008 Conseil national.** Décision conforme au projet du bureau.

**10.12.2008 Conseil des Etats.** Divergences.

**17.12.2008 Conseil national.** Divergences.

**166/08.431 n Groupe radical-libéral. Suppression ou subsidiarisation de la peine pécuniaire** (05.06.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'Assemblée fédérale est chargée de modifier le titre 3 chapitre 1 des dispositions générales du Code pénal, afin de supprimer la peine pécuniaire ou de la rendre subsidiaire à la peine privative de liberté et au travail d'intérêt général.

*Porte-parole:* Lüscher

CN *Commission des affaires juridiques*

**167/08.449 n Groupe libéral-radical. Non aux abus de l'hospitalité** (18.09.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Les articles 62 et 63 de la loi fédérale sur les étrangers (RS 142.20) sont respectivement complétés par les alinéas suivants:

L'autorisation doit être révoquée lorsque l'étranger a fait l'objet d'une condamnation entrée en force pour l'une des infractions suivantes:

- meurtre (art. 111 CP);
- assassinat (art. 112 CP);
- lésions corporelles graves (art. 122 CP);
- brigandage qualifié (art. 140 ch. 2-4 CP);
- contrainte (art. 181 CP), pour autant que celle-ci soit en relation avec la conclusion d'un mariage au sens des art. 94ss. CC;
- traite d'êtres humains (art. 182 CP);
- séquestration et enlèvement (art. 183 CP);
- prise d'otage (art. 185 CP);
- viol (art. 190 CP);
- abus de la détresse (art. 193 CP);
- encouragement à la prostitution (art. 195 CP);
- autres infractions contre l'intégrité sexuelle (art. 187-189, 191, 192, 194, 197-200 CP), pour autant que le juge pénal ait prononcé une peine privative de liberté de 18 mois ou plus pour ces infractions seules ou en relation avec d'autres infractions;
- inceste (art. 213 CP);
- pluralité de mariages ou de partenariats enregistrés (art. 215 CP);
- participation à une organisation criminelle (art. 260ter CP);
- mise en danger de la sécurité publique au moyen d'armes (art. 260quater CP);
- financement du terrorisme (art. 260quinquies CP);
- génocide (art. 264 CP);
- blanchiment d'argent, dans les cas graves (art. 305bis al. 2 CP);

- violations graves de la loi sur les stupéfiants (art. 19 ch. 2 LStup), pour autant que le juge pénal ait prononcé une peine privative de liberté de 18 mois ou plus.

Si l'exécution du renvoi n'est pas possible ou pas admissible pour des motifs impératifs de droit international, l'office prononce l'admission provisoire.

Si l'étranger est mineur, l'office prononce l'admission provisoire. L'office lève l'admission provisoire lorsque l'étranger a atteint l'âge de 18 ans révolus. Le renouvellement de l'admission provisoire reste réservé lorsque le renvoi n'est pas possible ou pas admissible pour des motifs impératifs de droit international.

Les demandes d'autorisation de séjour de ces étrangers admis provisoirement restent exclues même après le délai de cinq ans prévu par l'article 84 alinéa 5.

*Porte-parole:* Müller Philipp

CN *Commission des institutions politiques*

**168/08.452 n Groupe libéral-radical. Compensation immédiate des effets de la progression à froid. Plus d'argent dans le porte-monnaie** (23.09.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'article 215 alinéa 2 de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD) sera modifié comme suit:

"Le Conseil fédéral procède chaque année à l'adaptation en fonction de l'évolution de l'indice suisse des prix à la consommation."

En outre, une disposition transitoire (art. 215a) relative à l'article 215 LIFD sera insérée dans la loi:

"Les effets de la progression à froid selon l'article 215 sont compensés exceptionnellement le 31 décembre 2008 sur la base de l'indice établi le 1er juillet 2008."

*Porte-parole:* Schneider

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**04.11.2008 CER-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**16.12.2008 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

Voir objet 08.3754 Mo. CER-CN (08.452)

**169/07.401 n Groupe socialiste. Rendement des actifs LPP. Les bons comptes font les bons amis** (12.03.2007)

Nous fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Les dispositions régissant la prévoyance professionnelle sont modifiées de manière à obliger les institutions de prévoyance à être elles-mêmes directement propriétaires de l'entier des actifs destinés à servir les prestations ou à couvrir la totalité des avoirs de sortie des assurés.

La réassurance demeure admise pour couvrir les risques décès, incapacité de travail, invalidité et grand âge, dans la mesure nécessaire selon les critères actuariels appliqués par les experts en prévoyance professionnelle en fonction de la taille de l'institution de prévoyance.

Pour les institutions de prévoyance qui ne sont à l'heure actuelle pas encore elles-mêmes directement propriétaires des actifs, les dispositions transitoires fixeront un délai de mise en conformité et garantiront un calcul correct et équitable des actifs

à rapatrier depuis l'institution d'assurance. Le calcul inclura notamment l'ensemble des provisions et réserves techniques et de placement liées à ces contrats d'assurance collectifs ou constituées en vue de ceux-ci, qu'elles soient constituées au niveau de l'institution d'assurance ou au niveau d'un pool de plusieurs institutions d'assurance.

*Porte-parole:* Nordmann

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**170/07.445 n Groupe socialiste. Renforcement des moyens de confiscation des valeurs patrimoniales en Suisse de dictateurs ou potentats** (22.06.2007)

Nous fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Le Code pénal suisse (CP) ou toute autre loi sont modifiés:

- afin de permettre la confiscation au sens de l'article 70 CP de valeurs patrimoniales se trouvant en Suisse et provenant d'un crime ou d'un délit commis à l'étranger, même en l'absence de tout rattachement de cette infraction avec la Suisse tel que défini aux articles 3 à 8 CP;

- afin de permettre le renversement du fardeau de la preuve prévu à l'article 72 deuxième phrase CP, non seulement pour ce qui concerne les organisations criminelles, mais aussi ceux qu'il est convenu de qualifier de potentats ou de dictateurs (la définition de ces termes devra être précisée).

*Porte-parole:* Sommaruga Carlo

CN *Commission des affaires juridiques*

**171/07.452 n Groupe socialiste. LAMal. Modification de l'article 64a** (22.06.2007)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Nous demandons de modifier l'article 64a de la loi fédérale sur l'assurance-maladie en prenant notamment en considération les éléments suivants:

- Si, malgré sommation, l'assuré ne paie pas des primes ou participations aux coûts échues, l'assureur doit engager une procédure de poursuite.

- Si cette procédure aboutit à un acte de défaut de biens, l'assureur en informe l'autorité compétente d'aide sociale.

- Après avoir reçu un acte de défaut de biens et informé l'autorité d'aide sociale, l'assureur peut suspendre la prise en charge des prestations jusqu'à ce que les primes ou participations aux coûts arriérées soient entièrement payées.

- Il devra prendre en charge les prestations pour la période de suspension dès qu'il aura reçu ces paiements.

*Porte-parole:* Rossini

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**172/07.487 n Groupe socialiste. Assureurs-vie et prévoyance professionnelle. Présentation des comptes** (05.10.2007)

Nous fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Les droits et les obligations des assureurs-vie dans leurs activités de prévoyance professionnelle seront redéfinis comme suit dans la loi:

a. les éléments de fortune, les charges et les recettes liés au deuxième pilier devront tous être inscrits au bilan, comme dans les fondations collectives indépendantes;

b. les dispositions relatives à la solvabilité devront viser la solvabilité à long et non à court terme, afin qu'il soit possible d'augmenter la part d'actions dans les placements à long terme et d'obtenir ainsi des rendements plus élevés;

c. les garanties de solvabilité seront fournies par le biais de contrats de réassurance transparents conclus avec la compagnie d'assurance et présentant de manière claire les primes, les garanties, les réserves et la répartition des bénéfices;

d. la quote-part minimale (legal quote) sera fondée sur les résultats et fixée en fonction des excédents disponibles à la fin de l'exercice.

*Porte-parole:* Rechsteiner-Basel

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**173/08.413 n Groupe socialiste. Extranet. Accès des secrétariats des groupes aux documents relatifs aux affaires internes des commissions** (20.03.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'article 6 alinéa 4 de l'ordonnance sur l'administration du Parlement (RS 171.115) est complété comme suit:

Art. 6

...

Al. 4

...

Let. g

affaires propres aux commissions législatives.

...

*Porte-parole:* Wyss Ursula

CN/CE *Bureau*

**29.08.2008 Bu-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**29.08.2008 Bu-CE.** Adhésion.

**18.09.2008** Bureau du Conseil national (FF 2008 7459)

**26.09.2008** Avis du Conseil fédéral (FF 2008 7467)

Voir objet 08.412 Iv.pa. Groupe RL

Voir objet 08.414 Iv.pa. Groupe G

Voir objet 08.415 Iv.pa. Groupe V

Ordonnance de l'Assemblée fédérale portant application de la loi sur le Parlement et relative à l'administration du Parlement (Ordonnance sur l'administration du Parlement, OLPA)

**03.10.2008 Conseil national.** Décision conforme au projet du bureau.

**10.12.2008 Conseil des Etats.** Divergences.

**17.12.2008 Conseil national.** Divergences.

**174/08.503 n Groupe socialiste. Augmentation de l'allocation pour enfant et de l'allocation de formation professionnelle - Accroissement du pouvoir d'achat d'un milliard!** (04.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'article 5 de la loi fédérale sur les allocations familiales (LAFam) est modifié comme suit:

Article 5 Montant des allocations familiales

1. L'allocation pour enfant s'élève à 250 francs par mois au minimum.
2. L'allocation de formation professionnelle s'élève à 300 francs par mois au minimum.

*Porte-parole:* Fehr Jacqueline

**175/02.407 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Entreprises cotées en Bourse. Transmission des droits de vote** (06.03.2002)

En vertu de l'article 160 alinéa 1er de la Constitution fédérale et de l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, nous déposons la présente initiative parlementaire sous la forme d'une demande conçue en termes généraux.

L'article 689 du Code des obligations sera modifié de manière à exclure de façon générale, pour les sociétés cotées en Bourse, le transfert de droits sociaux à des représentants dépositaires, à des membres d'organes de la société ou à des mandataires indépendants. Les actionnaires de sociétés cotées en Bourse ne pourront transférer leurs droits sociaux que sur une base individuelle et exclusivement pour la durée d'un an renouvelable.

*Porte-parole:* Kaufmann

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**08.05.2003 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**07.10.2005 Conseil national.** Le délai imparti pour traiter l'initiative est prorogé de deux ans.

**05.10.2007 Conseil national.** Le délai imparti pour traiter l'initiative est prorogé de deux ans.

**176/04.434 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Nouveaux certificats de salaire. Sus à la hausse larvée des impôts!** (07.05.2004)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et sur l'article 107 de la loi sur le Parlement, le groupe de l'Union démocratique du Centre dépose l'initiative parlementaire suivante:

1. Les bases légales permettant au Parlement de participer à l'élaboration du certificat de salaire doivent être créées.
2. Par rapport à la situation actuelle, le nouveau certificat de salaire ne doit entraîner ni augmentation des impôts pour le contribuable ni coûts supplémentaires pour les PME.

*Porte-parole:* Baader Caspar

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**177/06.447 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Rapport stratégique servant de fondement à la politique de sécurité de la Suisse** (23.06.2006)

Se fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, le groupe de l'Union démocratique du Centre dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Conseil fédéral présentera à l'Assemblée fédérale un rapport stratégique sur la politique de sécurité une fois par législature.

Ce rapport stratégique devra contenir une analyse globale de la situation qui servira de base à l'analyse des menaces pesant sur la Suisse en général et à l'analyse des risques auxquels sont exposés notamment les installations, les équipements et les positions vulnérables situés en Suisse. Il présentera ensuite les moyens nécessaires au maintien de l'indépendance, de la liberté et de la neutralité du pays.

Fort des données en question, on formulera alors la doctrine d'engagement de l'armée suisse, qui servira à déterminer les exigences en termes d'instruction, d'équipement et d'exercices de l'armée.

Le rapport devra être soumis à l'approbation du Parlement.

*Porte-parole:* Hurter Thomas

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

**16.01.2007 CPS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**20.02.2007 CPS-CE.** Adhésion.

**09.05.2008** Rapport de la commission CN (FF 2008 6203)

**02.07.2008** Avis du Conseil fédéral (FF 2008 6243)

Voir objet 05.436 Iv.pa. Burkhalter

Loi fédérale sur l'Assemblée fédérale (LParl)

**178/06.481 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Suivi obligatoire des délinquants sexuels** (18.12.2006)

Nous fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Le Code pénal sera complété par un article (art. 43bis, par ex.) qui prescrira le suivi obligatoire des personnes ayant abusé d'enfants de moins de 16 ans.

*Porte-parole:* Freysinger

CN *Commission des affaires juridiques*

**179/06.482 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Durcissement des peines en cas de viol** (18.12.2006)

Nous fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Les articles 190 (Viol) et 191 (Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance) du Code pénal seront modifiés de sorte que les infractions visées à ces articles soient passibles de la réclusion pour cinq ans au moins si elles sont commises par plusieurs personnes simultanément ou en groupes. Les peines devront également être renforcées dans le droit pénal des mineurs et des enfants.

*Porte-parole:* Schwander

CN *Commission des affaires juridiques*

**180/06.484 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Droit pénal et expulsion du territoire suisse** (18.12.2006)

Nous fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Le Code pénal sera modifié comme suit: "Le juge pourra expulser du territoire suisse, pour une durée de trois à quinze ans, tout étranger condamné à une peine privative de liberté. En cas de récidive, l'expulsion pourra être prononcée à vie. Si la durée de la peine privative de liberté excède trois ans, l'expulsion devra obligatoirement être prononcée. Des exceptions pourront être faites dans des cas particuliers."

*Porte-parole:* Fehr Hans

CN *Commission des institutions politiques*

**181/06.485 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Pas de naturalisation sans obtention préalable d'une autorisation d'établissement** (18.12.2006)

Nous fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

La loi sera modifiée de sorte que seules les personnes au bénéfice d'une autorisation d'établissement puissent être naturalisées.

*Porte-parole:* Wobmann

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**10.04.2008 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**28.08.2008 CIP-CE.** Adhésion.

**182/08.401 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Droit de veto du Parlement sur les ordonnances édictées par le Conseil fédéral** (17.03.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Le Parlement apportera les modifications nécessaires aux textes de loi et à la procédure parlementaire afin de donner aux deux conseils, sur demande d'un tiers des membres de l'un ou l'autre (67 conseillers nationaux ou 16 conseillers aux Etats), la compétence d'opposer un veto simple à une ordonnance édictée par le Conseil fédéral, sans possibilité de l'amender.

*Porte-parole:* Parmelin

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**27.06.2008 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**28.08.2008 CIP-CE.** Ne pas donner suite

**17.12.2008 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**183/08.404 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Maintien d'une réserve d'or dans l'intérêt du pays** (17.03.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Les bases légales pertinentes, notamment la loi sur la Banque nationale, seront modifiées de sorte que celle-ci soit tenue de garder en permanence au minimum 1000 tonnes d'or à titre de réserve monétaire.

*Porte-parole:* Kunz

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**x 184/08.405 n Groupe de l'Union démocratique du centre. CFF Cargo. Création d'une CEP en vue de déterminer les responsabilités au plan politique** (19.03.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Nous basant sur l'article 163 alinéa 1 de la loi sur le Parlement, nous proposons la création d'une commission d'enquête parlementaire (CEP) qui aura pour tâche d'éclaircir les points suivants:

1. CFF Cargo enregistre d'importants déficits depuis des années et ne cesse de supprimer des emplois. Quelles stratégies et quelles mesures a-t-on arrêtées au sein de l'entreprise pour que celle-ci retrouve son équilibre financier? Quand et par qui ces stratégies et mesures ont-elles été adoptées?

2. Quelles sont les personnes qui assumaient la responsabilité de ces stratégies et sur quoi celles-ci se fondaient-elles?

3. Dans le domaine des transports internationaux, CFF Cargo a accepté pendant des années des mandats de transport à un prix inférieur au prix coûtant. Sur la base de quels principes ces décisions étaient-elles prises et sous la responsabilité de quelles personnes?

4. La stratégie adoptée dans le domaine international était entachée de nombreuses incertitudes, alors que la concurrence est très forte dans ce domaine. Par quels organes et par quelles personnes cette stratégie extrêmement risquée a-t-elle été adoptée et quels ont été les arguments économiques à l'origine de ce choix? Par quelles personnes les décisions définitives ont-elles été prises?

5. Apparemment, la comptabilité des débiteurs a été gérée de manière chaotique, les responsables n'étant parfois plus en mesure de déterminer à quels clients ils avaient déjà adressé des factures. Pourquoi les responsables de l'entreprise (direction du groupe, conseil d'administration, chef du DETEC) et les réviseurs n'ont-ils pas remarqué ces dysfonctionnements? Quelles mesures a-t-on prises lorsque le problème a été constaté et par qui ont-elles été ordonnées? Pourquoi les rapports de gestion ont-ils malgré tout été approuvés?

6. L'établissement des comptes manque de transparence et n'est guère utile à la gestion de l'entreprise. Le DETEC a-t-il pris des mesures pour améliorer l'établissement des comptes?

7. Est-il exact que le Conseil fédéral approuve depuis des années des budgets CFF qui, contrairement à ses objectifs stratégiques, prévoient des déficits dans le domaine du transport de marchandises? Pourquoi le Conseil fédéral renonce-t-il à chaque fois à imposer sa stratégie?

8. Quel rôle le Conseil fédéral, le DETEC et l'OFT jouent-ils dans la surveillance et le contrôle de CFF Cargo? L'OFT, le DETEC ou le Conseil fédéral ont-ils exercé une influence sur la stratégie de l'entreprise et, si oui, quand, où et comment?

9. Sur la base de quels critères professionnels a-t-on repourvu les postes de direction des CFF et de CFF Cargo? Quelles mesures a-t-on prises, et quand, pour améliorer les structures de CFF Cargo lorsqu'il est apparu que l'entreprise était en crise?

10. Les syndicats ont-ils exercé une influence directe ou indirecte sur les CFF et CFF Cargo aux niveaux stratégique et opérationnel?

11. Existe-t-il des relations personnelles, voire du copinage entre certains dirigeants du DETEC, de l'OFT, des CFF et des syndicats? Si oui, quelles sont les personnes concernées?

12. Est-il exact que l'ancien directeur de CFF Cargo, Monsieur Daniel Nordmann, est le filleul du chef du DETEC?

13. Des paiements ont-ils été effectués entre les CFF et les syndicats ou des entreprises sympathisantes (comme Ecoplan) pour des prestations telles que des mandats de conseil? Dans l'affirmative, à combien se sont élevés ces paiements?

14. Est-il exact que le président et deux autres membres du conseil d'administration des CFF ont autrefois travaillé ensemble au sein de la direction d'un groupe d'entreprises? Est-il exact qu'un ancien membre du conseil d'administration des CFF chargé de trouver de nouveaux membres pour le conseil d'administration s'est fait nommer lui-même ainsi que deux de ses anciens collègues de travail?

15. Monsieur le conseiller fédéral Leuenberger avait-il connaissance de ces liens au sein du conseil d'administration des CFF?

16. Quelles ont été les conséquences du fait que le conseil d'administration de CFF Cargo ne comprenait aucun membre ayant de l'expérience dans le domaine de la logistique?

17. Le Conseil fédéral ou certains de ses membres ont-ils pris une part active à la nomination des organes de direction? Sur quelles bases ces décisions ont-elles été prises? A qui en revient la responsabilité finale?

18. Le poste de Daniel Nordmann a-t-il fait l'objet d'une mise au concours ordinaire? Comment le profil du poste était-il défini? Comment et par qui le successeur de Monsieur Nordmann a-t-il été choisi, proposé et nommé? Quels sont les critères qui ont prévalu à sa nomination?

*Porte-parole: Maurer*

CN Bureau

**17.12.2008 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**185/08.409 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Perte de la nationalité pour des criminels naturalisés** (19.03.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur la nationalité (LN) est complétée comme suit:

Art. 11

Pendant les dix années qui suivent sa naturalisation ou sa majorité, la personne naturalisée perd la nationalité suisse, à moins qu'elle ne devienne apatride, si:

Let. a

un jugement entré en force a été prononcé contre elle pour un homicide volontaire, un viol, un délit sexuel grave, un autre délit avec violence, tels un vol sous contrainte, la traite d'êtres humains, le trafic de drogue ou un délit avec effraction; ou

Let. b

elle a perçu abusivement des prestations des assurances sociales ou de l'aide sociale.

L'actuel article 11 LN devient l'article 12.

*Porte-parole: Fehr Hans*

CN/CE Commission des institutions politiques

**22.08.2008 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**14.10.2008 CIP-CE.** Ne pas donner suite

**186/08.415 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Extranet. Accès des secrétariats des groupes aux documents relatifs aux affaires internes des commissions** (20.03.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'article 6 alinéa 4 de l'ordonnance sur l'administration du Parlement (RS 171.115) est complété comme suit:

Art. 6

...

Al. 4

...

Let. g

affaires propres aux commissions législatives.

...

*Porte-parole: Baader Caspar*

CN/CE Bureau

**29.08.2008 Bu-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**29.08.2008 Bu-CE.** Adhésion.

**18.09.2008** Bureau du Conseil national (FF 2008 7459)

**26.09.2008** Avis du Conseil fédéral (FF 2008 7467)

Voir objet 08.412 Iv.pa. Groupe RL

Voir objet 08.413 Iv.pa. Groupe S

Voir objet 08.414 Iv.pa. Groupe G

Ordonnance de l'Assemblée fédérale portant application de la loi sur le Parlement et relative à l'administration du Parlement (Ordonnance sur l'administration du Parlement, OLPA)

**03.10.2008 Conseil national.** Décision conforme au projet du Bureau.

**10.12.2008 Conseil des Etats.** Divergences.

**17.12.2008 Conseil national.** Divergences.

**187/08.435 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Le programme de la législature est l'affaire du gouvernement** (13.06.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur le Parlement doit être modifiée de sorte que l'Assemblée fédérale n'ait plus à approuver le programme de la législature sous la forme d'un arrêté fédéral simple et qu'elle en prenne simplement acte.

*Porte-parole: Maurer*

CN Commission des institutions politiques

**188/08.436 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Permettre aux cantons d'introduire des plans d'épargne-logement** (13.06.2008)

Nous fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

1. La loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) sera modifiée de façon à donner aux cantons la possibilité d'introduire une épargne-logement bénéficiant d'un traitement fiscal privilégié.

2. Les conditions-cadres suivantes s'appliqueront:

- Les versements effectués chaque année sur un compte d'épargne-logement seront déductibles pendant une période de dix ans, à concurrence d'un montant à préciser.

- Durant ce laps de temps, les intérêts produits par le capital-logement seront exonérés de l'impôt sur le revenu et le capital-logement sera exonéré en tant que tel de l'impôt sur la fortune.

- L'épargne-logement devra être investie dans un délai de deux ans à compter de l'échéance du contrat d'épargne-logement et financer l'acquisition d'un premier logement destiné à être habité par l'épargnant lui-même. En cas de non-respect de ces dispositions, les impôts épargnés jusque-là devront être remboursés au canton.

- Les cantons qui ont déjà introduit un programme d'épargne-logement bénéficieront d'un délai convenable, fixé par une modification de l'article 72d LHID, qui leur permettra de poursuivre ce programme jusqu'à l'entrée en vigueur définitive de la modification correspondante de la LHID.

*Porte-parole:* Baader Caspar

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**189/08.463 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Concordats. Déclaration de force obligatoire générale et autonomie des cantons** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'article 48a de la Constitution est abrogé.

*Porte-parole:* Füglistaller

CN *Commission des institutions politiques*

**190/08.464 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Armée suisse. Renoncer aux engagements à l'étranger** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'article 1 alinéa 4 de la loi fédérale sur l'armée et l'administration militaire ainsi que tous les articles connexes de la loi précitée seront abrogés.

*Porte-parole:* Miesch

CN *Commission de la politique de sécurité*

**191/08.465 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Garantie du secret bancaire** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution fédérale est modifiée comme suit:

Art. 13 al. 3

Le secret bancaire est garanti.

*Porte-parole:* Fehr Hans

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**192/08.466 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Oui au chef de l'Etat-major général, non au chef de l'armée** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Le commandement de l'armée doit être réorganisé. Il sera à nouveau assuré par un chef de l'Etat-major général qui dirigera, en qualité de "primus inter pares", un Etat-major général aux contours clairs. La jungle des états-majors de l'armée et du DDPS doit être débroussaillée: ils seront rationalisés et intégrés dans l'Etat-major général.

*Porte-parole:* Baader Caspar

CN *Commission de la politique de sécurité*

**193/08.467 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Retrait de la demande d'entrée dans l'Union européenne** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

La demande déposée le 26 mai 1992 par le Conseil fédéral pour l'ouverture de négociations en vue d'une adhésion de la Suisse à l'Union européenne sera retirée.

*Porte-parole:* Baettig

CN *Commission de politique extérieure*

**194/08.468 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Pas de naturalisation sans de bonnes connaissances orales et écrites de la langue de sa commune** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'article 14 de la loi sur la nationalité sera complété comme suit:

Art. 14 Aptitude

Avant l'octroi de l'autorisation, on s'assurera de l'aptitude du requérant à la naturalisation. On examinera en particulier si le requérant:

...

Let. e

a une maîtrise orale et écrite de la langue officielle de la commune auprès de laquelle il a déposé sa demande de naturalisation.

*Porte-parole:* Wobmann

CN *Commission des institutions politiques*

**195/08.469 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Les réserves d'or de la Banque nationale doivent être stockées en Suisse** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'article 99 de la Constitution sera complété par un alinéa ayant la teneur suivante:

Les réserves d'or de la Banque nationale sont stockées en Suisse.

*Porte-parole:* Stamm

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**196/08.470 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Augmentation des réserves monétaires de la Banque nationale suisse** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

La législation sera modifiée de sorte que les réserves monétaires de la Banque nationale suisse (BNS) soient portées, en regard de la somme des bilans des établissements financiers suisses d'importance systémique et du volume des importations, au moins au niveau qui était le leur en 2000.

*Porte-parole:* Kaufmann

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**197/08.475 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Les abus dans l'assurance-invalidité doivent cesser de peser sur les rentes AVS** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Il faut introduire dans la législation une norme qui prévoira que la Confédération prend à sa charge, sur son budget ordinaire, les intérêts de la dette de l'AI auprès de l'AVS ainsi que les dettes supplémentaires que l'AI pourrait contracter par la suite et qu'elle procède à des compensations dans d'autres postes du compte d'Etat, afin que les charges du contribuable ne s'alourdissent pas et que les bénéficiaires de rentes AVS n'aient pas à payer plus longtemps pour les abus commis dans l'assurance-invalidité.

*Porte-parole:* Maurer

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**198/08.511 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Réintroduction des peines privatives de liberté de moins de six mois** (18.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Les peines privatives de liberté de moins de six mois, avec ou sans sursis, doivent être réintroduites.

A cet effet, l'art. 40 du code pénal sera modifié de sorte à abroger le plancher de six mois. Le nouveau texte de cet article sera analogue à celui en vigueur jusqu'à la fin 2006: "La durée de la peine privative de liberté est de trois jours au moins et de 20 ans au plus. ..."

L'art. 41 sera abrogé, de même que l'art. 42, al. 4.

Toutes les dispositions portant sur les peines pécuniaires (ex. art. 39, Conversions) seront adaptées en conséquence.

*Porte-parole:* Stamm

**199/08.512 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Abolition des peines pécuniaires et réintroduction des amendes** (18.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Les peines pécuniaires doivent être abolies et les amendes telles que les connaissait l'ancien droit doivent être réintroduites pour les crimes et les délits.

A cet effet, le code pénal sera modifié comme suit:

Les art. 34 à 36 seront abrogés. Le régime des amendes qui était en vigueur jusqu'à la fin 2006 sera réintroduit (notamment l'ancien art. 106).

*Porte-parole:* Geissbühler

**200/08.513 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Travail d'intérêt général. Abolition du sursis** (18.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Le travail d'intérêt général doit être une peine ferme et il doit pouvoir être ordonné sans le consentement de l'auteur.

A cet effet, le code pénal sera modifié comme suit:

L'expression "d'un travail d'intérêt général" sera supprimée aux art. 42, al. 1, 1re phrase, et 43, al. 1, 1re phrase, de même que l'expression "avec l'accord de l'auteur" aux art. 37, al. 1, et 107, al. 1.

*Porte-parole:* Baettig

**201/08.514 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Allègements fiscaux en faveur des familles qui gardent elles-mêmes leurs enfants** (18.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct (LIFD), la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) et les éventuels autres actes législatifs concernés doivent être modifiés de manière à que les parents qui gardent eux-mêmes leurs enfants et ne les confient pas à des tiers puissent faire valoir annuellement les déductions sociales suivantes: un montant forfaitaire de 20 000 francs pour un enfant et de 30 000 francs pour deux enfants ou plus.

*Porte-parole:* Hutter Jasmin

**Initiatives des commissions**

**202/07.494 n Commission des finances CN. Instrument parlementaire concernant les buts stratégiques des unités indépendantes** (07.09.2007)

CN *Commission des finances*

**x 203/07.463 n Commission de gestion CN. Présence des conseillers fédéraux lors de l'examen du rapport de gestion au Conseil national** (25.08.2006)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, la Commission de gestion du Conseil national dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 145 alinéa 1 de la loi sur le Parlement est modifié de manière:

1. à prévoir que tous les conseillers fédéraux seront successivement présents lors de l'examen au Conseil national du rapport de gestion du Conseil fédéral;

2. à laisser aux conseils la possibilité d'instituer à cet égard une réglementation différente.

CN/CE *Commission de gestion*

**25.08.2006 CdG-CN.** La commission décide d'élaborer une initiative.

**29.06.2007 CdG-CE.** Adhésion.

**19.10.2007** Rapport de la commission CN (FF 2008 985)

**21.12.2007** Avis du Conseil fédéral (FF 2008 995)

1. Loi sur l'Assemblée fédérale (Loi sur le Parlement, LParl) (Rapport de gestion du Conseil fédéral)

**13.06.2008 Conseil national.** Décision conforme au projet de la Commission.

**25.09.2008 Conseil des Etats.** Adhésion.

**03.10.2008 Conseil national.** La loi est adoptée en votation finale.

**03.10.2008 Conseil des Etats.** La loi est adoptée en votation finale.

Feuille fédérale 2008 7481; Délai référendaire: 22 janvier 2009

2. Règlement du Conseil national (RCN) (Rapport de gestion du Conseil fédéral)

**13.06.2008 Conseil national.** Décision conforme au projet de la Commission.

**09.12.2008 Conseil national.** Décision (deuxième lecture) conforme au projet de la Commission et à la première lecture.

**19.12.2008 Conseil national.** Le règlement du Conseil national est adopté en votation finale.

**204/08.498 n Commission de l'économie et des redevances CN. Augmentation injustifiée du prix de l'électricité** (14.10.2008)

Un arrêté fédéral urgent doit être édicté de sorte que soient empêchées les hausses injustifiées du prix de l'électricité suite à l'ouverture du marché de l'électricité, en particulier celles relatives à l'utilisation des réseaux d'électricité. Cet arrêté fédéral doit entrer en vigueur au 1er janvier 2009 avec une durée limitée de deux ans.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**14.10.2008 CER-CN.** La commission décide d'élaborer une initiative.

**30.10.2008 CER-CE.** Ne pas donner suite

**09.12.2008 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**205/08.499 n Commission de l'économie et des redevances CN. Propriétaires de PME. Un impôt sur la fortune multiplié par trois en catimini** (14.10.2008)

La loi sur l'harmonisation des impôts directs des communes et des cantons doit être modifiée de la façon suivante à l'art. 14, al. 1:

"... de façon appropriée. Pour les droits de participation non cotés en bourse à des sociétés de capitaux, la valeur de rendement doit dans tous les cas et de façon prépondérante être prise en compte."

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**x 206/06.458 n Commission des institutions politiques CN. Renoncer à l'introduction de l'initiative populaire générale** (15.09.2006)

La Commission des institutions politiques (CIP) du Conseil national décide, sous réserve de l'approbation de la CIP du Conseil des Etats, de soumettre à l'Assemblée fédérale un projet de modification constitutionnelle qui permettrait de revenir sur l'introduction de l'initiative populaire générale.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**15.09.2006 CIP-CN.** La commission décide d'élaborer une initiative.

**30.10.2006 CIP-CE.** Adhésion.

**21.02.2008** Rapport de la commission CN (FF 2008 2549)

**16.04.2008** Avis du Conseil fédéral (FF 2008 2565)

Arrêté fédéral portant suppression de l'initiative populaire générale

**25.09.2008 Conseil national.** Décision conforme au projet de la Commission

**01.12.2008 Conseil des Etats.** Adhésion.

**19.12.2008 Conseil national.** L'arrêté est adopté en votation finale.

**19.12.2008 Conseil des Etats.** L'arrêté est adopté en votation finale.

Feuille fédérale 2009 13

**207/08.447 n Commission des institutions politiques CN. Garantir la confidentialité des délibérations des commissions** (26.06.2008)

La Commission des institutions politiques (CIP) du Conseil national décide, sous réserve de l'approbation de la CIP du Conseil des Etats, de soumettre à l'Assemblée fédérale une modification de la loi sur le Parlement visant à changer la procédure applicable à la prise de sanctions contre les députés, afin de garantir la confidentialité des délibérations des commissions.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**26.06.2008 CIP-CN.** La commission décide d'élaborer une initiative.

**28.08.2008 CIP-CE.** Adhésion.

**208/08.502 n Commission des institutions politiques CN. Répartition des compétences en matière d'approbation de suppléments urgents au budget** (20.11.2008)

Sous réserve du feu vert de sa commission homologue du Conseil des Etats, la Commission des institutions politiques (CIP) du Conseil national prépare et dépose une initiative visant à modifier la loi sur les finances (LFC), et plus précisément la procédure d'approbation des suppléments urgents au budget, de façon que, lorsqu'il s'agit de dépenses d'importance majeure, le Parlement soit saisi au préalable, ce qui permettra d'asseoir la légitimité démocratique des décisions concernées.

CN *Commission des institutions politiques*

**20.11.2008 CIP-CN.** La commission décide d'élaborer une initiative.

**209/08.448 n Commission des affaires juridiques CN. Interdiction d'exercer une profession pour les auteurs d'actes pédosexuels** (11.09.2008)

La commission décide de soumettre à l'Assemblée fédérale une modification des règles relatives à l'interdiction d'exercer une profession.

Le Code pénal sera modifié comme suit:

Art. 67 Interdiction d'exercer une profession

...

## Al. 1bis

Le juge peut interdire à l'auteur, pour une durée indéterminée, l'exercice de toute activité professionnelle ou activité de loisirs organisée le mettant en relation avec des enfants de moins de 16 ans, sous réserve de l'article 67a alinéa 4, s'il est condamné pour l'une des infractions ci-dessous, dans la mesure où l'acte a été commis sur un enfant de moins de 16 ans et où le danger existe que l'auteur commette d'autres actes de cette nature:

article 187 Actes d'ordre sexuel avec des enfants;

article 189 Contrainte sexuelle;

article 190 Viol;

article 191 Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance;

article 192 Actes d'ordre sexuel avec des personnes hospitalisées, détenues ou prévenues;

article 193 Abus de la détresse.

## Al. 2

... Si l'interdiction découle de l'alinéa 1bis, l'exercice de cette activité lui est entièrement interdit.

Art. 67a Exécution

...

## Al. 3

... sur la levée de l'interdiction d'exercer une profession visée à l'article 67 alinéa 1, ou sur la limitation de sa durée ou de son contenu.

...

Seront en outre soumises à l'Assemblée fédérale des dispositions visant à garantir la mise en oeuvre efficace de l'interdiction d'exercer une profession. Il s'agit notamment de créer un registre (qui ferait par ex. partie du casier judiciaire, mais dont un extrait pourrait être établi séparément) où inscrire les interdictions d'exercer une profession, ainsi que - à titre de mesure fondée sur le droit de procédure et destinée à l'exécution du droit fédéral matériel - les raisons de l'obligation de présenter un extrait du registre en question en cas d'embauche dans certaines professions ou de prise en charge de certaines tâches dans le cadre d'activités de loisirs impliquant des enfants de moins de 16 ans.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**11.09.2008 CAJ-CN.** La commission décide d'élaborer une initiative.

**210/08.497 n Commission des affaires juridiques**

**CN. Modification des règles légales relatives à l'immunité** (17.10.2008)

La Commission des affaires juridiques dépose l'initiative parlementaire suivante:

- La Loi sur le Parlement (LParl; RS 171.10) doit être modifiée comme suit: un rapport direct entre l'infraction reprochée au député et les fonctions ou les activités parlementaires de celui-ci est exigé.

- La Loi sur le Parlement doit être modifiée comme suit: le traitement des cas d'immunité n'a plus lieu au plénum des conseils; il est confié de manière définitive soit à une commission commune aux deux conseils (nouvellement créée), soit à deux commissions (existantes ou à créer) siégeant séparément.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**17.10.2008 CAJ-CN.** La commission décide d'élaborer une initiative.

**Initiatives des députés****211/03.424 n Abate. Actes d'ordre sexuel avec des enfants. Allongement de la peine prévue par l'article 187 CP** (17.06.2003)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1er de la constitution et sur l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je dépose l'initiative parlementaire suivante demandant la modification de l'article 187 chiffre 1 du Code pénal (CP), afin que celui qui commet un acte d'ordre sexuel sur un enfant de moins de 16 ans, entraîne un enfant de cet âge à commettre un acte d'ordre sexuel ou mêle un enfant de cet âge à un acte d'ordre sexuel, soit puni de la réclusion pour dix ans au plus.

*Cosignataires:* Cavalli, Pedrina, Pelli, Simoneschi-Cortesi (4)

CN *Commission des affaires juridiques*

**22.09.2004 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**20.12.2006 Conseil national.** Le délai imparti pour traiter l'initiative est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2008.

**20.03.2008 Conseil national.** L'initiative n'est pas classée.

**212/07.409 n Abate. Annulation des commandements de payer injustifiés** (22.03.2007)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP), notamment à l'article 85a, est modifiée afin que les commandements de payer injustifiés soient annulés rapidement sans porter atteinte aux intérêts de ceux qui intentent une action en libération de dette parce que celle-ci n'a jamais existé ou qu'elle est éteinte.

*Cosignataires:* Amherd, Brunschwig Graf, Dupraz, Germanier, Huber, Markwalder Bär, Pelli (7)

CN *Commission des affaires juridiques*

**213/08.419 n Aebi. Autoriser la publicité paysagère comme revenu accessoire pour les paysans** (20.03.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La législation sera modifiée de manière à ce que la publicité paysagère soit généralement autorisée.

*Cosignataires:* Amstutz, Baader Caspar, Baettig, Baumann J. Alexander, Bigger, Bignasca Attilio, Borer, Bourgeois, Brunner, Büchler, Dunant, Engelberger, Estermann, Favre Laurent, Fehr Hans, Fiala, Flückiger, Föhn, Freysinger, Füglistaller, Germanier, Giezendanner, Glauser, Glur, Graber Jean-Pierre, Grin, Grunder, Hassler, Heer, Hurter Thomas, Hutter Jasmin, Joder, Kaufmann, Killer, Kunz, Maurer, Miesch, Mörgeli, Müller Walter, Müri, Nidegger, Parmelin, Pfister Theophil, Reimann Lukas, Reymond, Rickli Natalie, Rime, Rutschmann, Schenk Simon, Scherer, Schibli, Spuhler, Stahl, Stamm, Veillon, von Rotz, von Siebenthal, Walter, Wandfluh, Wasserfallen, Wobmann, Zemp, Zuppiger (63)

CN *Commission des transports et des télécommunications*

**214/02.452 n Aeppli. Mise en place d'un service central en matière de pédophilie sur Internet** (26.09.2002)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1er de la Constitution fédérale et sur l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je dépose l'initiative parlementaire suivante, rédigée sous la forme d'une demande conçue en termes généraux:

Dans le but de coordonner et d'accroître l'efficacité de la poursuite pénale dans le domaine de la cybercriminalité, et notamment de la pédopornographie, une compétence fédérale semblable à celle que prévoit l'article 340bis du Code pénal en matière de crime organisé et de criminalité économique doit être créée.

*Cosignataires:* Abate, Aeschbacher, Antille, Bader Elvira, Banga, Bangerter, Baumann J. Alexander, Baumann Ruedi, Baumann Stephanie, Beck, Bernasconi, Bosshard, Bruderer, Brunner, Bühlmann, Chappuis, Cuche, de Dardel, Decurtins, Dormann Rosmarie, Dormond Béguelin, Dupraz, Eberhard, Eggly, Ehrler, Engelberger, Estermann, Fasel, Fehr Hans-Jürg, Fehr Mario, Fehr Jacqueline, Galli, Garbani, Genner, Giezen-danner, Glasson, Glur, Goll, Graf Maya, Gross Jost, Gutzwiller, Haering, Haller, Hämmerle, Hassler, Heberlein, Hegetschweiler, Heim, Hess Peter, Hess Walter, Hofmann, Hollenstein, Hubmann, Imfeld, Imhof, Janiak, Joder, Jossen-Zinsstag, Jutzet, Keller, Lalive d'Epinay, Leutenegger Hajo, Leutenegger Oberholzer, Leuthard, Lustenberger, Maillard, Mariétan, Marty Kälin, Mathys, Maury Pasquier, Meier-Schatz, Menétrey-Savary, Messmer, Meyer Thérèse, Müller-Hemmi, Oehrlé, Pedrina, Polla, Randegger, Rechsteiner-Basel, Rechsteiner Paul, Riklin Kathy, Robbiani, Rossini, Ruey, Scheurer Rémy, Schibli, Schmid Odilo, Schwaab, Seiler, Siegrist, Simoneschi-Cortesi, Speck, Spuhler, Strahm, Studer Heiner, Stump, Suter, Teuscher, Thanei, Theiler, Tillmanns, Tschäppät, Tschuppert, Vallender, Vaudroz Jean-Claude, Vaudroz René, Vermot-Mangold, Waber, Walker Felix, Wirz-von Planta, Wyss Ursula, Zäch, Zanetti, Zuppiger (115)

CN *Commission des affaires juridiques*

**11.12.2003 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**24.03.2006 Conseil national.** Le délai imparti à la commission pour présenter un projet est prorogé jusqu'à la session de printemps 2008.

**20.03.2008 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session de printemps 2010.

**215/07.480 n Aeschbacher. Halte au tourisme de la mort dans notre pays** (05.10.2007)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Afin d'empêcher le tourisme de la mort, il est interdit d'aider les personnes qui ne résident pas en Suisse à se suicider.

*Cosignataires:* Donzé, Studer Heiner (2)

CN *Commission des affaires juridiques*

**216/08.462 n Aeschbacher. Pas de commerce avec la mort!** (02.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La législation sera modifiée de manière à assurer l'impunité, en cas d'assistance au suicide, aux seules personnes agissant de manière désintéressée et ne percevant aucune rémunération,

et à garantir que la personne ayant fourni cette assistance, son entourage ou une organisation impliquée dans l'assistance au suicide ne pourront ni toucher de l'argent, ni bénéficier de legs, de cadeaux ou d'autres prestations ayant valeur d'argent.

*Cosignataires:* Amacker, Amherd, Bader Elvira, Chevrier, Donzé, Gadiant, Graber Jean-Pierre, Hany, Riklin Kathy, Schmid-Federer, Schmidt Roberto, Segmüller, von Siebenthal (13)  
CN *Commission des affaires juridiques*

**217/08.487 n Aeschbacher. Pas de privilèges fiscaux injustes pour les organisations bénéficiant d'allègements d'impôts** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La législation sera modifiée de sorte que les bénéfices réalisés grâce à une activité purement commerciale par une organisation bénéficiant d'un allègement fiscal soient, à l'avenir, imposés normalement s'ils ne servent pas à couvrir les frais de gestion habituels de l'organisation ni les dépenses liées à la tenue de la manifestation dans le cadre de laquelle l'activité de nature purement commerciale a lieu.

*Cosignataire:* Donzé (1)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**218/07.402 n Amherd. Loi fédérale sur l'encouragement et la protection des enfants et des jeunes. Base constitutionnelle** (12.03.2007)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante.

L'article 67 de la Constitution doit être complété par un alinéa 1bis formulé comme suit:

La Confédération peut légiférer au sujet de l'encouragement et de la protection des enfants et des jeunes.

*Cosignataires:* Aeschbacher, Bader Elvira, Baumann J. Alexander, Brun, Büchler, Burkhalter, Cathomas, Chevrier, Darbellay, de Buman, Donzé, Freysinger, Galladé, Glanzmann, Glasson, Häberli-Koller, Hany, Heim, Hochreutener, Hubmann, Humbel Näf, Imfeld, Jermann, Kiener Nellen, Kohler, Lang, Lustenberger, Meyer Thérèse, Müller Thomas, Riklin Kathy, Robbiani, Schenker Silvia, Studer Heiner, Thanei, Widmer, Zemp (36)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**02.11.2007 CSEC-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**14.10.2008 CSEC-CE.** Ne pas donner suite

**219/04.474 n Baumann J. Alexander. Loi sur l'assurance-accidents. Modification de l'article 66 (entreprises assurées)** (08.10.2004)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 66 alinéa 2 de la loi fédérale sur l'assurance-accidents (LAA; RS 832.20) est modifié comme suit:

Art. 66 Domaine d'activité

....

Al. 2

Le Conseil fédéral peut dispenser à leur demande de l'assujettissement à la CNA les entreprises qui ne satisfont que dans une faible mesure les critères établis à l'alinéa 1, à compter du début d'une année civile. La dispense est réglée par voie d'ordonnance et prend effet un an après l'entrée en vigueur cette dernière.

....

Les alinéas 2 à 4 en vigueur sont renumérotés (al. 3 à 5).

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**11.05.2006 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**220/03.432 n Beck. LPP. Abrogation de l'article 69 alinéa 2** (20.06.2003)

En vertu des articles 160 alinéa 1er de la Constitution fédérale et 21bis alinéa 1er de la loi sur les rapports entre les conseils, je dépose l'initiative parlementaire suivante, rédigée sous la forme d'une demande conçue en termes généraux:

Le Conseil fédéral est prié de présenter aux Chambres un projet d'abrogation de l'alinéa 2 de l'article 69 de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP), dans le but de mettre fin à la possibilité offerte aux institutions de prévoyance des corporations de droit public de déroger au principe du bilan en caisse fermée.

*Cosignataires:* Antille, Bernasconi, Brunner, Donzé, Fattebert, Favre Charles, Fischer, Glasson, Heim, Hess Peter, Kunz, Leu, Lustenberger, Polla, Ruey, Scheurer Rémy, Schneider, Steiner, Triponez, Vaudroz René, Weyeneth, Wirz-von Planta (22)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**28.02.2005 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**23.03.2007 Conseil national.** Le délai est prolongé de deux ans, jusqu'à la session de printemps 2009.

**221/07.425 n Beck. Prévoyance professionnelle. Bonifications de vieillesse linéaires sur toute la durée de l'activité professionnelle** (23.03.2007)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) doit être modifiée en vue d'établir, progressivement et d'ici la fin de la génération d'entrée dans la LPP, un taux de bonification annuel de l'avoie de vieillesse unique et indépendant de l'âge. Le principe de la parité doit être respecté.

*Cosignataires:* Brunschwig Graf, Burkhalter, Chevrier, Dormond Béguelin, Dupraz, Eggly, Favre Charles, Germanier, Glasson, Guisan, Kaufmann, Kleiner, Kohler, Müller Walter, Müller Philipp, Pagan, Parmelin, Perrin, Rechsteiner-Basel, Rime, Roscini, Ruey, Veillon (23)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**222/08.457 n Bourgeois. Souveraineté alimentaire** (29.09.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante et requiers la modification de la loi fédérale sur l'agriculture comme suit:

**Art. 1 But**

La Confédération veille à ce que l'agriculture, par une production répondant à la fois aux exigences du développement durable, à celles du marché et à celles de la souveraineté alimentaire, contribue substantiellement:

Let. a

à la sécurité ...

...

**Art. 2 Mesures de la Confédération**

Al. 1

La Confédération prend notamment les mesures suivantes:

...

Let. abis

assurer la couverture de manière prépondérante des besoins de la population par une production indigène de qualité, durable et diversifiée;

...

*Cosignataires:* Abate, Aebi, Amherd, Amstutz, Aubert, Baader Caspar, Bader Elvira, Baettig, Barthassat, Bigger, Binder, Borer, Brunner, Büchler, Bugnon, Carobbio Guscelli, Cassis, Cathomas, Caviezel, Chevrier, Daguët, Darbellay, de Buman, Dunant, Eichenberger, Engelberger, Estermann, Favre Laurent, Favre Charles, Fehr Hans, Flückiger, Fluri, Föhn, Français, Freysinger, Füglistaller, Gadiant, Geissbühler, Germanier, Girod, Glanzmann, Glauser, Glur, Graber Jean-Pierre, Graf Maya, Grin, Grunder, Häberli-Koller, Haller, Hassler, Heer, Hiltbold, Hodgers, Hutter Jasmin, Ineichen, John-Calame, Jositsch, Killer, Kunz, Lang, Leuenberger-Genève, Lumengo, Lustenberger, Malama, Marra, Maurer, Meier-Schatz, Meyer Thérèse, Miesch, Moret, Müller Walter, Müller Philipp, Muri, Nidegger, Nussbaumer, Parmelin, Pedrina, Pfister Theophil, Prelicz-Huber, Rechsteiner-Basel, Rennwald, Reymond, Rielle, Riklin Kathy, Rime, Roth-Bernasconi, Rutschmann, Schelbert, Schenk Simon, Scherer, Schibli, Schmidt Roberto, Schwander, Sommaruga Carlo, Steiert, Teuscher, Thorens Goumaz, Triponez, Tschümperlin, Veillon, von Rotz, von Siebenthal, Voruz, Waber, Walter, Wobmann, Wyss Brigit, Zemp, Zisyadis, Zuppiger (110)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**223/08.481 n Bourgeois. Renforcement des énergies renouvelables** (03.10.2008)

Me fondant sur l'article 160 de la Constitution et sur l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Par cette initiative, je propose qu'on modifie les articles 7a et 15b de la loi sur l'énergie tels que prévues dans la modification du 23 mars 2007 de la loi sur l'approvisionnement en électricité (RO 2007 3425, annexe, chiffre 2) avec pour objectifs:

- de donner plus de souplesse dans la répartition des moyens définis à l'article 7a al. 4 en prenant en considération la rentabilité et les potentialités des différentes énergies renouvelables;

- de demander au Conseil fédéral, si nécessaire, de proposer au parlement l'adaptation du produit du supplément fixé à l'article 15b al. 4.

*Cosignataires:* Abate, Aebi, Aubert, Bader Elvira, Barthassat, Bäumle, Büchler, Cassis, Cathomas, Caviezel, de Buman, Fasel, Favre Laurent, Fluri, Français, Germanier, Glauser, Graber Jean-Pierre, Grin, Hassler, Hiltbold, Leutenegger Filippo, Lüscher, Malama, Marra, Messmer, Meyer Thérèse, Moret, Müller Walter, Nordmann, Noser, Perrinjaquet, Rechsteiner-

Basel, Rennwald, Teuscher, Thorens Goumaz, van Singer, Voruz, Wasserfallen (39)

CN *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**224/07.450 n Bruderer. Règles minimales pour l'octroi et le financement des bourses d'études** (22.06.2007)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Des bases légales doivent être créées pour obtenir que les cantons s'en tiennent à des règles minimales lors de l'octroi de bourses d'études.

Ces règles minimales obéissent notamment aux considérations qui suivent:

1. La somme de la bourse et du montant qu'il est raisonnable d'imputer aux parents devra couvrir au moins 70 pour cent des besoins de base d'un étudiant. Des études et des relevés statistiques divers montrent que les besoins de base - compte tenu du niveau actuel des prix et des taxes d'études - s'élèvent à 15 000 francs pour un étudiant qui habite chez ses parents et à 22 000 francs pour un étudiant qui a son propre logement (assurance-maladie et taxes d'études comprises).

2. Les éléments dont les cantons tiennent compte pour déterminer les contributions raisonnablement imputables aux parents doivent correspondre à des règles uniformes dans tout le pays. Ces règles ne doivent pas être fixées au détriment des classes moyennes inférieures.

3. Lors de la détermination des besoins de base des étudiants, il ne faudra pas oublier qu'ils ont le droit de choisir librement leur établissement en Suisse (et même en Europe dans le cadre d'un échange dans le cadre de l'année de mobilité).

4. Des mesures spéciales devront être prévues par les cantons pour les cas particuliers et les cas de rigueur.

5. Un soutien de la part de la Confédération sera réservé pour une période transitoire à tout canton qui augmentera ses contributions aux étudiants après l'harmonisation matérielle des bourses d'études.

*Cosignataires:* Allemann, Aubert, Carobbio Guscetti, Chappuis, Daguet, Dormond Béguelin, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Fehr Mario, Galladé, Graf-Litscher, Gross, Gysin Remo, Haering, Heim, Hofmann, Hubmann, Janiak, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Nordmann, Pedrina, Rechsteiner-Basel, Rennwald, Rey, Robbiani, Rossini, Roth-Bernasconi, Savary, Schenker Silvia, Sommaruga Carlo, Stump, Teuscher, Tschümperlin, Widmer (35)

CN *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**02.11.2007 CSEC-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**225/05.463 n Brunner. Empêcher les mariages fictifs** (16.12.2005)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 98 du Code civil sera modifié comme suit:

Art. 98

B. Procédure préparatoire

I. Demande

1 La demande en exécution de la procédure préparatoire est présentée par les fiancés auprès de l'office de l'état civil du domicile de l'un d'eux.

2 Ils comparaissent personnellement. Si les fiancés démontrent que cela ne peut manifestement pas être exigé d'eux, l'exécution de la procédure préparatoire est admise en la forme écrite.

3 Ils établissent leur identité au moyen de documents et déclarent personnellement auprès de l'office de l'état civil qu'ils remplissent les conditions du mariage; ils produisent les consentements nécessaires.

4 Les fiancés qui ne sont pas citoyens suisses produisent une autorisation de séjour ou un visa valables.

*Cosignataire:* Maurer (1)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**04.07.2006 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**30.10.2006 CIP-CE.** Adhésion.

**31.01.2008** Rapport de la commission CN (FF 2008 2247)

**14.03.2008** Avis du Conseil fédéral (FF 2008 2261)

Code civil (CC) (Empêcher les mariages en cas de séjour irrégulier)

**226/07.429 n Büchler. Assainissement des buttes de tir. Prolongation du délai jusqu'en 2012** (23.03.2007)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur la protection de l'environnement règle, à l'article 32e alinéa 3 lettre c, l'investigation, la surveillance et l'assainissement des stands de tir pollués.

Cette disposition de la loi est entrée en vigueur le 1er novembre 2006.

L'assainissement des buttes pare-balles qui se trouvent sur des sites pollués devra pouvoir être repoussé jusqu'en 2012.

*Cosignataires:* Amherd, Amstutz, Bader Elvira, Baumann J. Alexander, Bigger, Binder, Borer, Bortoluzzi, Brun, Brunner, Cathomas, Darbellay, Donzé, Engelberger, Fattebert, Fehr Hans, Föhn, Füglistaller, Gadiant, Giezendanner, Glanzmann, Glur, Haller, Hany, Hassler, Hochreutener, Huber, Humbel Näf, Hutter Jasmin, Imfeld, Jermann, Joder, Keller, Kleiner, Kunz, Leutenegger Filippo, Loepfe, Lustenberger, Mathys, Maurer, Michel, Miesch, Müller Thomas, Müller Walter, Müller Philipp, Müri, Oehri, Pfister Theophil, Pfister Gerhard, Rutschmann, Schenk Simon, Scherer, Schibli, Schlüer, Siegrist, Stahl, Stamm, Steiner, Wandfluh, Wehrli, Weyeneth, Wobmann, Zeller, Zemp, Zuppiger (65)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**23.10.2007 CEATE-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**23.11.2007 CEATE-CE.** Adhésion.

**27.10.2008** Rapport de la commission CN (FF 2008 8253)

**05.12.2008** Avis du Conseil fédéral (FF 2008 8263)

Loi fédérale sur la protection de l'environnement (Indemnisation pour l'assainissement de stands de tir)

**17.12.2008 Conseil national.** Décision conforme au projet de la Commission.

**227/05.436 n Burkhalter. Nouvelle procédure pour les programmes d'armement** (05.10.2005)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose une initiative parle-

mentaire demandant la modification suivante de la loi fédérale du 3 février 1995 sur l'armée et l'administration militaire (LAAM):

Art. 106a Programmes d'armement

Al. 1

En règle générale, le Conseil fédéral présente à l'Assemblée fédérale des programmes d'armement sous forme de crédits-cadres couvrant une période de quatre ans.

Al. 2

Il accompagne son message à ce sujet d'une réactualisation du rapport sur la politique de sécurité.

Al. 3

Il remet chaque année aux Commissions de la politique de sécurité des deux Chambres fédérales un rapport intermédiaire relatif à la réalisation du programme d'armement.

*Cosignataires:* Abate, Beck, Bezzola, Borer, Büchler, Bugnon, Christen, Eggly, Engelberger, Favre Charles, Fluri, Germanier, Glasson, Guisan, Gutzwiller, Huber, Hutter Markus, Imfeld, Kleiner, Leu, Leutenegger Filippo, Loepfe, Noser, Ruey, Sadis, Vaudroz René, Wäfler, Weigelt (28)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

**21.11.2006 CPS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**20.02.2007 CPS-CE.** Adhésion.

**09.05.2008** Rapport de la commission CN (FF 2008 6203)

**02.07.2008** Avis du Conseil fédéral (FF 2008 6243)

Voir objet 06.447 Iv.pa. Groupe V

Loi fédérale sur l'Assemblée fédérale (LParl)

**228/08.523 n Carobbio Guscetti. Limiter à un million de francs au plus le montant des indemnités de départ que les entreprises peuvent déduire fiscalement** (19.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le droit fiscal sera modifié de telle sorte que les entreprises ne pourront plus déduire fiscalement qu'un montant de un million de francs au titre d'indemnités versées.

*Cosignataires:* Aubert, Fehr Jacqueline, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Lumengo, Nussbaumer, Rielle, Rossini, Schenker Silvia, Stump, Widmer, Wyss Ursula (12)

**229/07.485 n Cassis. Egalité de traitement des médecins généralistes** (05.10.2007)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les dispositions légales régissant la médecine générale doivent être revues de sorte que l'évaluation de l'économicité des prestations médicales soit rationnelle et repose sur des critères objectifs. Ces derniers doivent toujours être le fruit de la concertation des parties contractantes et ne doivent pas avoir d'effets indésirables qui empêcheraient un traitement optimal des patients (en particulier des patients souffrant de maladies chroniques ou présentant une polymorbidité), voire qui mèneraient à un rationnement masqué des soins.

*Cosignataires:* Abate, Beck, Bortoluzzi, Bruderer, Burkhalter, Carobbio Guscetti, Dunant, Eggly, Fluri, Galladé, Germanier, Guisan, Gutzwiller, Heim, Huber, Ineichen, Kleiner, Kohler, Markwalder Bär, Meyer Thérèse, Michel, Moret, Müller Philipp,

Rey, Robbiani, Ruey, Simoneschi-Cortesi, Stahl, Triponez, Vaudroz René (30)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**17.10.2008 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

Voir objet 07.484 Iv.pa. Meyer Thérèse

**230/04.478 n Chevrier. LTVA. Déduction de l'impôt préalable. Article 38** (01.12.2004)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je présente l'initiative parlementaire suivante sous forme d'une demande d'abrogation in parte qua de l'article 38 alinéa 8 LTVA.

Le Parlement est chargé de modifier la loi fédérale régissant la taxe sur la valeur ajoutée en biffant la phrase suivante: "Il agit de même s'il reçoit des subventions ou d'autres contributions des pouvoirs publics."

*Cosignataires:* Abate, Amstutz, Beck, Bezzola, Cina, Darbellay, de Buman, Freysinger, Gadiant, Germanier, Glasson, Haller, Hassler, Kohler, Meier-Schatz, Meyer Thérèse, Rey, Rime, Robbiani, Rossini, Vaudroz René, Veillon, Vollmer (23)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**231/08.530 n Chevrier. Limitation du nombre d'objets en votation** (19.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur les droits politiques est modifiée comme suit:

Article 10 alinéa 1ter (nouveau): Il ne peut être soumis plus de trois objets simultanément en votation.

*Cosignataires:* Amherd, Barthassat, Berberat, Darbellay, Freysinger, Hodgers, Leuenberger-Genève, Marra, Meyer Thérèse, Robbiani, Schmidt Roberto, Thorens Goumaz, Zisyadis (13)

**232/00.431 n Cina. Assurer l'encadrement législatif de l'activité de guide de montagne et du secteur des activités à risque** (23.06.2000)

Me fondant, d'une part, sur l'article 160 alinéa 1er de la Constitution fédérale et, d'autre part, sur l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les Conseils, je dépose l'initiative parlementaire suivante, sous la forme d'une demande conçue en termes généraux:

Le commerce des activités à risque de plein air et la profession de guide de montagne sont réglementés dans une loi suisse fondée sur les compétences constitutionnelles fédérales (art. 42 al. 2 et art. 76, 77, 78 et 95 cst.).

*Cosignataires:* Antille, Bader Elvira, Baumann J. Alexander, Beck, Berberat, Bühlmann, Chevrier, Decurtins, Dupraz, Engelberger, Fässler, Galli, Gendotti, Glasson, Günter, Hämmerle, Heim, Hollenstein, Jossen-Zinsstag, Jutzet, Lauper, Leuthard, Mariétan, Meyer Thérèse, Riklin Kathy, Rossini, Schmid Odilo, Simoneschi-Cortesi, Sommaruga Simonetta, Vallender, Vaudroz Jean-Claude, Vaudroz René, Walker Felix, Wyss Ursula, Zäch, Zanetti, Zapfl (37)

CN *Commission des affaires juridiques*

**19.09.2001 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**19.12.2003 Conseil national.** Le délai imparti à l'élaboration d'un projet allant dans le sens de l'initiative est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2005.

**16.12.2005 Conseil national.** Le délai imparti pour l'élaboration d'un projet allant dans le sens de l'initiative est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2007.

**01.12.2006** Rapport de la commission CN (FF 2007 1413)

**14.02.2007** Avis du Conseil fédéral (FF 2007 1453)

**12.06.2007 Conseil national.** L'initiative n'est pas classée

Voir objet 01.3218 Mo. CSSS-CN (00.431)

Loi fédérale sur les guides de montagne et les organisateurs d'activités à risque

**233/04.472 n Darbellay. Garde de chevaux en zone agricole** (08.10.2004)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose une initiative parlementaire visant à assouplir, voire à lever les dispositions qui limitent trop strictement ou empêchent la garde de chevaux de sport ou de loisirs dans la zone agricole. Il s'agit essentiellement de la loi sur l'aménagement du territoire (LAT), de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT) et de la loi fédérale sur le droit foncier rural.

*Cosignataires:* Abate, Bader Elvira, Beck, Bigger, Brun, Büchler, Bugnon, Cathomas, Chevrier, Christen, Cina, Cuche, de Buman, Dupraz, Eggly, Fattebert, Favre Charles, Freysinger, Germanier, Glasson, Glur, Häberli-Koller, Haller, Huguenin, Humbel Näf, Jermann, Joder, Kohler, Leu, Loepfe, Lustenberger, Mathys, Meyer Thérèse, Müller Walter, Müller Philipp, Noser, Oehrli, Parmelin, Pfister Gerhard, Rey, Rime, Robbiani, Ruey, Scherer, Schmied Walter, Simoneschi-Cortesi, Vaudroz René, Veillon, Wäfler, Walker Felix, Walter, Wehrli, Zapfl, Zisyadis (54)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**11.01.2005 CEATE-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**25.06.2007 CEATE-CE.** Ne pas donner suite

**05.03.2008 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**17.10.2008 CEATE-CE.** Ne pas donner suite

**10.12.2008 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**234/04.473 n Darbellay. Interdiction d'exercer une profession en rapport avec les enfants pour les auteurs d'actes pédophiles** (08.10.2004)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose une initiative parlementaire qui propose de modifier l'article 54 du Code pénal suisse comme suit:

Art. 54 al. 1bis CP

Dans les cas d'actes d'ordre sexuel commis sur des enfants de moins de 16 ans (art. 187 CP), le juge interdira au condamné pour dix ans au moins d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact régulier avec des mineurs.

*Cosignataires:* Abate, Bader Elvira, Beck, Berberat, Bigger, Brun, Büchler, Cathomas, Chevrier, Christen, Cina, de Buman, Dupraz, Fattebert, Favre Charles, Freysinger, Galladé, Germanier, Glasson, Glur, Häberli-Koller, Hassler, Humbel Näf, Jermann, Kohler, Leu, Leuthard, Loepfe, Lustenberger, Mathys,

Meier-Schatz, Meyer Thérèse, Müller Walter, Müller Philipp, Oehrli, Parmelin, Pfister Gerhard, Rey, Riklin Kathy, Rime, Robbiani, Ruey, Schmied Walter, Simoneschi-Cortesi, Veillon, Wäfler, Walker Felix, Walter, Wehrli, Zapfl, Zisyadis (51)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**06.03.2008 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**02.06.2008 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**235/08.426 n Darbellay. Réintroduction de l'expulsion du territoire suisse à titre de peine accessoire** (20.03.2008)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code pénal doit être complété comme suit:

Art. 73a

7. Expulsion du territoire suisse

Le juge peut condamner à l'expulsion du territoire suisse pour une durée de trois à quinze ans un étranger condamné à une peine privative de liberté de plus de six mois. Si la peine privative de liberté excède trois ans, l'expulsion peut être prononcée à vie.

*Cosignataires:* Amacker, Amherd, Bader Elvira, Barthassat, Bischof, Cathomas, Chevrier, Glanzmann, Häberli-Koller, Hany, Hochreutener, Loepfe, Lustenberger, Müller Thomas, Pfister Gerhard, Robbiani, Schmidt Roberto, Segmüller, Zemp (19)

CN *Commission des institutions politiques*

**236/08.441 n Donzé. Droit du travail. Indemnisation équitable des personnes effectuant un service de protection civile** (13.06.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les dispositions du Code des obligations (CO) concernant le droit du travail doivent être modifiées de telle sorte qu'au moins un jour de congé par semaine soit accordé aux personnes effectuant un service de protection civile si elles servent durant le week-end et si l'employeur conserve leurs allocations pour perte de gain (APG).

*Cosignataires:* Aeschbacher, Amacker, Amherd, Bader Elvira, Barthassat, Egger, Glanzmann, Graber Jean-Pierre, Häberli-Koller, Hany, Hodgers, Leuenberger-Genève, Levrat, Schmid-Federer, Schmidt Roberto, Segmüller, Widmer, Wobmann (18)

CN *Commission de la politique de sécurité*

**237/08.504 n Donzé. Remplacer la jungle des subventions pour enfants par une allocation unique** (11.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On modifiera la Constitution et la loi de manière à remplacer toutes les déductions fiscales, les allocations et les subventions en faveur des familles par une allocation unique pour enfant et par la gratuité de l'assurance-maladie de base pour ces derniers.

*Cosignataires:* Aeschbacher, Amherd, Bader Elvira, Graber Jean-Pierre (4)

**238/02.453 n Dupraz. La transformation des bâtiments en zone agricole. Une compétence cantonale** (03.10.2002)

Conformément à l'article 160 alinéa 1er de la constitution et à l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je présente une initiative parlementaire sous la forme d'un projet rédigé de toutes pièces.

La loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT) doit être modifiée sur les points suivants:

- l'article 24c alinéa 2 doit être supprimé et reformulé ainsi:

L'autorité compétente peut autoriser la rénovation de telles constructions et installations, leur transformation, leur agrandissement mesuré ou leur reconstruction, pour autant que les bâtiments aient été érigés ou transformés légalement. Dans tous les cas, les exigences majeures de l'aménagement du territoire doivent être satisfaites. Les cantons peuvent édicter des mesures de restrictions applicables aux transformations.

- Les alinéas 2 et 3 de l'article 24d doivent être supprimés.

CN *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**11.12.2003 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**24.03.2006 Conseil national.** Le délai imparti pour présenter une proposition est prorogé jusqu'à la session de printemps 2007, à l'issue des délibérations sur l'objet no 05.084.

**22.06.2007 Conseil national.** Délai prolongé jusqu'à la session d'été 2009

**239/05.452 n Dupraz. Révision de la loi fédérale sur le matériel de guerre** (07.12.2005)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur le matériel de guerre (LFMG) doit être modifiée comme suit:

Chapitre 2 Interdiction de certaines armes

....

Art. (9) Sous-munitions

Al. 1

Il est interdit de développer, de fabriquer, de procurer à titre d'intermédiaire, d'acquérir, de remettre à quiconque, d'importer, d'exporter, de faire transiter, d'entreposer des sous-munitions ou d'en disposer d'une autre manière.

Al. 2

Nonobstant les obligations générales découlant de l'alinéa 1, sont permis la conservation ou le transfert d'un certain nombre de sous-munitions pour la mise au point de techniques de détection des sous-munitions, de leur déminage ou de leur destruction, et pour la formation à ces techniques. Le nombre de ces sous-munitions ne doit toutefois pas excéder le minimum absolument nécessaire aux fins susmentionnées.

Al. 3

Doit être considérée comme sous-munition, toute munition qui, pour remplir sa fonction, se sépare d'une munition mère. Cela recouvre toutes les munitions ou charges explosives conçues pour exploser à un moment donné après avoir été lancées ou éjectées d'une munition à dispersion mère.

*Cosignataires:* Barthassat, Burkhalter, Chevrier, Christen, Darbellay, de Buman, Dormond Béguelin, Egerszegi-Obrist, Eggly, Favre Charles, Frösch, Gadiant, Garbani, Germanier, Glasson,

Guisan, John-Calame, Jutzet, Kohler, Lang, Leuenberger-Genève, Markwalder Bär, Menétrey-Savary, Müller Walter, Müller Geri, Nordmann, Parmelin, Randegger, Recordon, Rennwald, Riklin Kathy, Robbiani, Rossini, Roth-Bernasconi, Sadis, Salvi, Siegrist, Simoneschi-Cortesi, Sommaruga Carlo, Veillon, Walter, Wyss Ursula (42)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

**25.09.2007 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**19.12.2007 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**03.03.2008 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**10.06.2008 Conseil des Etats.** L'initiative retourne à la Commission.

**240/05.429 n Egerszegi-Obrist. Structures d'accueil extrascolaire et extrafamilial** (21.09.2005)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution est modifiée comme suit:

Art. 62 al. 3

Les cantons veillent à ce que les communes proposent, en collaboration avec le secteur privé, un accueil extrafamilial et extrascolaire adéquat pour les enfants jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire. La Confédération peut les soutenir dans cette tâche.

*Cosignataires:* Abate, Beck, Burkhalter, Christen, Eggly, Favre Charles, Germanier, Glasson, Guisan, Gutzwiller, Huber, Ineichen, Kleiner, Markwalder Bär, Messmer, Noser, Pelli, Sadis (18)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**24.02.2006 CSEC-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**26.06.2006 CSEC-CE.** Adhésion.

**21.08.2008** Rapport de la commission CN (FF 2008 7807)

**241/06.453 n Egerszegi-Obrist. Réglementation, au niveau de la loi, de l'assistance au décès** (23.06.2006)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Sur la base des articles 7 (Dignité humaine) et 10 (Droit à la vie et liberté personnelle) de la Constitution, une loi doit être élaborée, qui réglera d'une part l'euthanasie active indirecte et l'euthanasie passive, et d'autre part les modalités de la surveillance des organisations d'aide au suicide.

*Cosignataires:* Abate, Markwalder Bär (2)

CN *Commission des affaires juridiques*

**242/06.430 n Engelberger. Certificat de salaire. Création d'une base légale** (11.05.2006)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 17 alinéa 1 de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD) est complété par la phrase suivante:

"... Les prestations salariales annexes d'un montant peu élevé ne sont pas imposables."

La LIFD est par ailleurs complétée par un article 127bis ayant la teneur suivante:

Art. 127bis

Al. 1

L'employeur atteste au moyen d'un certificat de salaire les prestations qu'il verse. Ce certificat atteste tous les revenus imposables conformément à l'article 17 de la présente loi. Les prestations salariales annexes peuvent être attestées de manière forfaitaire.

Al. 2

Les dispositions d'exécution sont fixées par le Conseil fédéral dans une ordonnance et soumises à l'approbation du Parlement. L'ordonnance peut prévoir des exceptions à l'obligation d'attester les prestations au moyen d'un certificat de salaire. Le Conseil fédéral et le Parlement veillent à ce que l'obligation d'attester et d'établir un décompte n'entraîne pas de charges considérables pour l'employeur.

L'article 7 alinéa 4 de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) est complété par la lettre m suivante:

"m. les prestations salariales annexes d'un montant peu élevé versées par l'employeur."

La LHID est complétée par un article 43bis ayant la teneur suivante:

Art. 43bis Certificat de salaire

Al. 1

L'employeur atteste au moyen d'un certificat de salaire les prestations qu'il verse. Ce certificat atteste tous les revenus imposables fournis par l'employeur qui relèvent de l'article 7 de la présente loi. Les prestations salariales annexes peuvent être attestées de manière forfaitaire.

Al. 2

Les dispositions d'exécution sont fixées par le Conseil fédéral dans une ordonnance et soumises à l'approbation du Parlement. L'ordonnance peut prévoir des exceptions à l'obligation d'attester les prestations au moyen d'un certificat de salaire. Le Conseil fédéral et le Parlement veillent à ce que l'obligation d'attester et d'établir un décompte n'entraîne pas de charges considérables pour l'employeur.

L'article 5 alinéa 2 de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) est complété par la phrase suivante:

"... Les prestations salariales annexes d'un montant peu élevé ne font pas partie du salaire déterminant."

On n'introduira le nouveau certificat de salaire que lorsque les dispositions susmentionnées auront été mises en oeuvre.

*Cosignataires:* Amstutz, Bezzola, Bigger, Binder, Borer, Bortoluzzi, Brun, Büchler, Bühler, Füglistaller, Glur, Hegetschweiler, Hutter Markus, Imfeld, Jermann, Kunz, Laubacher, Leutenegger Filippo, Loepfe, Lustenberger, Mathys, Messmer, Miesch, Müller Walter, Müller Philipp, Müri, Oehli, Pfister Gerhard, Rime, Rutschmann, Scherer, Schwander, Stahl, Steiner, Theiler, Triponez, Vaudroz René, Wasserfallen, Weigelt, Wobmann (40)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

#### **243/06.476 n Fasel. Un enfant, une allocation** (06.12.2006)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur les allocations familiales doit être adaptée de manière que le droit aux allocations pour enfants soit garanti selon le principe "un enfant, une allocation".

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**24.08.2007 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

#### **244/07.459 n Fasel. Formation continue obligatoire**

(22.06.2007)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

En se basant sur l'article 64a de la Constitution, on élaborera une loi disposant que tout employeur doit accorder à ses employés au moins trois jours par an pour qu'ils puissent pourvoir à leur formation continue sur le plan professionnel. Les frais en la matière seront assumés par l'employeur.

*Cosignataires:* Fehr Jacqueline, Frösch, Robbiani (3)

CN *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

#### **245/05.417 n Fässler. Droits des actionnaires. Faciliter la convocation d'une assemblée générale et l'inscription d'un objet à l'ordre du jour** (17.06.2005)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On modifiera l'article 699 CO de telle sorte que le quorum requis pour la convocation d'une assemblée générale soit ramené à 5 pour cent du capital-actions et que la limite requise pour demander l'inscription d'un objet à l'ordre du jour soit aussi abaissée. Dans ce second cas de figure, on examinera par ailleurs, dans les cas où la valeur nominale des actions concernées a été abaissée progressivement, s'il convient de prendre un critère autre que la valeur nominale des actions pour fixer le quorum.

Au besoin, on opérera dans la nouvelle réglementation une distinction entre les entreprises économiquement importantes (sociétés publiques, sociétés ayant émis des obligations, sociétés dont l'importance est supérieure à celle des PME) et les autres sociétés anonymes.

CN *Commission des affaires juridiques*

#### **246/06.466 n Fässler. Améliorer la protection des maîtres d'ouvrage** (06.10.2006)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les dispositions du Code des obligations (CO) qui régissent les services de construction et les services architecturaux seront regroupées sous un seul et même titre. Elles seront reformulées afin d'être adaptées aux réalités de la construction et seront complétées comme suit:

1. Les délais de réclamation et de garantie ainsi que la durée pendant laquelle la responsabilité s'applique devront être réglés de manière précise dans la loi; il y aura lieu notamment de simplifier la procédure actuelle - très compliquée - qui permet d'interrompre le délai de prescription lorsqu'un vice signalé à temps n'a pas été réparé.

2. Les exigences à remplir dans le cadre des contrats d'entreprise générale et des contrats prévoyant un prix fixe ou un prix

forfaitaire pour plusieurs prestations devront être clairement définies; il sera précisé en particulier que la responsabilité du prestataire de services reste engagée lorsqu'un vice est constaté après la fin des travaux.

3. Les prestations des architectes seront soumises à la responsabilité causale de la même façon que les prestations fournies dans le cadre d'un contrat d'entreprise.

*Cosignataires:* Banga, Daguet, Dormond Béguelin, Graf-Litscher, Gyr-Steiner, Haering, Heim, Kiener Nellen, Maury Pasquier, Pedrina, Rechsteiner-Basel, Rey, Roth-Bernasconi, Schenker Silvia, Thanei, Widmer (16)

CN *Commission des affaires juridiques*

**247/08.506 n Fehr Hans-Jürg. Punissabilité de la soustraction d'impôt** (15.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

"Une distinction sera faite dans les dispositions légales régissant la soustraction d'impôt (LT, LIFD, LHID) entre la soustraction d'impôt intentionnelle ou répétée d'une part et la soustraction d'impôt par négligence ou unique d'autre part. La soustraction d'impôt intentionnelle ou répétée sera qualifiée de délit, voire de crime si les montants soustraits sont importants, et poursuivie comme tel; la soustraction d'impôt par négligence ou unique sera considérée comme une contravention. Sera présumée intentionnelle toute soustraction d'impôt portant sur des montants élevés et par négligence toute soustraction concernant de petits montants".

*Cosignataires:* Allemann, Carobbio Guscelli, Fässler, Fehr Jacqueline, Gross, Heim, Kiener Nellen, Marra, Nordmann, Rechsteiner-Basel, Steiert, Stump, Voruz, Widmer (14)

**248/08.507 n Fehr Hans-Jürg. Entraide pénale en cas de soustraction d'impôt intentionnelle** (15.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

"La loi sur l'entraide pénale internationale (EIMP: RS 351.1) sera modifiée de sorte que l'entraide pénale et l'entraide administrative internationales soient accordées dans les cas de soustraction d'impôt intentionnelle ou répétée notamment en cas de soustraction de montants importants".

*Cosignataires:* Allemann, Carobbio Guscelli, Fässler, Fehr Jacqueline, Gross, Heim, Kiener Nellen, Marra, Nordmann, Rechsteiner-Basel, Steiert, Stöckli, Stump, Voruz, Widmer (15)

**249/00.436 n Fehr Jacqueline. Prestations complémentaires pour des familles. Modèle tessinois** (18.09.2000)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1er de la Constitution fédérale et sur l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je dépose l'initiative parlementaire suivante sous la forme d'un projet conçu en termes généraux:

1. Il convient de créer les bases légales permettant le versement aux familles de prestations complémentaires fédérales selon le modèle tessinois.
2. Il convient d'élaborer des modèles incitatifs montrant comment on pourrait, parallèlement à l'introduction de telles prestations complémentaires, encourager le développement de

structures aptes à seconder les familles dans leur rôle d'encadrement.

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**21.03.2001 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**20.06.2003 Conseil national.** Le délai nécessaire à l'élaboration d'un projet est prolongé de deux ans.

**17.06.2005 Conseil national.** Prorogation du délai jusqu'à la session d'été 2007.

**22.06.2007 Conseil national.** Délai prolongé jusqu'à la session d'été 2009

Voir objet 00.437 Iv.pa. Meier-Schatz

**250/05.431 n Fehr Jacqueline. Améliorer les chances de formation des enfants et des jeunes** (21.09.2005)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution est modifiée comme suit:

Art. 62 al. 3

Les cantons veillent à ce que les communes proposent, en collaboration avec le secteur privé, un accueil extrafamilial et extrascolaire adéquat pour les enfants jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire. La Confédération peut les soutenir dans cette tâche.

*Cosignataires:* Allemann, Banga, Berberat, Bruderer, Daguet, Dormond Béguelin, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Fehr Mario, Galladé, Garbani, Goll, Graf-Litscher, Gross, Günter, Gyr-Steiner, Gysin Remo, Haering, Hämmerle, Heim, Hofmann, Hubmann, Janiak, Jutzet, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Levrat, Marti Werner, Marty Kälin, Maury Pasquier, Müller-Hemmi, Nordmann, Pedrina, Rechsteiner-Basel, Rechsteiner Paul, Rennwald, Rey, Rossini, Roth-Bernasconi, Salvi, Savary, Schenker Silvia, Sommaruga Carlo, Stöckli, Stump, Thanei, Vermot-Mangold, Vollmer, Widmer, Wyss Ursula (50)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**24.02.2006 CSEC-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**26.06.2006 CSEC-CE.** Adhésion.

**21.08.2008** Rapport de la commission CN (FF 2008 7807)

**251/08.434 n Fehr Jacqueline. Normes de gouvernance et critères de transparence dans l'assurance-maladie** (12.06.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les articles 13 et suivants de la loi fédérale sur l'assurance-maladie seront complétés de manière à ce que les assureurs autorisés à pratiquer l'assurance-maladie sociale soient tenus de respecter les critères suivants:

1. transparence absolue en ce qui concerne la structure de l'entreprise, l'indemnisation des membres des organes directeurs, la sous-traitance et le respect des dispositions relatives à la protection des données (notamment en cas de sous-traitance de certaines activités);
2. séparation complète et vérifiable des diverses activités d'un groupe, notamment au niveau du personnel;
3. respect des critères de gouvernance énoncés dans le Swiss Code of Best Practice for Corporate Governance.

*Cosignataires:* Allemann, Aubert, Carobbio Guscetti, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Goll, Heim, Hofmann, Leutenegger Oberholzer, Marra, Nordmann, Pedrina, Rielle, Rossini, Roth-Bernasconi, Schenker Silvia, Sommaruga Carlo, Steiert, Stump, Voruz (20)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**252/08.474 n Fehr Jacqueline. Séparation claire des intérêts dans l'assurance-maladie obligatoire** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi du 13 décembre 2002 sur l'Assemblée fédérale (loi sur le Parlement) doit être modifiée de sorte que les personnes suivantes ne puissent pas être membres de l'Assemblée fédérale:

a. les personnes qui siègent dans des organes de direction opérationnels ou stratégiques de caisses-maladie, pour autant que ces dernières soient actives dans le secteur de l'assurance-maladie obligatoire;

b. les personnes qui siègent dans des organes de direction opérationnels ou stratégiques d'associations de la branche de l'assurance-maladie, notamment SantéSuisse, pour autant que ces associations exécutent des tâches (entre autres les négociations afférentes aux tarifs) en rapport avec l'assurance de base.

*Cosignataires:* Allemann, Aubert, Carobbio Guscetti, Daguët, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Frösch, Gilli, Goll, Graf Maya, Lumengo, Marra, Nordmann, Nussbaumer, Pedrina, Rielle, Rossini, Schenker Silvia, Sommaruga Carlo, Steiert, Stöckli, Stump, Vischer, Voruz, Widmer (25)

CN *Commission des institutions politiques*

**253/08.403 n Flückiger. Plus de communication dans la circulation routière. Réintroduction du signe de la main** (17.03.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 49 alinéa 2 de la loi fédérale sur la circulation routière sera complété et aura la teneur suivante:

Ils bénéficient de la priorité sur de tels passages, mais doivent faire un signe de la main et ne pas se lancer à l'improviste.

*Cosignataires:* Aebi, Amstutz, Baader Caspar, Baettig, Baumann J. Alexander, Bigger, Binder, Borer, Bortoluzzi, Brunner, Bugnon, Dunant, Eichenberger, Fehr Hans, Fiala, Freysinger, Füglistaller, Geissbühler, Glauser, Grin, Grunder, Haller, Hutter Markus, Hutter Jasmin, Kaufmann, Killer, Kleiner, Leutenegger Filippo, Lustenberger, Malama, Maurer, Miesch, Mörgeli, Müri, Parmelin, Perrin, Pfister Theophil, Reimann Lukas, Reymond, Rickli Natalie, Rime, Rutschmann, Schenk Simon, Scherer, Schibli, Schwander, Segmüller, Spuhler, Stahl, Stamm, Theiler, von Rotz, von Siebenthal, Walter, Wobmann (55)

CN *Commission des transports et des télécommunications*

**254/07.467 n Freysinger. Incidence financière des liens d'intérêt** (26.09.2007)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Je demande que l'article 11 alinéa 1 de la loi sur le Parlement soit complété par une lettre f dont la teneur est la suivante:

Art. 11 al. 1

Lorsqu'il entre en fonction et au début de chaque année civile, tout député indique par écrit au bureau:

...

f. le montant des gains annuels que représente chacun de ses liens d'intérêts.

*Cosignataires:* Bignasca Attilio, Darbellay, Fattebert, Graf Maya, Gross, Hess Bernhard, Hutter Jasmin, John-Calame, Leuenberger-Genève, Levrat, Menétrey-Savary, Nordmann, Pagan, Perrin, Reymond, Rime, Savary, Schmied Walter, Wäfler, Widmer (20)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**22.08.2008 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**14.10.2008 CIP-CE.** Ne pas donner suite

**x 255/08.425 n Freysinger. Inscription du principe de précaution dans la Constitution** (20.03.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Je propose d'introduire respectivement, deux nouveaux alinéas à l'article 15 de la Constitution fédérale, ayant la teneur suivante:

Nul ne peut, de quelque manière que ce soit, exploiter la religion, les sentiments religieux ou les choses considérées comme sacrées par la religion, ni en abuser, dans le but de faire prévaloir, notamment dans l'esprit des adeptes, la norme religieuse sur la norme civile, pénale et/ou administrative de la Confédération et des cantons.

Lorsque des risques de réalisation d'un délit, d'un crime, ou d'un acte quelconque portant ou visant à porter atteinte à l'ordre constitutionnel de la Confédération ou d'un canton, sont susceptibles de découler de la référence à une norme religieuse, la Confédération et les cantons veillent, chacun en ce qui les concerne, par application du principe de précaution, à la mise en oeuvre de procédures d'évaluation desdits risques et à l'adoption de mesures adéquates afin de parer à la réalisation desdits risques.

Et un alinéa à l'article 275bis du Code pénal, ayant la teneur suivante:

Les libertés de croyance et de conscience et les droits de manifestation et de culte qui en découlent, ne peuvent être exercés dans le but exprès ou implicite de porter atteinte à l'ordre constitutionnel de la Confédération ou d'un canton, même sans violence, ni dans le but de justifier directement ou indirectement une quelconque infraction à l'ordre civil, pénal ou administratif de la Confédération et d'un canton.

Le risque d'infraction visé à l'alinéa précédent engage la responsabilité de tous ceux qui en sont les initiateurs et/ou les diffuseurs, qui n'en seront exonérés qu'en apportant la preuve des moyens de prévention effectifs qu'ils auront eux-mêmes mis en oeuvre.

*Cosignataires:* Baettig, Baumann J. Alexander, Bigger, Bignasca Attilio, Binder, Borer, Bortoluzzi, Estermann, Flückiger, Föhn, Füglistaller, Geissbühler, Glauser, Glur, Grin, Grunder, Hassler, Heer, Hurter Thomas, Hutter Jasmin, Joder, Kaufmann, Kunz, Maurer, Mörgeli, Müller Thomas, Perrin, Pfister Theophil, Reimann Lukas, Rickli Natalie, Schenk Simon,

Scherer, Schibli, Schwander, Veillon, von Rotz, von Siebenthal, Waber, Walter, Wandfluh, Wobmann (41)

CN *Commission des institutions politiques*

**17.12.2008 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**256/07.498 n Galladé. Ranger les armes de service à l'arsenal** (21.12.2007)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Afin d'améliorer la sécurité à domicile et dans l'espace public, le droit en vigueur sera modifié de telle sorte que les armes à feu des militaires seront déposées, en dehors des périodes de service, dans des locaux sécurisés de l'armée et qu'aucune arme à feu ne sera remise aux militaires au moment où ils quittent l'armée.

Des exceptions seront prévues pour les tireurs sportifs titulaires d'une licence. Toutes les autres personnes effectueront leur programme de tirs obligatoires et de tirs en campagne avec des armes impersonnelles qui leur seront remises en prêt au stand de tir par les associations de tir reconnues.

*Cosignataires:* Aeschbacher, Allemann, Amacker, Daguet, Fehr Hans-Jürg, Fehr Mario, Fehr Jacqueline, Glanzmann, Heim, Hodggers, Hofmann, Lumengo, Marra, Moser, Rechsteiner-Basel, Robbiani, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Stöckli, Widmer (20)

CN *Commission de la politique de sécurité*

**257/05.430 n Genner. Améliorer les chances des enfants et des familles** (21.09.2005)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution est modifiée comme suit:

Art. 62 al. 3

Les cantons veillent à ce que les communes proposent, en collaboration avec le secteur privé, un accueil extrafamilial et extrascolaire adéquat pour les enfants jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire. La Confédération peut les soutenir dans cette tâche.

*Cosignataires:* Aeschbacher, Bäumle, Bühlmann, Fasel, Frösch, Graf Maya, Hollenstein, John-Calame, Lang, Leuenberger-Genève, Menétrey-Savary, Müller Geri, Recordon, Teuscher, Vischer (15)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**24.02.2006 CSEC-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**26.06.2006 CSEC-CE.** Adhésion.

**21.08.2008** Rapport de la commission CN (FF 2008 7807)

**258/03.411 n Giezendanner. Lever l'interdiction des courses de formule 1** (21.03.2003)

Conformément à l'article 160 alinéa 1er de la constitution et à l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je présente une initiative parlementaire conçue en termes généraux:

Je demande que les courses de formule 1 soient à nouveau autorisées en Suisse. Il sera dès lors possible de construire un nouveau circuit automobile.

*Cosignataires:* Abate, Antille, Baader Caspar, Bangerter, Baumann J. Alexander, Beck, Bezzola, Bigger, Bignasca, Binder, Blocher, Borer, Bortoluzzi, Bosshard, Brunner, Bugnon, Bühler, Chevrier, Dunant, Eberhard, Ehrler, Engelberger, Estermann, Fattebert, Fehr Hans, Föhn, Freund, Frey Claude, Glur, Gutzwiller, Haller, Heberlein, Hegetschweiler, Heim, Imfeld, Imhof, Joder, Kaufmann, Keller, Kofmel, Kunz, Kurrus, Lachat, Laubacher, Leutenegger Hajo, Leuthard, Mathys, Maurer, Messmer, Meyer Thérèse, Mörgeli, Müller Erich, Oehrli, Pfister Theophil, Polla, Raggenbass, Sandoz, Schenk Simon, Scherer, Scheurer Rémy, Schibli, Schlüer, Schmied Walter, Seiler, Speck, Spuhler, Stahl, Stamm, Steinegger, Steiner, Theiler, Triponez, Tschuppert, Vaudroz René, Walter, Wandfluh, Weigelt, Widrig, Wirz-von Planta, Wittenwiler, Zäch, Zuppiger (82)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**22.09.2004 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**22.11.2005** Rapport de la commission CN (FF 2006 1825)

**01.02.2006** Avis du Conseil fédéral (FF 2006 1841)

Loi fédérale sur la circulation routière (LCR)

**05.06.2007 Conseil national.** Décision modifiant le projet de la Commission.

**04.10.2007 Conseil des Etats.** Ne pas entrer en matière

**259/03.430 n Glasson. La criminalité organisée envers les enfants est un crime contre l'humanité** (19.06.2003)

En vertu de l'article 160 alinéa 1er de la Constitution fédérale et de l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je présente cette initiative parlementaire conçue en termes généraux:

Par une norme nouvelle ou renforcée du Code pénal, la criminalité organisée envers les mineurs doit être qualifiée de crime contre l'humanité et considérée comme un délit contre les intérêts de la communauté internationale. Elle doit notamment pouvoir être poursuivie quels que soient l'ancienneté ou le lieu de commission des infractions, la nationalité des victimes ou des auteurs ou encore l'immunité dont ces derniers pourraient se prévaloir.

*Cosignataires:* Abate, Antille, Baumann Stephanie, Baumann Ruedi, Bernasconi, Bugnon, Bühlmann, Chappuis, Chevrier, Christen, Cuche, Dormond Béguelin, Dupraz, Eggly, Fasel, Fattebert, Favre Charles, Gadiant, Garbani, Gross Jost, Guisan, Haller, Jossen-Zinsstag, Jutzet, Lauper, Leuenberger-Genève, Leuthard, Maillard, Mariétan, Maury Pasquier, Menétrey-Savary, Meyer Thérèse, Pedrina, Rennwald, Robbiani, Rossini, Salvi, Sandoz, Schmid Odilo, Schmied Walter, Schwaab, Seiler, Simoneschi-Cortesi, Tillmanns, Vallender, Vaudroz Jean-Claude, Vaudroz René, Vermot-Mangold, Waber, Zisyadis (50)

CN *Commission des affaires juridiques*

**07.10.2004 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**06.10.2006 Conseil national.** Le délai imparti pour l'élaboration d'un projet est prolongé jusqu'à la session d'automne 2008.

**03.10.2008 Conseil national.** Le délai imparti pour l'élaboration d'un projet est prolongé jusqu'à la session d'automne 2010.

**260/08.519 n Goll. Pour un congé de maternité répondant aux besoins actuels** (19.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur les allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité (LAPG) sera modifiée afin que la durée du droit à l'allocation pour perte de gain en cas de maternité soit portée progressivement de 98 jours à 126 jours.

*Cosignataires:* Allemann, Amherd, Aubert, Bader Elvira, Bänziger, Berberat, Brélaz, Carobbio Guscetti, Daguet, Fässler, Fehr Jacqueline, Fehr Hans-Jürg, Fehr Mario, Frösch, Galladé, Gilli, Glanzmann, Graf Maya, Graf-Litscher, Gross, Hämmerle, Hany, Heim, Hodgers, Hofmann, Humbel Näf, John-Calame, Jositsch, Kiener Nellen, Lachenmeier, Lang, Leuenberger-Genève, Leutenegger Oberholzer, Levrat, Lumengo, Marra, Marti Werner, Meier-Schatz, Meyer Thérèse, Moser, Müller Geri, Neiryneck, Nordmann, Nussbaumer, Pedrina, Prelicz-Huber, Rechsteiner-Basel, Rechsteiner Paul, Rennwald, Rielle, Riklin Kathy, Robbiani, Rossini, Roth-Bernasconi, Schelbert, Schenker Silvia, Steiert, Stump, Teuscher, Thanei, Thorens Goumaz, Tschümperlin, van Singer, Vischer, von Graffenried, Voruz, Weber-Gobet, Wehrli, Weibel, Widmer, Wyss Ursula, Wyss Brigit (72)

**261/03.436 n Gross. Pour des campagnes de votation équitables** (20.06.2003)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1er de la constitution et sur l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je dépose l'initiative parlementaire suivante sous la forme d'une demande conçue en termes généraux:

La loi fédérale sur les droits politiques doit être modifiée de sorte que le maximum soit fait, sur le plan légal, pour que les campagnes de votation soient équitables et que les partis soient les premiers à contribuer à la formation de l'opinion et de la volonté publiques.

*Cosignataires:* Engelberger, Lustenberger, Weyeneth (3)

CN *Commission des institutions politiques*

**01.03.2005 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**22.06.2007 Conseil national.** Délai prolongé jusqu'à la session d'été 2009

**262/98.450 n Gross Jost. Argent saisi dans le trafic de drogue à des fins de traitement de toxicomanes** (17.12.1998)

Me fondant sur les articles 21bis et suivants de la loi sur les rapports entre les Conseils, je demande par la présente initiative parlementaire conçue en termes généraux l'institution de la disposition légale suivante:

Les éléments de fortune confisqués dans le cadre des procédures pénales pour infractions à la loi sur les stupéfiants seront affectés au dédommagement des lésés et pour le surplus au financement d'institutions de prévention de la toxicomanie et de réinsertion des toxicomanes, soit par la voie d'une modification des articles 59 et suivants du Code pénal, soit par une disposition complémentaire à la loi sur les stupéfiants.

*Cosignataires:* Aeppli, Bosshard, Cavalli, David, Dormann Rosmarie, Durrer, Egerszegi-Obrist, Eymann, Gadiant, Gonseth, Grendelmeier, Hafner Ursula, Nabholz, Rechsteiner Paul, Rychen, Suter, Thanei, Thür, Zwygart (19)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**20.12.1999 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**22.03.2002 Conseil national.** Le délai nécessaire à l'élaboration d'un projet de loi est prolongé de deux ans, c'est-à-dire jusqu'à la session de printemps 2004.

**19.03.2004 Conseil national.** Le délai nécessaire à l'élaboration d'un projet de loi est prolongé jusqu'à la session de printemps 2006.

**24.03.2006 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session de printemps 2008.

**20.03.2008 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session de printemps 2010.

**263/05.464 n Guisan. Dépistage du cancer** (16.12.2005)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les conditions-cadres de la LAMal et autres dispositions légales concernant la prévention doivent être complétées de manière à encourager le dépistage systématique précoce du cancer par des programmes adéquats et à en garantir l'accès à tous les groupes à risque selon des critères à déterminer sur l'ensemble du territoire de la Confédération. En particulier, il y a lieu d'organiser des programmes de dépistage du cancer du sein de qualité dans tous les cantons.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**24.11.2006 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**27.06.2008 CSSS-CE.** Adhésion.

**264/03.447 n Gysin. Certificat de salaire** (20.06.2003)

Conformément à l'article 160 alinéa 1er de la constitution et à l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je présente une initiative parlementaire conçue en termes généraux:

La législation fiscale de la Confédération (loi fédérale sur l'impôt fédéral direct et loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes) doit être modifiée de sorte que les principes régissant l'établissement des certificats de salaire par l'employeur soient réglés au niveau de la loi. On se basera pour ce faire sur les "Explications concernant la formule certificat de salaire" (édition de 1995). On renoncera en outre expressément aux nouveaux éléments (tels que part privée pour l'utilisation de la voiture de fonction, liste exhaustive des prestations s'ajoutant au salaire, etc.) que la Conférence suisse des impôts et l'Administration fédérale des contributions ont prévu d'intégrer dans le certificat de salaire, selon le projet qu'elles souhaitent faire entrer en vigueur le 1er janvier 2004.

*Cosignataires:* Antille, Baader Caspar, Bangerter, Baumann J. Alexander, Bezzola, Binder, Borer, Bortoluzzi, Bosshard, Brun, Brunner, Bugnon, Bühler, Dunant, Egerszegi-Obrist, Ehrler, Engelberger, Fattebert, Favre Charles, Fehr Hans, Fischer, Föhn, Freund, Galli, Giezendanner, Glur, Gutzwiller, Haller, Hegetschweiler, Imfeld, Imhof, Joder, Kaufmann, Keller, Kurrus, Lalive d'Epina, Leutenegger Hajo, Leuthard, Loepfe, Lustenberger, Mathys, Maurer, Mörgeli, Müller Erich, Oehri, Pelli, Pfister Theophil, Randegger, Schenk Simon, Scherer, Schibli, Schlüer, Schmied Walter, Schneider, Seiler, Speck, Spuhler, Stahl, Stamm, Steiner, Theiler, Triponez, Tschuppert, Vaudroz René, Walter, Wandfluh, Wasserfallen, Weigelt, Weyeneth, Widrig, Wirz-von Planta, Wittenwiler, Zuppiger (73)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**07.10.2004 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**06.10.2006 Conseil national.** Le délai est prolongé jusqu'à la session d'automne 2008.

**03.10.2008 Conseil national.** Le délai est prolongé de deux ans.

Voir objet 05.3225 Mo. CER-CN (03.447)

**265/08.488 n Gysin. Initiative parlementaire pour un traitement fiscal privilégié de l'épargne-logement destinée à l'acquisition d'un logement habité par son futur propriétaire ou au financement de mesures d'économie d'énergie ou de protection de l'environnement dans le domaine du bâtiment (03.10.2008)**

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) sera modifiée de manière à permettre aux cantons, dans les limites de la LHID, d'introduire un modèle d'épargne-logement bénéficiant d'un traitement fiscal privilégié, en tenant compte des critères suivants:

1. Les dépôts effectués au titre de l'épargne-logement sont exonérés de l'impôt sur la fortune et les intérêts produits par le capital-logement de l'impôt sur le revenu pendant une durée d'épargne de dix ans consécutifs au plus.

2. Les dépôts sont déductibles à concurrence d'un montant de 12 000 francs par an s'ils sont effectués conformément à l'al. 3, let. a, et de 5 000 francs par an s'ils sont effectués conformément à l'al. 3, let. b. Ces déductions ne sont possibles que pendant dix ans au plus. Les époux faisant l'objet d'une imposition commune peuvent chacun faire valoir cette déduction.

3. Les dépôts effectués au titre de l'épargne-logement doivent servir à financer:

a. l'acquisition d'un premier logement habité par le futur propriétaire à son lieu de domicile en Suisse, ou

b. des mesures d'économie d'énergie ou de protection de l'environnement portant sur le logement habité par son propriétaire à son lieu de domicile en Suisse.

4. Les dépôts effectués au titre de l'épargne-logement ne peuvent être affectés qu'une seule fois à chacune des fins prévues à l'al. 3, sans qu'il soit possible d'utiliser simultanément les deux options; seuls les adultes domiciliés en Suisse peuvent effectuer des dépôts au titre de l'épargne-logement.

5. Les dépôts effectués au titre de l'épargne-logement doivent être opérés auprès d'une banque soumise à la surveillance de la Confédération.

6. Les dépôts effectués au titre de l'épargne-logement et les intérêts crédités ne peuvent pas être constitués en gage.

7. Une limite d'âge peut être prévue pour les bénéficiaires des avantages fiscaux de l'épargne-logement, ainsi qu'un montant annuel minimum pour les dépôts et une durée d'épargne minimum.

8. Les dépôts et les intérêts crédités font l'objet d'un rappel d'impôt sur le revenu, conformément aux dispositions cantonales en la matière:

a. si les dépôts ne sont pas affectés conformément aux fins prévues dans un délai de deux ans à compter de l'échéance de la durée maximale de la constitution de l'épargne-logement ou de deux ans à compter d'un retrait anticipé; si, dans ces délais, une part seulement du capital et des intérêts crédités n'a pas été affectée conformément aux fins prévues, le rappel d'impôt ne porte que sur cette part;

b. si, après le décès l'épargnant, ni le conjoint survivant ni les descendants ne continuent d'effectuer les dépôts pour leur propre compte et jusqu'à la fin de la durée d'épargne prévue;

c. si, au cours des premiers cinq ans à compter de l'acquisition, l'utilisation du logement acquis conformément à l'al. 3, let. a, est durablement modifiée ou le logement cédé à un tiers sans que le produit de la vente ne serve à l'acquisition d'un logement également affecté à l'usage personnel de l'épargnant en Suisse.

9. En cas de transfert du domicile dans un autre canton, les dépôts effectués au titre de l'épargne-logement bénéficiant d'un report d'impôt. Les cantons introduisent une réglementation aux termes de laquelle le report prend fin et le rappel d'impôt prévu à l'al. 8 est appliqué si, dans le nouveau canton de domicile, les dépôts ne sont pas affectés conformément aux fins prévues.

10. Des dispositions applicables aux cas de rigueur peuvent être prévues si le rappel d'impôt portant sur l'épargne-logement entraîne des charges objectivement injustifiées.

11. Des dispositions visant à empêcher les abus portant sur les avantages fiscaux de l'épargne-logement seront édictées.

*Cosignataires:* Amacker, Amstutz, Baader Caspar, Bader Elvira, Baettig, Binder, Borer, Bortoluzzi, Brunner, Caviezel, Darbellay, Dunant, Eichenberger, Engelberger, Favre Charles, Fehr Hans, Flückiger, Fluri, Föhn, Füglistaller, Germanier, Giezendanner, Glur, Graber Jean-Pierre, Grunder, Hany, Hassler, Hochreutener, Hurter Thomas, Hutter Markus, Ineichen, Kaufmann, Killer, Kleiner, Leutenegger Filippo, Loepfe, Lustenberger, Malama, Markwalder Bär, Maurer, Messmer, Miesch, Müller Philipp, Müller Walter, Müller Thomas, Müri, Parmelin, Pelli, Reimann Lukas, Rickli Natalie, Rime, Ruey, Rutschmann, Schenk Simon, Scherer, Schwander, Spuhler, Stahl, Stamm, Theiler, Triponez, von Rotz, Walter, Wandfluh, Wasserfallen, Wehrli, Wobmann, Zemp (68)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**266/08.495 n Gysin. Primes destinées à encourager l'épargne-logement et les mesures d'économies d'énergie et de protection de l'environnement portant sur un logement en propriété pour son propre usage en Suisse. Exonération fiscale (03.10.2008)**

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD) et la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) seront modifiées en fonction des impératifs suivants:

1. Les primes d'encouragement de l'épargne-logement qui peuvent être sollicitées par les contribuables, en vertu de la législation cantonale (il s'agit en règle générale des actes régissant l'encouragement de l'accession à la propriété), à l'issue d'une période d'épargne-logement réussie dans la perspective de l'acquisition d'un logement pour leur propre usage, doivent être exonérées de l'impôt sur le revenu.

2. Les primes d'encouragement qui peuvent être sollicitées par les contribuables, en vertu de la législation cantonale (il s'agit en règle générale des actes régissant la protection de l'environnement), dans la perspective du financement de mesures d'économies d'énergie ou de protection de l'environnement portant sur le logement qu'ils utilisent pour leur propre usage, doivent être exonérées de l'impôt sur le revenu.

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**267/05.440 n Haller. Familles et accueil extrascolaires**  
(07.10.2005)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative suivante:

La Constitution fédérale est modifiée comme suit:

Art. 62 al. 3

Les cantons veillent à ce que les communes proposent, en collaboration avec le secteur privé, un accueil extrafamilial et extrascolaire adéquat pour les enfants jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire. La Confédération peut les soutenir dans cette tâche.

*Cosignataires:* Gadiant, Siegrist (2)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**24.02.2006 CSEC-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**26.06.2006 CSEC-CE.** Adhésion.

**21.08.2008** Rapport de la commission CN (FF 2008 7807)

**268/08.421 n Heer. Modifier la loi fédérale sur la circulation routière** (20.03.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 95 de la loi fédérale sur la circulation routière sera modifié comme suit:

Art. 95

...

Al. 1

Celui qui aura conduit un véhicule automobile sans être titulaire du permis de conduire nécessaire: abrogé (reste de l'alinéa inchangé)

Al. 2

Quiconque a conduit un véhicule automobile alors que le permis d'élève conducteur ou le permis de conduire lui a été refusé, retiré ou interdit d'utilisation, ou sans être titulaire du permis de conduire nécessaire, sera puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

...

*Cosignataires:* Baumann J. Alexander, Joder, Jositsch, Moser, Weibel (5)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**31.10.2008 CTT-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**269/08.455 n Heer. Protection civile. Réduction des jours de service** (29.09.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les articles 33 et 36 de la loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile sont modifiés comme suit:

Art. 33 Instruction de base

Les personnes astreintes suivent, trois ans au plus après le recrutement, une instruction de base de deux semaines au plus. L'instruction de base peut être complétée par une instruction complémentaire pour spécialistes d'une semaine au plus.

Art. 36 Cours de répétition

En cas de besoin pressant, les personnes astreintes ayant suivi l'instruction de base peuvent être convoquées à des cours de répétition de trois jours au plus. En cas de besoin, les cadres et les spécialistes peuvent être convoqués chaque année à une semaine supplémentaire de cours.

*Cosignataires:* Bäumlé, Bortoluzzi, Leutenegger Filippo, Mörgele, Rickli Natalie, Stahl, Weibel (7)

CN *Commission de la politique de sécurité*

**x 270/00.414 n Hegetschweiler. Protection contre le bruit dans les aéroports nationaux. Financement des mesures prévues par la loi** (24.03.2000)

Pour des raisons d'égalité de traitement de tous les transports publics, je propose que, comme c'est le cas pour le rail et la route, la Confédération veille aussi au financement des mesures découlant de l'application de l'ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB) en rapport avec les aéroports nationaux.

*Cosignataires:* Bortoluzzi, Bosshard, Bühler, Engelberger, Fehr Hans, Gysin, Kaufmann, Kurrus, Leutenegger Hajo, Messmer, Theiler (11)

CN *Commission des transports et des télécommunications*

**13.12.2000 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**21.03.2003 Conseil national.** Le délai imparti pour l'élaboration d'un projet est prorogé jusqu'à la session de printemps 2005.

**03.10.2003 Conseil national.** Le Conseil national décide de ne pas classer l'initiative.

**16.12.2005 Conseil national.** Le délai imparti pour l'élaboration d'un projet est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2007.

**21.12.2007 Conseil national.** Le délai imparti pour l'élaboration d'un projet est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2009.

**19.12.2008 Conseil national.** Classement.

**271/02.418 n Hegetschweiler. Indemnisation pour nuisances sonores dues au trafic aérien. Garanties quant à la procédure** (22.03.2002)

Me fondant sur la loi sur les rapports entre les conseils, je dépose une initiative parlementaire sous la forme d'une demande conçue en termes généraux visant à garantir que les propriétaires concernés pourront prétendre à des indemnités pour moins-value en raison des nuisances sonores dues aux avions, et cela, dans le cadre d'une procédure simple et conforme aux principes de la loi fédérale sur l'expropriation (LEx), et que ces prétentions ne seront pas balayées par des exceptions de prescription.

A cet effet, je propose:

1. de modifier la loi fédérale sur l'aviation (LA) de manière à ce que non seulement les plans déposés au sujet des projets concernant les aéroports, mais aussi les modifications des règlements d'exploitation des aéroports impliquant des atteintes majeures à l'environnement fassent l'objet, dans le cadre d'une procédure coordonnée, d'une estimation fondée sur le droit d'expropriation;

2. de modifier la LEx de manière à ce que, pour invoquer des exceptions de prescription, il faille toujours avoir déposé des plans comme l'exigent le droit d'expropriation et, notamment, les articles 27ss. de la LEx, et que le délai de prescription soit porté à dix ans au moins et inscrit dans la loi.

*Cosignataires:* Bortoluzzi, Bosshard, Engelberger, Fehr Hans, Galli, Gutzwiller, Gysin, Keller, Leutenegger Hajo, Leuthard,

Loepfe, Messmer, Müller Erich, Raggenbass, Schibli, Stahl, Steiner, Theiler, Triponez, Weigelt, Wiederkehr, Zapfl (22)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**04.10.2002 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**18.03.2005 Conseil national.** Le délai imparti pour traiter l'initiative est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2006.

**20.12.2006 Conseil national.** Le délai imparti pour traiter l'initiative est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2008.

**21.05.2007** Rapport de la commission CN (FF 2007 6039)

**29.08.2007** Avis du Conseil fédéral (FF 2007 6081)

Loi fédérale sur les garanties de procédure accordées en cas d'indemnisation pour nuisances sonores

**01.10.2007 Conseil national.** Décision conforme au projet de la Commission.

**12.06.2008 Conseil des Etats.** Ne pas entrer en matière

**29.09.2008 Conseil national.** Entrer en matière (= Divergences)

**272/02.473 n Hegetschweiler. Loi sur le CO<sub>2</sub>. Incitation à prendre des mesures d'économie d'énergie dans le bâtiment** (13.12.2002)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1er de la Constitution fédérale et sur l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je dépose l'initiative parlementaire suivante sous la forme d'un projet rédigé de toutes pièces.

La loi sur le CO<sub>2</sub> sera complétée comme suit:

Art. 9 al. 7

Les propriétaires de bâtiments qui contractent un engagement à l'égard de la Confédération et remplissent par là même les conditions d'une exemption de la taxe, sont autorisés à utiliser, pour leurs investissements, les montants remboursés. Ils ne sont pas tenus de rembourser ces montants à leurs locataires s'ils peuvent prouver que ces moyens ont été investis dans des mesures d'économie d'énergie.

*Cosignataires:* Bangerter, Bezzola, Borer, Bortoluzzi, Bosshard, Bühler, Engelberger, Estermann, Fehr Lisbeth, Fischer, Gysin, Imfeld, Keller, Kurrus, Leutenegger Hajo, Loepfe, Messmer, Müller Erich, Randegger, Siegrist, Speck, Stahl, Stamm, Triponez, Tschuppert, Weigelt, Widrig, Wittenwiler (28)

CN *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**16.06.2004 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**23.06.2006 Conseil national.** Le délai imparti à la Commission est prolongé jusqu'à la session d'été 2008

**13.06.2008 Conseil national.** Le délai imparti à la Commission est prolongé jusqu'à la session d'été 2010.

Voir objet 06.3015 Mo. CEATE-CN (02.473)

**273/04.450 n Hegetschweiler. Acquisition d'un nouveau logement. Encourager la mobilité professionnelle** (18.06.2004)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je présente l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) sera complétée comme suit:

Art. 12 al. 3 let. e

... au même usage. Si le produit obtenu n'est réinvesti qu'en partie, l'impôt sur les gains immobiliers est différé proportionnellement aux dépenses affectées à l'acquisition ou à la construction de l'habitation.

*Cosignataires:* Baumann J. Alexander, Bezzola, Bortoluzzi, Bühler, Giezendanner, Gutzwiller, Hutter Markus, Keller, Leutenegger Filippo, Messmer, Müller Walter, Müller Philipp, Noser, Theiler, Triponez, Weigelt, Zapfl, Zuppiger (18)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**10.05.2005 CER-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**15.08.2005 CER-CE.** Ne pas donner suite

**09.05.2006 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**08.03.2007 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**25.09.2007 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**04.12.2007 Conseil des Etats.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**x 274/06.468 n Hegetschweiler. Couverture d'assurance. Lacune en cas de décès du propriétaire** (06.10.2006)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur le contrat d'assurance (LCA; RS 221.229.1) sera modifiée comme suit:

Art. 54

Al. 1

Inchangé

Al. 2

Si l'objet du contrat d'assurance est un immeuble, le contrat passe, en cas de changement de propriétaire, à l'acquéreur pour autant que celui-ci ou l'assureur ne résilie pas le contrat dans un délai de 14 jours après le changement de propriétaire.

*Cosignataires:* Bezzola, Bortoluzzi, Bühler, Cathomas, Hochreutener, Hutter Markus, Imfeld, Jermann, Keller, Loepfe, Lustenberger, Messmer, Miesch, Rutschmann, Steiner, Triponez, Wasserfallen, Zuppiger (18)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**29.10.2007 CER-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**15.01.2008 CER-CE.** Adhésion.

**23.06.2008** Rapport de la commission CN (FF 2008 7009)

**03.09.2008** Avis du Conseil fédéral (FF 2008 7019)

Loi fédérale sur le contrat d'assurance (Loi sur le contrat d'assurance, LCA)

**25.09.2008 Conseil national.** Décision conforme au projet de la Commission

**02.12.2008 Conseil des Etats.** Adhésion.

**19.12.2008 Conseil national.** La loi est adoptée en votation finale.

**19.12.2008 Conseil des Etats.** La loi est adoptée en votation finale.

Feuille fédérale 2009 17; délai référendaire: 16 avril 2009

**275/05.448 n Heim. Santé publique. Pour une politique basée sur des connaissances objectives** (07.10.2005)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On élaborera les bases légales nécessaires permettant au Conseil fédéral d'établir des statistiques sanitaires cohérentes, sur lesquelles on pourra s'appuyer valablement pour conduire une politique de la santé fondée sur des connaissances objectives. Pour ce faire, le Conseil fédéral travaillera en collaboration avec les prestataires de soins et les organismes de prise en charge des frais. La Confédération veillera en particulier à:

1. coordonner les standards des données et les flux de données;
2. réglementer l'accès aux données nécessaire à la surveillance des soins de santé publique dans les secteurs hospitalier et ambulatoire;
3. réglementer la protection des données et la protection de la personnalité;
4. élaborer ou garantir des bases fondées sur des données permettant de conduire une politique sanitaire cohérente;
5. combler les lacunes importantes qui existent actuellement en matière de statistiques de politique sanitaire;
6. régler le financement de la collecte des données statistiques sur la santé.

*Cosignataires:* Aeschbacher, Allemann, Banga, Berberat, Bruderer, Cavalli, Daguet, Darbellay, Dormond Béguelin, Fehr Hans-Jürg, Fehr Mario, Frösch, Graf Maya, Graf-Litscher, Günter, Gyr-Steiner, Gysin Remo, Hämmerle, Hofmann, Hubmann, Huguenin, Humbel Näf, Janiak, John-Calame, Kiener Nellen, Lang, Leuenberger-Genève, Leutenegger Oberholzer, Levrat, Marti Werner, Marty Kälin, Maury Pasquier, Menétrey-Savary, Müller Geri, Müller-Hemmi, Nordmann, Pedrina, Rechsteiner Paul, Recordon, Rey, Rossini, Roth-Bernasconi, Salvi, Savary, Schenker Silvia, Stöckli, Studer Heiner, Stump, Teuscher, Vermot-Mangold, Vollmer, Wehrli, Widmer, Wyss Ursula (54)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**24.11.2006 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**19.02.2008 CSSS-CE.** Ne pas donner suite

#### **276/05.465 n Heim. Dépistage du cancer** (16.12.2005)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le cadre légal doit être optimisé de sorte à promouvoir les mesures de dépistage précoce du cancer et à garantir à tous l'accès à ces mesures en inscrivant celles-ci dans l'assurance-maladie de base. Il convient en particulier d'encourager un dépistage systématique de qualité, au moyen de la mammographie, appliqué à toutes les femmes et dans tous les cantons.

*Cosignataires:* Cavalli, Donzé, Egerszegi-Obrist, Gross, Huguenin, John-Calame, Jutzet, Kohler, Marty Kälin, Pedrina, Wehrli, Widmer (12)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**24.11.2006 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**27.06.2008 CSSS-CE.** Adhésion.

#### **277/06.402 n Heim. Code pénal suisse. Régime de la prescription** (14.03.2006)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Un projet de révision des dispositions du Code pénal sur la prescription de l'action pénale sera soumis aux Chambres fédé-

rales. Il visera notamment à prolonger le délai de prescription de la répression d'un acte punissable:

- dont les conséquences, dans bien des cas, ne se manifestent que bien des années après qu'il a été commis;
- dont la poursuite pénale implique souvent une procédure extrêmement longue et coûteuse; ou
- qui, en raison de circonstances particulières ou de sa gravité, exige un délai de prescription plus long qu'il ne l'est à l'heure actuelle.

*Cosignataires:* Bader Elvira, Banga, Donzé, Dormond Béguelin, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Graf-Litscher, Gross, Gyr-Steiner, Haering, Hubmann, Jutzet, Marti Werner, Maury Pasquier, Pedrina, Rechsteiner-Basel, Recordon, Rey, Rossini, Roth-Bernasconi, Savary, Schenker Silvia, Stump, Vermot-Mangold, Vischer, Waber, Wäfler, Widmer (28)

CN *Commission des affaires juridiques*

#### **278/06.404 n Heim. Délais de prescription en matière de responsabilité civile** (15.03.2006)

Me fondant sur l'article 160 de la Constitution et sur l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code des obligations sera modifié de sorte que les délais de prescription applicables aux actes illicites en général ou à certains faits soient prolongés pour qu'une action en dommages-intérêts puisse être introduite même si un dommage se produit à long terme.

*Cosignataires:* Bader Elvira, Banga, Donzé, Dormond Béguelin, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Graf-Litscher, Gross, Gyr-Steiner, Gysin Remo, Haering, Hofmann, Hubmann, John-Calame, Jutzet, Leuenberger-Genève, Marti Werner, Maury Pasquier, Menétrey-Savary, Pedrina, Rechsteiner-Basel, Recordon, Rey, Rossini, Roth-Bernasconi, Savary, Schenker Silvia, Stöckli, Stump, Vischer, Vollmer, Waber, Wäfler, Widmer (34)

CN *Commission des affaires juridiques*

Voir objet 07.3763 Mo. CAJ-CN (06.404)

#### **279/07.483 n Heim. Egalité de traitement des médecins généralistes** (05.10.2007)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les dispositions légales régissant la médecine générale doivent être revues de sorte que l'évaluation de l'économicité des prestations médicales soit paritaire et objective, c'est-à-dire qu'elle tienne aussi compte de la morbidité. Il faut que les malades chroniques, les patients présentant une polymorbidité et les cas à risque puissent également bénéficier d'un traitement approprié de bonne qualité.

*Cosignataires:* Aubert, Banga, Berberat, Carobbio Guscetti, Cassis, Daguet, Donzé, Dormond Béguelin, Fehr Jacqueline, Frösch, Galladé, Garbani, Graf-Litscher, Günter, Gysin Remo, Hofmann, Hubmann, John-Calame, Kohler, Lang, Marty Kälin, Maury Pasquier, Meyer Thérèse, Müller-Hemmi, Nordmann, Pedrina, Rechsteiner Paul, Rechsteiner-Basel, Rennwald, Rey, Rossini, Roth-Bernasconi, Savary, Schelbert, Schenker Silvia, Steiert, Stöckli, Stump, Teuscher, Thanei, Vermot-Mangold, Vischer, Vollmer, Widmer (44)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**17.10.2008 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**280/07.486 n Heim. Organisation nationale pour l'assurance-qualité et la sécurité des patients** (05.10.2007)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il faut fixer dans la législation les conditions nécessaires à la création d'une organisation nationale pour l'assurance-qualité et la sécurité des patients, qui mettra au point des instruments et des stratégies validés scientifiquement propres à garantir l'élaboration d'une politique nationale de la qualité dans le domaine de la santé, qui assurera la coordination et l'évaluation des stratégies et qui élaborera les bases d'un système transparent en termes de qualité des résultats et de sécurité des patients.

*Cosignataires:* Aubert, Berberat, Carobbio Guscetti, Daguét, Donzé, Dormond Béguelin, Favre Charles, Fehr Jacqueline, Frösch, Galladé, Garbani, Graf-Litscher, Günter, Gysin Remo, Hany, Hofmann, Hubmann, Jermann, John-Calame, Kohler, Lang, Marty Kälin, Maury Pasquier, Meyer Thérèse, Müller-Hemmi, Nordmann, Pedrina, Rechsteiner Paul, Rechsteiner-Basel, Rennwald, Rey, Robbiani, Rossini, Roth-Bernasconi, Schelbert, Schenker Silvia, Steiert, Stöckli, Stump, Teuscher, Thanei, Tschümperlin, Vischer, Vollmer, Wehrli, Widmer (46)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**281/07.501 n Heim. Registre national du cancer** (21.12.2007)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On créera les bases légales nécessaires afin que les données de tous les cantons relatives au cancer soient regroupées dans un registre national du cancer, qui sera publié. La Confédération chargera les cantons qui ne disposent pas encore d'un tel registre d'en créer un. La législation veillera à instaurer une méthodologie uniforme, qui réponde aux normes scientifiques les plus modernes.

*Cosignataires:* Allemann, Aubert, Brélaz, Bruderer, Carobbio Guscetti, Daguét, Fehr Jacqueline, Fehr Hans-Jürg, Galladé, Goll, Gross, Hodgers, Hofmann, Jositsch, Kiener Nellen, Levrat, Meyer Thérèse, Nordmann, Pedrina, Rechsteiner-Basel, Rielle, Rossini, Roth-Bernasconi, Schenker Silvia, Sommaruga Carlo, Steiert, Stöckli, Stump, Tschümperlin, Voruz, Widmer, Wyss Ursula, Wyss Brigit (33)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**17.10.2008 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**282/08.476 n Heim. Evaluation des prestations et analyse de la couverture des besoins en matière de soins** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Une évaluation des prestations et une analyse de la couverture des besoins en soins stationnaires et en soins ambulatoires feront le point de la situation actuelle et mettront en évidence l'impact des décisions prises en matière de politique de la santé, notamment en ce qui concerne les conséquences du

nouveau mode de financement des hôpitaux. Les points abordés seront les suivants:

- structure de la couverture des besoins en soins, y compris les excédents et les insuffisances de couverture éventuels;
- changements dans la qualité des soins et des résultats;
- effets sur d'autres domaines de soins et sur les procédures suivies en matière de soins;
- besoins éventuels en termes de nouvelles formes de soins;
- effets quant à la nature et à l'ampleur d'éventuels transferts à d'autres structures de soins.

*Cosignataires:* Aubert, Carobbio Guscetti, Cassis, Favre Charles, Fehr Hans-Jürg, Fehr Jacqueline, Gilli, Graf-Litscher, Kiener Nellen, Leuenberger-Genève, Lumengo, Marra, Meyer Thérèse, Nussbaumer, Rielle, Roth-Bernasconi, Schenker Silvia, Steiert, Stöckli, Stump, Tschümperlin, Voruz (22)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**283/06.472 n Hess Bernhard. Abroger la norme pénale antiraciste** (06.10.2006)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Parlement est chargé d'élaborer une loi qui garantisse dans tous les cas la libre expression de l'opinion dans le cadre des débats et des processus démocratiques de formation de l'opinion, sans la restreindre par quelque disposition légale que ce soit. Il s'agit notamment d'abroger purement et simplement l'article 261bis CP (norme antiraciste).

CN *Commission des affaires juridiques*

**284/08.517 n Hiltbold. Constructions des bâtiments administratifs au haut standard énergétique** (19.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur l'énergie est modifiée comme suit:

- Article 9quater (nouveau) Construction de bâtiments administratifs

1 La construction de bâtiments administratifs respecte le standard Minergie+. Le Conseil fédéral fixe l'année d'entrée en vigueur de cette obligation. Celle-ci prend effet au plus tard en 2010.

2 Dès 2020, tous les bâtiments administratifs sont construits de manière à atteindre une totale autonomie.

3 Les bâtiments administratifs construits avant 2020 de manière à être complètement autonomes bénéficient d'une réduction de moitié de leur valeur locative pendant sept ans.

- Article 9quinquies (nouveau) Transformation de bâtiments administratifs existants

La transformation de bâtiments administratifs existants pour les rendre conforme aux standards Minergie et Minergie+ est encouragée par des avantages économiques, tels que:

1. une défiscalisation des provisions visant à l'amélioration énergétique du bâtiment;

2. un accroissement de la densité habitable du bâtiment de 15 pour cent et une réduction de moitié de la valeur locative du bien immobilier pendant 15 ans.

- Article 9sexies (nouveau) Approvisionnement en électricité des bâtiments administratifs

1 Les autorités fédérales, cantonales et communales dont dépendent des bâtiments administratifs, construits ou transformés selon les standards Minergie et Minergie+, veillent à assurer à l'approvisionnement électrique de ces bâtiments une origine comportant une portion croissante d'énergies propres nouvelles.

2 Les autorités fédérales, cantonales et communales établissent pour leurs bâtiments respectifs, construits ou transformés selon les standards Minergie et Minergie+, des objectifs quinquennaux fixant la part en pourcent d'électricité d'origine propre à atteindre sur la totalité de l'électricité utilisée dans le bâtiment. Ces objectifs doivent néanmoins fixer une part de 30 pour cent d'électricité propre pour 2030.

*Cosignataires:* Barthassat, Bäumle, Bourgeois, Favre Laurent, Français, Malama, Schmidt Roberto (7)

**285/08.518 n Hiltbold. Mesures pour favoriser les constructions de haut standard énergétique** (19.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur l'énergie est modifiée comme suit:

- Article 9bis (nouveau) Construction de bâtiments conformes aux standards Minergie et Minergie+

La construction de bâtiments selon les standards Minergie et Minergie+ est encouragée par des compensations des surcoûts initiaux que ces standards engendrent. Ces compensations prennent la forme d'avantages économiques:

1. un bâtiment conforme aux standards Minergie ou Minergie+ bénéficie d'une extension de 15 pour cent de sa surface habitable;

2. les bâtiments achevant une totale autonomie bénéficient de la mesure prévue au ch.1 du présent article et d'une réduction de moitié de leur valeur locative pendant sept ans;

3. il est tenu compte des charges liées à une construction selon les standards Minergie et Minergie+ dans le calcul du loyer prépondérant pour tous les nouveaux immeubles.

- Article 9ter (nouveau) Transformation de logements existants

La Confédération, les cantons et les communes encouragent la transformation de logements existants visant à les rendre conformes aux standards Minergie et Minergie+ par des avantages économiques tels que:

1. une défiscalisation de l'épargne visant à l'amélioration énergétique du logement;

2. un accroissement de la densité habitable de 15 pour cent en échange de l'adaptation aux normes Minergie et une réduction de moitié de la valeur locative du bien immobilier pendant 15 ans.

*Cosignataires:* Barthassat, Bäumle, Bourgeois, Favre Laurent, Français, Malama, Schmidt Roberto, Wasserfallen (8)

**286/07.419 n Hochreutener. Politique en faveur de la famille. Article constitutionnel** (23.03.2007)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Parlement créera un article constitutionnel prévoyant une politique étendue en faveur de la famille; il se fondera sur le modèle suivant:

Art. 116a Politique en faveur de la famille

Al. 1

Dans les limites de leurs compétences respectives, la Confédération et les cantons soutiennent les personnes ayant des enfants et s'emploient à compenser les charges supplémentaires qu'elles assument par rapport aux personnes seules et aux couples mariés sans enfant. La Confédération peut soutenir les efforts déployés à cet effet par les cantons. Elle prend notamment en considération, dans le cadre de la péréquation financière, les mesures fiscales prises par les cantons en faveur des personnes ayant des enfants.

Al. 2

La Confédération allège en particulier, sans réduire les prestations, les impôts des personnes ayant des enfants, ainsi que les charges qu'elles assument au titre des assurances sociales ne reposant pas sur le principe de la capitalisation.

Al. 3

La Confédération et les cantons encouragent les mesures permettant de concilier la vie familiale avec l'exercice d'une activité lucrative. Si les efforts des cantons et des tiers sont insuffisants, la Confédération peut fixer à cet effet des exigences minimales dans la loi pour autant qu'elle participe au financement des prestations des cantons.

Al. 4

La Confédération encourage la formation et l'intégration des enfants et des jeunes. Elle peut soutenir les efforts déployés à cet effet en versant des contributions.

*Cosignataires:* Amherd, Bader Elvira, Barthassat, Brun, Büchler, Cathomas, Chevrier, Darbellay, de Buman, Glanzmann, Häberli-Koller, Hany, Humbel Näf, Imfeld, Jermann, Kohler, Lustenberger, Meier-Schatz, Meyer Thérèse, Müller Walter, Riklin Kathy, Robbiani, Simoneschi-Cortesi, Wehrli, Zemp (25)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**24.08.2007 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**19.02.2008 CSSS-CE.** Adhésion.

**287/08.418 n Hochreutener. Accroître la sécurité du droit dans le domaine de la cybercriminalité** (20.03.2008)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code pénal sera modifié dans le sens des propositions émises dans le rapport de la commission d'experts "Cybercriminalité" (p. 87ss.).

Doivent notamment être rendus punissables les fournisseurs d'hébergement (les prestataires mettant une capacité de mémoire à la disposition de leurs clients sur un serveur) qui mettent à disposition des informations d'autrui dont ils sont sûrs qu'elles constituent une infraction et qui omettent d'en prévenir l'utilisation, bien qu'on puisse techniquement et raisonnablement l'exiger d'eux, ou qui omettent de transmettre aux autorités de poursuite pénale les avertissements qui leur ont été adressés par des tiers.

*Cosignataires:* Amacker, Amherd, Bischof, Cathomas, Darbellay, Egger, Glanzmann, Häberli-Koller, Hany, Humbel Näf,

Loepfe, Meyer Thérèse, Müller Thomas, Schmid-Federer, Segmüller, Wehrli, Zemp (17)

CN *Commission des affaires juridiques*

**288/08.430 n Hodgers. Possibilité pour les cantons d'introduire et de financer un congé-paternité par le régime des APG** (02.06.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les lois fédérales sont modifiées de façon à permettre aux cantons de mettre en place et de financer un congé-paternité par le biais de prélèvements paritaires cantonaux.

*Cosignataires:* Bänziger, Girod, John-Calame, Moser, Nordmann, Thorens Goumaz (6)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**289/07.458 n Hofmann. Réserve héréditaire des descendants et état civil du testateur** (22.06.2007)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 471 du Code civil (CC) relatif à la réserve héréditaire sera modifié de sorte que le montant de la réserve des descendants soit le même quel que soit l'état civil du testateur.

*Cosignataires:* Abate, Banga, Bruderer, Carobbio Guscetti, Daguét, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Fehr Mario, Galladé, Graf-Litscher, Gross, Haering, Hämmerle, Hubmann, Janiak, Kiener Nellen, Kleiner, Lang, Leutenegger Oberholzer, Levrat, Marti Werner, Messmer, Müller-Hemmi, Nordmann, Rechsteiner-Basel, Rennwald, Roth-Bernasconi, Schenker Silvia, Stump, Thanei, Tschümperlin, Vischer, Vollmer, Widmer, Wyss Ursula (35)

CN *Commission des affaires juridiques*

**290/07.454 n Hubmann. Effets du divorce après la survenance d'un cas de prévoyance. Modifier l'article 124 CC** (22.06.2007)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 124 du Code civil (CC) sera modifié de façon à ce que le capital de couverture des rentes puisse être partagé, voire doit être partagé, également après la survenance d'un cas de prévoyance. Si l'époux perçoit déjà une rente de la caisse de pension au moment du divorce, l'avoir à partager devra être constitué non pas de la prestation de sortie au sens de la loi sur le libre passage du 17 décembre 1993 (LFLP), mais du capital de couverture des rentes effectif à la date déterminante; une nouvelle rente devra alors être définie pour le conjoint divorcé.

*Cosignataires:* Amherd, Bruderer, Daguét, Dormond Béguelin, Fasel, Fässler, Fehr Mario, Genner, Goll, Gysin Remo, Haering, Heim, Hofmann, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Marty Kälin, Meyer Thérèse, Nordmann, Pedrina, Rechsteiner-Basel, Rossini, Roth-Bernasconi, Schelbert, Schenker Silvia, Stump, Thanei, Tschümperlin, Wyss Ursula (28)

CN *Commission des affaires juridiques*

**291/06.488 n Hutter Markus. Non aux limites de vitesse inopérantes sur nos routes nationales** (20.12.2006)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Par le biais d'une adaptation de la loi fédérale sur la circulation routière (LCR), les cantons seront astreints à procéder à une expertise conformément aux dispositions de l'article 32 alinéa 3 LCR, et des articles 107 et 108 de l'ordonnance sur la signalisation routière, chaque fois qu'ils recourent à l'article 3 LCR pour ordonner des mesures de courte durée, mais planifiables et planifiées à l'avance (comme les limitations de vitesse sur les routes principales pour des raisons liées aux conditions particulières de l'environnement).

*Cosignataires:* Baader Caspar, Baumann J. Alexander, Bezzola, Bigger, Binder, Borer, Bortoluzzi, Brunner, Brunschwig Graf, Burkhalter, Engelberger, Favre Charles, Fluri, Föhn, Germanier, Giezendanner, Glasson, Gutzwiller, Hegetschweiler, Huber, Hutter Jasmin, Imfeld, Ineichen, Keller, Kleiner, Laubacher, Leutenegger Filippo, Loepfe, Maurer, Messmer, Moret, Müller Walter, Müller Philipp, Pelli, Perrin, Pfister Gerhard, Pfister Theophil, Reymond, Rime, Ruey, Rutschmann, Schibli, Schlüer, Schwander, Schweizer, Spuhler, Stahl, Triponez, Wäfler, Wandfluh, Wobmann, Zeller, Zuppiger (53)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**06.11.2007 CTT-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**20.06.2008 CTT-CE.** Ne pas donner suite

**292/08.478 n Hutter Markus. LPP. Rachat pour les indépendants n'exerçant plus leur activité lucrative** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) est complétée de l'article suivant:

Art. 45a Indépendants ayant cessé définitivement d'exercer leur activité lucrative

Al. 1

Les dispositions suivantes s'appliquent aux indépendants ayant cessé définitivement d'exercer leur activité lucrative au sens de l'art. 37b, al. 1, de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct et de l'art. 11, al. 5, de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes, pour autant que les rachats soient financés par le gain de liquidation et soient déductibles des impôts:

- a. possibilité de se faire assurer auprès d'une institution de prévoyance et d'effectuer des rachats auprès de cette dernière un an au plus après avoir cessé définitivement d'exercer l'activité lucrative et cinq ans au plus après avoir atteint l'âge ordinaire de la retraite;
- b. seules des prestations de vieillesse peuvent être rachetées;
- c. le règlement de l'institution de prévoyance peut prévoir de différer le versement des rentes ou du capital de sept ans au plus après que l'assuré a atteint l'âge ordinaire de la retraite;
- d. les rentes sont imposables à raison de 80 %.

Al. 2

Le Conseil fédéral détermine, avec la collaboration des cantons, quelles formes de prévoyance peuvent être prises en considération pour les indépendants ayant cessé définitivement

d'exercer leur activité lucrative et quels montants ils peuvent racheter auprès de l'institution de prévoyance, en conservant le principe de l'exonération des institutions de prévoyance au sens de l'art. 80, al. 1.

*Cosignataires:* Engelberger, Fehr Hans, Fiala, Flückiger, Füglistaller, Giezendanner, Hurter Thomas, Ineichen, Kaufmann, Killer, Kleiner, Leutenegger Filippo, Loepfe, Malama, Messmer, Miesch, Müller Thomas, Müller Walter, Müller Philipp, Müri, Noser, Reimann Lukas, Rime, Schenk Simon, Schwander, Stahl, Stamm, Triponez, von Rotz, von Siebenthal, Wasserfallen, Zuppiger (32)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**293/07.415 n Joder. Ligne ferroviaire à deux voies à Gléresse** (23.03.2007)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Conseil fédéral prendra les dispositions nécessaires pour que la ligne ferroviaire soit équipée d'une double voie à Gléresse.

*Cosignataires:* Amstutz, Banga, Büchler, Bugnon, Burkhalter, Donzé, Fattebert, Fluri, Haller, Hassler, Hess Bernhard, Hochreutener, Imfeld, Oehrli, Parmelin, Perrin, Schmied Walter, Stöckli, Suter, Veillon, Wandfluh, Weyeneth (22)

CN *Commission des transports et des télécommunications*

**294/08.458 n Jositsch. Investigation secrète. Restreindre le champ d'application des dispositions légales** (29.09.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code de procédure pénale du 5 octobre 2007 est complété comme suit:

Art. 285a But (cet art. sera placé après le titre de section "Investigation secrète")

L'investigation secrète au sens de la présente loi a pour but d'infiltrer, de manière active, par d'importantes mesures de tromperie, d'action et d'intervention et sur une certaine durée, le milieu criminel par des membres de la police ou d'autres personnes engagées à cet effet qui ne sont pas reconnaissables comme tels (agents infiltrés), et de contribuer ainsi à élucider des infractions particulièrement graves. Sont exclus du champ d'application des dispositions sur l'investigation secrète: le simple fait de mentir, le fait d'adapter son apparence au milieu concerné, le simple fait de cacher son identité et le simple fait d'acheter quelque chose aux fins de l'enquête.

*Cosignataires:* Bischof, Bruderer, Daguët, Fiala, Fluri, Galladé, Geissbühler, Girod, Heer, Hochreutener, Kaufmann, Leutenegger Filippo, Leutenegger Oberholzer, Lumengo, Nussbaumer, Prelicz-Huber, Rechsteiner-Basel, Reimann Lukas, Rickli Natalie, Schmid-Federer, Segmüller, Stamm, Thanei, Tschümperlin, von Graffenried, Wyss Brigit (26)

CN *Commission des affaires juridiques*

**295/08.508 n Jositsch. Prévoir des sanctions pénales en cas de violation grave du devoir de diligence dans la gestion d'une entreprise** (17.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le code pénal sera modifié ou complété comme suit:

1. La gestion déloyale au sens de l'art. 158, ch. 1, al. 1, du code pénal (CP) pourra être sanctionnée également si l'auteur a agi non pas intentionnellement, mais par négligence grave, c'est-à-dire s'il a violé ou négligé gravement les devoirs de diligence qui lui incombent en sa qualité de dirigeant d'entreprise. Le caractère punissable de la gestion déloyale par négligence sera éventuellement limité aux sociétés ouvertes au public ou aux sociétés ayant une taille minimale en termes d'actionariat (ou de total du bilan).

2. Les indemnités disproportionnées, par rapport à la valeur des prestations fournies ou au vu de la situation économique de la société, qui sont versées aux membres de la direction et du conseil d'administration d'une société ouverte au public ou d'une société ayant une taille minimale en termes d'actionariat (ou de total du bilan) seront expressément constitutives d'une gestion déloyale en vertu de l'art. 158, ch. 1, al. 1, CP.

*Cosignataires:* Carobbio Guscetti, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Galladé, Heim, Kiener Nellen, Marra, Nordmann, Rechsteiner-Basel, Steiert, Stöckli, Stump, Voruz, Widmer (14)

**296/04.444 n Jutzet. Délai de réflexion obligatoire et article 111 CC** (18.06.2004)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je présente l'initiative parlementaire suivante:

L'article 111 alinéa 2 CC fixe un délai de réflexion aux époux pour qu'ils confirment leur volonté de divorcer et les termes de leur convention. Cette disposition doit être assouplie, par exemple en supprimant le caractère obligatoire de la confirmation ou en réglant au niveau fédéral les délais de confirmation ainsi que les effets de la non-confirmation.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**06.09.2005 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**21.11.2005 CAJ-CE.** Adhésion.

**16.11.2007** Rapport de la commission CN (FF 2008 1767)

**27.02.2008** Avis du Conseil fédéral (FF 2008 1783)

Code civil (Délai de réflexion dans la procédure de divorce sur requête commune)

**297/08.443 n Kaufmann. Amendes contre les cartels. Menace pour la viabilité des entreprises** (13.06.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur les cartels (LCart) sera modifiée comme suit:

Art. 49a

...

Al. 3

...

Let. b

jusqu'à ce que l'entreprise prouve qu'elle a mis en place et appliqué durablement un programme de respect des prescriptions de la loi sur les cartels adapté à son activité et au secteur dans lequel elle opère;

...

Art. 55a

Quiconque, en violation des devoirs de fidélité qui le lient à l'entreprise en vertu de dispositions légales ou contractuelles, participe intentionnellement et de manière active à un accord en matière de concurrence qui relève de l'article 5 alinéa 3 et réunit des entreprises représentant ensemble une part de marché de plus de 30 pour cent sur le marché concerné, est puni d'une peine privative de liberté pouvant aller jusqu'à trois ans ou d'une peine pécuniaire.

Art. 57

...

Al. 3

Si le jugement par le tribunal avait été demandé ou si la Commission de la concurrence estime que les conditions requises pour infliger une peine privative de liberté sont remplies, le jugement relève de la juridiction fédérale. En pareil cas, la Commission de la concurrence dépose le dossier auprès du Ministère public de la Confédération, qui le transmet au Tribunal pénal fédéral. Le renvoi pour jugement tient lieu d'accusation. Les articles 73 à 83 de la loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif sont applicables par analogie.

*Cosignataires:* Baader Caspar, Baumann J. Alexander, Bigger, Binder, Dunant, Estermann, Flückiger, Freysinger, Füglistaller, Giezendanner, Glauser, Maurer, Miesch, Mörgele, Müri, Pfister Theophil, Reymond, Rickli Natalie, Rutschmann, Scherer, Schibli, Schneider, Schwander, Walter, Wandfluh (25)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

#### **298/08.444 n Kaufmann. Halte aux réductions de rentes dues aux provisions pour impôts** (13.06.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les articles suivants de la LPP et de la LHID doivent être modifiés comme suit:

Art. 80 LPP

...

Al. 2

Dans la mesure où leurs revenus et leurs éléments de fortune sont exclusivement affectés à des fins de prévoyance professionnelle, les institutions de prévoyance de droit privé ou de droit public qui ont la personnalité juridique sont exonérées des impôts directs de la Confédération, des cantons et des communes, des impôts sur les successions et sur les donations, ainsi que des impôts sur les gains immobiliers et des droits de mutation perçus par les cantons et les communes.

Al. 3

Les immeubles peuvent être frappés d'impôts fonciers, en particulier d'impôts immobiliers sur la valeur brute de l'immeuble.

Al. 4

Abrogé

Art. 23 LHID

...

Al. 4

Les personnes morales mentionnées à l'alinéa 1 lettres d à g sont toutefois soumises, dans tous les cas, à l'impôt sur les gains immobiliers. Les dispositions sur le emploi (art. 8 al. 4), sur les amortissements (art. 10 al. 1 let. a), sur les provisions (art. 10 al. 1 let. b) et sur la déduction des pertes (art. 10 al. 1 let. c) s'appliquent par analogie.

*Cosignataires:* Baader Caspar, Baumann J. Alexander, Bigger, Binder, Dunant, Estermann, Flückiger, Freysinger, Füglistaller, Giezendanner, Glauser, Hochreutener, Maurer, Miesch, Mörgele, Müri, Pfister Theophil, Reymond, Rickli Natalie, Rutschmann, Scherer, Schibli, Schwander, Walter, Wandfluh (25)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

#### **299/07.424 n Kleiner. Médicaments de la médecine complémentaire. Réglementer concrètement la procédure d'autorisation simplifiée dans la loi sur les produits thérapeutiques** (23.03.2007)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur les produits thérapeutiques sera modifiée comme suit afin de sauvegarder la diversité des traitements et des médicaments relevant de la médecine complémentaire:

- On soustraira au régime d'autorisation les petites quantités de médicaments (jusqu'à 100 emballages par an) si l'entreprise dispose d'une autorisation de fabrication et de distribution. La remise sera assurée par des médecins ou par des personnes habilitées, en vertu de l'article 25 de la loi sur les produits thérapeutiques, à remettre des médicaments délivrés sans ordonnance.

- Les médicaments traditionnels qui sont utilisés depuis au moins dix ans seront soumis à une procédure d'autorisation simplifiée. Ce régime s'appliquera également aux médicaments ayant fait l'objet d'une autorisation cantonale qui sont commercialisés depuis au moins dix ans. La procédure d'autorisation simplifiée ne pourra être appliquée que si la qualité pharmaceutique du produit est attestée. L'efficacité et la sécurité du médicament seront considérées comme établies s'il a été utilisé pendant plusieurs années.

- L'institut prévoira une obligation d'annoncer pour certains médicaments ou pour certaines catégories de médicaments.

- Les médicaments sans indication qui relèvent de la médecine complémentaire et sont commercialisés depuis au moins dix ans sans qu'aucun effet secondaire sérieux n'ait été observé seront soumis à l'obligation d'annoncer.

*Cosignataires:* Beck, Bortoluzzi, Bruderer, Bühler, Fehr Mario, Frösch, Graf Maya, Guisan, Gutzwiller, Hassler, Huber, Hubmann, Humbel Näf, Imfeld, Ineichen, Leutenegger Filippo, Loepfe, Markwalder Bär, Maurer, Müller Philipp, Müller Walter, Noser, Roth-Bernasconi, Steiner, Stump, Theiler, Triponez, Vischer, Wehrli, Zeller, Zuppiger (31)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**15.02.2008 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**27.06.2008 CSSS-CE.** Adhésion.

#### **300/05.400 n Kohler. Protection civile. Suppression de l'obligation de construire des abris privés** (09.03.2005)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les Chambres fédérales lèveront dans les plus brefs délais l'obligation pour les particuliers de construire des abris de protection civile ou de payer une taxe compensatoire pour la non-réalisation de tels abris.

*Cosignataires:* Bader Elvira, Brunner, Cathomas, Darbellay, de Buman, Dupraz, Fässler, Fattebert, Freysinger, Germanier, Gross, Huguenin, Hutter Jasmin, Ineichen, Jermann, Loepfe, Marti Werner, Meyer Thérèse, Parmelin, Recordon, Rennwald, Rey, Riklin Kathy, Rime, Robbiani, Ruey, Speck, Stamm, Studer Heiner, Vaudroz René, Veillon, Vermot-Mangold (32)

CN *Commission de la politique de sécurité*

**13.06.2006 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**301/05.453 n Kohler. Interdiction des pitbulls en Suisse**  
(07.12.2005)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Par la présente initiative parlementaire, je demande que la législation fédérale concernée soit modifiée de telle manière qu'il soit interdit en Suisse de posséder un chien de type pitbull et que le Conseil fédéral soit habilité à dresser une liste de races de chiens dont la présence sur sol suisse sera interdite.

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**28.04.2006 CSEC-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**28.08.2006 CSEC-CE.** Adhésion.

**03.10.2008 Conseil national.** Le délai est prolongé jusqu'à la session d'automne 2009.

**302/03.439 n Kunz. Promotion des énergies renouvelables sans incidences budgétaires** (20.06.2003)

Conformément à l'article 160 alinéa 1er de la constitution et à l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je présente une initiative parlementaire conçue en termes généraux:

Les dispositions régissant l'affectation du produit de la TVA seront modifiées de manière à ce que 2 pour cent des recettes provenant de l'ensemble du domaine de l'énergie soient affectés à la promotion de l'utilisation des énergies renouvelables, notamment du bois.

*Cosignataires:* Aeschbacher, Baumann J. Alexander, Bigger, Binder, Borer, Brun, Brunner, Decurtins, Donzé, Dunant, Dupraz, Eberhard, Fehr Hans, Freund, Gadiant, Giezendanner, Glur, Graf Maya, Hassler, Hess Bernhard, Imfeld, Joder, Laubacher, Lustenberger, Müller-Hemmi, Oehrl, Rechsteiner-Basel, Sandoz, Schenk Simon, Scherer, Schibli, Seiler, Siegrist, Sommaruga Simonetta, Speck, Stamm, Strahm, Teuscher, Tschuppert, Walter, Weyeneth, Zanetti, Zuppiger (43)

CN *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**01.03.2005 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**23.03.2007 Conseil national.** Le délai est prolongé de deux ans, jusqu'à la session de printemps 2009.

**303/08.459 n Lachenmeier. Appartements locatifs mal isolés. Répartition des frais d'énergie supplémentaires entre le bailleur et les locataires** (02.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le droit de bail sera modifié de manière à ce que les coûts supplémentaires liés à la consommation d'énergie d'un immeuble mal isolé par rapport à un bâtiment répondant au minimum aux exigences du standard Minergie 2009 (calculé pour une température des pièces d'environ 20 °C) soient répartis à parts égales entre les locataires et les propriétaires de l'immeuble.

*Cosignataires:* Bänziger, Berberat, Brélaz, Girod, Graf Maya, Hodgers, Lang, Nordmann, Prelicz-Huber, Schelbert, Teuscher, Tschümperlin, von Graffenried, Wyss Brigit (14)

CN *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**304/07.413 n Lang. Plus de civils traduits devant des tribunaux militaires** (23.03.2007)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code pénal militaire (CPM) sera modifié de telle sorte que les civils ne soient plus soumis à la justice militaire, mais à la justice civile.

*Cosignataires:* Allemann, Barthassat, Bernhardsgrütter, Daguet, Dormond Béguelin, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Fehr Mario, Frösch, Garbani, Genner, Graf Maya, Graf-Litscher, Günter, Gysin Remo, Heim, Hofmann, Hubmann, John-Calame, Kiener Nellen, Leuenberger-Genève, Levrat, Marti Werner, Maury Pasquier, Müller Geri, Rechsteiner-Basel, Rechsteiner Paul, Recordon, Rennwald, Robbiani, Roth-Bernasconi, Salvi, Savary, Schelbert, Schenker Silvia, Sommaruga Carlo, Studer Heiner, Teuscher, Thanei, Vanek, Vermot-Mangold, Vischer, Widmer (43)

CN *Commission des affaires juridiques*

**305/04.431 n Leutenegger Filippo. Certificat de salaire**  
(07.05.2004)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et sur l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 17 de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD) et l'article 7 de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) sont complétés comme suit par un alinéa supplémentaire:

"La déclaration des revenus provenant d'une activité exercée dans le cadre d'un rapport de travail, tels qu'ils sont visés à l'alinéa 1, s'effectue sous une forme praticable et raisonnable. Les coûts administratifs, notamment, sont aussi réduits que possible."

*Cosignataires:* Abate, Amstutz, Baader Caspar, Baumann J. Alexander, Beck, Bezzola, Bigger, Bortoluzzi, Brun, Büchler, Bühler, Burkhalter, Cathomas, Christen, Cina, Dunant, Dupraz, Egerszegi-Obrist, Engelberger, Fattebert, Favre Charles, Fehr Hans, Fluri, Freysinger, Germanier, Giezendanner, Glasson, Glur, Guisan, Gutzwiller, Gysin, Häberli-Koller, Haller, Hassler, Hegetschweiler, Hochreutener, Humbel Näf, Hutter Markus, Hutter Jasmin, Ineichen, Jermann, Kaufmann, Keller, Kleiner,

Kunz, Laubacher, Leu, Loepfe, Lustenberger, Markwalder Bär, Mathys, Maurer, Messmer, Miesch, Mörgeli, Müller Walter, Müller Philipp, Noser, Oehrl, Parmelin, Perrin, Pfister Gerhard, Rey, Riklin Kathy, Rime, Ruey, Rutschmann, Sadis, Scherer, Schibli, Schlüer, Schneider, Schwander, Speck, Spuhler, Stahl, Stamm, Steiner, Theiler, Triponez, Vaudroz René, Waber, Wäfler, Walter, Wandfluh, Wasserfallen, Wehrli, Weigelt, Weyeneth, Wobmann, Zapfl, Zuppiger (92)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**306/05.455 n Leutenegger Filippo. Taxe sur la valeur ajoutée. Changement de la méthode utilisée par l'Administration fédérale des contributions** (15.12.2005)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur la TVA sera complétée par un article 62bis à la teneur suivante:

Art. 62bis

Al. 1

L'Administration fédérale des contributions procède à une reprise uniquement:

Let. a

si l'assujetti a commis intentionnellement ou par négligence l'erreur qu'elle lui reproche;

Let. b

s'il a reçu d'elle par le passé un avertissement pour avoir commis la même erreur ou une directive sous une quelconque autre forme concrète; ou

Let. c

si elle avait décrit, de manière claire et sans équivoque, la manière correcte de procéder dans une publication officielle au moment où il a commis l'erreur.

Al. 2

La preuve est apportée par l'Administration fédérale des contributions.

*Cosignataires:* Bühler, Engelberger, Favre Charles, Gysin, Imfeld, Ineichen, Müller Philipp, Pelli, Spuhler, Triponez, Wehrli, Zuppiger (12)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**307/06.473 n Leutenegger Filippo. Victimes de l'amiante. Comblent les lacunes dans la législation actuelle** (06.10.2006)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les lois pertinentes seront adaptées de manière à ce que les victimes de l'amiante, ou d'autres substances toxiques utilisées dans la construction, qui subissent des dommages qui ne se manifestent que des années après que le fait dommageable s'est produit, bénéficient d'un délai de prescription plus long et obtiennent la possibilité de demander des dommages-intérêts.

Les deux adaptations suivantes devront notamment être examinées:

Adjonction à l'article 60 CO, Prescription:

Dans le cas d'atteintes à la santé, le délai de prescription absolu est systématiquement précédé d'un délai de prescription de

cinq ans calculé à compter du jour où la personne lésée a eu connaissance du dommage et de la personne qui en est responsable ou qui est tenue de le réparer. L'action se prescrit dans tous les cas par cinquante ans à compter du jour où le fait dommageable s'est produit ou a pris fin.

Elargissement du cercle des personnes concernées et modification du titre de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions en "loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions et d'actes illicites".

CN *Commission des affaires juridiques*

Voir objet 07.3763 Mo. CAJ-CN (06.404)

**308/03.428 n Leutenegger Oberholzer. Nom et droit de cité des époux. Egalité** (19.06.2003)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1er de la constitution et sur l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je dépose l'initiative parlementaire suivante conçue en termes généraux:

On modifiera les dispositions du Code civil suisse (CC) pour assurer l'égalité des époux en matière de nom et de droit de cité.

*Cosignataires:* Baumann Stephanie, Bruderer, Chappuis, de Dardel, Dormond Béguelin, Fässler, Fehr Jacqueline, Fehr Hans-Jürg, Fehr Mario, Goll, Gross Jost, Gysin Remo, Haering, Hämmerle, Hofmann, Hubmann, Janiak, Jossen-Zinsstag, Jutzet, Maillard, Marty Kälin, Maury Pasquier, Pedrina, Rechsteiner-Basel, Rennwald, Rossini, Salvi, Schwaab, Sommaruga Simonetta, Strahm, Teuscher, Thanei, Tillmanns, Vermot-Mangold, Wyss Ursula (35)

CN *Commission des affaires juridiques*

**07.10.2004 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**06.10.2006 Conseil national.** Le délai imparti pour l'élaboration du projet est prorogé jusqu'à la session d'automne 2008.

**309/06.470 n Leutenegger Oberholzer. Délits boursiers (délits d'initiés et manipulations de cours). Durcissement des normes pénales** (06.10.2006)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les modifications suivantes seront notamment apportées aux dispositions du Code pénal (CP) régissant les délits boursiers:

1. à l'article 161 CP, Exploitation de la connaissance de faits confidentiels, le chiffre 3 sera supprimé;
2. à l'article 161bis, Manipulation de cours, le comportement punissable sera étendu à toutes les manipulations de nature à influencer sur le comportement de l'offre ou de la demande.

*Cosignataires:* Daguet, Dormond Béguelin, Fässler, Fehr Jacqueline, Fehr Hans-Jürg, Graf-Litscher, Günter, Hofmann, Hubmann, Levrat, Marti Werner, Maury Pasquier, Müller-Hemmi, Rechsteiner-Basel, Rechsteiner Paul, Rennwald, Rey, Roth-Bernasconi, Salvi, Schenker Silvia, Stump, Thanei, Vermot-Mangold, Vollmer, Widmer (25)

CN *Commission des affaires juridiques*

**310/06.490 n Leutenegger Oberholzer. Renforcement de la protection des consommateurs. Modification de l'article 210 CO** (20.12.2006)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Aux fins d'améliorer la protection des consommateurs, le délai de prescription prévu par le Code des obligations pour les actions en garantie pour le défaut d'une chose sera porté à deux ans. La modification proposée est la suivante:

CO

Art. 210 Prescription

Al. 1

Toute action en garantie pour les défauts de la chose se prescrit par deux ans dès la livraison faite à l'acheteur, même si ce dernier n'a découvert les défauts que plus tard; sauf le cas dans lequel le vendeur aurait promis sa garantie pour un délai plus long.

Al. 2

Les exceptions dérivant des défauts de la chose subsistent, lorsque l'avis prévu par la loi a été donné au vendeur dans les deux ans à compter de la livraison.

Al. 3

Le vendeur ne peut invoquer la prescription de deux ans, s'il est prouvé qu'il a induit l'acheteur en erreur intentionnellement.

*Cosignataires:* Daguët, Dormond Béguelin, Fehr Hans-Jürg, Fehr Jacqueline, Goll, Gyr-Steiner, Gysin Remo, Haering, Heim, Hofmann, Hubmann, Janiak, Kiener Nellen, Marti Werner, Maury Pasquier, Nordmann, Pedrina, Rechsteiner-Basel, Rey, Rossini, Roth-Bernasconi, Savary, Schenker Silvia, Sommaruga Carlo, Thanei, Vischer, Vollmer (27)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**07.11.2008 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**311/07.436 n Leutenegger Oberholzer. Ne pas discriminer les travailleurs âgés. Modification de la loi sur le libre passage** (06.06.2007)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On modifiera la législation pour faire en sorte qu'on ne puisse pas obliger une personne, en cas de résiliation des rapports de travail, à prendre une retraite anticipée contre son gré peu avant qu'elle atteigne l'âge ordinaire de la retraite. On modifiera par exemple la loi sur le libre passage (art. 2 al. 1bis) de telle façon que le versement anticipé - prévu dans le règlement de l'institution de prévoyance - d'une prestation de vieillesse ou d'autres types de prestations ne soit considéré comme un cas de prévoyance que dans la mesure où l'assuré fait effectivement valoir (de son plein gré) son droit à la prestation de vieillesse. En cas de versement anticipé d'une partie de la rente de vieillesse, le droit à la prestation de sortie sera réduit en conséquence.

*Cosignataires:* Aubert, Banga, Berberat, Dormond Béguelin, Fässler, Graf-Litscher, Günter, Gysin Remo, Hämmerle, Hofmann, Hubmann, Kiener Nellen, Marty Kälin, Maury Pasquier, Müller-Hemmi, Nordmann, Rechsteiner Paul, Roth-Bernasconi, Schenker Silvia, Stöckli, Widmer, Wyss Ursula (22)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**09.11.2007 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**19.02.2008 CSSS-CE.** Adhésion.

**312/08.524 n Leutenegger Oberholzer. Systèmes de rémunération des banques** (19.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur les banques sera modifiée de manière que les conditions nécessaires à une activité irréprochable au sens de l'art. 3, al. 2, let. c, soient complétées par des principes relatifs à la politique de bonification de la banque. Il faudra notamment intégrer dans la loi les principes suivants:

1. la rémunération des employés de la banque ne doit pas comprendre de mécanisme incitant à accroître les risques;
2. les organes de surveillance et la direction opérationnelle doivent être rémunérés par des montants fixes. Les éléments variables de la rémunération ne doivent pas dépasser une fraction de la rémunération totale;
3. le système de rémunération des banques doit être approuvé par la Commission fédérale des banques (ou par la Finma);
4. les atteintes aux obligations fixées par la commission ou par la Finma conduisent immédiatement au retrait de l'autorisation pour la banque d'exercer son activité.

*Cosignataire:* Wyss Ursula (1)

**313/08.516 n Lumengo. Congé pour les parents d'enfants malades** (19.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Je demande qu'une base légale soit créée dans le but de prévoir un congé-maladie pour parents visant à permettre aux parents dont les enfants souffrent de graves maladies de les assister et d'être présents auprès d'eux pendant une période déterminée.

*Cosignataires:* Allemann, Aubert, Berberat, Brélaç, Daguët, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Frösch, Girod, Graf Maya, Graf-Litscher, Heim, Hodggers, Hofmann, John-Calame, Jositsch, Kiener Nellen, Lachenmeier, Leuenberger-Genève, Levrat, Marra, Marti Werner, Nordmann, Nussbaumer, Pedrina, Prelicz-Huber, Rechsteiner-Basel, Rechsteiner Paul, Rennwald, Rielle, Rossini, Roth-Bernasconi, Schenker Silvia, Sommaruga Carlo, Steiert, Stöckli, Stump, Teuscher, Thanei, Thorens Goumaz, Tschümperlin, van Singer, Voruz, Weber-Gobet, Widmer, Wyss Ursula, Wyss Brigit, Zisyadis (48)

**314/08.417 n Lüscher. Modification de l'article 7 de la loi fédérale du 18 décembre 1987 sur le droit international privé** (20.03.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 7 de la loi fédérale du 18 décembre 1987 sur le droit international privé est modifié comme suit:

Art. 7

...

Al. 2

En matière internationale, le tribunal suisse, sans égard au siège du tribunal arbitral, sursoit à statuer jusqu'à ce que celui-ci se soit prononcé sur sa compétence, à moins qu'un examen sommaire ne démontre qu'il n'existe entre les parties aucune convention d'arbitrage.

CN *Commission des affaires juridiques*

**315/03.445 n Lustenberger. Marchés publics. La formation d'apprentis constituerait un critère de sélection**

(20.06.2003)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1er de la constitution et sur l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je dépose, sous la forme d'une demande conçue en termes généraux, l'initiative parlementaire suivante:

Il faudra apporter à la loi les modifications nécessaires pour que la formation d'apprentis par une entreprise soit dûment prise en compte lorsqu'il s'agira d'attribuer un marché public. On pourrait, par exemple, introduire dans l'article 21 de la loi fédérale sur les marchés publics un alinéa 4 qui serait libellé en ces termes: "La formation d'apprentis par le soumissionnaire constitue un critère positif d'appréciation des offres et d'adjudication des travaux."

*Cosignataires:* Bortoluzzi, Brun, Cina, Dormann Rosmarie, Eberhard, Engelberger, Imfeld, Imhof, Keller, Laubacher, Leu, Leutenegger Hajo, Loepfe, Messmer, Speck, Stahl, Triponez, Tschuppert, Walker Felix, Widmer, Widrig, Zuppiger (22)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**01.03.2005 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**23.03.2007 Conseil national.** Le délai est prolongé de deux ans, jusqu'à la session de printemps 2009.

**316/04.413 n Lustenberger. Certificats de salaire. Conception simplifiée pour les PME** (15.03.2004)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

1. Des bases légales doivent être créées afin que le Parlement puisse participer au processus décisionnel concernant l'établissement des certificats de salaire.

2. L'établissement des certificats de salaire ne doit pas entraîner un nombre déraisonnable de démarches pour les PME.

*Cosignataires:* Abate, Amstutz, Bader Elvira, Baumann J. Alexander, Beck, Bezzola, Bigger, Bignasca Attilio, Binder, Borer, Bortoluzzi, Brun, Brunner, Brunschwig Graf, Büchler, Bugnon, Bühler, Burkhalter, Cathomas, Chevrier, Cina, Darbellay, de Buman, Donzé, Dunant, Dupraz, Egerszegi-Obrist, Engelberger, Fattebert, Favre Charles, Fehr Hans, Fluri, Föhn, Freysinger, Gadiant, Germanier, Giezendanner, Glasson, Glur, Guisan, Gutzwiller, Gysin, Häberli-Koller, Haller, Hassler, Hegetschweiler, Hess Bernhard, Hochreutener, Humbel Näf, Hutter Markus, Hutter Jasmin, Imfeld, Ineichen, Jermann, Joder, Kaufmann, Keller, Kleiner, Kohler, Kunz, Laubacher, Leu, Leutenegger Filippo, Leuthard, Loepfe, Maitre, Markwalder Bär, Mathys, Maurer, Messmer, Meyer Thérèse, Miesch, Mörgeli, Müller Philipp, Müller Walter, Müri, Noser, Oehrli, Pagan, Parmelin, Pfister Gerhard, Pfister Theophil, Randegger, Reymond, Riklin Kathy, Rime, Rutschmann, Schenk Simon, Scherer, Schibli, Schliuer, Schmied Walter, Schneider, Schwander, Siegrist, Simoneschi-Cortesi, Speck, Spuhler, Stahl, Stamm, Steiner,

Theiler, Triponez, Vaudroz René, Veillon, Waber, Wäfler, Walter, Wandfluh, Wasserfallen, Wehrli, Weigelt, Weyeneth, Wobmann, Zapfl, Zuppiger (116)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**25.05.2004 CER-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**29.06.2004 CER-CE.** Adhésion.

**06.10.2006 Conseil national.** Le délai est prolongé jusqu'à la session d'automne 2008.

**03.10.2008 Conseil national.** Le délai est prolongé de deux ans.

**317/06.414 n Lustenberger. Loi sur la nationalité. Délai plus long pour annuler une naturalisation** (24.03.2006)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Parlement est chargé de modifier l'article 41 alinéa 1 de la loi sur la nationalité et de prévoir un délai plus long que l'actuel délai de cinq ans pour annuler la naturalisation ou la réintégration obtenue par des déclarations mensongères ou par la dissimulation de faits essentiels.

*Cosignataires:* Amstutz, Büchler, Donzé, Engelberger, Hochreutener, Hutter Jasmin, Imfeld, Jermann, Joder, Keller, Laubacher, Loepfe, Müller Philipp, Pfister Gerhard, Theiler, Wehrli (16)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**04.07.2006 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**30.10.2006 CIP-CE.** Adhésion.

**30.11.2007** Rapport de la commission CN (FF 2008 1161)

**30.01.2008** Avis du Conseil fédéral (FF 2008 1173)

Loi fédérale sur l'acquisition et la perte de la nationalité suisse (Loi sur la nationalité, LN) (Prolongation du délai d'annulation de la naturalisation)

**318/08.505 n Lustenberger. Renforcer la liberté de choix de l'Assemblée fédérale (Chambres réunies)** (15.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On créera les bases juridiques nécessaires afin que la liberté de choix de l'Assemblée fédérale (Chambres réunies) ne soit pas restreinte par les statuts d'un parti.

**319/04.430 n Maitre. Réglementation du prix du livre** (07.05.2004)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je demande, par la présente initiative parlementaire, que soient mises en place dans les meilleurs délais les bases juridiques nécessaires à la réglementation du prix du livre en Suisse.

*Cosignataires:* Baader Caspar, Bühlmann, Chevrier, Cina, Eggly, Fässler, Favre Charles, Leu, Leuthard, Meier-Schatz, Pelli, Rime, Widmer (13)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**15.09.2004 CER-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**23.05.2005 CER-CE.** Adhésion.

**20.12.2006 Conseil national.** Prolongation du délai pour 2 ans.

**320/08.437 n Malama. Taxe sur la plus-value. Abrogation de l'article 5 alinéa 1 LAT** (13.06.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 5 alinéa 1 de la loi sur l'aménagement du territoire (LAT) est abrogé.

*Cosignataires:* Dunant, Eichenberger, Favre Laurent, Fluri, Huber, Kleiner, Markwalder Bär, Pelli, Perrinjaquet, Theiler (10)

CN *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**321/08.438 n Malama. Energie photovoltaïque. Egalité de traitement par rapport aux autres technologies renouvelables** (13.06.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 7a alinéa 4 de la loi sur l'énergie sera adapté de manière à ce que l'énergie photovoltaïque (énergie solaire) reçoive sans tarder la même part du produit que toutes "les autres technologies" au sens de l'article 7a alinéa 4 lettre c.

*Cosignataires:* Amacker, Bäümle, Caviezel, Eichenberger, Fluri, Français, Hiltbold, Kleiner, Lustenberger, Markwalder Bär, Moser, Müller Geri, Nussbaumer, Pelli, Rechsteiner-Basel, Segmüller, von Siebenthal, Wasserfallen, Weibel (19)

CN *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**322/08.432 n Marra. La Suisse doit reconnaître ses enfants** (09.06.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante, visant à ce que les étrangers de la troisième génération établis en Suisse obtiennent la nationalité sur demande des parents ou des personnes concernées.

*Cosignataires:* Aeschbacher, Allemann, Aubert, Barthassat, Berberat, Brunschwig Graf, Carobbio Guscetti, Donzé, Fasel, Fässler, Favre Charles, Fehr Hans-Jürg, Fehr Mario, Fehr Jacqueline, Français, Frösch, Genner, Germanier, Gross, Hämmerle, Heim, Hofmann, John-Calame, Jositsch, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Levrat, Lumengo, Moret, Müller Geri, Neiryck, Nordmann, Nussbaumer, Pedrina, Rechsteiner Paul, Rechsteiner-Basel, Rielle, Robbiani, Rossini, Roth-Bernasconi, Schenker Silvia, Schmidt Roberto, Stump, Thanei, Thorens Goumaz, Tschümperlin, Voruz, Widmer, Zisyadis (49)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**24.10.2008 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**323/07.417 n Marty Kälin. Transport des animaux et contrôles aux frontières** (23.03.2007)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante.

La loi fédérale sur la protection des animaux est modifiée comme suit:

Art. 15

Titre

Temps de conduite et formation du personnel

Art. 15a

Titre

Transports internationaux d'animaux

Texte

Al. 1

Les autorités douanières contrôlent les importations et les exportations d'animaux sous l'angle du respect de la législation fédérale sur la protection des animaux et des prescriptions internationales en matière de protection des animaux, notamment de la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international.

Al. 2

Les animaux destinés à l'abattage ne doivent pas transiter vivants par la Suisse.

*Cosignataires:* Aeschbacher, Allemann, Banga, Bernhardsgrütter, Bigger, Binder, Borer, Bruderer, Brunner, Cavalli, Daguet, Donzé, Dormond Béguelin, Dupraz, Fasel, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Fehr Mario, Freysinger, Frösch, Gadiant, Galladé, Genner, Giezendanner, Graf Maya, Graf-Litscher, Gross, Günter, Gutzwiller, Haering, Haller, Hämmerle, Hassler, Heim, Hess Bernhard, Hofmann, Hubmann, Janiak, John-Calame, Keller, Kiener Nellen, Kleiner, Kunz, Lang, Leuenberger-Genève, Leutenegger Oberholzer, Markwalder Bär, Marti Werner, Maurer, Maury Pasquier, Menétrey-Savary, Müller Geri, Müller-Hemmi, Nordmann, Noser, Oehrl, Pagan, Pedrina, Rechsteiner-Basel, Rennwald, Rey, Roth-Bernasconi, Schelbert, Schenker Silvia, Scherer, Schibli, Siegrist, Sommaruga Carlo, Stump, Suter, Vermot-Mangold, Waber, Wäfler, Weyeneth, Widmer, Zuppiger (76)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**02.11.2007 CSEC-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**21.01.2008 CSEC-CE.** Ne pas donner suite

**03.10.2008 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**14.10.2008 CSEC-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**x 324/04.418 n Maury Pasquier. LAMal. Inscription des maisons de naissance** (19.03.2004)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et sur l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante.

Il convient d'inscrire les maisons de naissance dans la LAMal afin que les soins qui y sont dispensés et les accouchements qui s'y produisent soient pris en compte dans le cadre de l'assurance-maladie.

*Cosignataires:* Aeschbacher, Allemann, Berberat, Bühlmann, Cavalli, Chevrier, Christen, Cuche, Daguet, Donzé, Dormond Béguelin, Dupraz, Egerszegi-Obrist, Fehr Jacqueline, Garbani, Genner, Goll, Gross Jost, Guisan, Gutzwiller, Gyr-Steiner, Heim, Hofmann, Hollenstein, Hubmann, Huguenin, Janiak, Jutzet, Kiener Nellen, Kohler, Leuenberger-Genève, Levrat, Maillard, Marti Werner, Marty Kälin, Menétrey-Savary, Meyer Thérèse, Müller-Hemmi, Pedrina, Rechsteiner-Basel, Recordon, Rennwald, Rey, Robbiani, Rossini, Roth-Bernasconi, Salvi, Savary, Schenker Silvia, Simoneschi-Cortesi, Sommaruga Carlo, Studer Heiner, Stump, Thanei, Vanek, Vermot-Mangold, Vollmer, Widmer, Wyss Ursula, Zapfl (60)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**10.09.2004 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**20.10.2004 CSSS-CE.** Ne pas donner suite

**23.03.2006 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**15.04.2008 CSSS-CE.** Ne pas donner suite

**05.06.2008 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**02.12.2008 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**325/07.455 n Maury Pasquier. Ratification de la Convention no 183 de l'OIT sur la protection de la maternité**

(22.06.2007)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Un arrêté fédéral doit être élaboré au sujet de la ratification de la Convention no 183 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur la protection de la maternité. Aux termes de cet arrêté, le Conseil fédéral sera habilité à ratifier ladite convention.

*Cosignataires:* Allemann, Aubert, Banga, Barthassat, Berberat, Carobbio Guscetti, Chevrier, Daguet, Dormond Béguelin, Dupraz, Fasel, Fässler, Fehr Jacqueline, Fehr Hans-Jürg, Frösch, Genner, Goll, Gross, Guisan, Haering, Hämmerle, Heim, Hofmann, Hubmann, Huguenin, Janiak, Lang, Leutenegger Oberholzer, Levrat, Meier-Schatz, Menétrey-Savary, Meyer Thérèse, Müller-Hemmi, Nordmann, Pedrina, Rechsteiner-Basel, Rechsteiner Paul, Recordon, Rennwald, Rey, Robbiani, Rossini, Roth-Bernasconi, Savary, Schenker Silvia, Sommaruga Carlo, Stöckli, Stump, Teuscher, Thanei, Tschümperlin, Vanek, Wyss Ursula (53)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**07.11.2008 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**326/00.437 n Meier-Schatz. Prestations complémentaires pour des familles. Modèle tessinois** (19.09.2000)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1er de la Constitution fédérale et l'article 21 bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je dépose l'initiative parlementaire ci-après sous la forme d'une demande conçue en termes généraux et demande la création des bases juridiques suivantes:

1. Les familles à revenu modeste reçoivent une allocation complémentaire pour enfants jusqu'à 14 ans, qui couvre les besoins des enfants conformément aux montants minimums des prestations complémentaires.

2. Si le revenu familial est inférieur au minimum vital, malgré l'allocation complémentaire, les ménages ayant des enfants âgés de 3 ans au maximum reçoivent en plus une allocation pour enfant en bas âge. Cette dernière doit permettre de couvrir la différence entre le revenu déterminant du ménage et le minimum vital conformément aux prestations complémentaires à l'AVS/AI.

3. Le montant maximum de l'allocation pour enfants en bas âge est limité au quadruple du montant minimal de la rente de vieillesse.

*Cosignataires:* Bader Elvira, Chevrier, Cina, Decurtins, Dormann Rosmarie, Estermann, Heim, Hess Walter, Lachat, Lauer, Leu, Leuthard, Lustenberger, Maître, Mariétan, Neiryck, Riklin Kathy, Robbiani, Schmid Odilo, Simoneschi-Cortesi, Vaudroz Jean-Claude, Walker Felix, Zäch, Zapfl (24)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**21.03.2001 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**20.06.2003 Conseil national.** Le délai nécessaire à l'élaboration d'un projet est prolongé de deux ans.

**17.06.2005 Conseil national.** Prorogation du délai jusqu'à la session d'été 2007.

**22.06.2007 Conseil national.** Délai prolongé jusqu'à la session d'été 2009

Voir objet 00.436 lv.pa. Fehr Jacqueline

**327/05.459 n Meier-Schatz. Création d'un fonds de compensation propre à l'AI** (15.12.2005)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et sur l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On créera, pour l'assurance-invalidité, un fonds de compensation (fonds de compensation AI) disposant de sa propre comptabilité. Seront versées dans ce fonds toutes les recettes servant à couvrir les coûts de l'AI.

*Cosignataires:* Amherd, Bader Elvira, Barthassat, Brun, Büchler, Chevrier, Darbellay, de Buman, Donzé, Häberli-Koller, Hochreutener, Humbel Näf, Jermann, Leu, Leuthard, Loepfe, Lustenberger, Messmer, Meyer Thérèse, Pfister Gerhard, Riklin Kathy, Robbiani, Studer Heiner, Triponez, Walker Felix, Wasserfallen, Wehrli, Zapfl (28)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**328/07.470 n Meier-Schatz. Défisicaliser les allocations pour enfants et formation professionnelle** (01.10.2007)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 7 alinéa 4 de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID; RS 642.14) sera modifié comme suit:

Art. 7 al. 4

Sont seuls exonérés de l'impôt:

...

Let. g bis

les allocations pour enfants et formation professionnelle;

...

*Cosignataires:* Amherd, Bader Elvira, Barthassat, Brun, Büchler, Cathomas, Chevrier, Darbellay, de Buman, Glanzmann, Häberli-Koller, Hany, Hochreutener, Humbel Näf, Imfeld, Jermann, Kohler, Lustenberger, Meyer Thérèse, Müller Thomas, Pfister Gerhard, Riklin Kathy, Simoneschi-Cortesi, Wehrli, Zemp (25)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**329/08.461 n Meier-Schatz. Mesures d'urgence pour alléger la charge fiscale des familles avec enfants** (02.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il convient d'alléger immédiatement la charge fiscale des familles avec enfants en prenant les mesures d'urgence suivantes dans le cadre de la LIFD et de la LHID (entrée en vigueur au plus tard au 1.1.2010):

### 1. Instauration d'une déduction pour la garde des enfants

La LIFD sera modifiée de manière à ce que:

les frais effectifs imputables à la garde extrafamiliale, pour des raisons professionnelles, des enfants jusqu'à 16 ans qui vivent en ménage commun avec leurs parents puissent être déduits du revenu imposable. Cette déduction sera accordée:

- aux familles monoparentales;
- lorsqu'un des parents est incapable d'exercer une activité lucrative ou qu'il est en formation;
- lorsque les deux parents exercent une activité lucrative;
- lorsque le parent qui garde les enfants ne peut le faire pour cause de maladie ou d'accident dans la famille.

b. les parents avec enfants jusqu'à 16 ans, qui les gardent eux-mêmes ou qui les font garder par des tiers à titre gracieux, puissent déduire un montant forfaitaire de 3000 francs.

La LHID sera modifiée de manière à ce que les cantons puissent instaurer des déductions analogues, le montant de ces dernières étant de leur ressort.

### 2. Instauration d'une déduction pour la formation

La LIFD sera modifiée de manière à ce que les parents puissent faire valoir une déduction de 10'000 francs au maximum pour les frais de formation (formation initiale) de leurs enfants de 16 à 25 ans qu'ils supportent eux-mêmes.

La LHID sera modifiée de manière à ce que les cantons puissent instaurer une déduction analogue, le montant de cette dernière étant de leur ressort.

### 3. Défisicalisation des allocations pour enfants et pour formation professionnelle

La LIFD et la LHID seront modifiées de manière à ce que les allocations pour enfants et pour formation professionnelle soient défiscalisées.

*Cosignataires:* Aeschbacher, Amacker, Bader Elvira, Barthassat, Bischof, Büchler, Cathomas, Chevrier, Darbellay, de Buman, Donzé, Egger, Glanzmann, Häberli-Koller, Hany, Hochreutener, Humbel Näf, Loepfe, Meyer Thérèse, Müller Thomas, Pfister Gerhard, Riklin Kathy, Schmid-Federer, Schmidt Roberto, Segmüller, Zemp (26)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

### **330/05.422 n Menétrey-Savary. Joueurs excessifs, dépendance au jeu. Développer les moyens de prévention** (17.06.2005)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La prévention du jeu excessif doit être renforcée. A cet effet, deux mesures sont proposées:

1. La loi fédérale du 18 décembre 1998 sur les jeux de hasard et les maisons de jeu (loi sur les maisons de jeu) sera modifiée de la façon suivante:

Art. 24bis Fonds de prévention et de lutte contre la dépendance au jeu

Chaque maison de jeu doit verser une contribution de 0,5 pour cent du produit brut des jeux dans un fonds destiné à la prévention et à la lutte contre la dépendance au jeu.

2. Une harmonisation doit être introduite entre la loi sur les maisons de jeu d'une part, et la loi fédérale sur les loteries et les paris professionnels - le cas échéant le concordat intercantonal - d'autre part, concernant les mesures de prévention et la gestion du fonds de prévention et de lutte contre la dépendance au jeu.

*Cosignataires:* Aeschbacher, Bühlmann, Burkhalter, Dormond Béguelin, Fasel, Frösch, Gadiant, Garbani, Genner, Glasson, Graf Maya, Hollenstein, Hubmann, Huguenin, John-Calame, Lang, Leuenberger-Genève, Levrat, Marty Kälin, Maury Pasquier, Müller Geri, Nordmann, Rossini, Roth-Bernasconi, Salvi, Teuscher, Vischer, Wyss Ursula (28)

CN *Commission des affaires juridiques*

### **x 331/06.465 n Menétrey-Savary. Suppression du lien de filiation en cas d'annulation de mariages dits de complaisance. Compatibilité de la loi sur les étrangers avec la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant** (06.10.2006)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'adjonction de l'alinéa 3 à l'article 109 du Code civil, adoptée avec la nouvelle loi sur les étrangers, selon laquelle "la présomption de paternité du mari cesse lorsque le mariage est annulé", doit être biffée, car cet alinéa n'est pas compatible avec la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989.

*Cosignataires:* Beck, Bernhardsgrütter, Brunschwig Graf, Christen, Daguet, Dormond Béguelin, Fasel, Frösch, Genner, Glasson, Graf Maya, Guisan, Huguenin, John-Calame, Lang, Leuenberger-Genève, Levrat, Maury Pasquier, Müller Geri, Recordon, Rossini, Roth-Bernasconi, Ruey, Salvi, Savary, Schelbert, Sommaruga Carlo, Teuscher, Vischer, Zisyadis (30)

CN *Commission des affaires juridiques*

**11.12.2008 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

### **332/05.467 n Meyer Thérèse. Cancer. Détection précoce et égalité de traitement** (16.12.2005)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il y a lieu d'optimiser et d'encourager les conditions-cadres nécessaires, tant juridiques que financières, afin de garantir dans toutes les parties du pays l'accès à des mesures de détection précoce du cancer, notamment du sein. Il convient, en particulier, de garantir l'inscription du scannage (screening) du sein dans la liste des prestations couvertes par la LAMa.

*Cosignataires:* Amherd, Bader Elvira, Barthassat, Brun, Büchler, Cathomas, Chevrier, Darbellay, de Buman, Donzé, Häberli-Koller, Hochreutener, Huguenin, Imfeld, Jermann, Kohler, Leu, Lustenberger, Meier-Schatz, Pfister Gerhard, Riklin Kathy, Robbiani, Simoneschi-Cortesi, Studer Heiner, Wehrli, Zapfl (26)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**24.11.2006 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**27.06.2008 CSSS-CE.** Adhésion.

**333/07.484 n Meyer Thérèse. Egalité de traitement des médecins généralistes** (05.10.2007)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les dispositions légales régissant la médecine générale doivent être revues de sorte que l'évaluation de l'économicité des prestations médicales soit rationnelle et repose sur des critères objectifs. Ces derniers doivent toujours être le fruit de la concertation des parties contractantes et ne doivent pas avoir d'effets indésirables qui empêcheraient un traitement optimal des patients (en particulier des patients souffrant de maladies chroniques ou présentant une polymorbidité), voire qui mèneraient à un rationnement masqué des soins.

*Cosignataires:* Amherd, Barthassat, Brun, Cassis, Cathomas, Donzé, Glanzmann, Häberli-Koller, Hany, Heim, Jermann, Kohler, Lustenberger, Müller Thomas, Rey, Robbiani, Simoneschi-Cortesi, Zemp (18)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**17.10.2008 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

Voir objet 07.485 lv.pa. Cassis

**334/08.429 n Meyer Thérèse. Prévention du suicide des jeunes** (02.06.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Par la présente initiative parlementaire, je demande que les mesures législatives nécessaires soient prises de manière à ce que la prévention du suicide des jeunes soit intégrée expressément dans la législation de prévention et de promotion de la santé, qui est en préparation.

*Cosignataires:* Allemann, Amacker, Bader Elvira, Barthassat, Bruderer, Carobbio Guscetti, Cathomas, Chevrier, de Buman, Donzé, Gilli, Glanzmann, Häberli-Koller, Haller, Heim, Hodggers, John-Calame, Kleiner, Meier-Schatz, Moser, Neiryck, Riklin Kathy, Robbiani, Roth-Bernasconi, Schmid-Federer, Schmidt Roberto, Simoneschi-Cortesi, Steiert, Teuscher, Thorens Goumaz, Weibel (31)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**335/08.522 n Meyer Thérèse. Exercice actif des droits politiques facilité pour les Suisses de l'étranger** (19.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Parlement est chargé de modifier l'article 5a de la loi sur les droits politiques des Suisses de l'étranger de la façon suivante:

Alinéa 1 ...

Alinéa 2 Ils sont biffés du registre des électeurs après quatre ans s'ils ne renouvellent pas leur inscription. L'exercice actif des droits politiques, lors d'une votation ou d'une élection vaut comme renouvellement de l'inscription.

*Cosignataires:* Aeschbacher, Amherd, Barthassat, Bourgeois, Chevrier, Darbellay, de Buman, Donzé, Français, Grin, Heim,

Hiltbold, Hodggers, Humbel Näf, Joder, Leuenberger-Genève, Marra, Meier-Schatz, Perrin, Pfister Gerhard, Robbiani, Schmidt Roberto, Segmüller, Sommaruga Carlo, Steiert, Zisyadis (26)

**336/01.461 n Müller-Hemmi. Commission fédérale des droits de l'homme** (10.12.2001)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1er de la Constitution fédérale et sur l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je dépose l'initiative parlementaire suivante sous la forme d'une demande conçue en termes généraux:

Il est institué une Commission fédérale des droits de l'homme.

*Cosignataires:* Abate, Aeppli, Aeschbacher, Antille, Bader Elvira, Banga, Baumann Ruedi, Baumann Stephanie, Berberat, Bernasconi, Bühlmann, Cavalli, Chappuis, Chevrier, Chiffelle, Christen, Cina, Cuche, de Dardel, Donzé, Dormann Rosmarie, Dormond Béguelin, Dupraz, Eberhard, Eggly, Ehrler, Estermann, Fasel, Fässler, Fehr Jacqueline, Fehr Lisbeth, Fehr Hans-Jürg, Fehr Mario, Fetz, Gadiant, Galli, Garbani, Genner, Goll, Graf Maya, Grobet, Gross Jost, Gross, Guisan, Günter, Gutzwiller, Gysin Remo, Haering, Haller, Hämmerle, Hofmann, Hollenstein, Hubmann, Imfeld, Imhof, Janiak, Jossen-Zinsstag, Jutzet, Kofmel, Lachat, Lauper, Leutenegger Oberholzer, Leuthard, Maillard, Maitre, Marti Werner, Marty Kälin, Meier-Schatz, Menétrey-Savary, Meyer Thérèse, Mugny, Neiryck, Pedrina, Polla, Raggenbass, Rechsteiner Paul, Rechsteiner-Basel, Rennwald, Riklin Kathy, Robbiani, Rossini, Sandoz, Scheurer Rémy, Schmid Odilo, Siegrist, Simoneschi-Cortesi, Sommaruga Simonetta, Spielmann, Strahm, Studer Heiner, Stump, Suter, Teuscher, Thanei, Tillmanns, Tschäppät, Vermot-Mangold, Vollmer, Walker Felix, Widmer, Wiederkehr, Wirz-von Planta, Wyss Ursula, Zäch, Zanetti, Zapfl, Zbinden, Zisyadis (108)

CN *Commission des institutions politiques*

**20.06.2003 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**07.10.2005 Conseil national.** Le délai imparti pour l'élaboration d'un projet est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'été 2007.

**22.06.2007 Conseil national.** Délai prolongé jusqu'à la session d'été 2009

**337/07.476 n Müller-Hemmi. Faire en sorte que la Constitution soit applicable pour les autorités chargées de mettre en oeuvre le droit** (05.10.2007)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 190 de la Constitution (Cst.) concernant le droit applicable sera modifié de manière à ce que le Tribunal fédéral et les autres autorités ne soient pas tenus d'appliquer des dispositions d'une loi fédérale qui sont anticonstitutionnelles.

*Cosignataires:* Amherd, Brunschwig Graf, Cathomas, de Buman, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Fehr Mario, Frösch, Gross, Gysin Remo, Hofmann, Markwalder Bär, Meier-Schatz, Meyer Thérèse, Moret, Nordmann, Rechsteiner-Basel, Riklin Kathy, Robbiani, Studer Heiner, Suter, Thanei, Tschümperlin, Vermot-Mangold, Vischer, Widmer (26)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**17.10.2008 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**338/04.456 n Müller Philipp. Harmonisation des notions et des méthodes de mesure dans les prescriptions de construction et d'exploitation (04.10.2004)**

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et sur l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Confédération édicte des dispositions de droit (mesures législatives et, si nécessaire, modifications constitutionnelles) afin d'harmoniser - sur la forme - les notions et les méthodes de mesure dans les prescriptions réglant la construction et l'exploitation. Le contenu - sur le fond - reste l'affaire des cantons (et des communes).

Sont réservées les démarches entreprises par les cantons sur la base d'un accord intercantonal (concordat) en vue d'harmoniser les notions et les méthodes de mesure employées dans la construction, comme demandé dans une motion transmise comme postulat le 8 mars 2000.

*Cosignataires:* Abate, Amstutz, Bader Elvira, Baumann J. Alexander, Bäumle, Bezzola, Bigger, Bignasca Attilio, Binder, Borer, Bortoluzzi, Brun, Brunner, Büchler, Bugnon, Bühler, Burkhalter, Cathomas, Christen, Darbellay, Donzé, Dupraz, Egerszegi-Obrist, Engelberger, Fässler, Favre Charles, Fehr Hans-Jürg, Fehr Hans, Fluri, Föhn, Freysinger, Genner, Germanier, Giezendanner, Glasson, Glur, Guisan, Gutzwiller, Gyr-Steiner, Gysin, Häberli-Koller, Haller, Hämmerle, Hassler, Hegetschweiler, Hess Bernhard, Hochreutener, Hofmann, Huber, Humbel Näf, Hutter Markus, Hutter Jasmin, Ineichen, Jermann, Joder, Kaufmann, Keller, Kleiner, Kohler, Kunz, Lang, Laubacher, Leu, Leutenegger Filippo, Leuthard, Loepfe, Lustenberger, Mathys, Maurer, Messmer, Mörgeli, Müller Geri, Müller Walter, Müri, Noser, Oehri, Parmelin, Pelli, Perrin, Pfister Gerhard, Pfister Theophil, Randegger, Rey, Raymond, Riklin Kathy, Rime, Sadis, Schenk Simon, Scherer, Schibli, Schlüer, Schmied Walter, Schneider, Schwander, Siegrist, Speck, Spuhler, Stahl, Stamm, Steiner, Studer Heiner, Theiler, Triponez, Vaudroz René, Veillon, Vischer, Vollmer, Waber, Wäfler, Walker Felix, Walter, Wandfluh, Wasserfallen, Wehrli, Weigelt, Weyeneth, Widmer, Wobmann, Wyss Ursula, Zuppiger (120)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**16.02.2005 CEATE-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**23.06.2008 CEATE-CE.** Adhésion.

**339/08.406 n Müller Philipp. Autorisations de séjour à l'année pour les étrangers établis refusant de s'intégrer (19.03.2008)**

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur les étrangers est complétée comme suit:

Art. 34

...

Al. 2

L'autorité compétente peut octroyer une autorisation d'établissement à un étranger aux conditions suivantes:

...

Let. b (complément)

il n'existe aucun motif de révocation au sens des articles 62 ou 63 alinéa 3.

...

Al. 6 (nouveau)

En cas de révocation en vertu de l'article 63 alinéa 3 et de remplacement par une autorisation de séjour, une nouvelle autorisation d'établissement ne peut être délivrée qu'au terme d'un délai de trois ans, pour autant que la personne se soit entre-temps bien intégrée.

Art. 51

...

Al. 2

Les droits prévus aux articles 43, 48 et 50 s'éteignent:

...

Let. b (complément)

s'il existe des motifs de révocation au sens des articles 62 ou 63 alinéa 3.

Art. 63

...

Al. 3 (nouveau)

Nonobstant les dispositions de l'alinéa 2, l'autorisation d'établissement peut être révoquée et remplacée par une autorisation de séjour lorsque l'étranger n'est pas prêt à s'intégrer en Suisse (art. 4).

*Cosignataires:* Amherd, Amstutz, Baettig, Binder, Bischof, Borer, Brunner, Cathomas, Caviezel, Dunant, Engelberger, Estermann, Fehr Hans, Fiala, Flückiger, Fluri, Häberli-Koller, Hiltbold, Huber, Humbel Näf, Hutter Markus, Hutter Jasmin, Ineichen, Joder, Kaufmann, Killer, Leutenegger Filippo, Loepfe, Lüscher, Lustenberger, Maurer, Miesch, Moret, Müller Thomas, Müller Walter, Müri, Perrin, Pfister Gerhard, Rime, Schibli, Schmidt Roberto, Wandfluh, Wasserfallen, Zemp (44)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**27.06.2008 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**28.08.2008 CIP-CE.** Adhésion.

**340/08.428 n Müller Philipp. Pas de regroupement familial en cas de versement de prestations complémentaires (28.05.2008)**

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur les étrangers (LEtr) sera complétée comme suit:

Art. 44

...

Let. c (complément)

ils ne dépendent pas de l'aide sociale ou de prestations complémentaires.

Art. 45

...

Let. c (complément)

ils ne dépendent pas de l'aide sociale ou de prestations complémentaires.

Art. 51

...

Al. 3 (nouveau)

Les droits prévus à l'article 43 s'éteignent si des prestations complémentaires sont sollicitées.

Art. 85

...

Al. 7

...

Let. c (complément)

la famille ne dépend pas de l'aide sociale ou de prestations complémentaires.

Art. 97

...

Al. 3

...

Let. d (complément)

le versement de prestations de l'aide sociale ou de prestations complémentaires.

*Cosignataires:* Amstutz, Egger, Engelberger, Fluri, Hiltbold, Humbel Näf, Hutter Jasmin, Joder, Moret, Perrin, Pfister Gerhard, Schibli, Schmidt Roberto (13)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**24.10.2008 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**341/08.450 n Müller Philipp. Marge de manoeuvre accrue pour les autorités** (22.09.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur les étrangers (LEtr) est modifiée comme suit:

L'article 63 alinéa 2 est abrogé.

*Cosignataires:* Amstutz, Brunner, Engelberger, Fluri, Geissbühler, Hiltbold, Humbel Näf, Hutter Jasmin, Moret, Pfister Gerhard, Schibli, Schmidt Roberto, Wobmann (13)

CN *Commission des institutions politiques*

**342/96.412 n Nabholz. Ouverture du pilier 3a aux groupes de personnes sans activité lucrative** (21.03.1996)

Me fondant sur l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les Conseils, je présente, sous la forme d'une demande conçue en termes généraux, l'initiative parlementaire suivante:

On modifiera la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité en ouvrant la prévoyance individuelle liée 3a à certaines catégories de personnes bien précises, qui n'exercent pas d'activité lucrative. En bénéficieront en particulier:

- les personnes qui élèvent des enfants ou s'occupent d'autres personnes sans être rémunérées pour le travail qu'elles font;
- celles qui, pour des raisons de santé, ont dû réduire considérablement leur activité lucrative voire cesser de travailler;
- celles qui ont perdu leur travail et qui sont donc au chômage.

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**21.03.1997 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**09.10.1998 Conseil national.** Le délai de traitement est prorogé de deux ans (jusqu'à la session d'été 2001).

**22.06.2001 Conseil national.** Le délai pour la mise au point d'un texte est prorogé de deux années, soit jusqu'à la session d'été 2003.

**20.06.2003 Conseil national.** Prorogation du délai jusqu'à la session d'été 2005.

**17.06.2005 Conseil national.** Prorogation du délai jusqu'à la session d'été 2007.

**22.06.2007 Conseil national.** Délai prolongé jusqu'à la session d'été 2009.

Voir objet 07.3291 Po. CER-CN (96.412)

**343/08.407 n Neiryck. Faciliter l'admission et l'intégration des étrangers diplômés d'une haute école suisse** (19.03.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers doit être modifiée comme suit:

Art. 21 Ordre de priorité

...

Al. 3 (nouveau)

Les diplômés des hautes écoles suisses ne sont pas soumis à cet ordre de priorité en dérogation à l'alinéa 1.

Art. 23 Qualifications personnelles

...

Al. 3

...

Let. b (modification)

les personnalités reconnues des domaines scientifique, économique, culturel ou sportif;

...

Art. 27 Formation et perfectionnement

Al. 1

...

Let. d

Abrogé

...

Art. 30

Al. 1

...

Let. i (modification)

faciliter l'exercice d'une activité lucrative aux titulaires d'un diplôme d'une haute école suisse, dans la mesure où l'activité revêt un intérêt scientifique ou économique prépondérant;

...

Art. 34 Autorisation d'établissement

...

Al. 5

Abrogé

*Cosignataires:* Amacker, Aubert, Barthassat, Brunschwig Graf, Darbellay, Engelberger, Favre Laurent, Graf Maya, Gross, Häberli-Koller, Haller, Hodgers, Lang, Leuenberger-Genève, Lüscher, Meyer Thérèse, Nordmann, Parmelin, Pelli, Riklin Kathy, Robbiani, Ruey, Schmid-Federer, Segmüller, Steiert, Widmer (26)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**22.08.2008 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**14.10.2008 CIP-CE.** Adhésion.

**344/08.408 n Neiryndck. Remplacement des ampoules à filament par des ampoules économiques** (19.03.2008)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Une législation doit être élaborée afin d'ordonner le remplacement à la vente des ampoules à filament par des ampoules économiques dans un délai d'un an après son adoption.

*Cosignataires:* Aubert, Barthassat, Darbellay, Eichenberger, Favre Laurent, Freysinger, Gross, Häberli-Koller, Haller, Hodgers, Lang, Leuenberger-Genève, Marra, Meyer Thérèse, Nidegger, Nordmann, Parmelin, Pelli, Riklin Kathy, Robbiani, Segmüller, Steiert, Widmer (23)

CN *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**345/08.451 n Neiryndck. Economie d'énergie dans la distribution d'eau de table** (22.09.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Dans le cadre des mesures d'économie d'énergie, une législation doit être promulguée afin d'abandonner la production, l'importation, l'exportation, la distribution et la vente d'eau potable en bouteille PET. Cette initiative ne concerne pas la vente d'eau minérale en bouteille de verre consignée. Une période transitoire permet aux unités d'embouteillage de se reconverter et aux travailleurs de se réinsérer. La Confédération prépare l'entrée en vigueur de cette législation par une campagne d'information sur la qualité de l'eau de distribution.

*Cosignataires:* Aeschbacher, Aubert, de Buman, Girod, Gross, Hodgers, John-Calame, Leuenberger-Genève, Lumengo, Marra, Riklin Kathy, Robbiani, van Singer, Voruz (14)

CN *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**x 346/06.435 n Nordmann. Actualisation de la formulation de l'article 160 du Code pénal relatif au recel** (14.06.2006)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code pénal est modifié de manière à rendre punissable non seulement le recel de choses, mais aussi le recel de créances.

*Cosignataires:* Berberat, Christen, Dormond Béguelin, Fehr Hans-Jürg, Garbani, Guisan, Gysin Remo, Hofmann, Hubmann, Jutzet, Kiener Nellen, Markwalder Bär, Maury Pasquier, Parmelin, Pedrina, Rechsteiner-Basel, Recordon, Rey, Roth-Bernasconi, Salvi, Savary, Sommaruga Carlo, Stöckli, Stump (24)

CN *Commission des affaires juridiques*

**07.11.2008** Retrait.

**347/08.525 n Nordmann. Soumettre aux pléniums du Parlement les crédits extraordinaires de très grande ampleur** (19.12.2008)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Loi sur le Parlement ou la Loi sur les finances sont modifiées de manière à ce que l'approbation préalable des pléniums du Parlement soit requise avant d'engager des crédits additionnels ou supplémentaires de très grande ampleur, même en cas d'urgence.

*Cosignataires:* Aubert, Carobbio Guscetti, Fässler, Fehr Jacqueline, Fehr Mario, Graf-Litscher, Heim, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Levrat, Lumengo, Marra, Nussbaumer, Pedrina, Rielle, Rossini, Roth-Bernasconi, Schenker Silvia, Steiert, Thanei, Tschümperlin, Wyss Ursula (22)

**348/07.472 n Noser. Attribution d'une identité numérique à chaque assuré** (04.10.2007)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 42a de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) est modifié comme suit:

1. Une identité numérique est attribuée à chaque assuré pour la durée de son assujettissement à l'assurance obligatoire des soins.

2. Cette identité numérique, qui permet d'identifier l'assuré, peut être utilisée pour la facturation des prestations prévues par la présente loi ou à des fins médicales. Elle permet d'accéder aux systèmes de santé électroniques pertinents. Les systèmes enregistrent toute consultation et tout traitement des données et communiquent toute irrégularité à la personne concernée.

3. Le Conseil fédéral règle, après consultation des milieux intéressés, les standards techniques qui doivent être appliqués.

4. Les données relatives à la santé de l'assuré, ainsi que d'autres données personnelles, peuvent être saisies dans les systèmes de santé électroniques. Des mesures incitatives encourageront les acteurs concernés à utiliser ces systèmes.

*Cosignataires:* Bortoluzzi, Fehr Jacqueline, Graf-Litscher, Gutzwiller, Häberli-Koller, Humbel Näf, Leutenegger Oberholzer, Pelli, Stahl, Triponez, Wehrli (11)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**20.06.2008 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**x 349/08.500 n Parmelin. Exonérer de la TVA sur les taxes et redevances de la Confédération** (02.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'Assemblée fédérale est chargée d'élaborer un projet de loi visant à exonérer de la TVA toutes les taxes et redevances prélevées par la Confédération.

*Cosignataires:* Aebi, Amstutz, Baader Caspar, Baettig, Bignasca Attilio, Binder, Borer, Bortoluzzi, Bourgeois, Brunschwig Graf, Büchler, Dunant, Engelberger, Favre Laurent, Flüchiger, Föhn, Freysinger, Giezendanner, Glauser, Glur, Graber Jean-Pierre, Grin, Hassler, Hurter Thomas, Hutter Markus, Kaufmann, Killer, Leutenegger Filippo, Loepfe, Lustenberger, Messmer, Miesch, Müri, Perrin, Pfister Gerhard, Pfister Theophil, Reimann Lukas, Reymond, Rickli Natalie, Rime, Ruey, Rutschmann, Schibli, Schneider, Schwander, Spuhler, Stahl, Stamm, Triponez, Veillon, von Rotz, Zuppiger (52)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**18.12.2008** Retrait.

**x 350/08.402 n Pfister Gerhard. Simplification du système d'allocation de moyens et d'indemnisation pour les parlementaires** (17.03.2008)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le système d'allocation de moyens et d'indemnisation pour les parlementaires doit être simplifié sur le plan administratif et organisé de manière plus claire. Il faut notamment remplacer des indemnités particulières (pour repas, trajets et nuitées) par des montants fixes, par des jetons de présence ou par des indemnités forfaitaires pour frais plus élevés. La simplification doit rester neutre en terme de coûts, c'est-à-dire que la somme totale des montants alloués aux parlementaires et des indemnités ne doit ni augmenter ni diminuer par rapport au montant budgété pour la législature en cours.

CN *Commission des institutions politiques*

**17.12.2008 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**351/08.420 n Pfister Gerhard. Concrétisation légale de l'intégration** (20.03.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur les étrangers (LEtr) est modifiée de manière qu'une autorisation d'établissement ne puisse généralement être délivrée qu'après une intégration au sens de l'article 34 alinéa 4. De plus, il convient de déterminer si une loi doit disposer qu'une autorisation d'établissement peut être retirée aux personnes dont le comportement fait apparaître qu'elles défendent des positions extrémistes ou fondamentalistes (y compris dans le cercle familial) et tentent d'imposer des points de vue en contradiction avec notre Etat de droit libre et démocratique.

*Cosignataires:* Amstutz, Büchler, Fluri, Häberli-Koller, Humbel Näf, Leutenegger Filippo, Müller Philipp, Müller Thomas, Schmidt Roberto (9)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**27.06.2008 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**28.08.2008 CIP-CE.** Adhésion.

**352/03.406 n Polla. Amnistie fiscale générale** (20.03.2003)

En vertu des articles 160 alinéa 1er de la Constitution fédérale et 21bis alinéa 1er de la loi sur les rapports entre les conseils, je dépose la présente initiative parlementaire sous la forme d'un projet rédigé de toutes pièces.

Article .... des dispositions transitoires de la constitution

1 Au cours de l'année 200X, la Confédération institue une amnistie fiscale générale unique ayant effet pour les impôts fédéraux, cantonaux et communaux sur le revenu et la fortune des personnes physiques prévus par la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD), la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) et la loi fédérale sur la taxe d'exemption de l'obligation de servir (LTEO).

2 Les principes suivants sont applicables:

a. L'amnistie porte sur tous les comportements ayant eu pour but ou effet de frustrer la collectivité d'impôts visés à la LIFD, à la LHID et à la LTEO.

b. L'amnistie s'applique aux impôts soustraits préalablement à son entrée en vigueur, pour autant que déclaration en soit faite au cours de l'année pour laquelle l'amnistie est instituée.

c. Moyennant le paiement d'une taxe libératoire calculée en fonction du montant de la fortune non déclarée au 31 décembre de l'année précédant celle où la déclaration intervient, il est renoncé aux rappels d'impôts ainsi qu'aux pénalités fiscales.

d. Les recettes perçues au titre de la taxe libératoire sur les montants déclarés dans le cadre de la présente amnistie sont réparties à raison d'un tiers pour la Confédération et de deux tiers pour les cantons et les communes.

3 La législation fédérale définira les modalités d'application de cette amnistie, notamment le taux applicable à la taxe libératoire.

*Cosignataires:* Abate, Antille, Baader Caspar, Bangerter, Baumann J. Alexander, Bernasconi, Bezzola, Bigger, Bignasca, Blocher, Borer, Bortoluzzi, Bosshard, Brunner, Bugnon, Chevrier, Dunant, Dupraz, Eberhard, Egerszegi-Obrist, Eggly, Ehrler, Engelberger, Estermann, Fattebert, Favre Charles, Fehr Hans, Fehr Lisbeth, Föhn, Freund, Frey Claude, Galli, Giezen-danner, Glasson, Glur, Gutzwiller, Gysin, Haller, Heberlein, Hegetschweiler, Heim, Hess Bernhard, Hess Walter, Imfeld, Imhof, Joder, Kaufmann, Keller, Kofmel, Kunz, Kurrus, Lachat, Lalive d'Epina, Laubacher, Lauper, Leutenegger Hajo, Leuthard, Loepfe, Maitre, Mariétan, Mathys, Maurer, Messmer, Meyer Thérèse, Mörgeli, Müller Erich, Neiryck, Oehri, Pelli, Pfister Theophil, Raggenbass, Randegger, Robbiani, Ruey, Schenk Simon, Scherer, Scheurer Rémy, Schibli, Schlüer, Schmied Walter, Seiler, Simoneschi-Cortesi, Speck, Spuhler, Stahl, Stamm, Steinegger, Steiner, Suter, Theiler, Triponez, Tschuppert, Vaudroz Jean-Claude, Vaudroz René, Walker Felix, Walter, Wandfluh, Weigelt, Weyeneth, Widrig, Wirz-von Planta, Wittenwiler, Zäch, Zapfl, Zuppiger (105)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**08.03.2004 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**24.03.2006 Conseil national.** Le délai est prolongé de deux ans.

**19.12.2007 Conseil national.** Le délai est prolongé de deux ans.

**03.10.2008 Conseil national.** Le délai est prolongé de deux ans.

**353/05.461 n Rechsteiner-Basel. Répartition de la fortune lors de la liquidation partielle d'une institution de prévoyance** (15.12.2005)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et sur l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La législation régissant la prévoyance professionnelle sera modifiée de sorte qu'en cas de liquidation partielle d'une institution de prévoyance, les réserves de fluctuations de valeur soient allouées de façon proportionnelle, conformément aux principes applicables aux provisions techniques.

*Cosignataires:* Dormond Béguelin, Goll, Hubmann (3)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**24.11.2006 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**354/08.480 n Rechsteiner-Basel. Moratoire sur les agrocarburants (03.10.2008)**

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

1. On édictera des dispositions légales permettant de décréter un moratoire de cinq ans sur l'importation des agrocarburants et des matières premières servant à leur production. Les agrocarburants sont des carburants tels que l'éthanol, qui est issu notamment de la canne à sucre, de la betterave sucrière, du maïs, du blé, du peuplier et de l'eucalyptus, et que le diesel, qui est issu notamment du colza, du soja, de l'huile de palme et du jatropha.

2. Le moratoire ne portera ni sur les carburants issus du biogaz, des déchets alimentaires, agricoles ou forestiers et des huiles usagées, ni sur les carburants liquides issus d'une production décentralisée destinée à la consommation locale.

*Cosignataires:* Aebi, Aeschbacher, Allemann, Amacker, Aubert, Bader Elvira, Bänziger, Barthassat, Bäumle, Berberat, Bischof, Bourgeois, Brélaz, Bruderer, Büchler, Carobbio Guscetti, Cathomas, Chevrier, Daguet, Donzé, Fasel, Fässler, Favre Charles, Favre Laurent, Fehr Hans-Jürg, Fehr Mario, Fehr Jacqueline, Fluri, Freysinger, Frösch, Galladé, Gilli, Girod, Glanzmann, Goll, Graf Maya, Graf-Litscher, Grunder, Häberli-Koller, Haller, Hämmerle, Hany, Hassler, Heim, Hodgers, Humbel Näf, Ineichen, John-Calame, Jositsch, Kleiner, Lachenmeier, Lang, Leuenberger-Genève, Leutenegger Filippo, Levrat, Lumengo, Lustenberger, Malama, Marra, Marti Werner, Meier-Schatz, Meyer Thérèse, Moser, Müller Geri, Neiryneck, Nordmann, Noser, Nussbaumer, Pedrina, Prelicz-Huber, Rechsteiner Paul, Rennwald, Rielle, Riklin Kathy, Robbiani, Rossini, Roth-Bernasconi, Schelbert, Schenker Silvia, Schmidt Roberto, Segmüller, Simoneschi-Cortesi, Sommaruga Carlo, Steiert, Stöckli, Stump, Teuscher, Thanei, Thorens Goumaz, Tschümperlin, van Singer, Vischer, von Graffenried, von Siebenthal, Voruz, Walter, Wasserfallen, Wehrli, Weibel, Widmer, Wyss Ursula, Wyss Brigit, Zisyadis (103)

CN *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**355/08.496 n Rechsteiner-Basel. Réseaux électriques. Garantir le service public par la loi (03.10.2008)**

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur l'approvisionnement en électricité sera modifiée conformément aux points suivants:

1. Les tarifs pour l'utilisation du réseau de transport se fonderont sur les coûts réels des travaux d'entretien et des nouveaux investissements; les investissements effectués avant le 01.01.2009 ne pourront être pris en compte qu'à hauteur de leur valeur comptable résiduelle. Lorsque les acheteurs de courant électrique ont dû s'acquitter de taxes d'amortissement, celles-ci seront imputées équitablement sur les réseaux et sur les centrales électriques (et non sur les seules centrales électriques).

2. Les recours devant le Tribunal fédéral contre des décisions de l'EiCom concernant les tarifs d'utilisation du réseau de transport n'auront pas d'effet suspensif.

3. Le conseil d'administration de swissgrid sera élu par le Conseil fédéral. Les membres du conseil d'administration ne pourront ni appartenir à des organes de personnes morales exerçant une activité dans les domaines de la production ou du commerce d'électricité, ni entretenir des rapports de service avec des personnes morales exerçant une activité de ce type. La propriété directe de la majorité des actions swissgrid sera transférée à la Confédération, aux cantons et aux communes.

4. Les réseaux de transport et de distribution seront rendus juridiquement autonomes, afin qu'aucun bénéficiaire de monopole excédant le bénéfice d'exploitation légalement admis et qu'aucune subvention croisée tirée des taxes d'utilisation du réseau de transport ne puissent venir financer la production d'électricité et fausser la concurrence au profit de certains acteurs, au détriment du service public.

5. Le coût du maintien des capacités de réserve des plus grandes centrales de production, conformément aux normes de l'UCTE, ne devra pas entraîner de majoration du prix du courant. Il sera mis à la charge des entreprises qui en sont à la source, comme cela se pratique en Autriche.

6. Les amendes prévues à l'art. 29 de la loi sur l'approvisionnement en électricité seront fixées proportionnellement au chiffre d'affaires, par analogie avec la loi sur les cartels, de manière à constituer une sanction que même les consortiums ayant un chiffre d'affaires dépassant le milliard de francs prendront au sérieux.

*Cosignataires:* Aeschbacher, Allemann, Aubert, Bänziger, Carobbio Guscetti, Daguet, Donzé, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Fehr Mario, Frösch, Girod, Graf Maya, Heim, Hofmann, Kiener Nellen, Lang, Levrat, Lumengo, Marra, Marti Werner, Nordmann, Nussbaumer, Pedrina, Prelicz-Huber, Rielle, Rossini, Roth-Bernasconi, Schelbert, Schenker Silvia, Sommaruga Carlo, Steiert, Stöckli, Teuscher, Thorens Goumaz, Tschümperlin, van Singer, Voruz, Wehrli, Widmer, Wyss Ursula, Wyss Brigit (42)

CN *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**356/06.461 n Rechsteiner Paul. Réhabilitation des Suisses engagés volontaires durant la guerre civile espagnole (21.09.2006)**

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il faut annuler les condamnations pénales prononcées contre les Suisses qui ont participé en tant que volontaires à la guerre civile espagnole ou qui ont lutté pour la démocratie au sein de la Résistance.

*Cosignataires:* Amherd, Christen, Daguet, Dupraz, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Gross, Haering, Hochreutener, Huber, Hutter Markus, Lang, Leutenegger Filippo, Levrat, Simoneschi-Cortesi, Vischer (16)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**15.11.2007 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**15.04.2008 CAJ-CE.** Adhésion.

**06.11.2008** Rapport de la commission CN (FF 2008 8207)

**26.11.2008** Avis du Conseil fédéral (FF 2008 8221)

Loi fédérale sur la réhabilitation des volontaires de la guerre civile d'Espagne (LRéhVol)

**02.12.2008 Conseil national.** Décision conforme au projet de la Commission.

**357/07.422 n Rechsteiner Paul. Loi sur l'égalité de traitement** (23.03.2007)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Parlement édictera une loi sur l'égalité de traitement qui aura pour objectif de prévenir et d'éliminer toute forme de discrimination fondée sur le sexe, la couleur de peau, l'origine ethnique, la religion, les convictions philosophiques, l'âge, un handicap ou l'identité sexuelle.

*Cosignataires:* Daguët, Goll, Leutenegger Oberholzer, Levrat, Menétrey-Savary, Sommaruga Carlo, Suter, Vischer (8)

CN *Commission des affaires juridiques*

**358/05.412 n Recordon. Répression pénale de l'utilisation sans droit de valeurs patrimoniales obtenues par une tromperie non astucieuse** (06.06.2005)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code pénal (CP) est complété par une disposition sanctionnant de la même peine que son article 141bis l'utilisation sans droit de valeurs patrimoniales obtenues par une tromperie non astucieuse, c'est-à-dire par une manoeuvre moins grave car moins trompeuse que celle prise en considération dans le cadre d'une escroquerie (art. 146 CP), mais supposant par définition un comportement plus actif que celui, purement passif, visé à l'article 141bis CP, qui réprime l'appropriation de valeurs patrimoniales obtenues par le bénéficiaire indépendamment de sa volonté.

*Cosignataires:* Baumann J. Alexander, Burkhalter, Garbani, Häberli-Koller, Ruey, Sommaruga Carlo, Stamm, Vischer (8)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**01.12.2006 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**03.07.2007 CAJ-CE.** Adhésion.

**359/06.469 n Recordon. Interdiction du mode veille sur les appareils à fonctionnement électrique** (06.10.2006)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La législation fédérale est modifiée de manière à interdire, sauf exceptions restrictives et dûment motivées, le mode veille (stand-by) sur les appareils électriques tels que ceux de l'électronique de loisir, de l'électroménager, etc.

*Cosignataires:* Bernhardsgrütter, Fasel, Frösch, Genner, Graf Maya, John-Calame, Lang, Leuenberger-Genève, Menétrey-Savary, Müller Geri, Schelbert, Teuscher, Vischer (13)

CN *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**360/06.493 n Recordon. Création d'instruments de lutte contre les nouveaux mécanismes de blanchiment**

(20.12.2006)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Vu le volume extraordinairement élevé des transactions et le montant global transitant par les chambres de compensation interbancaires, telles qu'Euroclear et Clearstream, même si on se limite aux opérations qui ont un rapport avec la Suisse, il y a lieu de modifier les législations pénales générales et administratives spécialisées en vue de doter les autorités suisses chargées de la prévention du blanchiment, notamment l'Autorité de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et la Commission fédérale des banques, de règles spécifiques concernant la gestion du risque de blanchiment lié aux transactions impliquant les chambres de compensation.

Une modification législative doit aussi se réaliser pour conférer aux sociétés de révision externes la mission de vérifier efficacement le système antiblanchiment des intermédiaires financiers oeuvrant en Suisse ou liés à la Suisse, à l'égard des transactions impliquant ces chambres, et si nécessaire pour conférer à ces sociétés des instruments légaux adéquats.

*Cosignataires:* Berberat, Fässler, Frösch, Genner, Leutenegger Oberholzer, Rechsteiner Paul, Rennwald, Rey, Schelbert, Vischer (10)

CN *Commission des affaires juridiques*

**361/07.427 n Recordon. Eliminer les discriminations pouvant frapper les handicapés non propriétaires de l'immeuble auquel ils doivent accéder** (23.03.2007)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il y a lieu de modifier la loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (LHand), subsidiairement le Code des obligations (CO), de manière à ce que le juge puisse décider à l'issue d'une due pesée des intérêts si et à quelles conditions un propriétaire d'immeuble peut se voir imposer la modification de cet objet pour y permettre l'accès nécessaire à un utilisateur, à titre professionnel, comme habitant ou autre.

*Cosignataires:* Allemann, Berberat, Bernhardsgrütter, Daguët, Dormond Béguelin, Fasel, Fässler, Fehr Mario, Frösch, Garbani, Genner, Graf Maya, Gross, Guisan, Haering, Hubmann, Huguenin, Janiak, John-Calame, Kiener Nellen, Lang, Leuenberger-Genève, Marti Werner, Marty Kälin, Maury Pasquier, Menétrey-Savary, Müller Walter, Müller Geri, Nordmann, Pedrina, Rennwald, Rey, Rossini, Roth-Bernasconi, Salví, Savary, Schelbert, Schenker Silvia, Sommaruga Carlo, Suter, Teuscher, Vanek, Vermot-Mangold, Vischer, Vollmer, Widmer, Wyss Ursula (47)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**26.10.2007 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**19.02.2008 CSSS-CE.** Adhésion.

**362/08.442 n Rennwald. Relance de l'adhésion à l'Union européenne** (13.06.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Je demande que toutes les mesures nécessaires soient prises en vue de relancer l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne (UE). Dans le cadre de ce processus, il conviendra en particulier de veiller:

- à la reprise intégrale de l'acquis social communautaire;
- à l'obtention d'un long délai de transition s'agissant du passage à un taux de TVA normal de 15 pour cent et à l'affectation de l'essentiel de la différence entre le taux suisse actuel et le taux européen au financement des assurances sociales;
- à la mise en oeuvre de mesures permettant de prévenir et de combattre le dumping social et la sous-enchère salariale pouvant découler de la libre circulation des personnes;
- à la préservation des normes environnementales suisses et de notre système fédéraliste et de démocratie directe.

*Cosignataires:* Allemann, Aubert, Berberat, Brélaz, Bruderer, Carobbio Guscetti, Fasel, Fässler, Fehr Jacqueline, Fehr Hans-Jürg, Fehr Mario, Frösch, Galladé, Goll, Graf-Litscher, Gross, Hämmerle, Hodgers, Hofmann, John-Calame, Jositsch, Kiener Nellen, Lang, Leuenberger-Genève, Leutenegger Oberholzer, Lumengo, Marra, Marti Werner, Neiryck, Nordmann, Nussbaumer, Pedrina, Rielle, Rossini, Roth-Bernasconi, Schenker Silvia, Sommaruga Carlo, Steiert, Stöckli, Stump, Teuscher, Thorens Goumaz, Tschümperlin, Voruz, Widmer, Zisyadis (46)

CN *Commission de politique extérieure*

**363/08.456 n Rickli Natalie. Pas de redevance radio et télévision pour l'internet et les téléphones portables** (29.09.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur la radio et la télévision (RS 784.40) sera modifiée comme suit:

Art. 68

Al.1

Quiconque met en place ou exploite un appareil destiné à la réception de programmes de radio et de télévision (récepteur) doit payer une redevance de réception. L'obligation de payer la redevance s'applique aux appareils conçus spécifiquement pour la réception de tels programmes. En particulier, les appareils multifonctionnels (par ex. pour la réception par l'internet ou par téléphone portable) ne fondent pas une obligation de payer la redevance.

...

*Cosignataires:* Amstutz, Binder, Caviezel, Föhn, Giezendanner, Heer, Hutter Markus, Killer, Leutenegger Filippo, Miesch, Mörgele, Müller Philipp, Müller Thomas, Müri, Noser, Pfister Gerhard, Rime, Schenk Simon, von Rotz (19)

CN *Commission des transports et des télécommunications*

**364/05.432 n Riklin Kathy. Introduction d'écoles à horaire continu** (21.09.2005)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution est modifiée comme suit:

Art. 62 al. 3

Les cantons veillent à ce qu'il existe une école de jour adéquate pour les enfants jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire. L'école

de jour comprend l'enseignement obligatoire, l'encadrement des enfants en dehors des heures de cours et la tenue d'une cantine. L'encadrement en dehors des cours et le repas à la cantine sont facultatifs pour les élèves. Les parents peuvent être appelés à participer aux coûts.

*Cosignataires:* Amherd, Brun, Cathomas, Chevrier, Darbellay, de Buman, Häberli-Koller, Hochreutener, Humbel Näf, Kohler, Leuthard, Meier-Schatz, Meyer Thérèse, Robbiani, Simoneschi-Cortesi, Zapfl (16)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**24.02.2006 CSEC-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**26.06.2006 CSEC-CE.** Adhésion.

**21.08.2008** Rapport de la commission CN (FF 2008 7807)

**365/08.527 n Riklin Kathy. Logement occupé par son propriétaire: suppression de la déduction des intérêts passifs et suppression de la valeur locative** (19.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD) et la Loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) seront modifiées comme suit:

1. L'impôt perçu au titre de la valeur locative sera supprimée.
2. La déduction des intérêts passifs perçus sur le logement occupé par son propriétaire sera supprimée.
3. Aux fins d'encourager l'accession à la propriété du logement une déduction dégressive de l'intérêt hypothécaire sera autorisée durant les dix premières années qui suivent la première acquisition d'un logement utilisé pour ses propres besoins.
4. Un montant forfaitaire modéré au titre des frais d'entretien pourra encore être déduit.

**366/07.489 n Robbiani. Deuxième pilier. Ne pas pénaliser les travailleurs âgés** (05.10.2007)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Je demande que la progressivité des bonifications de vieillesse prévue par la LPP soit corrigée, afin que les travailleurs âgés ne soient plus pénalisés. Je demande notamment l'adoption d'un taux de cotisation unique (au moins pour les employeurs), applicable aux assurés de 45 ans et plus.

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**367/07.451 n Rossini. Assurance-invalidité. Infirmités congénitales après 20 ans** (22.06.2007)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Je propose une révision de l'article 13 de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité (droit des personnes en cas d'infirmité congénitale) qui procède à l'élévation, voire à la suppression, de la limite d'âge de 20 ans révolus déterminant la fin du droit aux mesures médicales nécessaires au traitement des infirmités congénitales.

*Cosignataires:* Allemann, Aubert, Banga, Berberat, Bruderer, Carobbio Guscetti, Chappuis, Daguet, Dormond Béguelin, Fehr

Hans-Jürg, Fehr Jacqueline, Garbani, Gross, Günter, Haering, Heim, Hubmann, Kiener Nellen, Levrat, Maury Pasquier, Nordmann, Pedrina, Rechsteiner-Basel, Rennwald, Roth-Bernasconi, Savary, Schenker Silvia, Stöckli, Stump, Widmer (30)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**09.11.2007 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**19.02.2008 CSSS-CE.** Ne pas donner suite

**368/07.453 n Rossini. Réforme du système de sécurité sociale** (22.06.2007)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Je demande d'entreprendre une refonte des bases constitutionnelles et législatives consacrées au système suisse de protection sociale pour en revoir fondamentalement la conception et l'organisation.

On pourrait ainsi refondre les nombreuses législations actuelles au sein de quatre régimes généraux de protection sociale ou branches de celles-ci:

- "Vieillesse", réunissant les prestations de substitution selon les législations sur l'assurance-vieillesse et survivants, la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité et les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité;

- "Santé et soins", rassemblant les législations sur l'assurance-maladie, l'assurance-accidents et l'assurance-invalidité;

- "Perte de gain, réadaptation, insertion", mettant en commun les mesures de retour à la capacité de gain contenues dans les législations sur l'assurance-chômage, l'assurance-invalidité, l'assurance-accidents, les allocations en cas de maternité, les allocations pour perte de gain et l'assurance-maladie privée, comblant avec ce dernier élément une lacune fondamentale (et unique dans les pays développés) de la sécurité sociale helvétique;

- "Famille", instituant, de manière cohérente, une complémentarité entre les allocations familiales et la lutte contre la pauvreté (projet fédéral de prestations complémentaires pour familles), les mesures cantonales de recouvrement de pension alimentaire et d'avance sur pension alimentaire, le soutien aux structures d'accueil extrafamilial.

*Cosignataires:* Aubert, Banga, Berberat, Carobbio Guscetti, Chappuis, Daguet, Dormond Béguelin, Fehr Jacqueline, Garbani, Gross, Haering, Heim, Hubmann, Kiener Nellen, Levrat, Maury Pasquier, Nordmann, Pedrina, Rechsteiner-Basel, Rennwald, Roth-Bernasconi, Savary, Schenker Silvia, Stöckli, Stump, Widmer (26)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**369/05.404 n Roth-Bernasconi. Réprimer explicitement les mutilations sexuelles commises en Suisse et commises à l'étranger par quiconque se trouve en Suisse** (17.03.2005)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Je demande l'élaboration de normes pénales qui répriment la pratique directe et l'incitation à la commission des mutilations sexuelles féminines en Suisse et commises à l'étranger par des personnes se trouvant en Suisse.

*Cosignataires:* Gadiant, Genner, Häberli-Koller, Huguenin, Markwalder Bär, Stump (6)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**01.12.2006 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**03.07.2007 CAJ-CE.** Adhésion.

**370/08.460 n Roth-Bernasconi. Pour un service volontaire, civil ou militaire, pour femmes et hommes** (02.10.2008)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'obligation militaire générale faite aux hommes doit être remplacée par un service militaire ou civil de nature volontaire.

*Cosignataires:* Aubert, Fässler, Fehr Jacqueline, Fehr Hans-Jürg, Lumengo, Nussbaumer, Pedrina, Rielle, Rossini, Schenker Silvia, Widmer (11)

CN *Commission de la politique de sécurité*

**371/08.510 n Roth-Bernasconi. Davantage de femmes dans les conseils d'administrations** (17.12.2008)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la Loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les conseils d'administration des entreprises cotées en bourse et des entreprises dont la Confédération détient des parts doivent être composés d'au moins 30 pour cent de femmes, respectivement d'hommes. Ces quotas doivent être atteints au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente disposition.

*Cosignataires:* Allemann, Aubert, Carobbio Guscetti, Daguet, Fässler, Fehr Jacqueline, Fehr Hans-Jürg, Frösch, Goll, Gross, Heim, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Marra, Nordmann, Pedrina, Rechsteiner-Basel, Schenker Silvia, Sommaruga Carlo, Steiert, Stump, Thanei, Voruz, Widmer (24)

**372/08.424 n Rutschmann. Fixation de délais contraignants pour le traitement des procédures judiciaires et des procédures de recours** (20.03.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Parlement fixera des délais contraignants pour le traitement des procédures judiciaires et des procédures de recours.

*Cosignataires:* Aebi, Amstutz, Baader Caspar, Binder, Bortoluzzi, Estermann, Füglistaller, Glauser, Hutter Jasmin, Kaufmann, Kunz, Maurer, Messmer, Reimann Lukas, Scherer, Wandfluh (16)

CN *Commission des affaires juridiques*

**x 373/06.460 n Schelbert. Protection des données. De la protection contre les abus au droit à l'autodétermination** (21.09.2006)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On complètera la Constitution fédérale de telle sorte que la protection des données n'englobe plus uniquement la protection

contre les abus, mais aussi le droit à l'autodétermination en matière d'information en tant que droit fondamental.

CN *Commission des affaires juridiques*

**11.12.2008 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**374/08.509 n Schelbert. Transactions financières extraordinaires et droits du Parlement** (17.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les bases légales seront modifiées de sorte que le Conseil fédéral ne puisse plus, dans le cadre de la crise actuelle des marchés financiers ni dans le cadre d'une crise ultérieure, décider de transactions financières extraordinaires sans les soumettre préalablement à l'approbation du Parlement.

**375/06.432 n Schenker Silvia. Droit des successions. Libéralités et donations destinées à des personnes exerçant une activité professionnelle particulière** (11.05.2006)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La partie du Code civil traitant du droit des successions sera complétée par une disposition qui limitera, voire interdira, les libéralités et les donations destinées à des personnes qui ont une relation de confiance particulière avec le disposant en raison de leur activité professionnelle.

*Cosignataires:* Aeschbacher, Amherd, Baumann J. Alexander, Bruderer, Büchler, Donzé, Dormond Béguelin, Dunant, Fässler, Fehr Jacqueline, Garbani, Graf Maya, Gyr-Steiner, Gysin, Haering, Hämmerle, Heim, Hofmann, Hollenstein, Hubmann, John-Calame, Jutzet, Kiener Nellen, Lang, Leutenegger Oberholzer, Marti Werner, Marty Kälin, Meier-Schatz, Menétrey-Savary, Rennwald, Riklin Kathy, Rossini, Studer Heiner, Stump, Vischer, Wehrli, Widmer, Wyss Ursula (38)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**12.10.2007 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**15.04.2008 CAJ-CE.** Ne pas donner suite

**376/08.479 n Schibli. Utilisation obligatoire des pistes cyclables** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur la circulation routière doit être modifiée de sorte que les cyclistes aient l'obligation d'emprunter les pistes cyclables lorsqu'elles existent.

*Cosignataires:* Aebi, Amstutz, Bigger, Binder, Bortoluzzi, Brunner, Estermann, Fehr Hans, Flückiger, Füglistaller, Geissbühler, Giezendanner, Glauser, Glur, Graber Jean-Pierre, Heer, Hutter Jasmin, Joder, Killer, Kunz, Pfister Theophil, Rickli Natalie, Rutschmann, Schenk Simon, Scherer, Stahl, von Rotz, von Siebenthal, Wandfluh, Wobmann, Zuppiger (31)

CN *Commission des transports et des télécommunications*

**377/08.528 n Schneider. Mesures de sauvetage en faveur d'entreprises d'importance systémique: éviter les structu-**

**res incitatives asymétriques et fixer les responsabilités en cas de dommage** (19.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le droit fédéral sera modifié de telle sorte que, lorsque l'Etat devra prendre des mesures de sauvetage en faveur d'une entreprise d'importance systémique, les organes suprêmes de direction stratégique et opérationnelle coresponsables des événements ayant nécessité l'intervention de l'Etat seront responsables personnellement et solidairement du dommage résultant pour la collectivité.

Par "entreprise d'importance systémique", il faut comprendre toute société revêtant une grande importance pour la collectivité et pour le bon fonctionnement de l'Etat et de l'économie, indépendamment de la forme juridique de cette société. Il s'agit notamment des entreprises soumises à concession, par exemple dans les domaines des transports, de la communication, de l'énergie et des matières premières, de même que de celles qui sont soumises à autorisation, par exemple dans le domaine des services financiers ou dans celui de la santé.

*Cosignataires:* Favre Charles, Huber, Kleiner, Messmer, Müller Walter, Müller Philipp, Pelli, Theiler (8)

**378/04.432 n Simoneschi-Cortesi. Impôt fédéral direct. Déduction des coûts de formation permanente et de réorientation professionnelle** (07.05.2004)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et sur l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'impôt fédéral direct doit être modifiée de telle sorte que les frais de formation professionnelle et de formation permanente des hommes et des femmes exerçant ou non une activité professionnelle soient déductibles (abrogation de l'art. 34 let. b, et introduction d'une let. j, nouvelle, à l'art. 33 LIFD).

*Cosignataires:* Abate, Bader Elvira, Bignasca Attilio, Chevrier, Cina, Darbellay, de Buman, Häberli-Koller, Leuthard, Maître, Meier-Schatz, Meyer Thérèse, Robbiani, Sadis, Wehrli, Zapfl (16)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**379/04.469 n Simoneschi-Cortesi. Obligation d'exiger un extrait du casier judiciaire des personnes qui travaillent avec les enfants** (08.10.2004)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je présente l'initiative parlementaire suivante:

Par cette initiative, je demande que le droit régissant les rapports de travail soit complété de manière à garantir la production d'un extrait du casier judiciaire pour toute personne susceptible d'être engagée pour une fonction la mettant en relation avec des enfants ou adolescents de moins de 16 ans.

Il y aura lieu de créer une norme spécifique pour les situations où des personnes sont en relation avec des enfants ou adolescents de moins de 16 ans, sans que cela relève d'un contrat de travail (bénévolat, p. ex.).

*Cosignataires:* Bader Elvira, Büchler, Cathomas, Chevrier, Cina, Darbellay, de Buman, Häberli-Koller, Hochreutener, Imfeld, Jer-

mann, Leu, Meier-Schatz, Meyer Thérèse, Riklin Kathy, Robbiani, Wehrli (17)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**06.03.2008 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**02.06.2008 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**380/04.495 n Simoneschi-Cortesi. Respect des droits des parlementaires** (17.12.2004)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement (LParl), je présente l'initiative parlementaire suivante afin que la LParl ou le règlement soient adaptés, de telle façon que les objets parlementaires ne soient plus classés simplement parce qu'il est impossible de les examiner dans le délai imparti.

*Cosignataires:* Bader Elvira, Brun, Büchler, Chevrier, Cina, Darbellay, de Buman, Häberli-Koller, Imfeld, Jermann, Meier-Schatz, Meyer Thérèse, Pfister Gerhard, Robbiani, Wehrli, Zapfl (16)

CN *Bureau*

**381/07.460 n Sommaruga Carlo. Pour une représentation politique effective des Suisses de l'étranger** (22.06.2007)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Par cette initiative, je propose que l'on modifie la Constitution et tous les autres textes législatifs l'exigeant, de telle sorte que les Suissesses et les Suisses de l'étranger puissent être représentés, selon les modalités les plus adaptées à nos institutions, d'abord au Conseil des Etats puis au Conseil national.

*Cosignataires:* Allemann, Aubert, Barthassat, Chappuis, Chevrier, Dormond Béguelin, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Fehr Mario, Genner, Goll, Gross, Gysin Remo, Haering, Hämmerle, Hubmann, John-Calame, Kiener Nellen, Leuenberger-Genève, Levrat, Marty Kälin, Maury Pasquier, Menétrey-Savary, Meyer Thérèse, Müller Geri, Rechsteiner-Basel, Recordon, Rennwald, Rossini, Roth-Bernasconi, Savary, Schenker Silvia, Stump, Tschümperlin, Vanek, Vermot-Mangold, Vischer, Widmer, Wyss Ursula (39)

CN *Commission des institutions politiques*

**24.09.2008 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**382/07.428 n Stamm. Abroger les dispositions révisées du Code pénal concernant le système des peines** (23.03.2007)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les dispositions générales révisées du Code pénal qui sont entrées en vigueur le 1er janvier 2007 doivent être abrogées en ce qui concerne les peines applicables aux crimes et aux délits (livre 1, partie 1, titre 3, chapitre 1, art. 34 à 55a CP) et aux contraventions (partie 2, art. 103 à 109 CP).

CN *Commission des affaires juridiques*

**383/08.489 n Stamm. Réserves d'or de la Banque nationale. Les augmenter par étapes** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'alinéa le plus approprié de l'art. 99 de la Constitution fédérale sera complété de telle manière que la part des réserves d'or soit à tout le moins maintenue en cas d'augmentation des réserves monétaires.

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**384/08.490 n Stamm. Port d'arme illégal. Pas de sursis** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le code pénal doit être modifié de sorte que quiconque est appréhendé alors qu'il porte une arme illégalement sera puni d'une peine privative de liberté ferme de plus de six mois. L'exécution de la peine commencera un mois au plus tard après la commission de l'acte.

CN *Commission de la politique de sécurité*

**385/08.491 n Stamm. Halte à la vente d'or par la Banque nationale** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'art. 99, al. 3, de la Constitution fédérale (RS 101) doit être complété comme suit:

"... dont une partie doit consister en or. Les réserves d'or ne peuvent être vendues."

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**386/08.484 n Steiert. Faciliter le changement de caisse d'assurance-maladie selon la LAMal. Simplification de la facturation pour les patients et les assurés** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La législation sera modifiée de sorte que les factures des assurés qui ont conclu leur assurance de base selon la LAMal et leur couverture complémentaire chez deux assureurs différents puissent être traitées par l'assureur complémentaire, et que celui-ci procède gratuitement au clearing avec l'assureur de base.

*Cosignataires:* Aubert, Baettig, Berberat, Bortoluzzi, Carobbio Guscetti, Dunant, Fasel, Fässler, Favre Charles, Fehr Jacqueline, Füglistaller, Graf Maya, Heim, Kiener Nellen, Leuenberger-Genève, Lumengo, Marra, Meyer Thérèse, Nordmann, Parmelin, Rechsteiner Paul, Rechsteiner-Basel, Rielle, Robbiani, Rossini, Roth-Bernasconi, Schenker Silvia, Sommaruga Carlo, Stump, Tschümperlin, von Siebenthal, Voruz, Widmer (33)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**387/08.485 n Steiert. Faciliter le changement de caisse d'assurance-maladie selon la LAMal. Levée du chargement pour frais sur les assurances complémentaires** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La législation sera modifiée de sorte que les assurés qui ont conclu leur couverture de base selon la LAMal et leur couverture complémentaire chez deux assureurs distincts ne soient pas pénalisés de ce fait par un chargement pour frais.

*Cosignataires:* Aubert, Baettig, Berberat, Bortoluzzi, Carobbio Guscetti, Dunant, Fasel, Fässler, Favre Charles, Fehr Jacqueline, Füglistaller, Graf Maya, Heim, Leuenberger-Genève, Lumengo, Marra, Meyer Thérèse, Nordmann, Parmelin, Rechsteiner Paul, Rechsteiner-Basel, Rielle, Robbiani, Rossini, Roth-Bernasconi, Schenker Silvia, Sommaruga Carlo, Stump, Tschümperlin, von Siebenthal, Voruz, Widmer (32)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**388/03.438 n Strahm. LP. Protection renforcée contre les créanciers** (20.06.2003)

Conformément à l'article 160 alinéa 1er de la constitution et à l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je présente une initiative parlementaire conçue en termes généraux:

La législation sur la poursuite pour dettes et la faillite doit être modifiée de sorte, d'une part, à améliorer la protection des sociétés cotées en Bourse et des groupes de sociétés face à leurs créanciers et, d'autre part, à faciliter aux sociétés menacées la poursuite de leurs activités.

*Cosignataires:* Chappuis, Dormond Béguelin, Gross Jost, Haering, Jossen-Zinsstag, Maillard, Maury Pasquier, Pedrina, Rossini, Stump, Thanei (11)

CN *Commission des affaires juridiques*

**18.06.2004 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**23.06.2006 Conseil national.** Le délai imparti à la Commission est prolongé jusqu'à la session d'été 2008

**03.10.2008 Conseil national.** Le délai imparti à la Commission est prolongé jusqu'à la session d'été 2010.

Voir objet 03.446 lv.pa. Lombardi

**389/04.437 n Studer Heiner. Révision de la loi fédérale sur les loteries** (07.06.2004)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je requiers, par la présente initiative parlementaire, une révision de la loi fédérale du 8 juin 1923 sur les loteries et les paris professionnels afin que l'on dispose de normes modernes à même de répondre aux besoins à venir. Cette révision aura pour but :

- de remédier aux dysfonctionnements actuels du secteur des loteries, notamment d'établir une complète transparence, d'améliorer la séparation des pouvoirs et de renforcer la lutte contre le jeu compulsif et la dépendance;

- de supprimer le monopole de l'Etat en permettant aux organisations d'utilité publique régies par le droit privé d'offrir elles aussi des jeux sur la base de critères clairement définis par la loi.

*Cosignataires:* Aeschbacher, Donzé, Wäfler (3)

CN *Commission des affaires juridiques*

**390/05.445 n Studer Heiner. Juridiction constitutionnelle** (07.10.2005)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution fédérale sera modifiée comme suit:

Art. 189 Juridiction constitutionnelle

Al. 1

Le Tribunal fédéral connaît des contestations pour violation:

a. du droit fédéral;

b. du droit international;

c. du droit intercantonal;

d. des droits constitutionnels des cantons;

e. des garanties que les cantons accordent aux communes et aux autres corporations de droit public.

Al. 2

Il connaît des différends entre la Confédération et les cantons ou entre les cantons.

Al. 3

La loi peut lui conférer d'autres compétences.

Al. 4

Ni les actes de l'Assemblée fédérale ni ceux du Conseil fédéral ne peuvent être portés devant lui.

Art. 189bis Contrôle des normes

Al. 1

En rapport avec un acte d'application, le Tribunal fédéral examine si une loi fédérale ou un arrêté fédéral de portée générale viole des droits constitutionnels ou le droit international.

Al. 2

A la demande d'un canton, il examine, en rapport avec un acte d'application, si une loi fédérale ou un arrêté fédéral de portée générale viole des compétences cantonales garanties par la Constitution.

Al. 3

Il décide dans quelle mesure la loi fédérale ou l'arrêté fédéral de portée générale doit être appliqué.

Al. 4

Au surplus, ni lui ni aucune autre autorité ne peuvent refuser d'appliquer une loi fédérale, un arrêté fédéral de portée générale ni le droit.

*Cosignataires:* Aeschbacher, Bäumlé, Donzé, Glasson, Lang, Markwalder Bär, Wäfler (7)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**12.10.2007 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**13.05.2008 CAJ-CE.** Ne pas donner suite

**x 391/07.479 n Studer Heiner. Garantir l'indépendance de la surveillance et de la statistique dans le domaine de la médecine de la reproduction** (05.10.2007)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur la procréation médicalement assistée (LPMA) doit être précisée de manière à garantir l'indépendance initialement prévue par le législateur pour la surveillance des centres de procréation médicalement assistée et pour l'établissement d'une statistique complète.

Il faut ce faisant tenir compte des points suivants:

- Le relevé statistique visé à l'article 11 LPMA doit être exécuté par un organe étatique indépendant et non, ainsi que le prévoit l'ordonnance du Conseil fédéral concernant l'exécution des relevés statistiques fédéraux (RS 431.012.1), par la Société suisse de médecine de la reproduction ou par sa commission FIVNAT qui n'est autre que le porte-parole du groupe d'intérêt des médecins de la reproduction.

- Toutes les données exigées à l'article 11 LPMA et en particulier à l'article 42 LPMA doivent être relevées une nouvelle fois à compter de l'année 2001, et publiées par un organe indépendant.

- L'article 14 alinéa 2 OPMA doit être modifié de façon à ce que les autorités de surveillance ne transmettent plus à l'Office fédéral de la statistique de données sous forme anonyme, mais les ventilent par centre de procréation médicalement assistée.

- Les contrôles non annoncés visés à l'article 12 LPMA doivent être exécutés par des organes étatiques indépendants et non, à titre de "prestation", par des groupes d'intérêts des médecins de la reproduction.

- Le nombre d'embryons surnuméraires doit être relevé de manière différenciée. Il faut entre autres indiquer le motif pour lequel on a laissé mourir un embryon et décrire l'utilisation faite à des fins scientifiques.

*Cosignataires:* Aeschbacher, Baumann J. Alexander, Bernhardsgrütter, Donzé, Freysinger, Graf Maya, Pagan, Simoneschi-Cortesi, Wäfler (9)

CN *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**11.12.2008 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

Voir objet 08.3751 Mo. CSEC-CN (07.479)

x **392/06.448 n Teuscher. Modification de la loi sur les allocations pour perte de gain. Extension des droits aux allocations aux pères qui exercent une activité lucrative** (23.06.2006)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur les allocations pour perte de gain sera modifiée comme suit:

- le cercle des ayants droit sera étendu aux pères qui, à la naissance de leur enfant, sont assurés au titre de salarié ou d'indépendant, et qui assument des tâches de garde;

- l'allocation pour perte de gain sera allouée au minimum pendant huit semaines aux pères qui y ont droit;

- l'allocation s'élèvera à 80 pour cent du revenu moyen acquis avant la perte du gain. Au surplus, seront applicables les dispositions relatives à la maternité (le plafonnement, le droit à l'allocation, etc.).

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**11.12.2008 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**393/08.526 n Teuscher. Allocations pour perte de gain en cas de report du congé de maternité** (19.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur les allocations pour perte de gain (LAPG) est à modifier de telle façon que l'allocation pour perte de gain relative à la période entre l'accouchement et le début du congé de maternité, dans le cas d'un report du congé de maternité, y fasse l'objet d'une disposition.

*Cosignataires:* Aubert, Brélaz, Daguët, Girod, Goll, Graf Maya, Hodgers, Kiener Nellen, Lang, Leuenberger-Genève, Lumengo, Marra, Thorens Goumaz, van Singer, Weber-Gobet, Wyss Brigit (16)

**394/08.529 n Teuscher. Pas de glorification de la vitesse dans la publicité automobile** (19.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La législation sera complétée par des dispositions interdisant l'éloge de la vitesse et de la conduite sportive et rapide dans la publicité automobile. Le Parlement définira en outre les sanctions applicables aux contrevenants.

**395/07.473 n Thanei. Egalité de traitement dans les cas de déficit** (04.10.2007)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 125 du Code civil est complété comme suit:

Art. 125 al. 2bis

Si faute de ressources financières suffisantes du débiteur le juge ne peut fixer une contribution d'entretien propre à garantir le minimum vital, il répartit le déficit de façon équitable entre les époux.

*Cosignataires:* Amherd, Bader Elvira, Bruderer, Dormond Béguelin, Fässler, Fehr Jacqueline, Fehr Hans-Jürg, Garbani, Goll, Haering, Heim, Hofmann, Hubmann, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Marti Werner, Marty Kälin, Menétrey-Savary, Meyer Thérèse, Müller-Hemmi, Rechsteiner Paul, Roth-Bernasconi, Schelbert, Stöckli, Stump, Teuscher, Vermot-Mangold, Widmer, Wyss Ursula (29)

CN *Commission des affaires juridiques*

**396/08.416 n Thanei. Droit de bail et retards de paiement des frais accessoires** (20.03.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 257d CO sera modifié comme suit:

Al. 1

Lorsque, après la réception de la chose, le locataire a du retard pour s'acquitter d'un terme échu, le bailleur peut lui fixer par écrit un délai de paiement et lui signifier qu'à défaut de paiement dans ce délai il résiliera le bail. Ce délai sera de dix jours au moins et, pour les baux d'habitations ou de locaux commerciaux, de 30 jours au moins.

Al. 2

Inchangé

*Cosignataires:* Allemann, Aubert, Daguët, Fässler, Fehr Jacqueline, Fehr Hans-Jürg, Fehr Mario, Goll, Graf-Litscher, Gross, Hämmerle, Hofmann, Leutenegger Oberholzer, Lumengo, Marra, Nordmann, Nussbaumer, Pedrina, Rechsteiner-Basel,

Rielle, Roth-Bernasconi, Sommaruga Carlo, Steiert, Stump, Voruz, Wyss Ursula (26)

CN *Commission des affaires juridiques*

**397/02.413 n Triponez. Mesures de prévention des accidents professionnels. Exonération de la TVA** (18.03.2002)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1er de la Constitution fédérale et sur l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je dépose l'initiative parlementaire suivante sous la forme d'un projet rédigé de toutes pièces.

La loi fédérale du 2 septembre 1999 régissant la taxe sur la valeur ajoutée est modifiée comme suit:

Art. 18 Liste des opérations exclues

Sont exclus du champ de l'impôt:

Chiffre 26: l'exécution des prescriptions sur la prévention des accidents et maladies professionnels financée par le supplément de prime prévu à l'article 87 de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents, dans la mesure où elle est le fait direct des organes d'exécution de la loi du 13 mars 1964 sur le travail et de la CNA.

*Cosignataires:* Antille, Baader Caspar, Bangerter, Baumann J. Alexander, Bezzola, Borer, Bortoluzzi, Bosshard, Bühler, Cavalli, Chevrier, Cina, Donzé, Dormann Rosmarie, Dormond Béguelin, Egerszegi-Obriest, Ehrler, Engelberger, Estermann, Fasel, Fässler, Favre Charles, Fischer, Frey Claude, Glasson, Glur, Gross Jost, Günter, Gutzwiller, Gysin Remo, Gysin, Hassler, Heberlein, Hegetschweiler, Heim, Imfeld, Imhof, Jutzet, Kaufmann, Kofmel, Kurrus, Lalive d'Epinau, Leu, Loepfe, Lustenberger, Maillard, Mariétan, Marti Werner, Messmer, Müller Erich, Nabholz, Polla, Raggenbass, Rechsteiner Paul, Renwald, Riklin Kathy, Robbiani, Rossini, Scherer, Schneider, Siegrist, Speck, Steinegger, Theiler, Tschuppert, Vallender, Vollmer, Walker Felix, Walter, Weigelt, Widrig, Wirz-von Planta, Wittenwiler, Zäch (74)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**23.09.2003 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**25.05.2004** Rapport de la commission CN (FF 2004 4661)

**01.09.2004** Avis du Conseil fédéral (FF 2004 4669)

Loi fédérale régissant la taxe sur la valeur ajoutée (Loi sur la TVA, LTVA)

**27.09.2004 Conseil national.** Décision conforme au projet de la commission.

**05.10.2005 Conseil des Etats.** L'entrée en matière est rejetée.

**398/08.493 n Tschümperlin. Accoucher sous X pour sortir d'un dilemme** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les bases juridiques seront modifiées de sorte qu'une femme enceinte puisse accoucher à l'hôpital dans une relative discrétion, sans devoir donner son identité, mais en bénéficiant des soins d'un médecin et d'une sage-femme. Les mères qui se sont décidées pour un accouchement sous X devront être conseillées et informées des conséquences juridiques de leur décision, et de l'importance pour un enfant de connaître ses origines.

*Cosignataires:* Engelberger, Fässler, Fehr Jacqueline, Fehr Hans-Jürg, Fehr Mario, Föhn, Graf Maya, Graf-Litscher, Hurter Thomas, Ineichen, Jositsch, Kiener Nellen, Lachenmeier, Lang, Lumengo, Müri, Rielle, Rossini, Schelbert, Schenker Silvia, Segmüller, Stöckli, Thanei, von Rotz, Voruz, Widmer (26)

CN *Commission des affaires juridiques*

**399/08.494 n Tschümperlin. Loi sur les étrangers. Halte à la discrimination des ressortissants suisses** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur les étrangers (LEtr) est modifiée comme suit:

Art. 2 al. 3a

Les ressortissants suisses ne doivent subir aucune discrimination dans le domaine d'application de la présente loi par rapport au traitement dont bénéficient les ressortissants des Etats membres de la CE ou de l'AELE en vertu de l'accord du 21 juin 1999 entre, d'une part, la Confédération suisse, et, d'autre part, la Communauté européenne et ses Etats membres sur la libre circulation des personnes (ALCP) ou l'accord du 21 juin 2001 amendant la convention instituant l'Association européenne de libre-échange (Convention instituant l'AELE). Ils disposent notamment des mêmes droits s'agissant de l'entrée ou du séjour en Suisse des membres de leur famille.

Art. 42 al. 1

L'entrée et le séjour en Suisse des membres de la famille de ressortissants suisses sont soumis aux mêmes conditions que celles applicables aux ressortissants des Etats membres de la CE en vertu de l'ALCP ou de la Convention instituant l'AELE.

Art. 42 al. 2

Abrogé

Art. 42 al. 3

Après un séjour légal ininterrompu de cinq ans, le conjoint d'un ressortissant suisse a droit à l'octroi d'une autorisation d'établissement.

Art. 42 al. 4

Les enfants de moins de douze ans de ressortissants suisses ont droit à l'octroi d'une autorisation d'établissement.

Art. 47 al. 2

Ces délais ne s'appliquent pas au regroupement familial visé à l'art. 42, al. 1.

Art. 47 al. 3

Les délais commencent à courir lors de l'octroi de l'autorisation de séjour ou d'établissement ou lors de l'établissement du lien familial.

Art. 49

L'exigence du ménage commun prévue aux art. 43 et 44 n'est pas applicable lorsque des raisons majeures justifiant l'existence de domiciles séparés peuvent être invoquées et que la communauté familiale est maintenue.

Art. 50 al. 1 phrase introductive

Après dissolution de la famille, le droit du conjoint et des enfants à l'octroi d'une autorisation de séjour et à la prolongation de sa durée de validité en vertu de l'art. 43 subsiste dans les cas suivants:

Art. 50 al. 4

Sous réserve de droits plus étendus accordés en vertu de l'ALCP ou de la Convention instituant l'AELE, les droits prévus dans le présent article s'appliquent également aux membres de la famille de ressortissants suisses.

Art. 51 al. 1

Les droits prévus à l'art. 42 s'éteignent selon les dispositions de l'ALCP ou de la Convention instituant l'AELE.

Art. 61 al. 3

Les autorisations octroyées à des membres de la famille de ressortissants suisses s'éteignent selon les dispositions de l'ALCP ou de la Convention instituant l'AELE.

Art. 62 al. 2

L'autorisation de séjour octroyée à des membres de la famille de ressortissants suisses peut être révoquée selon les dispositions de l'ALCP ou de la Convention instituant l'AELE.

*Cosignataires:* Allemann, Aubert, Berberat, Carobbio Guscetti, Daguet, Fässler, Fehr Jacqueline, Fehr Mario, Galladé, Goll, Graf-Litscher, Hämmerle, Heim, Hofmann, Jositsch, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Levrat, Lumengo, Marra, Marti Werner, Nordmann, Nussbaumer, Pedrina, Rechsteiner Paul, Rechsteiner-Basel, Rennwald, Rielle, Rossini, Roth-Bernasconi, Schenker Silvia, Sommaruga Carlo, Steiert, Stöckli, Thanei, Widmer, Wyss Ursula (37)

CN *Commission des institutions politiques*

**x 400/06.419 n Vermot-Mangold. Mieux protéger les enfants contre la maltraitance** (24.03.2006)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Une loi doit être créée afin de protéger les enfants des châtiements corporels et d'autres mauvais traitements susceptibles d'affecter leur intégrité physique ou psychique.

*Cosignataires:* Berberat, Dormond Béguelin, Fasel, Frösch, Genner, Graf Maya, Graf-Litscher, Gross, Gyr-Steiner, Gysin Remo, Hollenstein, Huguenin, John-Calame, Kiener Nellen, Lang, Leuenberger-Genève, Menétrey-Savary, Nordmann, Recordon, Rennwald, Rey, Roth-Bernasconi, Savary, Schenker Silvia, Sommaruga Carlo, Stöckli, Teuscher, Zapfl (28)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**12.10.2007 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**13.05.2008 CAJ-CE.** Ne pas donner suite

**02.12.2008 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**401/07.426 n Vischer. Interdire l'acquisition d'informations et de moyens de preuve auprès des personnes ayant été torturées ou risquant de l'être** (23.03.2007)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On créera les bases légales nécessaires pour interdire aux polices et aux tribunaux de la Confédération et des cantons de se procurer directement ou indirectement des informations ou des moyens de preuve auprès des personnes ayant été torturées ou risquant de l'être. Les informations et les moyens de preuve acquis illicitement seront frappés d'une interdiction absolue d'exploitation.

*Cosignataires:* Frösch, Genner, John-Calame, Lang, Leuenberger-Genève, Menétrey-Savary, Müller Geri, Recordon, Schelbert, Teuscher (10)

CN *Commission des affaires juridiques*

**402/07.477 n Vischer. Validité des initiatives populaires** (05.10.2007)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution fédérale est modifiée de manière qu'une initiative populaire est déclarée nulle lorsque, sur le fond, elle contrevient aux dispositions du droit international public régissant les droits fondamentaux et les garanties de procédure.

*Cosignataires:* Bernhardsgrütter, Fasel, Frösch, Genner, John-Calame, Lang, Menétrey-Savary, Müller Geri, Recordon, Schelbert, Teuscher (11)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**22.08.2008 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**14.10.2008 CIP-CE.** Ne pas donner suite

**403/04.459 n Waber. Loi fédérale sur les stupéfiants et les substances psychotropes. Révision** (05.10.2004)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur les stupéfiants et les substances psychotropes (LStup) sera modifiée comme suit:

Art. 1

....

Al. 2

Let. a

....

Ch. 4

Le chanvre, à l'exception des variétés de chanvre mentionnées dans l'ordonnance de l'OFAG sur le catalogue des variétés de céréales, de pommes de terre, de plantes fourragères, de plantes oléagineuses et à fibres ainsi que de betteraves (RS 916.151.6) dont la teneur en THC ne dépasse pas 0,3 pour cent;

....

Art. 8

Al. 1

....

Let.d

Le chanvre au sens de l'article 1 alinéa 2 lettre a chiffre 4, en vue d'en extraire des stupéfiants, et la résine de ses poils glanduleux (haschisch).

....

Al. 5

.... les substances visées à l'alinéa 1 lettres b, c et d sont destinées ....

Al. 6

.... des substances visées à l'alinéa 1 lettres b et d ....

....

Lutte contre l'abus de stupéfiants:

Art. .... Culture, transformation et commerce de chanvre industriel

Al. 1

Sont considérées comme chanvre industriel les variétés de chanvre mentionnées dans l'ordonnance de l'OFAG sur le catalogue des variétés de céréales, de pommes de terre, de plantes fourragères, de plantes oléagineuses et à fibres ainsi que de betteraves (RS 916.151.6) dont la teneur en THC ne dépasse pas 0,3 pour cent.

Al. 2

Les entreprises et les personnes qui cultivent ou transforment du chanvre industriel ou qui font le commerce de chanvre industriel doivent posséder une autorisation de l'autorité cantonale compétente.

Al. 3

Le Conseil fédéral définit les conditions d'octroi ou de retrait de l'autorisation et les conditions auxquelles elle s'éteint, ainsi que sa forme, son contenu et sa durée de validité.

Al. 4

Il fixe les dispositions applicables en matière de contrôle.

*Cosignataires:* Aeschbacher, Bortoluzzi, Donzé, Dunant, Guisan, Miesch, Müller Philipp, Ruey, Schenk Simon, Scherer, Studer Heiner, Wäfler, Wobmann (13)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**404/08.482 n Wasserfallen. Imposition des véhicules à moteur en fonction de la consommation de carburant ou d'autres critères écologiques** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Confédération édictera des dispositions (mesures légales et, si nécessaire, modifications de la Constitution) afin d'instaurer un modèle d'imposition des voitures de tourisme de la catégorie B (conformément à l'art. 3, al. 1, OAC) - sans incidences sur le budget - dans le domaine des véhicules automobiles et des véhicules à moteur, modèle qui se fondera sur la consommation de carburant ou d'autres critères écologiques (p. ex. catégorie d'efficacité énergétique, émissions polluantes...).

La teneur matérielle doit continuer à relever des cantons dans la mesure où ils sont touchés. Sont réservés les efforts déployés par ces derniers en vue de conclure une convention intercantonale (concordat) sur le calcul par analogie de l'impôt sur les véhicules à moteur.

*Cosignataires:* Abate, Aeschbacher, Bäumlé, Bruderer, Cassis, Cathomas, Daguet, Favre Laurent, Fehr Jacqueline, Fehr Mario, Fiala, Français, Frösch, Gilli, Girod, Graf-Litscher, Hilt-pold, Hodgers, Hurter Thomas, Ineichen, Joder, Malama, Markwalder Bär, Messmer, Moser, Müller Philipp, Nordmann, Noser, Nussbaumer, Pedrina, Pelli, Rechsteiner-Basel, Ruey, Schmid-Federer, Segmüller, von Graffenried, Weibel, Wyss Ursula (38)

CN *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**405/08.454 n Wehrli. Autoriser les accouchements sous X pour mieux protéger la vie** (29.09.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Parlement est chargé de créer les bases légales visant à autoriser, à titre d'exception, l'accouchement sous X, pour lequel prévaudront les conditions suivantes:

- la mère n'aura pas l'obligation de donner son identité;
- les personnes impliquées n'auront ni le droit ni le devoir d'annoncer l'accouchement;
- des mesures seront prises pour qu'il soit possible par la suite, avec l'accord de la mère, de communiquer à l'enfant l'identité de cette dernière; les droits de l'enfant devront être pris en compte au mieux (cf. la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant et le droit garanti par la Constitution de connaître son ascendance);
- le droit à des prestations médicales sera le même que pour les accouchements non anonymes.

*Cosignataires:* Amacker, Amherd, Bader Elvira, Barthassat, Bischof, Darbellay, Fehr Mario, Füglistaller, Hochreutener, Humbel Näf, Ineichen, Kleiner, Lustenberger, Meyer Thérèse, Moser, Müller Philipp, Müri, Pfister Gerhard, Schmid-Federer, Schmidt Roberto, Segmüller, von Siebenthal (22)

CN *Commission des affaires juridiques*

**406/08.477 n Wehrli. Remise des appareils acoustiques. Transfert dans la LAMal** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La remise des appareils acoustiques est transférée de l'assurance-invalidité à l'assurance-maladie.

*Cosignataires:* Bortoluzzi, Cassis, Kleiner, Meyer Thérèse, Triponoz, Weibel (6)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**x 407/08.423 n Wobmann. Approbation de l'Assemblée fédérale pour la reconnaissance d'un Etat** (20.03.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 24 de la loi sur le Parlement sera complété par un nouvel alinéa 5:

Art. 24 al. 5

Sur proposition du Conseil fédéral, elle approuve la reconnaissance officielle d'Etats et de gouvernements.

*Cosignataires:* Aebi, Amstutz, Baader Caspar, Baettig, Baumann J. Alexander, Bigger, Bignasca Attilio, Binder, Borer, Bortoluzzi, Brunner, Dunant, Estermann, Fehr Hans, Flückiger, Föhn, Freysinger, Füglistaller, Gadiant, Geissbühler, Giezen-danner, Glauser, Glur, Graber Jean-Pierre, Grin, Grunder, Haller, Hassler, Heer, Hurter Thomas, Joder, Kaufmann, Killer, Kunz, Maurer, Miesch, Mörgeli, Müri, Nidegger, Parmelin, Per-rin, Pfister Theophil, Reimann Lukas, Reymond, Rickli Natalie, Rime, Rutschmann, Schenk Simon, Scherer, Schibli, Schwander, Spuhler, Stahl, Stamm, Veillon, von Rotz, von Siebenthal, Waber, Walter, Wandfluh, Zuppiger (61)

CN *Commission des institutions politiques*

**17.12.2008 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**408/08.439 n Wyss Ursula. Perception d'un impôt fédéral sur les successions pour les legs supérieurs à 1 million de francs** (13.06.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 128 alinéa 1 de la Constitution (Impôts directs) sera complété par une lettre d prévoyant la perception d'un impôt sur les successions et les donations auprès des descendants directs lorsque le montant de la succession ou de la donation est supérieur à 1 million de francs.

La perception de cet impôt auprès des descendants directs sera soumise aux règles suivantes:

- l'impôt sera assorti d'une franchise de 1 million de francs par descendant direct;

- les recettes de l'impôt seront réparties en deux parts égales, l'une pour la Confédération et l'autre pour les cantons; le taux de l'impôt sera fixé de telle sorte que les cantons qui perçoivent actuellement un impôt sur les successions auprès des descendants directs ne subissent pas de pertes fiscales.

Il y aura lieu d'examiner s'il serait judicieux d'étendre cet impôt fédéral sur les successions à d'autres personnes que les seuls descendants directs (afin de tenir compte notamment des charges liées à la perception de l'impôt ainsi que des recettes fiscales cantonales).

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**409/02.440 n Zanetti. LP. Limiter le privilège des créances accordé aux salariés** (21.06.2002)

Me fondant, d'une part, sur l'article 160 alinéa 1er de la Constitution fédérale et, d'autre part, sur l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je dépose l'initiative parlementaire suivante, sous la forme d'une demande conçue en termes généraux.

La loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP) doit être modifiée de telle manière que, pour calculer les créances privilégiées que les travailleurs peuvent faire valoir en vertu de leur contrat de travail, d'une part, et les créances elles aussi privilégiées résultant d'une résiliation anticipée du contrat de travail pour cause de faillite de l'employeur, d'autre part, on ne puisse considérer comme des créances de première classe que les créances ne dépassant pas le double du montant maximal du gain assuré au sens de la loi fédérale sur l'assurance-accidents.

*Cosignataires:* Abate, Aepli, Banga, Baumann Ruedi, Baumann Stephanie, Berberat, Bruderer, Bühlmann, Cavalli, Chapuis, de Dardel, Donzé, Dormond Béguelin, Fasel, Fässler, Fehr Jacqueline, Fehr Hans-Jürg, Fehr Mario, Fetz, Gadiant, Garbani, Goll, Grobet, Gross Jost, Gross, Gysin Remo, Hämmerle, Heim, Hess Walter, Hofmann, Hubmann, Janiak, Jossen-Zinsstag, Jutzet, Leutenegger Oberholzer, Maillard, Marti Werner, Marty Kälin, Müller-Hemmi, Pedrina, Rechsteiner-Basel, Rechsteiner Paul, Rennwald, Riklin Kathy, Robbiani, Rossini, Salvi, Schmid Odilo, Schwaab, Sommaruga Simonetta, Spielmann, Strahm, Studer Heiner, Stump, Teuscher, Thanei, Tillmanns, Triponez, Tschäppät, Vermot-Mangold, Vollmer, Walker Felix, Widmer, Wyss Ursula, Zisyadis (65)

CN *Commission des affaires juridiques*

**11.12.2003 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**23.06.2006 Conseil national.** Le délai imparti à la Commission est prolongé jusqu'à la session d'été 2008.

**03.10.2008 Conseil national.** Le délai imparti à la Commission est prolongé jusqu'à la session d'été 2010.

**410/08.411 n Zisyadis. Droit à un salaire minimum dans la Constitution fédérale** (19.03.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante, visant à inscrire dans la Constitution le "droit à un salaire minimum" dans une disposition ayant la teneur suivante:

La Confédération institue un salaire minimum cantonal, dans tous les domaines d'activité économique, en tenant compte des différences régionales, des secteurs économiques ainsi que des salaires fixés dans les conventions collectives, afin que toute personne exerçant une activité salariée puisse disposer d'un salaire lui garantissant des conditions de vie décentes.

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**411/08.440 n Zisyadis. Interdiction des entreprises privées de sécurité et refonte dans une régie fédérale** (13.06.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il convient d'engager les réformes légales afin d'interdire l'exercice sur le territoire suisse des entreprises privées de surveillance et de sécurité et les refondre dans une régie fédérale.

CN *Commission de la politique de sécurité*

**412/08.453 n Zisyadis. Election du Conseil fédéral par le peuple** (24.09.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il convient d'engager les réformes constitutionnelles afin de mettre en place un gouvernement fédéral, élu par la population.

Ce nouveau type de gouvernement peut revêtir l'une des deux formes suivantes:

A. par scrutin de listes, selon le système majoritaire:

- scrutin majoritaire à deux tours, tous les quatre ans, un mois après les élections aux Chambres fédérales;

- introduction d'un quota de ministres latins dans la composition gouvernementale;

- introduction de la parité femmes-hommes dans la composition gouvernementale (quota minimum de 40 pour cent);

- transparence, contrôle et plafonnement des fonds de campagne des candidats et des candidates et des listes.

B. par scrutin de liste, selon le système proportionnel:

- scrutin de liste, à la proportionnelle à un tour, tous les quatre ans, un mois après les élections aux Chambres fédérales;

- introduction d'un quota de ministres latins;

- introduction de la parité femmes-hommes dans la composition gouvernementale (quota minimum de 40 pour cent);

- transparence, contrôle et plafonnement des fonds de campagne des candidats et candidates et des listes.

CN *Commission des institutions politiques*

**413/08.486 n Zisyadis. Inscription de la transparence du vote dans la Constitution fédérale (03.10.2008)**

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il convient de modifier la Constitution fédérale afin d'y introduire l'obligation de publicité, de transparence et d'observabilité générale des procédures et moyens essentiels mis en oeuvre lors d'un vote populaire.

CN *Commission des institutions politiques*

**414/08.521 n Zisyadis. Transparence et modification des retraites du Conseil fédéral (19.12.2008)**

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il convient de modifier les pensions de retraite des membres du Conseil fédéral sur les points suivants:

1. Les pensions sont calculées non seulement selon le revenu de leur travail, mais aussi selon le rendement de leur fortune
2. Le montant des pensions de chaque retraité du Conseil fédéral donne lieu à une publication annuelle.

**Conseil des Etats****Initiatives des commissions****415/04.435 é Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie CE. Débit résiduel minimal (25.05.2004)**

La Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des Etats élabore un projet d'acte avec les traits principaux suivants:

1. flexibilisation des dérogations pour les débits résiduels dans la loi fédérale sur la protection des eaux (art. 32);
2. réglementation spéciale pour l'assainissement des débits résiduels pour les petites centrales hydrauliques dignes de protection (art. 80);
3. création d'une réglementation dans la loi fédérale sur la protection des eaux pour réduire les atteintes aux cours d'eau dues aux éclusées;
4. mesures pour améliorer l'utilisation rentable de la force hydraulique.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**25.05.2004 CEATE-CE.** La commission décide d'élaborer une initiative.

**23.11.2004 CEATE-CN.** Adhésion.

Voir objet 03.407 Iv.pa. Epiney

**416/07.492 é Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie CE. Protection et utilisation des eaux (23.11.2007)**

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des Etats dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il convient d'élaborer des dispositions légales visant à:

1. encourager la revitalisation (rétablissement dans un état proche de l'état naturel) des eaux publiques et de leurs zones riveraines;
2. minimiser les effets d'éclusées nuisibles en aval des centrales à accumulation;
3. créer de nouvelles dérogations aux débits résiduels minimaux (art. 32 LEaux) pour les segments de cours d'eau ayant un potentiel écologique réduit en tenant compte du cycle naturel de l'eau et accorder une considération particulière aux petites centrales hydroélectriques à protéger lors de l'assainissement des débits résiduels;
4. garantir la qualité de l'eau par le débit résiduel (police sanitaire, nappes souterraines, déversement d'eaux usées, écosystèmes spécifiques par ex. dans les prés);
5. réactiver le plus efficacement possible le régime de charriage;
6. prévoir un financement des mesures décrites aux points 1 à 5.

Ces dispositions ne doivent pas nuire à la production d'énergie hydraulique, eu égard aux objectifs fixés dans la loi sur l'énergie, et elles doivent respecter les droits acquis.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**23.11.2007 CEATE-CE.** La commission décide d'élaborer une initiative.

**08.01.2008 CEATE-CN.** Adhésion.

**12.08.2008** Rapport de la commission CE (FF 2008 7307)

**19.09.2008** Avis du Conseil fédéral (FF 2008 7343)

Loi fédérale sur la protection des eaux (Renaturation)

**01.10.2008 Conseil des Etats.** Décision conforme aux nouvelles propositions de la Commission.

**417/08.445 é Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie CE. Pour une redevance hydraulique équitable (23.06.2008)**

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des Etats dépose l'initiative parlementaire suivante:

En tenant compte de la politique environnementale et énergétique, il convient de modifier la loi fédérale sur l'utilisation des forces hydrauliques afin d'augmenter raisonnablement la limite supérieure de la redevance hydraulique (redevance maximum). A cet égard, il conviendra notamment de prendre en considération le renchérissement ainsi que la valeur de l'énergie accumulée. L'augmentation sera échelonnée sur une période déterminée; au terme de cette période, la redevance maximum fera l'objet d'un réexamen.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**23.06.2008 CEATE-CE.** La commission décide d'élaborer une initiative.

**19.08.2008 CEATE-CN.** Adhésion.

**418/08.446 é Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie CE. Renouvellement du Fonds suisse pour le paysage (23.06.2008)**

Se fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et 107 de la loi sur le Parlement, la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des Etats dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il convient d'élaborer des dispositions légales visant:

1. à prolonger de dix ans, soit jusqu'au 31 juillet 2021, l'arrêté fédéral du 3 mai 1991 accordant une aide financière en faveur de la sauvegarde et de la gestion de paysages ruraux traditionnels (RS 451.51);
2. à allouer une contribution fédérale supplémentaire de 50 millions de francs au Fonds suisse pour le paysage pour cette nouvelle période.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**23.06.2008 CEATE-CE.** La commission décide d'élaborer une initiative.

**419/08.501 é Commission des affaires juridiques CE. Augmentation du nombre de postes de juge au Tribunal administratif fédéral (24.11.2008)**

Le nombre de postes de juge au Tribunal administratif fédéral doit être augmenté à 65. Dans ce but, l'Ordonnance de l'Assemblée fédérale du 17 juin 2005 relative aux postes de juge près le Tribunal administratif fédéral (Ordonnance sur les postes de juge; RS 173.321) doit être modifiée en conséquence.

CE *Commission des affaires juridiques*

**24.11.2008 CAJ-CE.** La commission décide d'élaborer une initiative.

**Initiatives des députés**

**420/04.479 é Berset. Procureur général de la Confédération. Election par le Parlement (08.12.2004)**

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je présente l'initiative parlementaire suivante:

La législation fédérale est modifiée dans le sens suivant:

1. L'Assemblée fédérale (Chambres réunies) élit le procureur général de la Confédération.
2. La surveillance exercée sur le Ministère public de la Confédération est renforcée.

*Cosignataires:* Béguelin, Brunner Christiane, Gentil, Hess, Leuenberger-Solothurn, Marty Dick, Ory, Saudan, Sommaruga Simonetta, Studer Jean (10)

CE *Commission des affaires juridiques*

**421/06.441 é Bonhôte. Pour une protection du consommateur contre les abus du démarchage téléphonique (21.06.2006)**

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Afin de mettre un terme aux abus constatés dans le domaine du démarchage téléphonique où le consommateur se voit fréquemment considéré comme ayant donné son accord à une

transaction commerciale, sans droit de révocation, il convient de modifier le Code des obligations en son article 40a (ou éventuellement 40b), afin que le démarchage téléphonique soit assimilé au démarchage à domicile et que le consommateur dispose ainsi du droit de révocation prévu aux articles 40b à 40f.

*Cosignataires:* Amgwerd Madeleine, Béguelin, Berset, Briner, David, Epiney, Fetz, Gentil, Inderkum, Langenberger, Leuenberger-Solothurn, Marty Dick, Ory, Pfisterer Thomas, Sommaruga Simonetta, Stadler (16)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**13.11.2006 CAJ-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**14.09.2007 CAJ-CN.** Ne pas donner suite

**02.06.2008 Conseil des Etats.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**10.12.2008 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

Voir objet 05.458 lv.pa. Sommaruga Simonetta

**422/07.497 é Bürgi. Droit du contrat de vente (art. 210 CO). Modifier le délai de prescription (20.12.2007)**

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 210 du Code des obligations (CO) sera modifié afin que les actions en garantie pour les défauts des choses utilisées dans une construction immobilière ou intégrées dans une telle construction se prescrivent par cinq ans, comme les actions visées à l'article 371 alinéa 2 CO.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**27.06.2008 CAJ-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**07.11.2008 CAJ-CN.** Adhésion.

**423/08.471 é Fetz. Devoir de récusation pour les mandataires des caisses-maladie dans les affaires qui concernent l'assurance-maladie sociale (03.10.2008)**

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur le Parlement (LParl) sera complétée par des dispositions prévoyant des cas de récusation obligatoire, pour empêcher, au-delà des règles d'incompatibilité, les conflits d'intérêts et de loyauté entre l'exercice du mandat parlementaire et une fonction impliquant l'exécution de tâches administratives indirectes.

*Cosignataire:* Janiak (1)

CE *Commission des institutions politiques*

**424/07.412 é Hess. Appareils automatiques de jeu d'argent (22.03.2007)**

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les dispositions sur les appareils à sous servant aux jeux d'adresse qui sont fixées dans la loi et/ou dans l'ordonnance seront modifiées afin que ces appareils puissent être exploités commercialement.

*Cosignataires:* Altherr, Büttiker, Escher, Frick, Fünfschilling, Germann, Heberlein, Hofmann Hans, Inderkum, Jenny,

Kuprecht, Leumann, Lombardi, Marty Dick, Reimann Maximilian, Schiesser, Schmid-Sutter Carlo, Schweiger (18)

CE *Commission des affaires juridiques*

**425/04.417 é Jenny. Nouveau certificat de salaire.**

**Bureaucratie** (19.03.2004)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

1. Une base légale sera créée afin que le Parlement ait son mot à dire dans l'élaboration des nouveaux certificats de salaire.
2. L'établissement des nouveaux certificats de salaire n'entraînera pas des charges de travail déraisonnables pour les PME.

*Cosignataires:* Bürgi, Germann, Hess, Hofmann Hans, Kuprecht, Reimann Maximilian (6)

CE *Commission de l'économie et des redevances*

**29.06.2004 CER-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**426/04.468 é Kuprecht. CNA. Préciser les dispositions en matière d'assujettissement** (07.10.2004)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'assurance-accidents est à modifier comme suit:

Art. 66 Domaine d'activité

Al. 1

Sont assurés à titre obligatoire auprès de la CNA les travailleurs des entreprises et administrations suivantes:

....

Let. e

entreprises industrielles ou commerciales qui utilisent des machines ou des installations dangereuses pour travailler le métal, le bois, le liège, les matières synthétiques, la pierre ou le verre, ainsi que les fonderies;

....

*Cosignataire:* Jenny (1)

CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**427/05.435 é Kuprecht. Assurance-accidents des administrations publiques** (03.10.2005)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les dispositions de la loi fédérale sur l'assurance-accidents (LAA; RS 832.20) qui sont consacrées à l'assurance des administrations publiques doivent être modifiées de telle sorte que toutes les administrations publiques (cantons, districts, communes et autres corporations de droit public) qui n'entrent pas dans le domaine de compétence de la CNA en vertu de l'article 66 LAA soient assurées par les assureurs énumérés à l'article 68 LAA.

CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**428/03.446 é Lombardi. LP. Protection renforcée contre les créanciers** (20.06.2003)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1er de la constitution et 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je dépose l'initiative parlementaire suivante sous la forme d'une demande conçue en termes généraux:

La loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite doit être modifiée pour améliorer la protection des groupes et des entreprises cotées en Bourse contre les créanciers et faciliter la poursuite de leurs activités, en cas d'insolvabilité ou de procédure concordataire.

*Cosignataires:* Epiney, Paupé (2)

CE *Commission des affaires juridiques*

**07.06.2004 Conseil des Etats.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**20.06.2006 Conseil des Etats.** Le délai imparti à la commission est prolongé jusqu'à la session d'été 2008.

**29.09.2008 Conseil des Etats.** Le délai imparti à la commission est prolongé jusqu'à la session d'été 2010.

Voir objet 03.438 Iv.pa. Strahm

**429/08.515 é Lombardi. Retrait conditionnel d'une initiative populaire en cas d'adoption d'un contre-projet indirect** (18.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques (RS 161.1) est modifiée comme suit:

Art. 68, al. 1, let. c

1 Les listes (sur feuilles, pages ou cartes) au moyen desquelles les auteurs d'une initiative populaire recueillent des signatures doivent contenir les indications suivantes:

c. une clause de retrait conforme aux exigences de l'art. 73;

Art. 73, al. 2bis (nouveau)

2bis Le retrait d'une initiative populaire ne peut être assorti de conditions. Si l'Assemblée fédérale oppose à l'initiative un contre-projet indirect élaboré sous la forme d'un acte législatif qu'elle adopte au plus tard à la date du vote final sur l'initiative, le comité d'initiative peut déclarer qu'il retire son initiative à la condition expresse que le contre-projet indirect ne soit pas rejeté en votation populaire. Le retrait conditionnel prend effet:

a. dès que le délai référendaire applicable au contre-projet indirect a expiré, si le référendum n'a pas été demandé;

b. dès que le non-aboutissement d'une demande de référendum déposée contre le contre-projet indirect a été dûment constaté;

c. dès que le Conseil fédéral a validé le résultat de la votation en vertu de l'art. 15, al. 1, si la demande de référendum a abouti et que le peuple a accepté le contre-projet indirect.

Art. 74, al.2bis (nouveau)

2bis Si le comité d'initiative a déposé une déclaration de retrait conditionnel en faveur du contre-projet indirect et que celui-ci est rejeté en votation populaire, le Conseil fédéral soumet l'initiative populaire au vote du peuple et des cantons dans un délai de dix mois à compter de la date de validation du résultat de la votation en vertu de l'art. 15, al. 1.

CE *Commission des institutions politiques*

**430/03.465 é Maissen. Service public. Desserte de base dans la Constitution \*** (19.12.2003)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je présente l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution fédérale sera complétée par un article sur la desserte de base des services publics.

*Cosignataires:* Amgwerd Madeleine, Béguelin, Berset, Bieri, Brändli, Brunner Christiane, Bürgi, David, Epiney, Escher, Frick, Gentil, Germann, Hess, Hofmann Hans, Inderkum, Leuenberger-Solothurn, Lombardi, Marty Dick, Ory, Pfisterer Thomas, Saudan, Schmid-Sutter Carlo, Schwaller, Slongo, Stadler, Stähelin, Wicki (28)

CE *Commission des transports et des télécommunications*

**431/06.463 é Reimann Maximilian. Déductibilité fiscale des versements en faveur de partis politiques** (04.10.2006)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La législation fédérale relative à la fiscalité (LIFD et LHID) sera modifiée et complétée comme suit:

a. Impôt fédéral direct

Les versements attestés effectués par une personne physique ou morale en faveur d'un parti politique sont déductibles du revenu imposable ou du bénéfice net jusqu'à concurrence d'un montant maximal fixé par les Chambres fédérales.

b. Harmonisation des impôts directs des cantons et des communes

La loi fédérale prévoit que les versements attestés effectués par une personne physique ou morale en faveur d'un parti politique seront déductibles du revenu imposable ou du bénéfice net jusqu'à concurrence d'un montant maximal fixé conformément au droit cantonal.

*Cosignataires:* Brändli, Briner, Bürgi, Büttiker, Frick, Germann, Hess, Hofmann Hans, Jenny, Kuprecht, Lauri, Leumann, Maissen, Schmid-Sutter Carlo, Schweiger, Slongo, Stähelin, Wicki (18)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**26.04.2007 CIP-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**28.08.2007 CIP-CN.** Adhésion.

**17.06.2008** Rapport de la commission CE (FF 2008 6823)

**20.08.2008** Avis du Conseil fédéral (FF 2008 6845)

Loi fédérale sur la déductibilité des versements en faveur de partis politiques

**30.09.2008 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet de la Commission.

**432/05.468 é Schwaller. Suppression immédiate de la discrimination fiscale qui touche les couples mariés par l'introduction du splitting partiel** (16.12.2005)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La discrimination fiscale qui touche les couples mariés par le biais de l'IFD doit être immédiatement abolie par l'introduction d'un splitting partiel dont le diviseur sera fixé à 1,8 environ.

*Cosignataires:* David, Frick, Slongo, Wicki (4)

CE *Commission de l'économie et des redevances*

**433/08.472 é Schwaller. Des mesures immédiates s'imposent pour alléger les charges financières des familles avec enfants** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les mesures ci-après seront introduites immédiatement dans la loi sur l'impôt fédéral direct (LIFD) et la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) (ces modifications de loi entreront en vigueur le 1.1.2010 au plus tard) afin que les familles avec enfants bénéficient d'allégements fiscaux dans les plus brefs délais:

1. Instauration d'une déduction fiscale pour les frais de garde des enfants

La LIFD sera modifiée pour répondre aux exigences suivantes:

a. les frais de garde effectifs des enfants de 16 ans au plus que les parents confient à des personnes extérieures ou à des structures extra-familiales parce qu'ils travaillent pourront être déduits du revenu imposable lorsque ces enfants vivent dans le même foyer que leurs parents. Les parents pourront faire valoir cette déduction:

- s'ils constituent une famille monoparentale;
- si l'un des deux parents exerce une activité professionnelle ou suit une formation;
- si les deux parents exercent une activité professionnelle;
- si celui des deux parents qui garde l'enfant n'est pas en mesure de s'en occuper parce qu'une maladie ou un accident est survenu dans la famille;

b. les parents d'un enfant de 16 ans au plus qui gardent eux-mêmes leur enfant ou le font garder gratuitement par un tiers pourront déduire un montant forfaitaire de 3000 francs.

La LHID sera modifiée afin que les cantons puissent instaurer des déductions analogues; le montant de ces déductions sera déterminé par le canton.

2. Instauration d'une déduction fiscale pour les frais de formation

La LIFD sera modifiée afin que les parents puissent faire valoir une déduction de 10 000 francs au maximum pour les frais de formation (formation initiale) de leurs enfants âgés de 16 à 25 ans lorsqu'ils supportent eux-mêmes ces frais.

La LHID sera modifiée afin que les cantons puissent instaurer une déduction analogue; le montant de cette déduction sera déterminé par le canton.

3. Exonération des allocations pour enfant et des allocations de formation professionnelle

La LIFD et la LHID seront modifiées afin que les allocations pour enfant et les allocations de formation professionnelle soient exonérées.

*Cosignataires:* Bieri, Bischofberger, David, Diener, Fournier, Graber Konrad, Imoberdorf, Inderkum, Lombardi, Maissen, Niederberger, Seydoux, Stadler, Stähelin (14)

CE *Commission de l'économie et des redevances*

**434/05.458 é Sommaruga Simonetta. Amélioration de la protection des consommateurs. Contrats conclus à distance et garantie** (15.12.2005)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Dans le souci de renforcer la protection des consommateurs en matière de contrats conclus à distance, on complétera le Code des obligations et la loi fédérale contre la concurrence déloyale (conformément au projet de modification du Code des obligations et de la loi fédérale contre la concurrence déloyale - amélioration de la protection des consommateurs).

*Cosignataires:* Berset, Bürgi, Hess, Inderkum (4)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**13.11.2006 CAJ-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**14.09.2007 CAJ-CN.** Ne pas donner suite

**02.06.2008 Conseil des Etats.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**10.12.2008 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

Voir objet 06.441 Iv.pa. Bonhôte

**435/06.489 é Sommaruga Simonetta. Prévenir les règles abusives figurant dans la rubrique écrite en petits caractères** (20.12.2006)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Parlement élaborera un projet de loi déterminant la validité et la nullité des conditions générales ainsi que les clauses contractuelles abusives; le projet prévoira en outre un contrôle abstrait du contenu des conditions générales.

*Cosignataires:* Bonhôte, Brunner Christiane, Büttiker, David, Jenny, Leuenberger-Solothurn, Ory, Schiesser (8)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**15.04.2008 CAJ-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**20.06.2008 CAJ-CN.** Ne pas donner suite

**436/07.500 é Stähelin. Abroger les dispositions sur le contrat de vente avec paiements préalables** (21.12.2007)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les dispositions du Code des obligations (CO) qui régissent la vente avec paiements préalables (art. 227a-228) seront abrogées.

CE *Commission des affaires juridiques*

**437/08.473 é Stähelin. Suppression de l'obligation de remboursement imposée au canton d'origine** (03.10.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les dispositions sur l'obligation de remboursement imposée au canton d'origine (en particulier les art. 14, al. 2, et 16 de la loi fédérale sur la compétence en matière d'assistance des personnes dans le besoin [LAS]) seront abrogées.

*Cosignataire:* Bürgi (1)

CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**438/08.520 é Stähelin. Suppression des signes distinctifs pour cycles** (19.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La LCR sera modifiée comme suit:

Art. 18

Al. 1: Les cycles doivent répondre aux prescriptions.

Al. 2: Le Conseil fédéral édicte les prescriptions relatives à la construction et à l'équipement des cycles et de leurs remorques.

Art. 70, al. 2 à 7

Biffer

Art. 73, al. 2

Biffer

Art. 77

Al. 1: ...délivre des permis de circulation et des plaques de contrôle pour véhicules automobiles sans que... dont les détenteurs des véhicules automobiles ont à répondre. Le canton est...

Al. 3: ...par la Confédération, des permis de circulation et des plaques de contrôle.

Art. 83

Al. 1: ...d'accidents causés par des véhicules automobiles se prescrivent...

Al. 3: ...les personnes civilement responsables d'un accident de véhicules automobiles, ainsi que les autres droits de recours prévus...

Art. 86

...prétentions découlant d'accidents causés par des véhicules automobiles, le juge apprécie...

Art. 97, ch. 1

Biffer "ou des signes distinctifs pour cycles"

Art. 99, ch. 4

Biffer

Art. 105

Biffer l'al. 3

Biffer la 2e phrase de l'al. 4

## Pétitions et plaintes

x **439/08.2017 é Association suisse pour l'Abolition de la Vivisection. Abolir les expériences sur les singes** (05.09.2008)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**02.10.2008 Conseil des Etats.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

**19.12.2008 Conseil national.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

**440/08.2024 ALRA Associazione Liberale radicale per l'Ambiente. Pour une diminution du trafic lourd** (25.11.2008)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**441/07.2021 Berufsschule Mode und Gestaltung, Zürich. Conservation des armes militaires à l'arsenal. Pour une restriction de l'acquisition d'armes** (07.01.2008)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

x **442/06.2001 é Brot für alle und Fastenopfer. Pour des pratiques et des règles commerciales humaines** (14.02.2006)

CN *Commission de politique extérieure*

CE *Commission de l'économie et des redevances*

**22.06.2006 Conseil des Etats.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

**19.12.2008 Conseil national.** Il est donné suite à la pétition (voir postulat 06.3011).

Voir objet 06.3011 Po. CPE-CN (06.2001)

**443/08.2022 n Christian Solidarity International. Solidarité avec 200 millions de chrétiens persécutés** (20.11.2008)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

**19.12.2008 Conseil national.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

x **444/08.2012 é Communauté Ogaden en Suisse. Faire cesser les violations des droits de l'homme en Ogaden** (20.06.2008)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

**02.10.2008 Conseil des Etats.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

**19.12.2008 Conseil national.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

**445/08.2028 é Dietsché F., Savièse. Associations infortatiques pour l'assistance sociale du 21e siècle** (27.10.2008)

**18.12.2008 Conseil des Etats.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

**446/08.2025 Esperon Patrick, Lausanne. Oui à la sécurité routière. Oui à la 3e voie autoroutière entre Lausanne et Genève** (25.11.2008)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**447/04.2002 é Fachstelle Assistenz Schweiz (FAssiS). Assurer l'intégration et l'autonomie des personnes handicapées** (22.01.2004)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**17.06.2004 Conseil des Etats.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

Voir objet 04.3625 Po. CSSS-CN (04.2002)

x **448/07.2017 é Girardier Pierre. Introduction d'un péage aux tunnels du Gothard et du San Bernardino** (21.11.2007)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**21.12.2007 Conseil des Etats.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

**19.12.2008 Conseil national.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

**449/08.2026 IG Motorrad, Hr. Theodor Klossner, Zürich. La moto doit rester abordable. Pas d'augmentation de 15 pour cent des primes d'assurance** (25.11.2008)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

x **450/08.2016 n Société internationale pour les droits de l'homme. Condamnation des camps de travail en République populaire de Chine** (02.09.2008)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

**03.10.2008 Conseil national.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

**18.12.2008 Conseil des Etats.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

**451/06.2020 é Session des jeunes 2005 CSAJ. Augmentation de l'aide au développement** (01.09.2006)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

**05.10.2006 Conseil des Etats.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

Voir objet 07.3002 Po. CPE-CN (06.2020)

**452/07.2013 é Session des jeunes 2006. Soutien financier aux constructions "minergie"** (06.09.2007)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**21.12.2007 Conseil national.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

**453/08.2021 é Session des jeunes 2007. Droit de vote à 16 ans** (20.11.2008)

CE *Commission des institutions politiques*

**454/07.2020 Jugendsession 2007 SAJV. Contre la réintroduction des Courses de formule 1** (12.12.2007)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**19.12.2008 Conseil national.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

**455/08.2002 é Jugendsession 2007 SAJV. Rendre la consommation de produits dopants illégale. Dispositions pénales** (21.01.2008)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**19.03.2008 Conseil des Etats.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

**456/08.2003 é Jugendsession 2007 SAJV. Création d'un fonds pour lutter contre le dopage** (21.01.2008)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**19.03.2008 Conseil des Etats.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

**457/08.2027 Jeunes PEV. Champ libre! Contre la publicité sexiste** (26.11.2008)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**18.12.2008 Conseil des Etats.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

**458/06.2003 é N.R.. Abolition de la justice militaire pour les civils** (17.05.2006)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**19.12.2006 Conseil des Etats.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

**459/08.2020 Partito Socialista, Sezione ticinese. CFF Cargo. Pour une intervention des autorités fédérales** (04.11.2008)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

x **460/08.2018 Rechtsberatungsstelle für Asylsuchende St. Gallen/Appenzell. Pour une deuxième autorité de recours en matière d'asile (suppression de l'art. 83 let. d ch. 1 LTF)** (08.09.2008)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**18.12.2008 Conseil des Etats.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

**19.12.2008 Conseil national.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

x **461/07.2004 n Schinhammer Robert, Dällikon. Création d'une assurance soins fédérale** (27.01.2007)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**13.06.2008 Conseil national.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

**18.12.2008 Conseil des Etats.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

**462/06.2009 é Schweiz. Gesellschaft für Allgemeinmedizin. Contre l'affaiblissement de la médecine de famille et la menace d'une pénurie des médecins de premier recours** (13.06.2006)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**13.06.2007 Conseil des Etats.** Il est donné suite à la pétition (voir postulat 07.3279)

Voir objet 07.3279 Po. CSSS-CE (06.2009)

x **463/08.2013 é Schweizer Medien. Priorité aux créateurs culturels suisses dans les médias Suisses** (19.06.2008)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**02.10.2008 Conseil des Etats.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

**19.12.2008 Conseil national.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

**464/08.2008 Selbsthilfegruppe Jod macht krank, Therwil. Pour des aliments de base sans iode** (28.04.2008)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**13.06.2008 Conseil national.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

**465/08.2019 Stiftung für Konsumentenschutz. Décodeurs numériques. Contre le monopole des opérateurs TV** (04.11.2008)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**466/05.2010 n Verantwortungsvoll erziehende Väter und Mütter. Soutien au postulat 04.3250 (Tâches parentales. Egalité de traitement)** (15.09.2005)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**07.10.2005 Conseil national.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

**467/08.2023 n Verband Schweizer Volksmusik. Musique populaire pour tous** (19.03.2008)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**19.12.2008 Conseil national.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

## Initiatives populaires pendantes

Objet	Déposée le	Rapport du Conseil fédéral sur le fond	Décision des conseils législatifs	Expiration du délai
Eaux vivantes (Initiative pour la renaturation) (FF 2006 6381) (07.060)	03.07.2006	27.06.2007		03.01.2009 <sup>1</sup>
Contre les mauvais traitements envers les animaux et pour une meilleure protection juridique de ces derniers (initiative pour l'institution d'un avocat de la protection des animaux) (FF 2007 5759) (08.036)	26.07.2007	14.05.2008		26.01.2010
Pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre (FF 2007 6823) (08.060)	05.10.2007	27.08.2008		05.04.2010
Pour en finir avec les constructions envahissantes de résidences secondaires! (FF 2008 1003) (08.073)	18.12.2007	29.10.2008		18.06.2010
Contre la création effrénée d'implantations portant atteinte au paysage et à l'environnement (FF 2008 1001) (08.074)	18.12.2007	29.10.2008		18.06.2010
Pour le renvoi des étrangers criminels (Initiative sur le renvoi) (FF 2008 1745)	15.02.2008			15.08.2010
Contre les rémunérations abusives (FF 2008 2325)	26.02.2008			26.08.2010
Pour un climat sain (FF 2008 2327)	29.02.2008			29.08.2010
Pour des impôts équitables. Stop aux abus de la concurrence fiscale (Initiative pour des impôts équitables) (FF 2008 4527)	06.05.2008			06.11.2010
Contre la construction de minarets (FF 2008 6259) (08.061)	08.07.2008	27.08.2008		08.01.2011
De l'espace pour l'homme et la nature (initiative pour le paysage) (FF 2008 6905)	14.08.2008			14.02.2011
Pour des véhicules plus respectueux des personnes (FF 2008 7199)	25.08.2008			25.02.2011
Initiative sur l'épargne-logement (FF 2008 7857)	29.09.2008			29.03.2011

<sup>1</sup> Prolongation du délai jusqu'au 3 janvier 2010 (CE 01.10.2008; CN 09.12.2008)

## Initiatives populaires annoncées

No	Objet	Forme	Publiée le	Expiration du délai	Initiateurs
1	Jeunesse + musique	R	19.06.2007 (FF 2007 4071)	19.12.2008	Conseil Suisse de la Musique CSM, Maison de la musique, case postale, 5001 Aarau
2	Accéder à la propriété grâce à l'épargne-logement	R	07.08.2007 (FF 2007 5681)	07.02.2009	HEV Suisse, initiative jumelées, Case postale 1173, 8032 Zurich
3	Pour la liberté d'expression - non aux muselières!	R	07.08.2007 (FF 2007 5685)	07.02.2009	Démocrates Suisses, Case postale 108, 3806 Bönigen
4	Sécurité du logement à la retraite	R	07.08.2007 (FF 2007 5677)	07.02.2009	HEV Suisse, initiative jumelées, Case postale 1173, 8032 Zurich
5	Pour la protection face à la violence des armes	R	04.09.2007 (FF 2007 5881)	04.03.2009	Initiative populaire Pour la protection face à la violence des armes, Case postale 7876, 3001 Berne
6	6 semaines de vacances pour tous	R	15.01.2008 (FF 2008 149)	15.07.2009	TravailSuisse, Madame Susanne Blank, Hopfenweg 21, Case postale 5775, 3001 Berne
7	Pour le renforcement des droits populaires dans la politique étrangère (accords internationaux: la parole au peuple!)	R	04.03.2008 (FF 2008 1333)	04.09.2009	ASIN, Case postale 669, 3000 Bern 31
8	Pour des jeux d'argent au service du bien commun	R	22.04.2008 (FF 2008 2459)	22.10.2009	Pour des jeux d'argent au service du bien commun, Case postale 5735, 1002 Lausanne
9	Contre de nouveaux avions de combat	R	10.06.2008 (FF 2008 4529)	10.12.2009	Bündnis gegen neue Kampfflugzeuge, Case postale, 8031 Zurich

R = Projet rédigé de toutes pièces

TG = Proposition conçue en termes généraux

## Commissions parlementaires

### CONSEIL NATIONAL

#### 1. Bureau-CN (Bu)

*Simoneschi-Cortesi* (Présidente), Bruderer (1er vice-présidente), Germanier (2e vice-président)

*Scrutateurs*: Bächler, Engelberger, Graf-Litscher, Parmelin

*Suppléants*: Favre Laurent, Neiryneck, Voruz, Wobmann

*Présidents et présidentes de groupe*: Baader Caspar, Frösch, Häberli-Koller, Huber, Wyss Ursula

#### 2. Commission des finances (CdF)

*Abate, Kiener Nellen*, Bänziger, Bäumle, Brunschwig Graf, Carobbio Guscelli, Egger, Füglistaller, Graber Jean-Pierre, Grin, Häberli-Koller, Hofmann, Hutter Markus, Kleiner, Kunz, Levrat, Loepfe, Marti Werner, Maurer, Müller Thomas, Pfister Theophil, Schelbert, Schwander, Vischer, Zuppiger (25)

#### 3. Commission de gestion (CdG)

*Veillon, Roth-Bernasconi*, Bader Elvira, Baumann J. Alexander, Binder, Cathomas, Daguet, Eichenberger, Français, Frösch, Gadiant, Glanzmann, Glauser, Glur, Goll, Graf-Litscher, Lustenberger, Miesch, Moret, Rossini, von Siebenthal, Wasserfallen, Weber-Gobet, Weibel, Wyss Brigit (25)

#### 4. Commission de politique extérieure (CPE)

*Müller Geri, Markwalder Bär*, Aebi, Allemann, Amacker, Barthassat, Brunschwig Graf, Estermann, Favre Laurent, Fehr Hans-Jürg, Fehr Mario, John-Calame, Lang, Mörgeli, Moser, Müller Walter, Rechsteiner-Basel, Reymond, Riklin Kathy, Schibli, Sommaruga Carlo, Stahl, Stamm, Wehrli, Wobmann (25)

#### 5. Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC)

*Aubert, Füglistaller*, Bruderer, Fehr Mario, Fiala, Freysinger, Galladé, Gilli, Glauser, Graf Maya, Häberli-Koller, Ineichen, Kunz, Mörgeli, Moser, Müri, Neiryneck, Noser, Perrinjaquet, Pfister Theophil, Prelicz-Huber, Riklin Kathy, Schenk Simon, Simoneschi-Cortesi, Steiert (25)

#### 6. Commission de la sécurité sociale et de la santé publique (CSSS)

*Stahl, Meyer Thérèse*, Baettig, Borer, Bortoluzzi, Cassis, Dunant, Fehr Jacqueline, Gilli, Goll, Graf Maya, Humbel Näf, Kleiner, Maurer, Parmelin, Rechsteiner Paul, Robbiani, Rossini, Ruey, Schenker Silvia, Scherer, Triponez, Weber-Gobet, Wehrli, Weibel (25)

#### 7. Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE)

*Brunner, Bourgeois*, Amstutz, Bader Elvira, Bäumle, Bigger, Cathomas, Chevrier, Girod, Grunder, Hutter Jasmin, Killer, Leutenegger Filippo, Lustenberger, Messmer, Nordmann, Nussbauer, Parmelin, Pelli, Rechsteiner-Basel, Rutschmann, Stump, Teuscher, van Singer, Wyss Ursula (25)

#### 8. Commission de la politique de sécurité (CPS)

*Zuppiger, Bächler*, Allemann, Borer, Bortoluzzi, Bugnon, Donzé, Eichenberger, Engelberger, Glanzmann, Haller, Hurter Thomas, Lachenmeier, Lang, Loepfe, Lumengo, Malama, Miesch, Müller

Geri, Müller Walter, Perrin, Rielle, Segmüller, Voruz, Widmer (25)

#### 9. Commission des transports et des télécommunications (CTT)

*Hämmerle, Binder*, Aeschbacher, Amherd, Berberat, Bignasca Attilio, Brélaz, Caviezel, Fehr Jacqueline, Föhn, Germanier, Giezendanner, Hany, Hochreutener, Huber, Hutter Markus, Lachenmeier, Levrat, Pedrina, Rickli Natalie, Rime, Schenk Simon, Simoneschi-Cortesi, Teuscher, von Rotz (25)

#### 10. Commission de l'économie et des redevances (CER)

*Fässler, Wandfluh*, Baader Caspar, Bischof, Darbellay, de Buman, Favre Charles, Fehr Hans-Jürg, Flückiger, Hassler, Kaufmann, Leutenegger Oberholzer, Meier-Schatz, Müller Philipp, Rechsteiner Paul, Rennwald, Rime, Schelbert, Schneider, Spuhler, Theiler, Thorens Goumaz, Walter, Zemp, Zisyadis (25)

#### 11. Commission des institutions politiques (CIP)

*Pfister Gerhard, Perrin*, Brunner, Donzé, Engelberger, Fehr Hans, Fluri, Geissbühler, Gross, Heim, Hiltpold, Hodgers, Humbel Näf, Hutter Jasmin, Joder, Leuenberger-Genève, Marra, Meyer Thérèse, Moret, Schibli, Schmidt Roberto, Stöckli, Tschümperlin, Wobmann, Zisyadis (25)

#### 12. Commission des affaires juridiques (CAJ)

*Huber, Thanei*, Aeschbacher, Amherd, Chevrier, Fluri, Freysinger, Geissbühler, Heer, Hochreutener, Hofmann, Jositsch, Kaufmann, Leutenegger Oberholzer, Lüscher, Markwalder Bär, Nidegger, Reimann Lukas, Schmid-Federer, Schwander, Sommaruga Carlo, Stamm, Vischer, von Graffenried, Wyss Brigit (25)

#### 13. Commission des constructions publiques (CCP)

*Hany, van Singer*, Bigger, Bächler, Daguet, Français, Heim, Killer, Messmer, Roth-Bernasconi, Rutschmann, Scherer, von Siebenthal (13)

### CONSEIL DES ETATS

#### 14. Bureau-CE (Bu)

*Berset* (Président), Forster (1er vice-présidente), Inderkum (2e vice-président)

*Scrutateur*: Altherr

*Suppléant*: Lombardi

#### 15. Commission des finances (CdF)

*Stähelin, Burkhalter*, Altherr, Berset, Fetz, Fournier, Freitag, Germann, Jenny, Leuenberger-Solothurn, Niederberger, Schwaller, Schweiger (13)

#### 16. Commission de gestion (CdG)

*Hess, Janiak*, Briner, Cramer, Graber Konrad, Hêche, Imoberdorf, Kuprecht, Leumann, Lombardi, Reimann Maximilian, Seydoux, Stadler (13)

#### 17. Commission de politique extérieure (CPE)

*Marty Dick, Bischofberger*, Briner, David, Fournier, Germann, Gutzwiller, Maissen, Maury Pasquier, Recordon, Reimann Maximilian, Seydoux, Sommaruga Simonetta (13)

**18. Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC)**

*Bürgi, Maissen, Bieri, Bischofberger, Burkhalter, Fetz, Gutzwiller, Leumann, Luginbühl, Ory, Savary, Seydoux, Stadler* (13)

**19. Commission de la sécurité sociale et de la santé publique (CSSS)**

*Schwaller, Kuprecht, Altherr, Brändli, David, Egerszegi-Obrist, Fetz, Forster, Frick, Gutzwiller, Maury Pasquier, Ory, Stähelin* (13)

**20. Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE)**

*Lombardi, Schweiger, Bischofberger, Brändli, Büttiker, Cramer, Diener, Forster, Imoberdorf, Inderkum, Janiak, Jenny, Sommaruga Simonetta* (13)

**21. Commission de la politique de sécurité (CPS)**

*Altherr, Frick, Bieri, Bürgi, Burkhalter, Fournier, Hêche, Hess, Kuprecht, Maissen, Niederberger, Ory, Recordon* (13)

**22. Commission des transports et des télécommunications (CTT)**

*Bieri, Jenny, Brändli, Büttiker, Diener, Egerszegi-Obrist, Graber Konrad, Hêche, Hess, Imoberdorf, Leuenberger-Solothurn, Lombardi, Savary* (13)

**23. Commission de l'économie et des redevances (CER)**

*Sommaruga Simonetta, Leumann, Berset, David, Forster, Frick, Germann, Graber Konrad, Leuenberger-Solothurn, Luginbühl, Marty Dick, Schweiger, Stähelin* (13)

**24. Commission des institutions politiques (CIP)**

*Inderkum, Maury Pasquier, Briner, Büttiker, Cramer, Egerszegi-Obrist, Freitag, Germann, Hêche, Lombardi, Niederberger, Reimann Maximilian, Schwaller* (13)

**25. Commission des affaires juridiques (CAJ)**

*Janiak, Bürgi, Berset, Diener, Freitag, Inderkum, Luginbühl, Marty Dick, Recordon, Savary, Schweiger, Seydoux, Stadler* (13)

**DÉLÉGATIONS ET COMMISSIONS COMMUNES****26. Commission de réhabilitation (CReha)**

**N** Barthassat, Daguet, Egger, Engelberger, Gilli, Hassler, Heim, Hiltbold, Müri, Reymond, Rielle, Stahl  
**E** Cramer, Diener, Graber Konrad, Hess, Luginbühl

Président: Daguet  
Vice-présidente: Diener

**27. Délégation administrative (DA)**

**N** Bruderer, Germanier, Simoneschi-Cortesi  
**E** Berset, Forster, Inderkum

Président: Berset  
Vice-présidente: Simoneschi-Cortesi

**28. Délégation des finances (DéIFin)**

**N** Carobbio Guscetti, Loepfe, Marti Werner, Zuppiger  
**E** Altherr, Leuenberger-Solothurn, Schwaller

Président: Zuppiger  
Vice-président: Altherr

**29. Délégation des commissions de gestion (DéICdG)**

**N** Frösch, Moret, Veillon  
**E** Janiak, Kuprecht, Stadler

Président: Janiak  
Vice-président: Veillon

**30. Commission des grâces (CGra)**

**N** Barthassat, Daguet, Egger, Engelberger, Gilli, Hassler, Heim, Hiltbold, Müri, Reymond, Rielle, Stahl  
**E** Cramer, Diener, Graber Konrad, Hess, Luginbühl

Président: Daguet  
Vice-présidente: Diener

**31. Commission de rédaction (CdR)****Membres**

**allemand** **N** Freysinger, Gadiant  
**E** Germann, Stadler

**français** **N** Berberat, Neiryck  
**E** Berset, Seydoux

**italien** **N** Carobbio Guscetti, Pedrina  
**E** Lombardi, Marty Dick

**Suppléants**

**allemand** **N** Joder, Markwalder Bär  
**E** Altherr, Bischofberger

**français** **N** Lüscher, Sommaruga Carlo  
**E** Recordon, Savary

**italien** **N** Bignasca Attilio, Cassis, Robbiani, Simoneschi-Cortesi

Président: Berberat

**32. Délégation auprès de l'Union interparlementaire (UIP)**

**N** Gadiant, Markwalder Bär, Stump, Veillon, Wehrli  
**E** Bürgi, David, Gutzwiller

Président: Gutzwiller  
Vice-présidente: Stump

**33. Délégation auprès du Conseil de l'Europe (DCE)**

**N Membres:** Gross, Loepfe, Müri, Stump  
**Suppléants:** Bugnon, Fiala, John-Calame, Walter

**E Membres:** Maissen, Marty Dick, Reimann Maximilian  
**Suppléant:** Maury Pasquier

Président: Reimann Maximilian  
Vice-président: Maissen

**34. Délégation AELE / Parlement européen (AELE/PE)**

**N Membres:** Gadiant, Kaufmann, Widmer  
**Suppléants:** Bänziger, Cassis, Riklin Kathy

**E Membres:** Burkhalter, David  
**Suppléants:** Germann, Sommaruga Simonetta

Présidente: Gadiant  
 Vice-président: Burkhalter

**35. Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)**

**N Membres:** Berberat, Bugnon, Ruey  
**Suppléants:** John-Calame, Neiryck, Raymond

**E Membres:** Berset, Seydoux  
**Suppléants:** Burkhalter, Fournier

Président: Bugnon  
 Vice-président: Berset

**36. Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (OSCE)**

**N Membres:** Engelberger, Miesch, Widmer  
**Suppléant:** Büchler

**E Membres:** Berset, Kuprecht, Niederberger  
**Suppléant:** Egerszegi-Obrist

Président: Niederberger  
 Vice-président: Widmer

**37. Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (OTAN)**

**N Membres:** Büchler, Zuppiger  
**Suppléant:** Engelberger

**E Membres:** Altherr, Frick  
**Suppléant:** Hêche

Président: Zuppiger

**38. Délégation de surveillance des NLFA (DSN)**

**N** Abate, Binder, Cathomas, Föhn, Hämmerle, Schelbert

**E** Büttiker, Hess, Jenny, Leuenberger-Solothurn, Lombardi, Stadler

Président: Büttiker  
 Vice-président: Binder

**39. Commission judiciaire (CJ)**

**N** Baumann J. Alexander, Chevrier, Hany, Joder, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Lüscher, Nidegger, Pelli, Schwander, Sommaruga Carlo, Vischer

**E** Bürgi, Diener, Recordon, Schweiger, Stähelin

Président: Bürgi  
 Vice-président: Chevrier

**Dates des sessions 2009****Etat: 19.12.2008***Sessions ordinaires (durée 3 semaines)*

Printemps:

2 - 20 mars

Eté:

25 mai - 12 juin (1er juin: Lundi de Pentecôte)

Automne:

7 - 25 septembre

Hiver:

23 novembre - 11 décembre

*Elections:*

Président de la Confédération et vice-président du Conseil fédéral

2 décembre

*Session spéciale (durée 1 semaine)*

27 - 30 avril

*Excursion des groupes:*

3 juin

*Réceptions dans les cantons:*

Président du Conseil des Etats

25 novembre

Président du Conseil national

25 novembre

Président de la Confédération

3 décembre

Autres

10 décembre

*Séances ordinaires des Bureaux des Conseils:*

13 février

30 avril

20/21 août (Conseil national)

21/22 août (Conseil des Etats)

6 novembre

*Votations fédérales:*

8 février

17 mai

27 septembre

29 novembre

*Sessions du Conseil de l'Europe:*

26 - 30 janvier

27 - 30 avril

22 - 26 juin

28 septembre - 2 octobre

*OTAN*

Session de printemps:

22 - 29 mai, Norvège

Session annuelle

13 - 17 novembre, Grande-Bretagne

**Dates des sessions 2010****Etat: 19.12.2008***Sessions ordinaires (durée 3 semaines)*

Printemps:

01 - 19 mars

Eté:

31 mai - 18 juin

Automne:

13 septembre - 1er octobre

Hiver:

29 novembre - 17 décembre

*Session spéciale (durée 1 semaine)*

03 - 07 mai

*Excursion des groupes:*

09 juin

*Réceptions dans les cantons:*

Président du Conseil des Etats

1er décembre

Présidente du Conseil national:

1er décembre

Présidente de la Confédération:

09 décembre

Autres

16 décembre

*Séances ordinaires des Bureaux des Conseils:*

12 février

07 mai

26/27 août (CN)

27/28 août (CE)

12 novembre

*Votations fédérales:*

07 mars

13 juin

26 septembre

28 novembre





